

FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

UN COLONIAL SOUS LA RÉVOLUTION
EN FRANCE ET EN AMÉRIQUE :
MOREAU DE SAINT-MÉRY

THÈSE POUR LE DOCTORAT DE L'UNIVERSITÉ
PRÉSENTÉE A LA
FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

PAR

Anthony Louis ELICONA

M. A., Columbia University, New-York

PARIS
JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS
15, RUE RACINE, 15

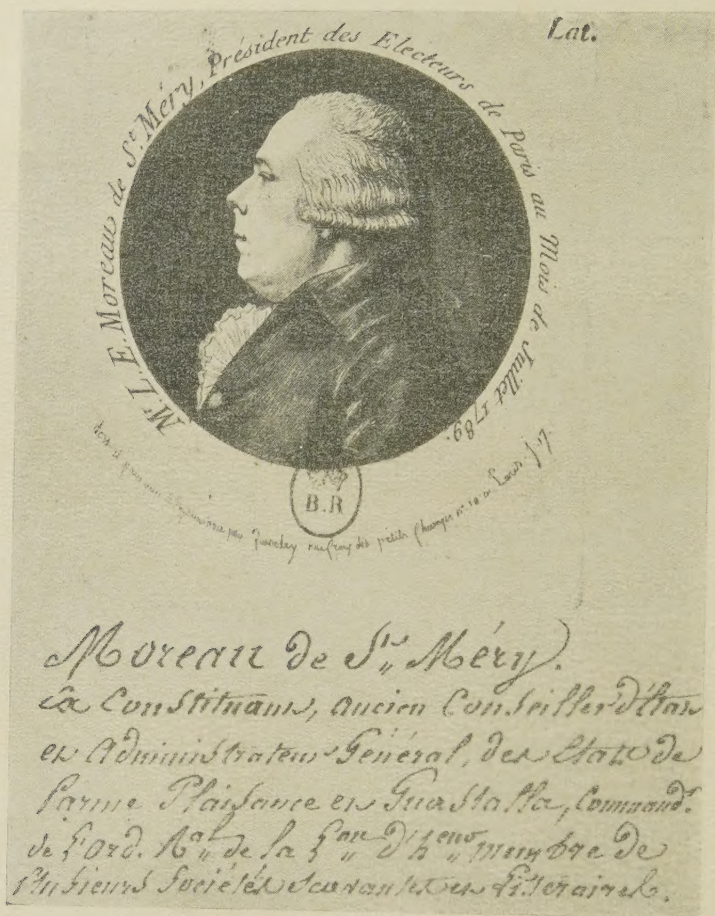
1934

**UN COLONIAL SOUS LA RÉVOLUTION
EN FRANCE ET EN AMÉRIQUE :
MOREAU DE SAINT-MÉRY**



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41551802_0019



FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

UN COLONIAL SOUS LA RÉVOLUTION
EN FRANCE ET EN AMÉRIQUE :
MOREAU DE SAINT-MÉRY

THÈSE POUR LE DOCTORAT DE L'UNIVERSITÉ
PRÉSENTÉE A LA
FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

PAR

Anthony Louis ELICONA

M. A., Columbia University, New-York

PARIS

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

—
1934

*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les Thèses;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.*



A MES PARENTS

M. ET MME ANTHONY B. ELICONA

A qui je dois tout.

PRÉFACE

Vivement intéressé par les rapports qui ont uni dans le passé les Etats-Unis d'Amérique, mon pays, et la France, je m'étais d'abord proposé d'écrire une étude sur les voyageurs français aux Etats-Unis qui nous ont laissé le récit de leurs impressions. Limité au XVIII^e siècle, cet essai aurait compris des écrivains comme Brissot de Warville, Volney, La Rochefoucauld-Liancourt, Moreau de Saint-Méry, Saint-Jean de Crèvecœur, Chastellux, Lézay-Marnésia, l'abbé Robin, etc.

Mais ayant lu les deux admirables ouvrages de M. Bernard Faÿ : *L'Esprit révolutionnaire en France et aux Etats-Unis à la fin du XVIII^e siècle* et la *Bibliographie des ouvrages français relatifs aux Etats-Unis (1770-1800)*, ma déception fut grande. Quoique M. Faÿ n'eût pas, vu l'ampleur de son sujet, donné au rôle joué par ces écrivains en Amérique le développement que je m'étais proposé, il avait pourtant si bien rendu, sous une forme condensée, ce que j'aurais exprimé plus longuement que je fus immédiatement persuadé de renoncer à mon premier dessein.

Ne voulant cependant pas abandonner une époque aussi importante pour l'établissement des rapports franco-américains, j'eus alors l'idée d'étudier plus spécialement l'une de ces figures d'écrivains voyageurs. Parmi les plus importants, un seul n'avait pas encore été l'objet d'une biographie complète, c'était Moreau de Saint-Méry.

Nombreux sont les articles de revue et les notices con-

sacrés à cette remarquable figure de la Révolution française, mais — chose curieuse — personne jusqu'à présent n'avait encore songé à lui consacrer une étude spéciale. Pourtant, si l'on considère l'époque décisive à laquelle il a vécu, si l'on étudie le rôle qu'il a joué dans les événements qui se déroulaient sous ses yeux, événements si gros de conséquence pour l'histoire de la civilisation, on aura le droit de s'en étonner.

Par la variété de ses expériences, l'étendue de ses travaux, le charme de sa personnalité, Moreau de Saint-Méry mérite d'être sauvé de l'oubli historique. C'est dans ce dessein que je présente cette modeste contribution à l'étude de l'histoire de la Révolution française.

* * *

Je voudrais enfin exprimer ici ma reconnaissance envers mon maître, M. Charles Cestre, professeur de littérature et civilisation des Etats-Unis à l'Université de Paris, pour avoir accepté de diriger ma thèse, et envers M. Fortunat Strowski, membre de l'Institut et professeur à la Faculté des Lettres, pour m'avoir orienté dans le choix de mon sujet. Mes remerciements sont également dus à Mlle S. Aubert-Champerré, externe des hôpitaux, et à Mlle H. Frémont, attachée à la Bibliothèque Nationale, qui ont bien voulu m'aider à revoir le français de cette dissertation.

UN COLONIAL SOUS LA REVOLUTION
EN FRANCE ET EN AMÉRIQUE :
MOREAU DE SAINT-MÉRY

INTRODUCTION

**Jeunesse aux Antilles françaises :
Période pré-révolutionnaire.**

(1750-1789)

§ 1.

Au début du xviii^e siècle, un Moreau de Saint-Méry quitta son Poitou natal pour aller s'établir avec d'autres Français dans la lointaine Martinique. Plus d'un siècle après, le 13 janvier 1750, naquit au Fort-Royal de cette île le membre le plus illustre de la famille, Médéric-Louis-Elie Moreau de Saint-Méry (1).

Les Moreau comptaient à cette époque parmi les familles les plus considérables et les plus nobles de la colonie, ayant occupé depuis plusieurs générations les premières places dans la magistrature. Après avoir possédé une fortune considérable, ils étaient tombés, par suite de pertes et de mauvaise gestion des affaires, dans un état voisin de la pauvreté.

Moreau de Saint-Méry avait à peine deux ans lorsqu'il

1. Cf. Pour la première partie de sa vie : Les biographies de Silvestre, de Fournier-Pescay, l'article de la *Biographie universelle* (Michaud) et surtout son *Mémoire justificatif*.

perdit son père, depuis seize ans lieutenant particulier de la sénéchaussée du Fort-Royal. Sa mère, restée veuve à vingt-deux ans et dominée par une tendresse parfois excessive, s'occupa elle-même de la première éducation de son fils et de ses deux filles. Elle ne put se résoudre à envoyer le jeune Médéric faire ses études en France comme le faisaient les autres familles de la colonie (1). Après lui avoir enseigné à lire, elle l'envoya chez un maître pour y apprendre l'écriture et l'arithmétique. A dix ans le jeune Moreau quitta cette école pour entrer chez M. Borde, beau-frère de sa mère et notaire de l'Amirauté. De sa mère énergique et distinguée, il avait appris surtout l'amour de ses semblables ; elle le nourrit dans des sentiments de grande pitié pour la misère. Ayant lui-même des dispositions naturelles pour la philanthropie, il trouva maintes occasions de secourir les misérables esclaves noirs de l'île ; il plaidait éloquemment leur cause auprès de leurs maîtres et surtout auprès de son grand-père, sénéchal de la Martinique et interprète du rigoureux *code noir* de Louis XIV. Quand il lui était impossible d'obtenir leur grâce, il faisait au moins adoucir leur châtement (2). Toute sa vie il devait conserver cet amour de l'humanité.

Ayant perdu son oncle au mois de février 1767, il s'occupa au greffe du Conseil. La même année, le vieux sénéchal, qui s'intéressait vivement à l'éducation et à l'instruction de son petit-fils, mourut en lui léguant la somme de 66.000 francs pour aller étudier le droit à Paris. Toujours généreux, Moreau refusa de profiter seul de ce bien et résolut de le partager avec tous ses parents.

En 1768, on voulut faire de lui un officier du garde de

1. Il n'y existait alors aucun établissement consacré à l'instruction supérieure.

2. Cf. L'anecdote rapportée par Fournier dans la *Biographie universelle*, vol. XXIX, p. 266.

l'administration de la Marine, mais ce genre d'occupation le satisfait moins que celui qu'il avait pratiqué pendant sept ans chez son oncle. D'ailleurs, il tenait à se montrer à la hauteur de la réputation si dignement conquise par sa famille dans la magistrature ; il préférait succéder à son grand-père. Mais il fallait auparavant être reçu avocat, ce qui n'était guère possible dans l'île. Avec le secours financier de quelques parents du continent, auxquels il avait soumis un plan d'études qui devait durer cinq ans, il partit pour la France le 15 juillet 1769.

Dès son arrivée à Paris, il fut accueilli par des parents riches qui occupaient de hautes situations dans la magistrature et dans l'armée. Grand, beau et bien fait, il n'eut pas de peine à se faire recevoir dans les salons parisiens. Mais il ne se laissa pas séduire par la société brillante d'avant la Révolution. Au mois de novembre il s'inscrivit à la Faculté de Droit et entreprit seul l'étude du latin. De plus, il suivit les cours de mathématiques et d'astronomie pratique professés par les savants Lalande et Messier. Esprit actif, curieux de tout savoir, il découvrit à Paris des horizons dont il n'avait pas soupçonné l'existence dans son île ; en ce milieu favorable, son intelligence s'ouvrit aux sciences, aux lettres, à tous les arts. Il essaya de se faire admettre dans des sociétés littéraires et scientifiques. Pour concilier les plaisirs de société avec son travail, il avait résolu de ne se coucher qu'une nuit sur trois. Grâce à sa constitution robuste, il put continuer assez longtemps ce mode de vie extraordinaire. Il trouva ainsi le temps de se livrer entièrement à ses chères études sans négliger son service militaire, ayant été reçu gendarme de la Garde du roi. Sa mémoire était prodigieuse : il pouvait citer des tirades entières des meilleurs classiques ; il retenait les principaux axiomes du droit romain et les rapportait avec fidélité dans la langue originale. Ses progrès furent si remarquables que, quatorze mois plus tard, en janvier 1771, il put soute-

nir *en latin* sa thèse de bachelier en droit. Au bout de trois ans d'études acharnées, il reçut le titre d'*avocat au Parlement*.

Après cinq ans de séjour en France, il s'embarqua au Havre, le 8 octobre 1774, pour son île natale (1). Il s'était destiné à entrer dans le Conseil souverain de la Martinique, mais sa pauvreté l'entraîna au mois de mai vers le Cap Français de Saint-Domingue, la ville la plus riche et la plus considérable des Antilles françaises. Muni d'une quantité de lettres de recommandation, il obtint la promesse de la première place d'avocat qui serait vacante. En attendant, il s'associa avec un avocat en titre et son premier plaidoyer lui valut un petit succès. Devenu titulaire lui-même en août 1776, il se montra bientôt orateur éloquent et jurisconsulte probe. Grâce à son savoir étendu, à son esprit brillant et à son désintéressement, il se classa parmi les avocats les plus renommés et les plus actifs de la colonie (2).

Le 18 avril 1781, il épousa une des filles de Mme Milhet, veuve d'un négociant de la Louisiane (3). Ce fut alors qu'il connut Louis-Narcisse Baudry des Lozières, époux de la fille aînée de Mme Milhet et lui aussi avocat au Conseil supérieur. Moreau de Saint-Méry, fils, qui devait accompagner son père jusqu'à sa mort, naquit le 29 mars 1782.

§ 2.

C'est un peu avant cette époque (vers 1776) qu'on doit faire remonter l'origine de son ouvrage monumental sur les

1. *Mémoire justificatif*, p. 3.

2. Cf. *Œuvres de Moreau de Saint-Méry : Plaidoyers au Cap Français*.

3. Voir : Baudry des Lozières, *Voyage à la Louisiane*, 1802, p. 117, pour la vie de Jean Milhet.

Loix et Constitutions des Colonies françaises de l'Amérique sous le Vent, de 1550 à 1785 (1).

Tout concourait à faire regretter à Moreau de Saint-Méry que la législation particulière de la colonie de Saint-Domingue ne fût pas mieux connue. Les colonies avaient lutté depuis leur origine avec les effets destructifs d'une administration qui ne pouvait leur convenir ; on leur avait appliqué une législation qu'une jurisprudence complexe et souvent contradictoire rendait incertaine. Moreau lui-même savait combien il était pénible d'avoir à prononcer des jugements ou à éclairer les autres sur des cas importants, sans pouvoir s'assurer des vrais principes qui devaient les régir. Ces principes ne pouvaient être que des lois, mais on ne trouvait partout que des prétendus usages à leur place. Quoique partisan d'une réforme dans la législation, Moreau se gardait de croire que, dans cet amas d'autorités qui s'entrechoquaient, tout fût à détruire. Combien était-il plus avantageux de pouvoir choisir parmi les lois faites spécialement pour les colonies ou parmi celles qu'on avait voulu leur appliquer !

Réunir les réglemens et les décrets particuliers à l'administration de Saint-Domingue, jusqu'alors épars, dévorés des vers et souvent ignorés des magistrats eux-mêmes, n'était certes pas facile ; mais Moreau était poussé par le double désir d'être utile à son pays et d'accroître ses propres connaissances.

Il nous raconte lui-même ce que cet ouvrage lui coûta :

« Dans un climat dévorant, où l'on dispute en quelque sorte les papiers aux insectes, quelles fatigues, quelles dépenses dans les voyages qu'il faut entreprendre pour découvrir ceux qu'on désire ! Quelles recherches et quel temps pour les trouver dans les dépôts publics où ils sont

1. *Mémoire justificatif*, p. 5.

mal en ordre ! Que de dégoûts à essuyer, que d'obstacles à surmonter ! » (1).

§ 3.

Ce fut pendant une de ces excursions à l'intérieur de l'île de Saint-Domingue que Moreau de Saint-Méry fit une découverte extraordinaire. Comme l'a bien dit H. W. Kent : « *Here is a life that reads like a romance ! Few novelists, however, would have thought of the touch about Columbus' grave which gives an American the feeling of proprietary interest in the gentleman from the Antilles* » (2).

Selon une vieille tradition, le corps de Christophe Colomb, l'immortel navigateur, avait eu sa sépulture à Saint-Domingue. Vers 1550, la veuve de Diego Colomb avait obtenu la translation de la dépouille de l'explorateur de la chartreuse de Santa Maria de las Cuevas (près Séville) à la cathédrale de Santo Domingo, alléguant que tel avait été le désir de l'amiral. Lorsque en 1655 William Penn assiégea Santo Domingo, les sépultures de la cathédrale furent soustraites aux yeux des hérétiques. De nombreux tremblements de terre, la ruine de la colonie, le climat, le temps et l'incurie achevèrent la perte et l'oubli des ossements de Colomb dans la crypte de l'église.

Comme tout ce qui avait trait à l'histoire de Saint-Domingue passionnait un savant tel que Moreau de Saint-Méry, il fut extrêmement désireux de se procurer des renseignements certains sur cette sépulture. Il s'adressa donc en 1783 à son ami don Joseph Solana, commandant de l'armée navale d'Espagne au Cap Français, qui le recommanda au président de la partie espagnole de l'île, don Isidore Peralta. Grâce à leur aide, Moreau put faire effectuer des recherches

1. *Loix et Constitutions*, préface, p. xxv.

2. Chez Moreau de Saint-Méry, *Philadelphia*, Grolier Club, New-York.

dans les archives de la cathédrale de Santo-Domingo, mais on ne trouva aucun document antérieur à 1630, car le sac de la ville par les Anglais sous Sir Francis Drake en 1586 avait amené la destruction de tout registre qui eût pu guider notre historien. Ainsi, selon toute évidence, l'existence de la célèbre dépouille ne reposait que sur la tradition.

Mais, le 29 mars 1783, don Peralta écrivit à Solana qu'il espérait bientôt lui remettre, pour Moreau de Saint-Méry, « la preuve que les ossements de Christophe Colomb sont dans une caisse de plomb, renfermée dans une autre caisse de pierre, qui est enterrée dans le sanctuaire du côté de l'évangile, et que ceux de don Barthélémy Colomb, son frère, reposent du côté de l'épître de la même manière et avec les mêmes précautions » (1).

Effectivement, Moreau reçut de la part de Peralta trois pièces revêtues de toutes formes légales, certifiant qu'au mois de janvier 1783, don Caseres, doyen dignitaire de la cathédrale, et ses deux chanoines, don Sanchez et don Galvez, avaient déterré deux caisses de pierre contenant des urnes de plomb qui devaient, « d'après la tradition communiquée par les anciens du pays et un chapitre du synode de cette sainte église cathédrale » (2), renfermer les os de l'amiral Colomb et de son frère, Barthélémy, ou de son fils, don Diégue. Ainsi Moreau de Saint-Méry était-il possesseur des uniques preuves du glorieux dépôt que recélait l'église primatiale de Santo-Domingo (3).

1. Moreau de Saint-Méry, *Description de la partie espagnole de Saint-Domingue*, vol. 1, p. 125, suiv. Ces pages contiennent tous les renseignements sur la découverte du corps de Colomb.

2. *Description de la partie espagnole de Saint-Domingue*, vol. I, p. 127-128.

3. Léon Guérin, dans sa notice sur Moreau de Saint-Méry (*), rejette du premier abord la possibilité de la découverte du tombeau de Colomb par

(*) *Description de la partie française*, 1875, préface.

§ 4.

Moreau de Saint-Méry était loin de songer à publier le résultat de ses recherches qui ne consistait d'abord qu'en notes purement indicatives et qui donna bientôt une immense collection de matériaux encore indigestes mais classés avec méthode. L'étude des circonstances qui avaient provoqué ces lois et constitutions et leur rapprochement dans ses dossiers lui inspirèrent, quelque temps après, le projet d'offrir à ses compatriotes l'hommage de ses recherches.

Le 23 octobre 1782 parut dans la *Gazette de Saint-Domingue* son projet de recueil des *Loix et Constitutions* et s'ouvrit la souscription. Moreau ne s'était pas abusé sur l'intérêt que devait inspirer un tel ouvrage. Il trouva aussitôt deux cents approbateurs, le ministre de la Marine prit au nom de Sa Majesté une souscription de trente exemplaires et tous ses amis l'encouragèrent à se rendre en France pour y achever et y faire imprimer son recueil.

Le 15 juillet 1783, muni d'un congé du Conseil supérieur de Saint-Domingue et de celui de la Chambre d'Agriculture du Cap Français, dont il était devenu secrétaire-adjoint, il s'embarqua encore une fois pour la France, sacrifiant une situation qui devait, avec sa renommée, le conduire à la fortune.

l'historien des Antilles, se basant sur Alexander Humboldt (*) qui n'en fait aucune mention. Mais comme une autorité plus récente et plus sûre, Henry Harisse, dans sa vie de Christophe Colomb (**), cite plusieurs fois le témoignage de Moreau de Saint-Méry, et comme, d'ailleurs, toute théorie sur la dépouille du navigateur et sur son emplacement avant 1795 est enveloppée du voile de l'incertitude historique, il est permis d'accepter la version de Moreau de Saint-Méry aussi bien que toute autre.

(*) *Histoire de la géographie du nouveau continent*.

(**) *Christophe Colomb* vol. I, p. 48, 139 ; vol. II, p. 209.

Moreau se dirigea directement vers le ministère de la Marine. Il savait qu'on avait toujours recommandé aux administrateurs de donner les renseignements les plus complets sur les colonies. Trois fois déjà le Conseil du Cap Français s'était occupé d'un recueil de lois et de règlements. Mais, plus importants encore étaient les ordres adressés en 1762 et 1771 par Louis XV à ses Conseils des Iles de faire une collection de leurs lois. La volonté du roi cependant n'avait pas été exécutée.

Le ministre de la Marine, de Castries, se montra d'autant plus bienveillant au projet de Moreau de Saint-Méry que le célèbre économiste, Mercier de la Rivière, venait de solliciter de lui la suspension de son propre travail en faveur de celui du jeune Moreau (1). Mercier, ancien intendant de la Martinique, avait été chargé par le gouvernement français de réunir les lois propres à Saint-Domingue pour les publier ; généreusement il favorisait le recueil de l'avocat martiniquais, parce qu'il le savait plus étendu et presque terminé. De Castries accorda à Moreau de Saint-Méry 6.000 livres d'avance, augmenta la souscription royale à cent exemplaires et, marque la plus flatteuse de sa bienveillance, lui accorda la permission de voir et de consulter dans les bureaux et dans les dépôts des colonies à Versailles tous les documents relatifs à son plan. Cette autorisation augmenta considérablement l'étendue du recueil car ce ne fut qu'à Versailles qu'il trouva le complément de ses matériaux sur l'histoire de Saint-Domingue et qu'il eut l'idée d'étendre son plan à toutes les colonies.

Non seulement allait-il donner les lois et constitutions des colonies, mais aussi un tableau raisonné des différentes parties de leur administration, des observations sur leur climat, leur population, une description physique, politique et topographique, et le tout terminé par une histoire de ces

1. *Loix et Constitutions*, préface, p. xx.

îles. Aussi un nouveau prospectus, imprimé en mai 1784, annonça-t-il huit volumes de sept cents pages au lieu de six volumes, rien que pour la partie française de Saint-Domingue.

Tout en faisant ses recherches, il s'était attaché dès le mois de février 1784 au barreau de Paris. L'importance de son travail et une recommandation chaleureuse de Barbé-Marbois, intendant des Colonies, lui valurent, au mois d'octobre 1785, l'honneur d'un siège à la magistrature du Conseil supérieur du Cap Français. Comme le ministre de la Marine lui avait posé la condition de terminer son ouvrage avant d'aller exercer ses fonctions de magistrat à Saint-Domingue, il fut censé être présent au Conseil du Cap et put ainsi jouir en France des appointements de sa place (1).

Une fois à Paris, Moreau de Saint-Méry s'occupa de renouer ses relations avec le monde des sciences et des lettres. L'impression des premiers volumes des *Loix et Constitutions*, commencée en 1784, le fit apprécier de la cour et de la ville. Il devint un des personnages le plus en vue à Paris, jouissant justement de la réputation d'être la plus grande autorité dans les affaires coloniales.

§ 5.

Le premier essai de propagande pour relever le niveau des études et pour la diffusion des connaissances sous Louis XVI était venu de la franc-maçonnerie. La *Loge des Neuf Sœurs* avait formé en 1780 une *Société Apollonienne* qui avait été suivie le 11 décembre 1781 d'un *Musée de Paris* que le hardi et brillant Pilâtre de Rozier ouvrit aux amis des sciences et des lettres. Le but de ce Musée, qui avait le patronage du roi et de son frère, le comte de Provence,

1. Lettres de Castries à la Luzerne, 3 février 1786. *Mémoire justificatif*, p. 65.

était d'organiser des lectures hebdomadaires sur des sujets littéraires, artistiques ou scientifiques (1).

Moreau de Saint-Méry sentait toute la force et l'influence que représentait la franc-maçonnerie ; il se fit donc recevoir membre de ce cercle sérieux, riche, influent, qui pouvait puissamment l'aider dans sa carrière. Lorsque, en 1784, Pilâtre voulut intéresser davantage les souscripteurs au succès de leur Musée maçonnique, il proposa de les associer, par des délégués, à l'administration. Le poste le plus important, celui de secrétaire perpétuel, échut à un adepte des Neufs Sœurs, Moreau de Saint-Méry (2).

La prospérité du Musée croissait toujours, sous la protection à perpétuité du comte de Provence : les chaires d'enseignement furent occupées par des savants distingués, tels que Proust, Déparcieux, Pierre Sue, Fourcroy, Condorcet, Monge ; l'enseignement des lettres fut brillamment introduit par Garat et La Harpe. Ces deux professeurs surtout représentaient au Musée l'esprit nouveau, l'esprit frondeur qui annonçait la Révolution. Déjà le 1^{er} décembre 1784, Moreau de Saint-Méry, en qualité de secrétaire perpétuel, y avait lu un discours sur les droits de l'opinion publique à juger des assemblées littéraires, où, comme le dit Déjob, « beaucoup des arguments s'appliqueraient tout aussi bien à la politique qu'à la littérature » (3).

Après la mort tragique de Pilâtre, le Musée de Paris devint à sa réouverture au mois de décembre 1785 le Lycée

1. Pour le Musée de Paris et la franc-maçonnerie, voir surtout : L. Amiable, *Une loge maçonnique d'avant 1789 : la loge des Neuf Sœurs*.

Dejob, *De l'établissement connu sous le nom de Lycée et d'Athénée*.

Dejob, *L'instruction publique en France et en Italie*, p. 134, suiv.

Lacroix, *Actes de la Commune de Paris pendant la Révolution*, vol. V, p. 745 ; vol. VI, p. 340-350.

2. Amiable, *op. cit.*, p. 196.

3. Déjob, *op. cit.*, p. 149. Voir *Discours sur l'utilité du Musée établi à Paris, prononcé dans sa séance publique du 1^{er} décembre 1784* par Moreau de Saint-Méry.

français, qui s'appliquait à seconder la Révolution, du moins à ses débuts (1).

Le Musée de Pilâtre eut pour un temps la concurrence active d'un autre Musée de Paris, fondé le 17 novembre 1780 par le très savant philologue, Court de Gébelin. Cette société de gens de lettres, d'artistes et de savants subit également l'influence de la franc-maçonnerie, car deux de ses plus importants membres, Court de Gébelin et Moreau de Saint-Méry, appartenaient à la loge des Neuf Sœurs, ainsi que bien d'autres (2).

Après la mort de Gébelin, le Musée de Paris perdit son importance et ne se fit plus remarquer que par l'activité de son président, Moreau de Saint-Méry (3).

Lorsque la société littéraire du Cercle des Philadelphes du Cap Français se forma, elle accorda à Moreau le titre d'*associé national*. Il se vit accueillir successivement par la Société royale d'Agriculture de Paris, les Musées de Bordeaux et de Toulouse, les Académies de Rouen et de Marseille, et jusque par l'Académie de Richemont en Virginie (4).

§ 6.

Vers le mois de juillet 1786, le bruit se répandait à Paris que l'on travaillait à des changements dans la législation de Saint-Domingue. Moreau de Saint-Méry désirait naturellement donner son opinion lorsqu'il s'agissait des modifica-

1. Voir à l'*Epilogue* Moreau de Saint-Méry et la loge des Neuf Sœurs.

2. Lacroix, vol. V, p. 745.

3. Thierry, *Guide des amateurs et des étrangers voyageurs à Paris* (1787).

Lacroix, *op. cit.*, vol. IV, p. 403. Voir, aux Chapitres I et II de la *Première Partie*, le rôle que le Musée joua dans la Révolution, grâce à Moreau de Saint-Méry.

4. *Mémoire justificatif*, p. 1. Voir *Mémoire sur l'Académie de Richemont* de Quesnay de Beaurepaire. Paris, 1788. B. N. Z 28458.

tions relatives à sa profession. Donc ce fut avec empressement qu'il accepta du ministre de la Marine la charge d'examiner les projets de plusieurs nouvelles lois applicables à Saint-Domingue. Mais on lui imposait une restriction qui ne devait pas lui plaire beaucoup : il était chargé d'examiner ces projets de décrets, non pas quant au fond qui était déjà arrêté, mais quant aux formes légales qu'il connaissait mieux que tout autre juriste. Il fit ce travail non sans quelque répugnance, car il s'y trouvait un décret qui supprimait le Conseil supérieur du Cap Français, auquel il était attaché en qualité de magistrat, et le réunissait à celui de Port-au-Prince, au sud de Saint-Domingue.

Cependant sa collection de lois exigeait son retour aux colonies pour compléter par de nouvelles recherches les documents qu'il avait exhumés des archives de Versailles. Il s'était procuré une série de cartes et de vues de Saint-Domingue (1) grâce auxquelles il comptait embellir ses descriptions de l'île et qui lui avaient fait regretter de ne pas avoir exploré les régions du sud et de l'ouest de la colonie qu'il ne connaissait pas encore. Il voulait aller par Cayenne, Tabago, la Martinique, la Guadeloupe et Saint-Domingue et retourner de là en France.

Aussi lorsqu'il en parla à de Castries, le ministre approuva et lui accorda une gratification de 12.000 livres. En outre il le chargea d'examiner encore d'autre projets qui seraient envoyés à Saint-Domingue et de faire, à son retour, un rapport détaillé sur les effets produits par les réformes judiciaires inaugurées dans l'île (2).

Arrivé au mois d'avril 1787 à la Martinique, où l'avait attiré la mort de sa mère, il fit des recherches et donna des indications pour les continuer après son départ. Il suivit l'itinéraire qu'il s'était proposé et partout on le voyait dans

1. Publiées en 1791 et 1875.

2. *Mémoire justificatif*, p. 11.

les greffes, aux archives, épluchant, fouillant, observant d'un œil avide et infatigable. Il parcourut dans le plus grand détail l'ouest et le sud de Saint-Domingue et ses séjours au Port-au-Prince et au Cap Français lui fournirent d'innombrables matériaux intéressants.

Dès son arrivée, Moreau de Saint-Méry avait annoncé à ses collègues du Conseil supérieur du Cap Français la nouvelle de leur réunion au Conseil du Port-au-Prince. Le bruit s'était répandu immédiatement dans la ville et bientôt dans toute la colonie ; la fusion des deux Conseils supérieurs, représentée comme une calamité, avait créé une vague de mécontentement car, disait-on, la prospérité et la sécurité de la colonie exigeaient la protection de la loi, la présence dans la province du nord de magistrats éclairés et intègres. En réalité, cependant, les réformes judiciaires blessaient les intérêts locaux et particuliers. Les négociants et les avocats du Cap étaient lésés dans leurs intérêts économiques ; le commerce n'y affluait plus. Les grands planteurs, blessés dans leurs aspirations par les nouvelles lois venant de France, s'unirent à eux pour formuler une énergique protestation contre l'administration.

Mais le plus redoutable des adversaires avec qui l'administration se trouvait aux prises étaient justement ce Moreau de Saint-Méry, qui avait été chargé par le gouvernement de faire un rapport sur les effets de la réforme judiciaire. Homme de talent et déjà savant remarquable, notre magistrat avait nourri depuis longtemps l'espoir de remplacer François de Neufchâteau dans la charge de procureur général au Conseil du Cap. La nouvelle de ce changement courait dans l'île depuis 1786 et les amis de Moreau l'en félicitaient déjà (1).

La suppression de ce Conseil fit de lui l'ennemi mortel

1. Lettre du procureur au Cap à Moreau, 5 août 1786. *Mémoire justificatif*, p. 139.

des administrateurs. Il avait promis à Barbé-Marbois, intendant des Colonies, de défendre la nouvelle législation et à de Castries de veiller à la bonne marche des lois qu'il avait été chargé de rédiger lui-même. Mais lorsqu'il parcourait toutes les colonies et surtout Saint-Domingue, ce n'était pas seulement pour faire les recherches qu'exigeait sa collection ; en réalité, il y menait une puissante campagne contre le gouvernement. Il décriait les réformes, il soulevait les esprits et travaillait l'opinion publique contre la nouvelle législation. A peine arrivait-il dans un quartier que s'abattait sur l'intendance « une pluie de mémoires et de réclamations ». Le 1^{er} juin 1788, Barbé-Marbois écrivait : « Il s'est déclaré le champion de la vermine judiciaire dont il était si essentiel d'arrêter les rapines ; il a soulevé tous les quartiers contre cette utile ordonnance » (1).

Lorsque les projets de lois provenant de France étaient soumis aux administrateurs, ceux-ci étaient obligés d'appeler auprès d'eux des personnes capables de les mettre sous forme légale. Ainsi, en dépit de leur méfiance, ils ne purent éloigner Moreau de Saint-Méry et, en juin 1788, c'est lui qui fut chargé de rédiger un nouveau tarif des frais judiciaires. Ce nouveau tarif imposait des honoraires inférieurs à ceux que les hommes de loi avaient été en droit de demander ; l'administration se félicitait d'avoir, par cette réforme, protégé les cultivateurs et les négociants contre « la vermine judiciaire ». Et c'est précisément au champion de cette « vermine » qu'on avait confié la rédaction de la loi ! Aussi peut-on comprendre qu'il ne se pressât pas d'y travailler et que le tarif n'eût pas son suffrage.

Moreau de Saint-Méry se trouvait donc dans une situation

1. Lettres de Marbois, *Archives coloniales* : C 9, 2^e série, carton 38 ; citées par Boissonnade, *Saint-Domingue à la veille de la Révolution et la question de la représentation coloniale aux Etats Généraux, janvier 1788-7 juillet 1789*, p. 89.

difficile. D'un côté, il voulait défendre les intérêts des hommes de loi de Saint-Domingue (qui étaient en même temps les siens) et, de l'autre, il désirait plaire à l'administration et au gouvernement. Ainsi tout en travaillant subrepticement contre la nouvelle législation, il lui donnait, grâce à ses lumières et bien contre son gré, sa forme définitive. Il rédigea pour l'administration une série de lois relatives aux colonies ; après sa loi sur les frais de justice, il en rédigea d'autres sur l'exercice de la médecine, sur le contrôle des actes, sur les tutelles, sur le paiement des dettes coloniales. Convaincu que la législation de la mère-patrie ne pouvait convenir aux colonies, il prépara des lois spéciales pour les non-catholiques, pour les mariages mixtes, pour l'abolition du droit d'aubaines ; il fit rejeter la proposition faite par les sectateurs de Raynal d'établir l'inégalité des partages et une sorte de droit d'aînesse aux colonies. Il fit un mémoire sur l'état-civil des Juifs coloniaux et un autre sur les ordonnances civiles, criminelles et commerciales appliquées aux Antilles et sur le droit coutumier de Paris, qui était devenu la loi municipale des îles, pour montrer ce qu'ils avaient d'inapplicables aux colonies. Fidèle au souvenir des leçons humanitaires de sa mère, il rédigea un mémoire contre une ordonnance royale qui prescrivait de juger les esclaves, en matière criminelle, avec un seul degré de juridiction, sans qu'ils pussent jouir du bénéfice de l'appel, comme les colons libres. Il proposa une loi pour garantir les esclaves du malheur de changer de maîtres à chaque instant, en corrigeant la fiction du droit colonial qui les considérait comme des meubles ; il proposa également l'établissement d'un hospice pour les hommes de couleur au Cap Français (1).

1. *Notes des travaux du citoyen Moreau de Saint-Méry*, Paris, 30 brumaire, an VIII. Cette brochure ne se trouve plus que dans les *Mémoires* de Passerini, p. 162-170. Parma 1804. B. N. 8° K 3718.

Quand il revint au Cap après avoir fait le tour de l'île, il ne lui fut pas difficile de sentir qu'il n'y jouissait plus des mêmes égards qu'autrefois. Désireux d'en découvrir la raison, il apprit qu'on lui attribuait la réunion des deux Conseils, parce qu'il en avait apporté les premières nouvelles de France et qu'il avait été chargé d'en rapporter les résultats. De plus, on croyait que le tarif des frais judiciaires était son ouvrage, quoiqu'il lui eût été expressément défendu d'en changer le fond. Blessé par ces accusations qui nuisaient à sa popularité dans l'île, surtout après avoir presque déplu au gouvernement par ses lenteurs dans la rédaction de ces lois (qu'il n'aimait guère lui-même), il fit tout son possible pour réparer cette injustice notoire. Il assista aux réunions du Conseil au Port-au-Prince aussi souvent que son travail le lui permettait. Bien que dispensé de service et fort occupé par ses recherches, c'est lui-même qui voulut s'occuper de la rédaction d'une série de représentations au roi contre la réunion des deux Cours supérieures. Il y mit beaucoup de temps pour ne pas faire croire à l'administration que le mécontentement du Conseil était le résultat d'un premier mouvement de ressentiment ; aussi les représentations, arrêtées enfin par le Conseil le 9 janvier 1788, formèrent-elles plus de 200 pages in-8° d'impression (1).

Ayant terminé ses recherches et rangé ses notes pour les publier, il quitta Saint-Domingue et les Antilles pour la dernière fois au début de 1788. Avant son départ, il annonça à ses collègues son projet de faire rétablir le Conseil supérieur du Cap Français et le bruit publié courut aussi qu'il allait revenir en octobre avec la charge de procureur géné-

1. Pour des extraits de ces représentations, voir *Mémoire justificatif : Pièces justificatives*. Pour l'ouvrage original, voir : *Remontrances sur la réunion des deux Conseils de Saint-Domingue, 1788*. Archives coloniales : Collection Moreau de Saint-Méry, F³ 127. Cf. *Réunion des deux Conseils de Saint-Domingue, 1787-1788*, F³ 120.

ral. « C'est un homme très dangereux, mandait Lamardelle, procureur général, au marquis de Castries; il va sonner le tocsin en France ». « En raison du livre auquel il travaille, écrivait de son côté l'intendant Barbé-Marbois, Moreau a accès au bureau des Colonies. Il en profitera pour agir sur l'opinion. Les secrets des opérations du gouvernement courront les rues. La fermentation continuera dans l'esprit des Américains qui sont en France et refluera jusqu'ici. Que devient alors le bon ordre ? » (1).

Dès son arrivée en France au mois de juillet, il se rendit à Versailles où l'accueillirent les reproches du comte de la Luzerne. Le nouveau ministre de la Marine lui dit qu'on lui avait écrit de la colonie qu'il y avait de l'agitation dans la partie du nord à cause de la réunion des Conseils et que c'était lui, Moreau de Saint-Méry, qui l'avait suscitée. Il lui parla du mécontentement royal qui serait capable d'amener un ordre de retourner à Saint-Domingue. Moreau ne put s'empêcher de signaler la bizarrerie qui voulait qu'on l'accusât, à son départ du Cap, d'avoir coopéré à la réunion et, à son arrivée en France, d'avoir travaillé contre elle. Il se défendit si éloquemment qu'il gagna les sympathies de La Luzerne et put ainsi rester en France.

§ 7.

C'est vers ce moment que le parti de l'opposition à l'administration des colonies commençait à déployer pleinement son activité, soit à Saint-Domingue, soit en France. Ce parti, qui ne fut qu'une minorité, était composé surtout des grands propriétaires résidant en France, de leurs adhérents aux colonies, aristocrates comme eux, et enfin des négociants ou colons placés sous leur dépendance. Ce

1. Lettres citées par Boissonnade, *op. cit.*, p. 93.

noyau se grossit des hommes de loi, menés par Moreau de Saint-Méry, et de leur clientèle, ainsi que d'un petit nombre d'habitants des villes de la colonie. Ces hommes respectaient la force de résistance dont disposait l'administration ; il se rendirent bientôt compte que leurs protestations n'aboutiraient à aucun résultat positif sans l'aide d'une force supérieure. C'est ainsi qu'ils eurent l'idée à la fois géniale et fatale d'intéresser à leur cause, par une série de revendications, les futurs Etats Généraux.

« En France, la masse de la nation se prononçait avec un élan irrésistible pour la réunion des Etats Généraux, c'est-à-dire pour l'instrument des réformes profondes. A Saint-Domingue, une faible minorité seule revendiquait le droit de représentation, comme une arme contre les atteintes qu'elle redoutait pour ses privilèges, sans se douter qu'elle allait ainsi porter à sa domination le coup mortel » (1).

La Chambre d'Agriculture du Cap Français, prenant la direction de l'opposition, formulait une énergique protestation contre les réformes judiciaires inaugurées dans l'île et rédigeait une requête au roi pour demander la création d'une Assemblée coloniale, le rétablissement du Conseil supérieur de leur ville et une réforme judiciaire. Elle se mettait bientôt en rapport avec le Comité colonial non officiellement formé à Paris et (au moment du départ de Moreau de Saint-Méry) lui transmettait, revêtue de trois mille signatures, une adresse qui le chargeait de demander au nom des colons de Saint-Domingue le droit d'envoyer des députés aux Etats Généraux (2).

Au moment de l'arrivée à Paris de Moreau de Saint-Méry (2 juillet 1788), les planteurs résidant en France recevaient les premières lettres des colonies datées d'avril et de mai, ainsi que la pétition au roi signée par leurs correspondants

1. Boissonnade, *op. cit.*, p. 72.

2. *Lettres des colons au roi, mai 1788*. B. N. Lk¹² 223.

de Saint-Domingue. Dès le 10 juillet, le comte de Reynaud, ami de Moreau depuis dix ans, se mit en campagne, muni de ces précieux documents. Invité à dîner le 12 chez M. Raby, colon de Saint-Domingue, Moreau de Saint-Méry annonça aux invités son dessein d'écrire au garde des Sceaux pour faire reconnaître le droit des colonies, constituées depuis cent soixante-quinze ans, de faire entendre leurs doléances aux Etats Généraux, dont la période électorale venait de s'ouvrir par décret royal une semaine plus tôt (1). Le comte de Reynaud et l'actif marquis de Gouy d'Arisy se saisirent de cette idée pour constituer officiellement le Comité colonial dans une Assemblée générale du 15 juillet. Pour former le bureau, ils choisirent neuf commissaires, parmi lesquels Moreau de Saint-Méry. Ses amis lui conseillèrent de refuser : d'abord il était sans fortune; ensuite, en supposant que Saint-Domingue n'approuvât pas cette démarche ou bien que la tentative échouât, il risquait de perdre sa charge de magistrat. Toujours fidèle à sa promesse d'aider les colonies auprès de la mère-patrie, mais sage père de famille en même temps, il se laissa persuader.

L'admission des représentants de Saint-Domingue aux Etats Généraux fut adoptée unanimement comme mot d'ordre par le Comité. Pour réaliser ce dessein, le Comité colonial de Paris, aussi actif que celui de Saint-Domingue, multiplia les démarches, soit auprès des colons et de l'opinion publique en général, soit auprès du gouvernement et des personnalités influentes pouvant leur offrir l'appui de leur crédit. Pour mettre l'administration en présence d'un mouvement d'ensemble, les planteurs de Paris et ceux de l'île, se tenant mutuellement au courant de leurs activités, unirent leurs démarches. Une fois encore, le 16 novembre 1788, Moreau de Saint-Méry fut appelé au Comité colonial par une lettre du marquis de Gouy d'Arisy. Sa

1. *Mémoire justificatif*, p. 17.

situation étant toujours la même, il dut refuser de nouveau cette marque de confiance : «... Mais si les colonies obtiennent leur admission aux Etats Généraux, écrivit-il, je regarderai alors comme un devoir sacré pour moi, et comme une suite nécessaire de ma promesse publique, de consacrer ma vie entière à leur utilité.... » (1).

S'il ne put prendre une part active aux actions du Comité colonial, Moreau de Saint-Méry ne cessa jamais de prendre le plus grand intérêt à son évolution. Il mit à la disposition du comte de Reynaud, qui le tenait au courant, toutes ses connaissances en matières coloniales. Il lui indiquait les personnes influentes aux colonies, il lui communiquait les matériaux nécessaires qui se trouvaient dans son recueil, il lui fournissait les feuilles de son sixième volume de *Loix et Constitutions* à mesure qu'on les imprimait. « Votre recueil sera le meilleur cahier de doléances à mettre pour nous sous les yeux de la nation », lui mandait le procureur du roi aux Cayes (2).

Pendant la période électorale (janvier-mai 1789), le Comité de Paris essaya d'atteindre son but par des manifestations répétées, exprimées sous forme de vœux dans les cahiers de doléances. Leurs tentatives auprès du gouvernement avaient échoué complètement : le 11 septembre 1788, un décret royal avait statué que les neuf commissaires du Comité colonial ne pouvaient être regardés comme représentants de la colonie (3). Se tournant du côté des Assemblées électorales, le Comité fit élire un certain nombre de ses partisans, surtout parmi les députés de la Noblesse. Mais la grande majorité des électeurs se désintéressa de la question ; c'est à peine si quatorze cahiers de baillage firent mention des demandes coloniales.

1. Lettre à Gouy d'Arsy, 18 novembre 1788. *Mémoire justificatif*, p. 81.

2. Lettre du 5 mars 1789. *Mémoire justificatif*, p. 84.

3. Boissonnade, *op. cit.*, p. 197.

Dans les Assemblées générales des trois ordres de Paris, les plus influentes du royaume, les adhérents de la thèse coloniale réussirent beaucoup mieux, grâce surtout à deux colons, Gouy d'Arsy et Moreau de Saint-Méry.

Très influent dans l'assemblée de la Noblesse, le marquis de Gouy, dans son discours du 29 avril 1789 (1), parvint à la persuader de soutenir le Comité colonial.

Les districts de Paris s'étaient formés le 21 avril. Moreau de Saint-Méry avait hésité à se rendre à la réunion de son quartier, car on pouvait le considérer aussi bien comme Américain que comme Parisien. Un ami le persuada de venir à l'assemblée de son district, Saint-Eustache, et aux élections il fut nommé l'un des quatorze commissaires pour la rédaction du cahier. Chacun des commissaires rédigea un cahier ; celui de Moreau de Saint-Méry, grâce à l'expérience de son auteur, obtint la préférence des électeurs. Le principe de la représentation coloniale ne fut pas oublié, car l'article 27 de ses doléances réclamait « l'admission des colonies aux Etats Généraux comme faisant partie de la nation » (2).

Ce premier petit succès valut à Moreau de Saint-Méry d'être nommé par le quartier de Saint-Eustache parmi les quatre cent sept électeurs du second degré chargés d'élire les députés du Tiers parisien (3). Cinq députés furent envoyés à l'Assemblée des Electeurs par le district et on leur joignit cinq suppléants parmi lesquels se trouva Moreau de Saint-Méry.

Le 27 avril, à l'Assemblée des Electeurs du Tiers Etat de Paris, immédiatement après l'élection des trente-six commissaires de rédaction, trois représentants de la députation de Saint-Domingue vinrent présenter une requête en

1. Boissonnade, *op. cit.*, p. 205.

2. *Mémoire justificatif*, p. 20.

3. *Procès-verbal du district de Saint-Eustache*, 21 avril 1789. B. N. Le²³ 255.

faveur des colonies. Cette demande fut appuyée le 4 mai par Moreau de Saint-Méry, qui sollicita que le cahier demandât expressément l'admission de leurs députés aux Etats Généraux. L'article fut voté à l'unanimité et de plus on ajouta que leurs représentants demanderaient également que les députés des autres colonies fussent admis, « étant composés de nos frères et comme devant participer à tous les avantages de la Constitution française » (1).

Le 9 mai, sur la lecture du dernier article de législation : « Le code noir sera réformé », il s'engagea une vive discussion que Moreau crut bon d'arrêter puisqu'elle tendait à embrouiller la question de l'esclavage. Il observa que si les électeurs se croyaient obligés de parler des esclaves, il était de leur devoir d'étudier longuement auparavant une question si épineuse. Sur la recommandation du savant législateur, on mit à la place de l'article une disposition générale. Les séances de l'Assemblée se terminèrent par la nomination des députés de Paris à l'Assemblée Nationale.

Ainsi, à Paris, centre de la France, la Noblesse, grâce au marquis de Gouy d'Arsy, et le Tiers Etat, grâce à Moreau de Saint-Méry, se prononcèrent en faveur des colonies. Le Clergé se montrait beaucoup plus prudent.

1. *Procès-verbal de l'Assemblée des Electeurs de Paris*, rédigé par Bailly et Duveyrier, vol. I, p. 20.

PREMIÈRE PARTIE

MOREAU DE SAINT-MÉRY
EN FRANCE
(1789-1793)

CHAPITRE PREMIER

L'Assemblée des Électeurs du Tiers-État de Paris (juillet 1789)

§ 1.

L'Assemblée des Electeurs du Tiers-Etat de la Ville de Paris avait été élue par tous les Parisiens domiciliés, âgés de vingt et un ans et payant six livres de capitation, environ 50.000 inscrits (1). Chacun des soixante districts, qui remplaçaient les seize quartiers de Paris et qui avaient reçu leurs noms des églises dans lesquelles eurent lieu les premières assemblées électorales, envoya ses délégués à cette Assemblée des quatre cents sept électeurs du deuxième ordre. Après avoir élu, le 23 mai, les vingt députés du Tiers de Paris aux Etats Généraux, elle aurait dû se dissoudre. Effectivement, l'Assemblée se dispersa ; mais les électeurs avaient arrêté dans leurs séances que pendant la durée des Etats, ils s'assembleraient pour donner à leurs députés des instructions nouvelles (2).

En réalité, l'Assemblée des Electeurs, réunie dans le simple but d'élire les députés du Tiers de Paris, avait pris goût au pouvoir dont elle disposait et avait adopté bientôt

1. Lavissee, *Histoire de la France contemporaine*, vol. I., p. 37-38.

2. Cf. *Procès-verbal de l'Assemblée des Electeurs de Paris*, Duveyrier et Bailly.

un caractère politique très marqué. Paris était à ce moment administré par sa municipalité ; le Bureau de la Ville, tout puissant, avait à la tête Jacques de Flesselles, prévôt des marchands. Au mois de juin 1789, ce Bureau, élu réellement par le roi, ne représentait plus le peuple et n'exerçait plus d'autorité sur lui. Voulant donc profiter de cette faiblesse pour prendre en main le pouvoir municipal, l'Assemblée des Electeurs décida de se réunir le 7 juin. Ce ne fut guère chose facile, car M. de Villedeuil, ministre du département de Paris, répondit, lorsqu'il fut consulté par Bailly, que la mission des électeurs était accomplie. L'Hôtel de Ville donna la même réponse (1).

Le 25 juin, pourtant, l'Assemblée des Electeurs se réunit illégalement dans les salles du Musée de Paris, rue Dauphine ; elle y fut menée, sans aucun doute, par l'un de ses membres, Moreau de Saint-Méry, président du Musée depuis 1787 (2). Les électeurs trouvèrent, à leur entrée dans la salle, une noce de quatre-vingts convives qui, dès qu'ils eurent appris ce qui les y amenait, disparurent après les avoir « embrassés et félicités ». Thuriot de la Rosière voulait marcher sur l'Hôtel de Ville et s'en faire ouvrir les portes pour y tenir séance, mais ses collègues ne se montrèrent pas disposés à employer la violence et votèrent une adresse aux Etats Généraux pour les féliciter de leur ferme attitude et notamment d'avoir pris le titre d'*Assemblée Nationale* (3).

Aucune autre réunion de bourgeois parisiens ne pouvait comprendre un groupe d'hommes aussi capable que celui qui formait l'Assemblée électorale de Paris ; il y avait là des

1. Bailly, *Mémoires d'un témoin de la Révolution*, vol. I, p. 235.

2. *Procès-verbal des électeurs*, vol. I, p. 88. Dusaulx, *L'œuvre de sept jours*, p. 16.

3. Dusaulx, *op. cit.*, p. 3, note 1. Cf. La pièce curieuse : *Récit de ce qui s'est passé à l'Assemblée des Électeurs de la ville de Paris, tenue le 25 juin 1789*. B. N. Lb :⁹ 1861.

savants illustres et des hommes de grand talent ; des académiciens : De la Lande, Camus, Marmontel, Condorcet, Dusaulx, Bailly, premier maire de Paris et président de l'Assemblée Nationale, des trois Académies, etc. ; des ecclésiastiques : Fauchet, Bertolio, etc. ; des fonctionnaires du roi : Moreau de Saint-Méry, de Joly, futur ministre de la Justice ; des médecins : Guillotin ; des hommes de lettres : Dêmeunier, censeur royal ; des professeurs : Berthollet ; des banquiers, des artistes, des négociants. Elle était souvent critiquée parce que cent soixante-dix de ses membres étaient des avocats trop enclins à se griser de mots, tels que Garran de Coulon, Duveyrier, etc., mais cette attaque ne provenait que des littérateurs qui inondaient la ville de pamphlets. Si l'Assemblée des Electeurs est restée bourgeoise, on ne saurait l'en blâmer, car les électeurs des deux autres ordres de Paris furent priés de se joindre à elle : avant le 14 juillet seuls dix-sept nobles et vingt-cinq ecclésiastiques avaient répondu.

Les changements importants qu'apporta la victoire du Tiers-Etats à Versailles eurent pour effet une réponse plus favorable à la seconde demande des électeurs pour avoir une salle à l'Hôtel de Ville. Le prévôt des marchands interrompit le discours de la députation pour déclarer l'Hôtel de Ville « notre maison commune » (1). Ainsi une Assemblée en qui les hommes influents de Paris avaient toute confiance s'était installée dans la maison appartenant proprement à la Commune deux semaines avant d'assumer les plus graves responsabilités.

Les premières séances de l'Assemblée des Electeurs coïncidèrent avec la crise de l'Assemblée à Versailles. Au moment où l'armée royale commençait à se former autour de la ville et que l'inquiétude et le désordre augmentaient à l'intérieur, on déposait sur le bureau des électeurs plusieurs projets pour la réorganisation de l'administration munici-

1. Chassin, *Les élections et les cahiers de Paris en 1789*, vol. III, p. 445.

pale, pour leur propre transformation en assemblée communale et surtout pour l'établissement d'une garde civile, qui, en assurant l'ordre, enlèverait tout prétexte au déploiement des forces militaires royales autour de Paris (1). « Issus du suffrage populaire, ils pouvaient mieux que la municipalité imposer leur autorité aux clubs violents du Palais-Royal, et ils étaient résolus à soutenir l'Assemblée Nationale, si elle était menacée » (2). Le 26 juin, les électeurs envoyaient une députation à Versailles pour rendre hommage au courage de l'Assemblée Nationale. Moreau de Saint-Méry, porte-parole de la députation, déclara, au milieu d'applaudissements universels, l'adhésion invariable de l'Assemblée parisienne aux délibérations des représentants de la nation : « Elle en soutiendra les principes dans tous les temps et dans toutes les circonstances » (3).

§ 2.

Dès les premières séances de l'Assemblée à l'Archevêché, Moreau s'était fait remarquer ; créole de la Martinique, il avait su gagner les voix de ses concitoyens de Saint-Eustache ; conseiller au Conseil supérieur de Saint-Domingue, écrivain et légiste d'une certaine renommée, ses deux discours sur les colonies avaient commandé le respect. Apprécié par la cour pour ses profondes connaissances de la législation coloniale et ayant acquis les sympathies de la ville bourgeoise par sa prompte adoption de l'esprit révolutionnaire, il exerça une influence prépondérante sur les décisions de ses collègues. Il dominait tellement le cours des événements que les électeurs, en leur seconde séance tenue à l'Hôtel de Ville le 1^{er} juillet, l'élurent président par 103 voix sur 182 votants (4).

1. *Procès-verbal des électeurs*, vol. I, p. 130.

2. Lavisce, *op. cit.*, vol. I, p. 38.

3. *Archives parlementaires de 1787 à 1860* (éditées par Mavidal et Laurent). Première série, vol. VIII, p. 157.

4. Chassin, *op. cit.*, vol. III, p. 460.

« Je me suis donc trouvé à cette place, tout à la fois importante, difficile et périlleuse dans plus d'un sens, au moment de la révolution de juillet » (1). Importante, en effet, car Delavigne, deuxième président, étant malade pendant les grandes journées de juillet (2), c'est Moreau de Saint-Méry seul qui assumait toutes les responsabilités de la direction de l'Assemblée des Electeurs. Cette Assemblée devait exercer une influence capitale pendant tout le mois de juillet non seulement sur la ville de Paris, mais aussi sur la cour de Versailles, sur l'Assemblée Nationale et, par conséquent, sur toute la France ! Mais Moreau de Saint-Méry était à la hauteur de cette tâche écrasante ; sa prudence et son sang-froid redoublaient dans les crises et il semblait se délecter dans les moments les plus précaires.

Prenant en main, dès son élection, la direction des affaires, il fit répandre dans toute la ville un appel ardent à l'ordre et à la tranquillité, proposé et rédigé par lui-même : «... L'Assemblée invite, au nom de la patrie, tous les chefs de corporations, tous les pères de famille, en un mot, tous les Français habitants de cette capitale, à porter, à répandre partout des sentiments de calme et d'union ; enfin, à soutenir le caractère d'une grande nation, si justement célèbre par son extrême amour et sa fidélité inviolable pour ses rois » (3).

Le renvoi du ministre populaire, Necker, (11 juillet) déclenche la colère du peuple parisien. La foule envahit l'Hôtel de Ville ; l'enceinte des électeurs n'est plus respectée. Mille voix confuses demandent des armes, la sonnerie du tocsin, le droit de s'armer contre les troupes royalistes. Elevant sa voix calme mais autoritaire dans ce tumulte, le président Moreau de Saint-Méry s'adresse aux

1. *Mémoire justificatif*, p. 21.

2. *Procès-verbal des électeurs*, vol. I, p. 410.

3. *Procès-verbal des électeurs*, vol. I, p. 106.

citoyens qui occupent les gradins dans le fond de la grande salle et leur fait comprendre que l'importance des questions agitées par l'Assemblée exige le plus absolu des silences (1). Notre magistrat se rend bien compte que les électeurs n'ont aucune autorité légale et qu'ils ne peuvent donner aux autres ce qu'ils ne possèdent pas eux-mêmes. Mais, en même temps, il faut agir ; dans cette foule hurlante, il se trouve des centaines de « citoyens » sans travail et sans pain, prêts à piller et à brûler, sachant que, pour la première fois, ils ne seront pas jetés en prison le lendemain et brisés sur la roue.

Le 13 juillet éclata la révolution municipale provoquée par les circonstances. Les citoyens réunis à l'Hôtel de Ville furent persuadés de rentrer dans leurs districts. L'Assemblée des Electeurs établit un Comité « permanent » qui devait siéger nuit et jour à l'Hôtel de Ville et travailler sans relâche. Le Comité correspondait aux districts. Chaque district fournirait huit cents hommes en état de porter les armes. Ces contingents, réunis en corps de milice parisienne, veilleraient à la sûreté publique, sous le contrôle du Comité permanent (2). Le Comité se composait, d'une part, du prévôt Flesselles et huit officiers municipaux et, de l'autre, de Moreau de Saint-Méry et vingt-deux électeurs. L'élément nouveau des électeurs, juxtaposé au Bureau de la Ville, était le plus fort.

Pendant les heures critiques du 13 et du 14, toute la responsabilité tomba sur le Comité, puisque les électeurs ne pouvaient se réunir dans la salle envahie par la foule. Les citoyens affolés avaient brisé l'enceinte du bureau du Comité. Moreau de Saint-Méry avait été obligé de se retirer dans une salle à côté, après avoir vainement essayé d'alléger la tâche écrasante du Comité en faisant passer par lui-même

1. *Procès-verbal des électeurs*, vol. I, p. 165.

2. Chassin, *op. cit.*, p. 494-496. Arrêté du 31 juillet. B. N. Lb⁴⁰ 1184.

toutes les demandes particulières des citoyens ; mais, après une heure d'efforts inutiles, il dut s'unir à ses collègues : tous voulaient une décision du Comité seul (1). Tous les témoins de ces moments de violence et de fureur qui paraissaient être ceux d'une dissolution générale du seul pouvoir qui restât à Paris, l'Assemblée des Electeurs, tous ont dit comment le zèle et la prudence de Moreau de Saint-Méry avaient empêché ce malheur (2).

§ 3.

Après la victoire enivrante du peuple de Paris — la prise de la Bastille — les députations envoyées par les districts au Comité permanent et à l'Assemblée des Electeurs se multiplièrent à l'Hôtel de Ville. Pendant toute la nuit du 13 au 14, quelques électeurs se succédèrent dans la grande salle, mais Moreau de Saint-Méry ne quitta pas un instant le siège présidentiel. C'est lui qui reçut des mains des vainqueurs de la Bastille les clefs, symboles de l'effondrement de l'ancien régime (3).

Un grand écrivain anglais, historien de la Révolution française, donne un récit animé, quoique parfois un peu trop enthousiaste, de cette veille historique : « Mais voici que s'obscurcit le crépuscule de juillet ; voici que Paris, comme un enfant malade et comme toute créature affolée, s'endort par ses propres cris. Les électeurs municipaux, étonnés d'avoir encore leurs têtes sur leurs épaules, rentrent chez eux : seul, Moreau de Saint-Méry, avec un cœur et une naissance tropicale, reste avec deux autres en permanence à l'Hôtel de Ville. Paris dort, la cité illuminée

1. *Procès-verbal des électeurs*, vol. I, p. 305, 363.

2. Voir notamment : Duveyrier, *Procès-verbal des électeurs* ; Bailly, *Mémoires d'un témoin de la Révolution* ; Dusaulx, *L'œuvre de sept jours*.

3. Lacroix, *Actes de la Commune*, vol. IV, p. 507, note.

rayonne, des patrouilles circulent sans mot d'ordre ; il y a des rumeurs, des alarmes de guerre ; on parle de quinze mille hommes traversant le faubourg Saint-Antoine, qui ne l'ont jamais traversé. A la confusion du jour on peut juger celle de la nuit. Moreau de Saint-Méry, avant de quitter sa place, donne plus de trois mille ordres : « Quelle tête ! Comparable à la tête d'airain du moine Bacon ! Sur elle repose Paris ». Prompte doit être la réponse, bonne ou mauvaise. Dans Paris il n'existe pas d'autre autorité ; sérieusement, c'est une tête froide et bien ordonnée, pour laquelle, ô brave Moreau de Saint-Méry, dans bien des fonctions, depuis celle d'auguste sénateur, comme négociant, libraire, vice-roi en bien des endroits, de la Virginie à la Sardaigne, en vrai brave, tu trouveras toujours de l'emploi » (1).

Etrange et curieux tour du hasard ! Ce Français américain, en quelque sorte étranger à la France, était devenu si célèbre dans ce cours laps de temps, où toutes les anciennes autorités s'échappaient pour se réunir dans ses mains, que, seul au milieu de Paris, il avait le droit de commander et d'être obéi. Il donna près de *trois mille ordres*, soit pour la distribution des poudres, sous la direction de l'abbé Lefebvre, soit pour la saisie des canons et des autres armes qu'on venait de découvrir à l'Hôtel des Invalides, soit pour la défense de la ville par la milice parisienne et les gardes françaises (2). « Sa présence d'esprit et son sang-froid, dit Bailly, paraissaient inconciliables avec la célérité qu'exigeaient les circonstances et le danger qui les accompagnait toujours et [il] a montré, dans ces moments périlleux et critiques, une constance et un courage qui lui assurent à jamais la reconnaissance et l'estime des habitants de la capitale » (3).

1. Carlyle, *Histoire de la Révolution française*, vol. I, p. 260.

2. *Procès-verbal des électeurs*, vol. I, p. 373, etc.

3. Bailly, *op. cit.*, vol. I, p. 388.

Flesselles, sommé par les Parisiens enivrés de pouvoir de leur donner des armes et des munitions, promet et use de moyens dilatoires. Bien différent, Moreau de Saint-Méry, calme au milieu des demandes frénétiques, dit à sept citoyens soldats qui exigent des gargousses : « Patience, mes enfants, vous allez en avoir ». Il fait monter le courageux abbé Lefèbvre : « Combien avez-vous de gargousses ? ». « Il n'en reste plus que quatre ». « Fort bien, répond le président d'un air satisfait ; allons, que tout le monde soit content ». Les braves citoyens le sont au point que tous les sept, en s'en allant, le remercient (1). Le futur ministre Champion de Villeneuve constate que Flesselles empêcha jusqu'au bout la distribution des armes aux Parisiens et que les distributions de fusils et de munitions ne furent organisées que lorsque Moreau de Saint-Méry fut maître d'agir comme président des électeurs (2).

§ 4.

Vainqueurs de la cour, les Parisiens reçurent les remerciements de l'Assemblée Nationale qu'ils venaient de sauver. Une députation de quatre-vingt-huit représentants de la nation se rendit à l'Hôtel de Ville le 15 pour dissiper toute crainte. Les bruits alarmants avaient tellement augmenté l'inquiétude et l'effroi que Moreau de Saint-Méry signait l'ordre de faire dépaver toutes les rues de Paris, lorsque la nouvelle que le roi avait promis à l'Assemblée d'éloigner ses troupes et de coopérer avec elle pour rétablir le calme vint « placer au milieu de l'Hôtel de Ville les fondements de la liberté et de la félicité de toute la France » (3).

Sous la conduite de La Fayette, vice-président, les députés

1. Dusaulx, *op. cit.*, p. 306-307.

2. Chassin, *op. cit.*, vol. III, p. 521.

3. *Procès-verbal des électeurs*, vol. I, p. 431.

nationaux donnèrent un compte rendu du discours du roi. Au milieu de l'enthousiasme général, Moreau de Saint-Méry prit la parole au nom de la ville de Paris et répondit :

« Les fastes d'une monarchie qui a déjà duré plus de treize siècles n'offrent point encore un jour aussi solennel que celui où les augustes représentants de la nation viennent lui annoncer au nom du meilleur des rois qu'il lui est permis d'être libre, de cette liberté qui élève l'homme jusqu'à la hauteur de sa destinée.

« Dites, Messieurs, à ce roi, qui acquiert aujourd'hui le titre immortel de père de ses sujets, que, dans la nécessité de résister à des ordres désastreux, nous n'avons jamais douté que son cœur ne les désavouât. Dites-lui que nous sommes prêts à embrasser ses genoux ; dites-lui enfin que le premier roi du monde est celui qui a la gloire de commander à des Français » (1).

Ce discours, dans lequel sonnaient des mots d'une hardiesse encore inconnue, fut accueilli par une acclamation générale. Bailly, donnant son commentaire sur les paroles de Moreau de Saint-Méry, fait bien comprendre que l'expression « embrasser les genoux » n'était qu'« une figure de rhétorique » (2). Cet usage était solennellement pros crit depuis l'ouverture des Etats Généraux. Après le discours, la foule accueillit avec enthousiasme un appel de Moreau à la générosité populaire en faveur des « égarés » (les soldats du roi devenus prisonniers du peuple) : « ... Que dans ce jour il ne soit pas question de crimes, de châti ments. C'est au moment du triomphe de la liberté qu'il convient d'être généreux... » (3).

La conversation dans la Salle des Gouverneurs, où Moreau de Saint-Méry passa avec La Fayette, roula principale-

1. *Procès-verbal des électeurs*, vol. I, p. 456.

2. Bailly, *op. cit.*, vol. II, p. 23.

3. *Procès-verbal des électeurs*, vol. I, p. 459.

ment sur les moyens de délivrer des cachots de la Bastille des prisonniers encore inconnus. Moreau de Saint-Méry n'avait jamais vu La Fayette et lui parlait pour la première fois. Son entretien avec le héros des deux mondes fut très court mais fort expressif, car il lia d'une amitié durable ces deux grands hommes de la Révolution (1). « Ne nous cachant rien de notre situation réciproque, écrit le chef des électeurs, nous nous jurâmes de n'avoir qu'une volonté pour consolider la vraie liberté, pour ramener l'ordre dans la capitale, qui donnait à ce moment l'exemple à tout le royaume, et de périr, s'il le fallait, en marchant vers ce but » (2).

Les événements les plus importants du lendemain de la prise de la Bastille furent les nominations de La Fayette et de Bailly. C'est ici que Moreau de Saint-Méry joua un rôle décisif, presque inconnu jusqu'à ce jour. Dans la matinée, quelques électeurs, réunis autour du bureau de leur président, discutaient sur l'attribution du poste de commandant général de la Garde nationale. On l'avait déjà offert inutilement au duc d'Aumont et l'on sentit la nécessité de nommer à cette situation élevée un homme qui aurait l'estime des officiers supérieurs déjà nommés : « Alors M. Moreau de Saint-Méry s'est contenté de montrer le buste de M. le marquis de La Fayette. Ce geste a été vivement senti et tous les vœux des assistants se sont réunis, pour que la défense de la liberté française pût être confiée à l'illustre défenseur de la liberté du Nouveau Monde » (3).

A la fin de la réception formelle de la députation de l'Assemblée Nationale, l'archevêque de Paris proposa que

1. George Washington Motier, fils de La Fayette, écrivant à Moreau de Saint-Méry en Amérique huit ans plus tard, l'appelle « le plus ancien et le meilleur ami de [son] père ». Lettre à Moreau, 18 oct. 1797. Moreau de Saint-Méry, *Voyage aux Etats-Unis*, p. 250.

2. *Mémoire justificatif*, p. 21.

3. *Procès-verbal des électeurs*, vol. I, p. 422.

tout le monde se rendit à Notre-Dame pour un *Te Deum* d'actions de grâce. Soudainement, tous les vœux s'unirent pour proclamer La Fayette commandant de la Garde nationale. La proposition de Moreau de Saint-Méry avait donc obtenu l'approbation universelle. Pourtant, dans ses mémoires, le journaliste Brissot de Warville, devenu radical intransigeant, critiqua amèrement ce choix : « Il était naturel que celui qui devait trahir la cause des patriotes fût désigné à leur suffrages par le magistrat vénal dont les veilles avaient été employées à rassembler les lois éparses où était consacré depuis si longtemps l'esclavage des hommes de couleur » (1). Jugement dur, qui n'était pas rare chez l'impétueux Brissot lorsqu'il parlait de ses ennemis et qui, malheureusement, devait un jour prévaloir. Le buste de La Fayette signalé par Moreau de Saint-Méry rappelait de glorieux souvenirs : offert par l'état de Virginie à la ville de Paris, après la capitulation de Yorktown, il devait être brisé quelque temps après par des « citoyens » enragés.

Immédiatement après la nomination de La Fayette, toutes les voix se levèrent de nouveau pour proclamer Bailly *prévôt des marchands*. Le peuple ne connaissait encore que ce mot pour désigner le premier officier municipal. Soudain, une seule voix se fit entendre (sans doute celle du président, Moreau de Saint-Méry) et dit : « Non pas prévôt des marchands, mais *maire* de Paris ! ». Et par une acclamation générale, tous les Parisiens répétèrent : « Oui, maire de Paris ! ». Une fois encore, Moreau de Saint-Méry avait exercé son influence considérable pour faire nommer Bailly. Le premier maire de Paris reconnaissant l'en remercia le lendemain dans une lettre de Versailles : « Il me semble que c'est vous qui avez eu la bonté de me pro-

1. *Mémoires de Brissot sur ses contemporains et la Révolution française*, vol. III, p. 266.

poser pour maire de Paris ; je vous dois les suffrages de l'Assemblée et vous savez le cas que je fais du vôtre en particulier... On m'a dit que l'élection si flatteuse pour moi doit être confirmée par une véritable élection, cela me paraît naturel. Si elle m'est favorable, ce sera une nouvelle obligation que je vous aurai... » (1).

Après ces deux élections, les électeurs et la foule s'unirent pour demander l'intercession de l'Assemblée Nationale auprès du roi afin d'obtenir le rappel de Necker et des autres ministres éloignés par lui. Le rappel fut proclamé par le roi le lendemain et Necker devait être reçu en triomphe par la ville de Paris à la fin du mois.

§ 5.

Le lendemain, 16, au milieu d'un travail écrasant, Moreau de Saint-Méry reçoit un des premiers témoignages d'estime pour son courage. Une députation vient lui adresser un discours de reconnaissance voté par les électeurs du district de Sainte-Opportune : « Quant à Rome un citoyen dans un combat avait sauvé la vie d'un autre citoyen, la patrie lui décernait une couronne civique. Quelle est donc celle que l'on doit offrir à celui qui en a sauvé un million et qui, par son courage, sa fermeté et son sang-froid, a préservé la patrie d'une ruine entière ? Ce citoyen, dont le nom ne mourra jamais dans le cœur de tous les vrais patriotes, c'est vous, Monsieur... » (2). Dans une réponse modeste, Moreau s'étonne qu'on puisse remarquer son patriotisme alors que tous ses concitoyens font « éclater le leur ». Le conseiller de grand'chambre, Pasquier, pré-

1. Lettre de Bailly à Moreau, 16 juillet 1789. *Procès-verbal des électeurs*, vol. II, p. 38.

2. *Procès-verbal des électeurs*, vol. II, p. 42.

sente ensuite l'arrêté que vient de prendre le Parlement de Paris de remercier le roi et d'exprimer sa confiance en ses représentants à Paris. Moreau remarque que « l'Assemblée voit avec satisfaction cette preuve de patriotisme de la première cour du royaume » (1).

Après le rappel de Neckér, Louis XVI donna aux Parisiens la preuve décisive de leur triomphe en leur accordant la faveur de sa présence, qu'ils demandaient avec insistance depuis quelques jours. Moreau de Saint-Méry reçut la délégation de l'Assemblée Nationale qui annonçait le 17 l'arrivée du monarque : « ... Nous allons donc voir, dit-il, non sans fierté, se former, en quelque sorte, une nouvelle alliance entre un prince chéri et sa bonne ville de Paris, qui lui portera les plus doux hommages, celui de son amour et de sa fidélité » (2). Curieuse inconséquence ! La veille, l'Assemblée des Electeurs avait voté la démolition immédiate de la Bastille, forteresse royale dont elle disposait en butin de guerre. Cette saisissante preuve de l'étendue de la révolution du 14 juillet fut confirmée par l'arrivée du roi.

La préparation hâtive de la cérémonie donna à l'ancien Bureau de la Ville la dernière occasion de montrer ses distinctions. Les districts étaient très prévenus contre les officiers municipaux (3) et les électeurs naturellement les respectaient peu. Moreau de Saint-Méry nomma les électeurs qui devaient aller au-devant du roi. Lorsque le Corps municipal lui réclama le droit de se distinguer des électeurs en portant le costume municipal, il répondit qu'il n'y voyait aucun danger. Mais quand on lui demanda si tous les membres de la députation devaient se mettre à genoux devant le roi, le président, excédé, répondit vertement que « s'ils croyaient le devoir » les officiers municipaux « pou-

1. Chassin, *op. cit.*, vol. III, p. 565.

2. *Procès-verbal des électeurs*, vol. II, p. 78.

3. *Procès-verbal des électeurs*, vol. II, p. 68.

vaient bien conserver cet ancien usage, mais que les électeurs avaient obtenu de ne pas être soumis aux usages anciens, lorsque ces usages rappelaient d'autres idées que celles de la liberté, et, dans ce cas, que les électeurs réclamaient à leur tour le droit d'être séparé du Corps municipal » (1) !

L'entrée du roi à Paris fut partout l'occasion de scènes de joie délirante ; le roi savait qu'il s'exposait à de très grands risques, le peuple savait qu'il était son prisonnier. Au milieu des sujets triomphants, la voiture royale allait au pas. Sur les marches de l'Hôtel de Ville, Bailly eut l'audace de lui présenter la cocarde tricolore, « signe distinctif des Français ». Dans la grande salle de réunion, pleine à craquer, et dans laquelle les cris, les applaudissements, les *Vive le Roi, notre père !* retentissaient sans répit, Louis XVI trouva son « trône » sur la plateforme réservée aux présidents de l'Assemblée.

Le premier qui ait jamais osé adresser publiquement une harangue aussi audacieuse à un roi de France, Moreau de Saint-Méry, se tournant vers le monarque ému, lui dit :

« Sire, quel spectacle pour les Français que celui d'un monarque citoyen abandonnant toute sa pompe et venant chercher un nouvel éclat dans la fidélité de son peuple ! Votre naissance, Sire, vous avait destiné la couronne, mais aujourd'hui vous ne la devez qu'à vos vertus.

« Contemplez-le, Sire, ce peuple qui vous presse, dont les avides regards cherchent les vôtres, qui s'enivre du bonheur de vous posséder. Et voilà, Sire, ce peuple qu'on a osé calomnier !

« Des ministres impies vous ont dit que le bonheur des nations n'était pas nécessaire au bonheur des rois, que les princes ne devaient avoir près d'eux que des apôtres du despotisme. Ah ! Sire, vous les avez rejetées, ces odieuses

1. *Procès-verbal des électeurs*, vol. II, p. 81.

maximes, au milieu des hommes courageux que votre vœu et le choix de la nation ont rassemblés près de vous, comme pour fortifier encore votre âme.

« Vous venez promettre à vos sujets, au sein même de votre capitale, que les auteurs de ces conseils désastreux n'environneront plus votre auguste personne, et que la vertu, toujours trop longtemps exilée, restera votre appui (1).

« Ajoutez, Sire, à tant de triomphes celui de ne pas vouloir apprendre si vos enfants ont été forcés de vous désobéir : que vos regards n'aperçoivent que des sujets dévorés du plus brûlant amour, chérissant plus que jamais la liberté, parce qu'elle aura votre règne pour époque.

« Un roi tel que vous, Sire, n'a plus besoin de se répéter sans cesse cette sublime et touchante vérité, que le trône n'est jamais plus solide que lorsqu'il a l'amour, la fidélité des peuples pour bases, et qu'ainsi le vôtre est inébranlable » (2).

Pendant tout son discours, le président des Electeurs de Paris fut interrompu par des applaudissements enthousiastes. A la phrase : « Et voilà, Sire, ce peuple qu'on a osé calomnier ! », Louis XVI fit un signe qui fut diversement interprété : Bailly prétend avoir entendu ces mots : « Je ne les aurai pas crus » (3) ; selon le récit d'un ennemi de la Révolution, le roi se serait écrié contre « l'avocat qui lui faisait des leçons » et aurait dit : « Oh, non, cela n'est pas vrai ! » (4). On peut croire la version de l'impartial Duveyrier selon qui Sa Majesté mit la main droite sur le cœur en faisant une inclination, signifiant qu'Elle n'avait ajouté aucune foi aux calomniateurs (5).

1. Allusion au ministre Necker.

2. *Procès-verbal des électeurs*, vol. II, p. 95.

3. Bailly, *op. cit.*, vol. II, p. 66 (note).

4. *Histoire authentique de la Révolution de France*, vol. I, p. 169.

5. Duveyrier, *Procès-verbal des électeurs*, vol. II, p. 95.

Fidèlement attaché à la monarchie, mais toujours partisan de la réforme, Moreau de Saint-Méry avait prononcé, à côté des banalités de la rhétorique officielle, « un discours qui contenait des accents dont l'ancien régime n'eût pas toléré l'audacieuse indépendance » (1). Très ému, le roi, cédant à la prière d'adresser quelques paroles à la nombreuse assemblée, répondit : « Vous pouvez toujours compter sur mon amour ». Appelé par la foule très dense massée sur la place de l'Hôtel de Ville, le roi parut sur un balcon où il resta un quart d'heure portant toujours son chapeau décoré de la cocarde nationale. Bailly crut que « la conduite ferme de Moreau de Saint-Méry avait mérité une distinction » ; au moment où le roi sortait de la Salle de la Reine, il lui présenta le président des électeurs avec ces mots : « Sire, voilà M. Moreau de Saint-Méry, conseiller de votre Conseil supérieur de Saint-Domingue » (2).

§ 6.

Après ces grands événements, l'Assemblée des Electeurs retourna à son immense travail mais non sans quelques réclamations formelles de districts. Les assemblées électorales commençaient à prendre un caractère distinctif : ce qu'on avait établi au printemps comme organes électoraux devenaient de plus en plus des gouvernements quasi-autonomes, menaçant l'autorité centrale non seulement de Paris, mais de la France entière. Le 21, Moreau de Saint-Méry convoqua les électeurs pour leur faire part des demandes des districts qui voulaient à l'Hôtel de Ville de vrais représentants de la Commune (3). Les électeurs ne tenaient nullement à abandonner l'autorité qu'ils exerçaient,

1. Robiquet, *Le personnel municipal de Paris pendant la Révolution*, p. 115.

2. *Procès-verbal des électeurs*, vol. II, p. 105. Bailly, *op. cit.*, vol. II, p. 68.

3. *Procès-verbal des électeurs*, vol. II, p. 250.

mais, pour apaiser les districts, ils avaient, dès le 18, délibéré sur les moyens d'abandonner sans danger leurs travaux à un corps légalement élu par les citoyens de Paris (1).

C'est dans ces journées révolutionnaires qu'une nouvelle puissance commence à se manifester ; le peuple de Paris, foule anonyme, redoutable, est indécis après les grandes heures du 14 ; avide d'action, désireux de se venger de toutes ses souffrances, il demande avec une insistance menaçante le jugement et l'exécution immédiate de ceux qui sont à sa portée. Des mains meurtrières se saisissent du malheureux adjoint au ministre de la Guerre, Foulon, et de son gendre, Berthier. On amène Foulon à l'Hôtel de Ville, où les électeurs sont forcés de nommer sept hommes pour le juger. « Heureusement que j'étais absent, dit Bailly, heureusement qu'on ne donna pas le temps de m'envoyer chercher » (2). La multitude ne supporte aucun retard ; à sa place on nomme Moreau de Saint-Méry et avec lui La Fayette et cinq autres juges (3). La Fayette calme un instant la colère impatiente et frénétique de la foule vengeresse en disant qu'il faut conduire le prisonnier à l'Abbaye Saint-Germain pour l'interroger légalement. On écoute ce langage un instant, on se tait ; mais un cri isolé éclate : « A mort Foulon ! ». La fureur populaire se déchaîne, il y a des excès à venger. On renverse la chaise sur laquelle Foulon est assis entre Moreau de Saint-Méry et La Fayette ; les menaces vont presque jusqu'à atteindre les deux juges ; Foulon est frappé, traîné et pendu à la lanterne en face de l'Hôtel de Ville. Un dragon, suivi d'une grande foule, s'avance jusqu'au bureau des juges horrifiés portant à la

1. *Procès-verbal des électeurs*, vol. II, p. 115-117.

2. Bailly, *op. cit.*, vol. II, p. 110. Bailly était lâche et le savait. Cf. *op. cit.*, vol. II, p. 89.

3. *Procès-verbal des électeurs*, vol. II, p. 309.

main un morceau de chair ensanglanté : « Voilà le cœur de Berthier ! ». On va apporter aussi sa tête au bout d'une pique, lorsque Moreau de Saint-Méry engage éloquemment le peuple à ne pas troubler ainsi les affaires urgentes de l'Assemblée.

Ces horreurs qui déshonorent le triomphe du peuple écœurent les chefs de la Commune : La Fayette, jouant la coquetterie, démissionne pour se faire prier de reprendre son poste (1) ; Moreau de Saint-Méry continue stoïquement, un peu revenu de son enthousiasme révolutionnaire et plus que jamais déterminé à trouver l'accord parfait entre le peuple et le roi. Comme la plupart de ses collègues bourgeois de l'Assemblée des Electeurs, il ne favorise nullement l'égalité parfaite des droits et ne désire que maintenir l'ordre dans la liberté.

§ 7.

Cette agitation morale à Paris fut augmentée par le désordre politique de juillet qui ne prenait pas fin ; on alla trop souvent aux élections. Le 25 juillet l'*Assemblée permanente des représentants de la Commune* fut élue pour remplacer le corps provisoire des électeurs. Sur les cent vingt-deux représentants de la Commune de Paris se trouvaient soixante et un électeurs d'avril réélus ; parmi eux : Dusaulx, de Joly, Bailly, toujours maire de Paris, et Moreau de Saint-Méry, réélu en qualité de secrétaire (2). Il n'y avait pas encore de constitution municipale ; ce fut la tâche des représentants d'en présenter une, mais ils n'y aboutirent pas.

Nommé pour aider à dresser le plan de municipalité, Moreau de Saint-Méry ne put plus présider aux séances

1. Il envoie deux lettres de démission que Moreau lit à l'Assemblée « effrayée et consternée ».

2. Robiquet, *op. cit.*, p. 40. *Mémoire justificatif*, p. 21.

de l'Assemblée des Electeurs qui s'obstinait à garder le pouvoir à l'Hôtel de Ville le plus longtemps possible ; l'héroïque abbé Bertolio le remplaça *par intérim* (1).

Dans son message de remerciements aux électeurs, l'Assemblée des représentants de la Commune fit entendre qu'ils ne devaient garder le pouvoir que tant que les diverses fonctions ne seraient pas encore assignées. Les électeurs peu convaincus par ces allusions indirectes que leur assemblée devait se dissoudre, les nouveaux députés décidèrent le 29 de se présenter en groupe devant les électeurs, de les remercier encore une fois et de les informer qu'ils étaient prêts à les remplacer (2).

Le jour de la transmission du pouvoir à l'Hôtel de Ville, le 30, fut l'occasion aussi de la réception par la ville de Paris du ministre très populaire, Necker, qu'accompagnaient Mme Necker, Mme de Staël et la marquise de La Fayette. Bailly refusa d'unir les deux Assemblées pour recevoir le ministre, car, ayant deux visites à rendre, Necker avait « des choses bien différentes » à dire à chacune des Assemblées. Il fut donc reçu d'abord par les cent vingt et se rendit ensuite dans la salle des électeurs. Moreau de Saint-Méry, en qualité de président des Electeurs de Paris et de vice-président de la Commune de Paris (depuis trois jours) (3), reçut les hôtes de la ville et au milieu des applaudissements frénétiques leur présenta les cocardes aux couleurs de la ville. En présentant celle du ministre avide de popularité, le président des électeurs lui dit : « Ces couleurs vous sont chères, ce sont les couleurs de la liberté ». Ensuite, prenant la parole au nom de la ville de Paris, Moreau de Saint-Méry se charge de faire l'éloge de l'« ange tutélaire de la France » : « La destinée de ce vaste empire est visible-

1. *Procès-verbal des électeurs*, vol. II, p. 407-408.

2. *Procès-verbal des électeurs*, vol. II, p. 416, 531. Lacroix, *op. cit.*, vol. I, p. 38, 40.

3. Voir le chapitre suivant.

ment unie à la vôtre... Le vœu de tous les Français et leur courage, le désir d'un roi qu'on a vainement cherché à égaler, vous ramènent aujourd'hui avec la compagne de vos vertus et de vos illustres revers... Vous le voyez, Monsieur, votre retour est un triomphe national... » (1).

Après avoir ordonné le placement du buste de Necker dans la grande salle de l'Hôtel de Ville, on arrête que l'Assemblée sortante doit un témoignage de reconnaissance publique à son président, Moreau de Saint-Méry, qui, « depuis le premier instant de la Révolution, n'a pas cessé de développer, à la tête de MM. les électeurs, le courage le plus froid, la prudence la plus courageuse et la plus constante assiduité ». Par conséquent, on vote la frappe d'une médaille portant d'un côté l'effigie du président et de l'autre un emblème relatif à la Révolution (2).

Après le départ de Necker eut lieu la cérémonie du changement de pouvoir. Delavigne, suivi des cent vingt députés de la Commune de Paris dont il était président, annonça aux électeurs que son assemblée avait établi ses pouvoirs et qu'elle se chargeait des fonctions de l'ancien Corps municipal. Moreau de Saint-Méry répondit que l'Assemblée des Electeurs s'empressait de remettre aux mains des nouveaux députés « le dépôt précieux d'une autorité que les seules circonstances lui avaient imposé le devoir de prendre pour le salut public ». Ainsi se termina le rôle des électeurs dans la Révolution violente de juillet (3).

Ne cherchons pas dans l'œuvre législative de l'Assemblée des Electeurs de Paris la justification de son existence. La

1. *Procès-verbal des électeurs*, vol. II, p. 507, 509.

2. *Procès-verbal des électeurs*, vol. II, p. 526. Au mois de mars 1790, les électeurs, réunis une fois encore, décidèrent d'ajouter à cette médaille l'effigie de Delavigne, autre président. *Procès-verbal des électeurs*, vol. III, p. 46. Un exemplaire de cette médaille à deux figures se trouve dans les collections du musée Carnavalet.

3. *Procès-verbal des électeurs*, vol. II, p. 533.

période pendant laquelle elle dirigea les affaires de Paris fut si courte et elle-même si occupée par la défense de la ville et par la restauration de l'ordre qu'il ne lui restait que très peu de temps pour la discussion des problèmes municipaux.

Il faut chercher ailleurs son vrai mérite. Après sa victoire sur le roi et sur ses conseillers, Paris devint une puissance plus grande que la monarchie affaiblie et (pendant un moment) plus grande même que l'Assemblée Nationale. Les villages autour de la capitale venaient demander à l'Assemblée électorale l'autorisation de former une milice citoyenne et d'organiser un nouveau gouvernement. C'est à l'honneur des électeurs et surtout à celui de leur chef avisé, Moreau de Saint-Méry, qu'ils refusaient à l'unanimité ce droit et qu'ils se bornaient à les conseiller simplement (1).

Par un curieux mélange de sentiments contradictoires, pourtant, cette assemblée de bourgeois parisiens, tout en gardant son ancien respect pour l'autorité royale, se proposait de contribuer elle-même à la direction des affaires de la ville, plutôt que d'attendre tranquillement les remèdes conçus par les Etats Généraux.

On ne peut qu'éprouver une grande reconnaissance envers les électeurs qui avaient été « enchainés jour et nuit à des fonctions périlleuses, qui avaient été volontairement esclaves de leurs devoirs pour que les autres deviennent libres » et qui, pour toute récompense, se déclaraient « satisfaits d'avoir provoqué dans Paris la Révolution, d'en avoir connu les risques, soutenu le fardeau ; d'avoir, de leur propre mouvement et au milieu de la dissolution de tous les pouvoirs, empêché les grands excès de l'anarchie et retenu l'Etat au bord du précipice » (2). La France gémit peut-être de leur courte dictature, mais elle les regarda, et devrait encore les regarder, comme ses sauveurs et ses libérateurs.

1. Voir surtout : *Procès-verbal des électeurs*, vol. II, p. 186, 192, 217, 219.

2. Dusaulx, *op. cit.*, p. 322-341.

CHAPITRE II

L'Assemblée des Représentants de la Commune de Paris.

§ 1.

Le 24 juillet 1789, le district de Saint-Eustache, répondant le premier à l'appel de Bailly, envoya comme représentants à la Commune de Paris, Moreau de Saint-Méry et l'avocat Pérignon (1). Nous avons vu que le lendemain, dès la première séance, notre magistrat des îles françaises fut honoré du titre de secrétaire de la Commune (3). Deux jours plus tard, Bailly président *ex-officio* des représentants de la Commune et membre de l'Assemblée Nationale en même temps, surmené par ses doubles fonctions de législateur municipal et national, pria la Commune d'élire des vice-présidents pour l'aider dans sa tâche. Au scrutin, les deux anciens présidents des électeurs furent aisément élus, Moreau de Saint-Méry ayant 58 voix et Delavigne 28 (2). Bailly étant titulaire *honoraire* en tant que maire, les nouveaux vice-présidents se considérèrent les vrais chefs du Corps législatif et signèrent immédiatement en bas du compte rendu : *Présidents*. Bailly s'impatienta ; élu maire par l'ensemble des districts, il se prit pour le seul repré-

1. Chassin, *op. cit.*, vol. III, p. 650.

2. Lacroix, *op. cit.*, vol. I, p. 24.

3. Lacroix, *op. cit.*, vol. I, p. 10. *Mémoire justificatif*, p. 21.

sentant de la Commune entière et s'accommoda mal des prétentions ambitieuses de ces simples « délégués » des districts : « Ces présidents voulurent marcher de pair avec le maire et disputer d'autorité avec lui... », écrivit-il dans ses *Mémoires*. Mais il les laissa faire et se le reprocha longtemps après (1). Les districts furent également mécontents : « Par quel hasard, se demandait le district des Enfants-Rouges, ces deux messieurs se qualifient-ils du titre de *Présidents* qui ne peut appartenir qu'à l'élu de la Commune ? » (2). La situation exceptionnelle, pourtant, demandait des décisions autoritaires et les présidents ne se soucièrent guère de ces questions délicates de légalité.

Un des premiers actes signés par Moreau de Saint-Méry fut, le 30 juillet, l'ordre de l'arrestation de Besenval, qui avait commandé les troupes royales le 12 et le 13. Cet acte déclarait que la Commune, en pardonnant à ses ennemis, n'avait pas entendu ceux qui étaient convaincus de lèse-nation. Necker, profitant de son accueil triomphal par la ville, avait plaidé le jour même devant les deux Assemblées municipales la cause du malheureux Besenval qui risquait un sort semblable à celui de Foulon et de Berthier. Il put arrêter un moment, mais non empêcher, sa translation à Paris, car l'élément révolutionnaire de la capitale fermentait. Pour prévenir l'éclat de cet orage, Moreau de Saint-Méry dut rester à l'Hôtel de Ville jusqu'à deux heures du matin. On décida enfin de demander à l'Assemblée Nationale la création d'un tribunal pour punir les crimes de lèse-nation. Besenval resta toujours en prison (3).

Les présidents de la Commune étaient changés tous les quinze jours, d'après le vœu des représentants ; jusqu'au

1. Bailly, *op. cit.*, vol. II, p. 147.

2. *Procès-verbal du district des Enfants-Rouges*, 6 août 1789. B. N. Lb^o 1388.

3. Lacroix, *op. cit.*, vol. I, p. 46-60, *passim*. Pour la suite de cette affaire, voir notre Chapitre IV.

terme de sa première présidence, le 10 août, Moreau de Saint-Méry exerça une grande influence sur les décisions du Corps municipal et fut constamment actif, comme le prouve une étude des documents sur la Commune publiés par Lacroix. Aux nouvelles élections, il demande à ne pas être réélu ; simple membre, il aura, explique-t-il, plus de temps pour ses travaux en faveur des colonies, « dont son zèle l'a séparé dans les temps de nos calamités » (1).

Tout en travaillant, comme nous allons voir, pour sa vraie patrie, la Martinique, il ne délaissa pas ses fonctions de représentant de la ville de Paris, et assista régulièrement à toutes les séances du Corps législatif.

A Paris, l'opinion publique s'inquiétait toujours des projets de la royauté et même de la législature nationale. Cette agitation politique ne fut certainement pas diminuée par les tactiques des représentants des districts qui procédaient régulièrement à de nouvelles élections sans jamais atteindre une constitution municipale. Le premier Corps législatif de Paris, pour ainsi dire, avait été cette courageuse Assemblée des Electeurs qui fit fonction d'Assemblée municipale du 13 au 25 juillet. Elle avait constitué un Comité permanent qui avait absorbé l'ancien Bureau de Ville et était chargé provisoirement des principaux objets de l'administration. Les deux chefs, militaire et civil, qu'elle avait élus gouvernaient encore. Le 25 juillet, l'Assemblée des représentants de la Commune avait succédé aux électeurs, mais n'avait pu, non plus, satisfaire aux demandes urgentes des districts pour une constitution municipale définitive.

§ 2.

Le 18 septembre, fut élue une deuxième Assemblée de la Commune, composée de trois cents membres et spéciale-

1. Lacroix, *op. cit.*, vol. I, p. 147.

ment chargée de présenter un plan de constitution. Il fut question, après le rapport du Comité de correspondance, de contrôler leur vérification des pouvoirs des représentants élus par les districts. Cette tâche délicate fut dévolue, comme preuve du respect dont ils jouissaient, à Moreau de Saint-Méry et au député Minier, qui firent leur rapport le 29 (1).

Au milieu de ses travaux, la Commune de Paris fut avisée le 23 septembre, par des citoyens alarmés, que la cour méditait un mouvement offensif contre le peuple qui avait fait la Révolution. Pour dissiper les craintes, l'Assemblée décida d'envoyer à Versailles quatre commissaires pour prendre des renseignements sur la venue du régiment de Flandres et d'autres troupes qu'on destinait, disait-on, aux environs de la capitale. Les quatre commissaires, Dusaulx, Lourdet, Condorcet et Moreau de Saint-Méry, rapportèrent le lendemain des détails propres à dissiper les craintes et les fausses rumeurs (2).

Deux jours plus tard, aux élections bi-mensuelles, Vauvilliers et Moreau de Saint-Méry furent élus vice-présidents avec une grande majorité et l'Assemblée entière applaudit aux choix de ses officiers, surtout à celui de leur très populaire législateur d'outre-mer (3). La deuxième présidence de Moreau de Saint-Méry fut troublée par une grande vague d'anarchie parmi les districts qui ne cessaient de dénoncer les « aristocrates » de l'Hôtel de Ville. Mécontent de la lenteur de la rédaction du plan de constitution, chaque district essayait d'imposer sa volonté aux représentants de la Commune et s'érigeait en commune autonome, malgré les arrêtés de l'Assemblée municipale qui les rappelaient à leurs fonctions.

1. Lacroix, *op. cit.*, vol. I, p. 608-614, *passim* ; vol. II, p. 2, 113.

2. Lacroix, *op. cit.*, vol. II, p. 40, 51.

3. Lacroix, *op. cit.*, vol. II, p. 83.

Enfin, le 29 septembre, les districts obligèrent les trois cents de l'Hôtel de Ville à les convoquer : ils voulaient élire le maire et les soixante administrateurs qui composeraient le Conseil de Ville. L'Assemblée arrêta, par conséquent, l'établissement de ce Conseil d'administration d'après un plan présenté par Brissot de Warville, fondateur de la Société des Amis des Noirs, qui professait sur l'esclavage des théories diamétralement opposées à celles de Moreau de Saint-Méry.

Le dimanche, 4 octobre, les représentants résolurent de procéder à l'élection des chefs de départements. Personne ne réunit au premier scrutin la pluralité des votes pour la direction du département de la Police. Au second, Moreau remarque que plusieurs scrutins l'ont désigné pour chef et ajoute : « qu'ayant été nommé député d'une des colonies de l'Amérique à l'Assemblée Nationale, il lui serait impossible d'accepter aucune place dont les fonctions ne seraient pas compatibles avec l'assiduité que lui impose cette mission honorable ». L'Assemblée applaudit, regrette que cette circonstance enlève à la Commune « un des citoyens qui ont le plus contribué à la conquête de la liberté » et ne se déclare consolée qu'en pensant que, devenu membre d'une législature qui préside aux destinées de la nation, « le zèle et le patriotisme de M. Moreau de Saint-Méry seraient d'une utilité encore plus grande » (1).

§ 3.

L'agitation populaire montait à Paris : le roi n'avait pas encore ratifié les résolutions prises le 4 août par l'Assemblée Nationale ; malgré les assurances de Moreau de Saint-Méry et des trois autres commissaires, des rumeurs couraient sur la venue des régiments à Versailles ; surtout, la

1. Lacroix, *op. cit.*, vol. II, p. 159-160.

rareté des vivres et une terreur de la disette affolaient le peuple déjà surexcité. Le 5 et le 6 octobre se déroulèrent les péripéties d'un nouvel assaut au prestige de la monarchie.

Le lundi, 5, dans la matinée, commencèrent les manifestations populaires dans la capitale ; en ces moments de folie, tous les membres de la Commune dénoncée comme « aristocrate » par les districts affamés couraient les plus grands dangers, surtout ceux qui étaient à leur tête. Moreau de Saint-Méry lui-même fut arrêté près de la place de l'Hôtel de Ville, où il se rendait ce matin-là, par des gardes nationaux, qui heureusement le reconnurent et ne lui permirent pas, pour sa propre sauvegarde, de continuer son chemin.

Il se rendit immédiatement chez le marquis de La Fayette, où il fit la police du quartier, aidé de Bourdon de la Crosnière, jusqu'à ce qu'il eût reçu de La Fayette, selon leur convention, un avis qu'il pouvait venir à l'Hôtel de Ville (1).

Pour apaiser les troubles, le roi décide, le 6, de se rendre à Paris. A 11 heures du matin, il est à la barrière de la Conférence où Bailly et les députés de la Commune le reçoivent. Puis le cortège continue jusqu'à l'Hôtel de Ville où l'enthousiasme dans la grande salle est délirant. La salle retentit encore une fois des cris de *Vive le Roi !* Le duc de la Rochefoucauld-Liancourt annonce que l'Assemblée Nationale siègera dorénavant à Paris. Le peuple crie : *Vive l'Assemblée !* Enfin, le président de la Commune, Moreau de Saint-Méry, termine la cérémonie par un discours où il félicite Louis XVI d'avoir adopté la Constitution et d'avoir consenti à se rendre à Paris :

1. *Mémoire justificatif*, p. 28, 29.

« Sire,

« Si jamais les Français pouvaient connaître la nécessité de chérir leur roi, nous attesterions les vertus de Louis XVI et notre serment serait inviolable. Mais un peuple, chez lequel l'amour pour son prince est plutôt un besoin qu'un devoir, ne doit pas concevoir de doute sur sa fidélité. Vous venez même, Sire, de nous attacher encore plus fortement à vous, en adoptant cette Constitution qui formera désormais un double lien entre la nation et le trône.

« Enfin, pour mettre le comble à nos vœux, vous venez, avec les objets les plus chers à votre tendresse, habiter au milieu de nous. Nous n'oserons pas dire, quelle que soit la vivacité des sentiments dont nos cœurs sont remplis, que votre choix favorise ceux d'entre vos sujets qui vous aiment le plus ; mais, lorsqu'un père adoré est appelé par les désirs d'une immense famille, il doit naturellement préférer le lieu où ses enfants sont rassemblés au plus grand nombre » (1).

Louis XVI, qui a précédemment déclaré qu'il se trouve « toujours avec plaisir et confiance au milieu des citoyens de sa bonne ville de Paris », écoute, ainsi que son auguste famille, avec le plus grand intérêt. Ce discours, qui exprime les véritables sentiments de Moreau de Saint-Méry et de tous les vrais citoyens, plaît et à la monarchie et aux patriotes, car Louis XVI semble touché et réjoui au milieu des applaudissements effrénés du peuple parisien.

« Encore une fois, comme au 14 juillet, l'action populaire précipitait la marche de la Révolution et secondait l'Assemblée malgré elle. La journée du 6 octobre consacrait la Révolution du 14 juillet ; elle humiliait de nouveau la royauté, qu'elle forçait à rentrer à Paris, après un éloignement de cent vingt ans. La Constitution, sanction-

1. Lacroix, *op. cit.*, vol. II, p. 192.

née dans ses premiers articles, pouvait être achevée et fonctionner dans l'accord du roi et de l'Assemblée » (1).

Ainsi, Moreau de Saint-Méry put deux fois jouer un rôle principal dans l'humiliation publique de Louis XVI, qui expiait par ces amendes honorables les excès de ses ancêtres ; c'est ce colon de l'Amérique lointaine qui, preuve saisissante de son mérite, fut choisi par les Parisiens pour exprimer à leur malheureux souverain les sentiments des citoyens français.

§ 4.

Le 8 octobre, l'Assemblée des représentants dut procéder de nouveau à l'élection de ses officiers, car ses deux présidents et ses deux secrétaires avaient été élus membres du Conseil d'administration ; jouissant toujours de l'estime de ses concitoyens, Moreau de Saint-Méry avait été nommé administrateur par son district, Saint-Eustache (2). Il assista, le lendemain, à la première séance du Conseil où furent choisis les chefs et les membres de chaque département de la ville, mais déclara à la fin qu'il ne pouvait plus être le représentant de Saint-Eustache. Elu député de la Martinique, il devait entrer dans quelques jours à l'Assemblée Nationale ; le 10, une lettre à la Commune annonça qu'il avait définitivement déposé les pouvoirs dont son district l'avait honoré et, quatre jours plus tard, il fut admis à la législature nationale (3). Saint-Eustache élut deux hommes pour le remplacer : Giraud à l'Assemblée et Avril au Conseil d'administration (4).

1. Lavissee, *op. cit.*, vol. I, p. 108-109.

2. Lacroix, *op. cit.*, vol. II, p. 208-218.

3. *Mémoire justificatif*, p. 29. Lacroix, *op. cit.*, vol. II, p. 250-251.

4. Lacroix, *op. cit.*, vol. II, p. 299, 322.

§ 5.

Le lundi 19 octobre, l'Assemblée Nationale vint rejoindre le roi à Paris et s'établit, prisonnière du peuple comme lui, dans la salle du Manège sur une des terrasses du jardin des Tuileries. Aussi, Moreau de Saint-Méry put-il suivre, par intervalles, les séances de la Commune, tout en se dévouant à la cause des colonies. C'est en qualité de président honoraire du Musée de Paris (1) qu'il vint le 13 mars 1790, suivi d'une députation de ses collègues, prêter le serment civique à l'Assemblée des représentants. Le président de la Commune, l'abbé Fauchet, félicita cette Société qui venait « au nom de la littérature française rendre le premier hommage à la Constitution et à la liberté », mais ne s'en étonna point, voyant parmi les membres de cette organisation le « citoyen courageux qui présida la Commune dans les moments décisifs de la Révolution » (2). Moreau de Saint-Méry répondit dignement à cet éloge et conjura le président Fauchet de recevoir aussi le serment de son fils qui, revêtu de l'uniforme national, l'accompagnait. Le jeune Moreau de Saint-Méry, maintenant âgé de huit ans, prononça très bien le serment civique et fut assis par l'abbé Fauchet dans le fauteuil présidentiel où son père s'était signalé par son civisme et son courage (3).

Le 13 juillet, Moreau invita, au nom des anciens Electeurs de Paris, l'Assemblée des représentants à une grande cérémonie religieuse et patriotique à Notre-Dame où il fut convenu de célébrer chaque année l'événement qui assura la liberté de la France. La Fayette et son *Club des Fédérés*

1. C'est du Musée de Court de Gébelin qu'il s'agit ici. Voir *Introduction*.

2. Lacroix, *op. cit.*, vol. IV, p. 397-399.

3. *Journal de la Municipalité et des Districts*, 20 mars 1790. Jacques Godard, *Exposé des travaux de l'Assemblée des représentants de la Commune*. Paris, 1790, p. 138-139.

nationaux, qui venait de se former, furent également invités à y assister. Les représentants des départements à la Fédération furent si bien accueillis par les électeurs pendant leur séjour dans la capitale qu'avant leur départ en province le 22, ils envoyèrent une députation sous la conduite de La Fayette chez Moreau de Saint-Méry pour le remercier de son hospitalité (1). Le 21, l'ancien président des électeurs, délégué par l'Assemblée Nationale avec Mirabeau, La Rochefoucauld, Sieyès et d'autres, assista à l'éloge funèbre civique de Benjamin Franklin, « l'homme le plus fameux dans les annales des deux mondes » (2).

Le 6 août, la Commune s'occupait de l'exposé que le représentant Godard avait fait des travaux de l'Assemblée. Moreau de Saint-Méry, qui était présent ce jour-là, fut choisi comme l'un des commissaires pour revoir définitivement avec Godard son œuvre, preuve flatteuse que l'Assemblée n'avait pas oublié son ancien président. Le 4 octobre, quatre jours avant la clôture de la deuxième Assemblée de la Commune, Moreau fit savoir que l'examen de la commission était terminé et que la conclusion en était entièrement favorable à l'exposé nouvellement mis au jour. Il proposa ensuite l'impression du procès-verbal aux frais personnels des membres et la distribution d'un exemplaire à chaque département et district du royaume (3).

Les deux derniers mois de l'Assemblée de la Commune furent particulièrement orageux ; les représentants ne firent que batailler avec le Conseil de Ville ou avec le maire au sujet de l'exercice de certaines prérogatives du pouvoir municipal auquel ils s'accrochaient désespérément. Ils cherchèrent querelle au Conseil en lui demandant, ainsi qu'à Bailly (qui, nous l'avons vu, se prenait pour le seul vrai

1. Lacroix, *op. cit.*, vol. VI, p. 434, 457, 562, 564. Cf. *Procès-verbal de la Fédération*, 14 juillet 1790, p. 29. B. N. Lb³⁹ 9117.

2. Lacroix, *op. cit.*, vol. VI, p. 528-529.

3. Lacroix, *op. cit.*, vol. VI, p. 667 ; vol. VII, p. 374.

représentant du peuple), d'affirmer sous serment qu'ils avaient rempli leurs fonctions municipales gratuitement (1). Sur la prestation du serment, les opinions sont divisées : Moreau de Saint-Méry, La Fayette et deux cent trente membres de l'Assemblée jurent avoir fidèlement exécuté l'arrêté du 30 septembre ; Bailly et presque tous les membres de la municipalité refusent de se prêter aux exigences des représentants. « Si La Fayette et Moreau de Saint-Méry ne craignent pas de prêter serment, pourquoi hésitez-vous ? », demandent avec arrogance les députés des districts. Bailly trouve qu'il n'a pas besoin de jurer publiquement, sans doute parce qu'il ne le peut pas honnêtement. Ainsi se terminent par une lutte pour le pouvoir les séances orageuses de la deuxième Assemblée des représentants de la Commune (2).

1. Le 30 septembre 1789, toute l'Assemblée avait promis de gérer sans récompense aucune les affaires publiques.

2. Lacroix, *op. cit.*, vol. II, p. 126 ; vol. VII, p. 328, 348.

CHAPITRE III

Election à l'Assemblée Nationale

(14 octobre 1789).

§ 1.

Pendant toute la durée de la période électorale du printemps de 1789, Moreau de Saint-Méry ne cessait pas un seul instant de servir les intérêts des colonies et de travailler pour leur représentation aux Etats Généraux.

Le 8 juillet, donc, au plus fort de ses travaux comme président des électeurs, il fut convoqué par Dubuq-Duferret à l'Assemblée des colons de la Martinique, qui venait de se former. « ... Membre du Conseil souverain de Saint-Dominique », lui mandait le colon, « vous n'en êtes pas moins, Monsieur, notre compatriote et le parent de presque toute la colonie de la Martinique. Elle a donc, et elle s'en fait gloire, une sorte de droit à vos connaissances, à vos lumières et à votre protection... » (1). La réunion des Martiniquais eut lieu le 11 chez Duferret et on se demanda si on choisirait les députés de la Martinique à Paris même. On espérait qu'un tel choix aurait l'approbation des Etats Généraux, surtout qu'ils avaient été chargés par leur Assemblée coloniale de choisir eux-mêmes les députés. On s'ajourna au 27 juillet, jour de l'élection de Moreau de

1. Lettre du 9 juillet. *Mémoire justificatif*, p. 21, 87.

Saint-Méry à la présidence de la Commune. Elu le même jour l'un des commissaires pour la rédaction des cahiers de la Martinique, notre magistrat résolut de subordonner son travail pour la ville de Paris à son désir d'être utile à sa véritable patrie : la Martinique. Ainsi le 10 août, sa présidence de l'Assemblée des représentants de la Commune étant terminée, il demanda, comme nous l'avons vu, à ne pas être réélu, afin d'avoir, comme simple membre, la liberté de se dévouer entièrement aux intérêts de son île natale. Pour la même raison, il dut refuser, le 4 octobre, le poste de chef du département de la Police. Mais il avait aussi d'autres raisons pour motiver sa décision.

§ 2.

La conduite sage et ferme de Moreau de Saint-Méry à la tête de ses électeurs avait gagné toutes les sympathies de La Fayette. Au moment où les séances de l'Assemblée des Electeurs tiraient à leur fin, le marquis lui demanda s'il ne désirerait pas avoir une des premières places dans la Garde nationale parisienne, dont il lui devait la direction (1). Moreau répondit franchement que son ambition depuis longtemps était de devenir administrateur général d'une colonie. Etant né en Amérique, ayant donné sa vie à l'étude de la législation et de l'histoire des colonies, il se sentait plus propre à s'occuper des affaires coloniales (lesquelles, il prévoyait, ne seraient pas exemptes de troubles) qu'à servir Paris, quoiqu'il l'eût fait non sans quelque succès.

La venue à l'Hôtel de Ville du ministre Necker fournit à La Fayette l'occasion de lui parler en faveur de son protégé américain. Necker rencontrait Moreau de Saint-Méry pour la première fois, mais l'impression dut être favorable

1. *Mémoire justificatif*, p. 22.

car, quelques jours plus tard, il envoya le billet suivant à La Fayette : « J'ai parlé, Monsieur, à M. de la Luzerne de M. Moreau de Saint-Méry. Il est déterminé à le présenter au roi pour l'intendance de la Martinique. Je suis bien persuadé que le choix de M. de Saint-Méry sera excellent » (1). La Fayette ne permit pas à Moreau de Saint-Méry de le remercier et lui fit promettre, comme pour diminuer sa reconnaissance, de ne pas quitter ses fonctions à l'Hôtel de Ville avant le premier octobre, quelles que fussent les circonstances.

Moreau alla le 11 août remercier Necker à Versailles et se rendit ensuite chez le ministre de la Marine pour s'assurer de son appui. Lui ayant laissé un mémoire sur ses capacités pour l'administration générale, il reçut bientôt cette réponse : « ... Je me ferai un vrai plaisir de vous ménager la préférence du roi, lorsqu'une des places vaquera et surtout celle de la Martinique... ». Le 18, comme Moreau l'écrivit dans son *Mémoire*, de la Luzerne reçut « les ordres bienveillants de Sa Majesté » sur sa demande et le lui annonça immédiatement (2). Ainsi, muni de cette promesse de la première place d'administrateur des colonies, Moreau de Saint-Méry ne tenait guère à s'engager tellement dans les affaires de la métropole qu'il ne pourrait en sortir quand il voudrait (3).

§ 3.

Le 17 août, il proposa à l'Assemblée des colons de la Martinique un grand plan provisoire de constitution de

1. Lettre du 4 août. *Mémoire justificatif*, p. 22.

2. Lettre de La Luzerne à Moreau. Versailles, 16 août. *Mémoire justificatif*, p. 89.

3. Moreau de Saint-Méry ne devint jamais administrateur d'une colonie française. A cause de la malheureuse affaire Charton, il n'osa plus retourner aux Antilles et il aurait refusé sa nomination comme intendant des Iles. Voir la p. 71.

l'Assemblée coloniale de cette île, où les opinions favorables au bien-être de la colonie durent étonner ses compatriotes instruits du fait qu'il attendait le poste d'administrateur (1).

Moreau de Saint-Méry fut prié ensuite de se concerter avec les colons de Saint-Domingue et de la Guadeloupe pour l'intérêt commun des colonies ; le lendemain le comte de Reynaud et le marquis de Gouy d'Arsy, qu'il trouva à l'Assemblée Nationale, lui conseillèrent de faire nommer immédiatement les députés de la Martinique. Dès cet instant, Moreau de Saint-Méry ne cessa de prêcher partout que « le salut des colonies tenait à l'union des colons » (2).

Dix jours plus tard, le club de l'Hôtel Massiac (3) décida de présenter une requête au roi, pour demander, de concert avec les députés de Saint-Domingue, une convocation générale de cette colonie, pour délibérer sur ses besoins et ses intérêts. Moreau, un des quatre commissaires envoyés vers le ministre de la Marine avec cette pétition, put en même temps lui rappeler sa promesse.

§ 4.

Vers la fin de l'année, se précisait contre Moreau de Saint-Méry une attaque lâche et stupide qui devait se révéler presque fatale pour lui et pour toute sa famille.

Louis Charton, fabricant de draps et l'un des Electeurs de Paris, jaloux sans doute du succès de ce créole, qui voulait « s'ériger un trône dans l'estime publique », l'avait accusé dans ses *Observations de M. Charton à la motion de M. Moreau de Saint-Méry* (10 juin 1789) d'avoir demandé à l'Assemblée des Electeurs l'affranchissement des nègres. Nous avons vu que le 9 mai Moreau de Saint-Méry avait observé que la question des nègres était très délicate, mais

1. *Procès-verbal des électeurs de la Martinique*, p. 47-59. B. N. Le²³ 183.

2. *Mémoire justificatif*, p. 23.

3. Voir le Chapitre IV pour cette Société.

le procès-verbal ne contient aucune motion en faveur de leur affranchissement. Le frénétique Carton pourtant s'écria : « ... Si l'article proposé par l'illustre membre... passe aux Etats Généraux, vous exposez la nation à commettre... une cruauté barbare, car, si vous accordez une liberté entière aux nègres, à l'instant cette espèce rustre et vindicative va égorger cinquante mille Blancs... » (1). Le 26 août, Dillon conseille à son ami de répondre à cette brochure diffamatoire qui peut lui nuire (2). Rejetant le pamphlet avec dédain, Moreau se fie à la force de la vérité et oublie l'affaire. Fatale erreur ! Personne, quel que soit son crédit, n'est au-dessus du soupçon durant ces heures grosses de méfiance et de péril : « J'ignorais hélas, dit-il plus tard, que cette calomnie allait déjà dans une autre contrée me porter les coups les plus affreux » (3).

Arrivées au Cap Français le 8 octobre parmi les brochures envoyées par la députation de Saint-Domingue, les *Observations* de Charton sont copiées, distribuées et lues avec colère dans toute la colonie. Le 18, Moreau de Saint-Méry est dénoncé à la colonie comme son ennemi capital, comme un des Amis des Noirs et tous ses parents sont persécutés comme complices ; le 21, on annonce des mouvements parmi les esclaves et « les tambours, le tocsin, le canon d'alarme, tout répand l'épouvante » (4). Son beau-frère, le médecin Arthaud, traîné hors de chez lui, promené, frappé, échappe à une mort horrible grâce au secours de quelques amis (5). Le 26, un arrêté du Conseil supérieur de Saint-Domingue somme Moreau de venir immédiatement reprendre ses fonctions de magistrat, sous peine de perdre

1. *Mémoire justificatif*, p. 101.

2. *Mémoire justificatif*, p. 23.

3. *Mémoire justificatif*, p. 27.

4. Moreau de Saint-Méry, *Considérations présentées aux vrais amis du repos et du bonheur de la France*, p. 19.

5. *Mémoire justificatif*, p. 31.

sa place (1). Refusant de se soumettre à cette injonction, qui équivalait à une condamnation à mort, car, à l'instant même où il eût mis pied sur le sol colonial, on serait venu vers lui pour le tuer, Moreau se mit à composer une justification complète de ses actes.

Le 30 août, les colons de la Martinique procédaient à la nomination de leurs députés quand l'imprimé de Charton fut présenté. Le comte de Dillon opina qu'il était juste d'accorder à Moreau le temps de produire sa défense contre cette lâche attaque avant de continuer l'élection. Par conséquent, on remit la nomination au 6 septembre (2). Accompagné des commissaires d'enquête du Comité de la Martinique, Moreau se rendit chez Charton la veille des élections. Après une conversation qui confirma la bassesse du manufacturier parisien et après une autre enquête parmi les anciens électeurs, les commissaires partirent. Le lendemain, lorsque Moreau se rendit à l'Assemblée des colons martiniquais avec ses pièces justificatives, il fut agréablement surpris d'entendre qu'il était jugé justifié d'après le rapport des commissaires (3). On confirma ce témoignage bien glorieusement pour lui en le nommant le premier député de la Martinique à l'Assemblée Nationale (4).

Après cette justification honorable, Moreau obtint les témoignages de tous les Electeurs de Paris qui jurèrent ne l'avoir jamais entendu faire une pareille motion. Ces témoignages furent confirmés le 30 décembre dans la première réunion des anciens électeurs depuis le grand mois de juillet. Spécialement convoquée pour l'examen du procès-verbal, la séance fut consacrée entièrement à la justifica

1. *Mémoire justificatif*, p. 143.

2. *Procès-verbal des électeurs de la Martinique*, p. 65-68.

3. *Mémoire justificatif*, p. 93.

4. *Procès-verbal des électeurs de la Martinique*, p. 74.

tion du malheureux colonial (1). Le Club de Massiac le soutint également.

Jugeant avec raison cette publicité insuffisante, il fit paraître le 14 janvier 1790 un volumineux *Mémoire justificatif* de 151 pages in-4° dans lequel il dut étaler tous les documents prouvant qu'il ne méritait point l'injustice d'une telle accusation et d'une telle persécution aux colonies. Déjà le lâche Charton s'était rétracté publiquement par une lettre envoyée le 5 janvier à la Commune de Paris, dans laquelle il avoua s'être trompé et exprima ses regrets d'avoir pu nuire « contre son intention » à son ancien président (2).

Ce ne fut point assez : forcé de fuir la France par suite de l'indignation soulevée contre lui par le *Mémoire* de Moreau, Charton se réfugia à Londres. Il n'oublia point sa disgrâce. Plus d'un an après, le 30 mars 1791, il répondit par de nouvelles *Observations*, assurant que le but unique de Moreau dans son *Mémoire* était de « caresser son excessif amour-propre » et qu'« un autre que moi serait peut-être ébloui de ses titres » (3). Toutes les préventions contre Moreau de Saint-Méry devaient cesser, du moins en France, après son grand discours du 1^{er} décembre 1789 pour la création d'un Comité colonial.

§ 5.

Encore une fois président de la Commune de Paris, du 26 septembre au 8 octobre, Moreau ne fut plus en état d'assister aux séances du Club Massiac et de suivre le tra-

1. *Procès-verbal des Electeurs de Paris*, vol. III, p. 1, suiv.

2. Lacroix, *op. cit.*, vol. IV, p. 10-11. Cf. *Moniteur universel* du 7 janvier 1790.

3. Charton, *Observations sur la conduite de M. Moreau, dit Saint-Méry*, p. 2.

vail relatif au mode de convocation désiré pour Saint-Domingue, ce qui fut enfin l'œuvre commune des colons et des députés de cette île.

Enfin les pouvoirs des députés de la Martinique, Arthur Dillon et Moreau de Saint-Méry, furent remis pour vérification à l'Assemblée Nationale au début d'octobre. Son admission à la législature nationale étant chose convenue, Moreau donna sa démission à son district, Saint-Eustache, et à l'Hôtel de Ville le 10 et, effectivement, quatre jours plus tard, le 14 octobre 1789, il fut admis parmi les législateurs de la nation (1). Dès le 6 septembre, jour de la nomination des députés de la Martinique, on avait arrêté la formation d'un Comité où les colons de l'île, réunis aux députés, se communiqueraient leurs vues et leurs lumières. Le 25 octobre, Moreau de Saint-Méry fut élu président de ce Comité et le resta pendant longtemps (2).

Fidèle à son idéal d'union parmi tous les colons, il proposa que « les députés et les suppléants de toutes les colonies se réunissent une fois par semaine... pour donner un caractère d'unité à celles de leurs réclamations qui auraient un intérêt colonial, pris généralement pour objet » (3). Le comte de Dillon, ayant de son côté proposé la même réunion aux députés de Saint-Domingue, réussit dans sa démarche et tous les députés coloniaux se réunirent le 29 octobre. C'est dans cette première séance de la députation coloniale que Moreau de Saint-Méry dévoila son projet d'obtenir de l'Assemblée Nationale un Comité particulier où les affaires coloniales seraient provisoirement renvoyées et examinées (4). Notre député martiniquais fut

1. *Archives parlementaires*, vol. IX, p. 445.

2. *Procès-verbal des électeurs de la Martinique*, p. 83.

3. *Procès-verbal des électeurs de la Martinique* du 25 octobre 1789. Cf. *Mémoire justificatif*, p. 29-30.

4. *Mémoire justificatif*, p. 29-30.

invité à se trouver le lendemain au Club Massiac qu'il n'avait plus fréquenté depuis le 21 septembre à cause de ses travaux pour la Commune de Paris. Là, la lecture de son projet fut accueillie chaleureusement. A partir du 2 novembre, les trois députations de Saint-Domingue, la Martinique et la Guadeloupe se réunirent régulièrement tous les mercredis et purent ainsi présenter dans le Corps législatif un front uni contre les attaques des *Amis des Noirs* et de leurs sympathisants.

CHAPITRE IV

L'Assemblée Constituante : Les colonies contre la métropole.

§ 1.

Les séances de l'Assemblée Constituante furent des batailles acharnées d'opinions opposées, opinions qui provenaient non seulement des députés eux-mêmes, mais aussi de certaines sources extérieures.

Il importe pour notre étude d'en connaître deux : la première, et la plus importante quant à la question des colonies, fut la *Société des Amis des Noirs*. Fondée en 1787 par Brissot de Warville, Sieyès et Condorcet, elle s'était établie dans les bureaux du journal *Le Patriote français* ; par cet organe officiel et quotidien, les Amis des Noirs, épris des idées révolutionnaires de liberté et d'égalité et partisans des *Droits de l'homme*, menaient une campagne vigoureuse en faveur des Noirs, esclaves ou libres. La deuxième, la *Société correspondante des Colons français*, à l'encontre des efforts tentés par les Amis des Noirs, se constitua à l'Hôtel de Massiac à Paris, le 20 août 1789 (1). Ce club se composait surtout de riches colons de Saint-Domingue, très conscients de leurs richesses et de leur importance. La Société était une coterie : n'y entrait pas qui voulait ; les membres, planteurs influents ou nobles de

1. Cf. Challamel, *Les clubs contre-révolutionnaires*.

récente date, aristocrates aux préjugés égoïstes, attaquèrent par des écrits et par des paroles véhémentes la « secte » des Amis des Noirs. Ils qualifièrent les philanthropes Condorcet, Mirabeau, Grégoire, Sieyès, La Fayette, Barnave, de « Don Quichottes des hommes de couleur ». L'Hôtel de Massiac se chargea de diriger la publicité et de façonner l'opinion, aussi bien aux colonies qu'en France. On lui envoyait des caisses de brochures et des factums pour la distribution générale aux colons résidant aux îles ou en France. Moreau de Saint-Méry y joua un rôle (1).

La Société de Massiac obtint du ministre de la Marine qu'aucun Noir ou mulâtre n'aurait la permission de rentrer aux îles ; même les colons blancs qui voudraient retourner à Saint-Domingue devraient recevoir d'elle une autorisation d'embarquement. Au mois d'août 1789, voulant gouverner les esprits en France également, elle désapprouva l'agitation soulevée par le Comité colonial et contesta les pouvoirs des députés de Saint-Domingue. Moreau de Saint-Méry, l'un des commissaires et membre du Bureau de la Société correspondante (2), révèle la cause de cette opposition peu logique : les riches planteurs désiraient bien avoir, dans leur propre intérêt, des députés à l'Assemblée Nationale ; mais, vu l'influence considérable de leurs ennemis, les Amis des Noirs, ils craignaient que « le Corps législatif mal instruit ne portât quelque disposition funeste » pour eux, c'est-à-dire, que l'émancipation des Noirs ou l'abolition de la traite ne fût le prix d'une représentation coloniale (3). Ils préféraient de beaucoup n'avoir que des agents *auprès* de la Constituante, chargés de faire des pétitions sans risquer

1. Un billet de Moreau à l'Hôtel de Massiac du 30 décembre 1789 porte : « Moreau de Saint-Méry a l'honneur d'envoyer à Messieurs de l'Hôtel de Massiac cent exemplaires de ses *Observations sur le mémoire de M. l'abbé Grégoire pour les gens de couleur* ». Challamel, *op. cit.*, p. 73.

2. Deschamps, *La Constituante et les colonies*, p. 54.

3. Moreau de Saint-Méry, *Considérations*, p. 17.

de compromettre leurs intérêts. Malgré tous leurs efforts, ils ne réussirent qu'à faire réduire le nombre des représentants des colonies.

Pourtant le Club Massiac continua à exercer une influence prépondérante sur les discussions des questions coloniales à la Constituante. Les mandataires des colonies subirent plus ou moins cette influence selon leurs rapports avec les planteurs.

§ 2.

Le groupe des députés des colonies se compose de quelques hommes de grande valeur, éminemment capables de défendre la cause coloniale contre les menées des ardents Amis des Noirs.

Il y a surtout Moreau de Saint-Méry, député de la Martinique, l'homme de France le mieux instruit des choses coloniales, grâce à son vaste travail sur l'histoire des colonies. « Bon orateur, caractère ferme et droit, homme considéré tant à Paris, où il avait joué un rôle dans les premières journées de la Révolution, qu'à la Martinique, son pays d'origine où il était propriétaire, et à Saint-Domingue, où il avait été membre du Conseil supérieur, il se trouvait en situation de représenter aussi bien que de conseiller tous les colons ; *il sera le théoricien du groupe colonial* » (1). Ami de Moreau de Saint-Méry, maréchal de camp, ancien compagnon de La Fayette aux Etats-Unis, ancien gouverneur de Tabago, Arthur Dillon représente aussi la Martinique et jouera un rôle très actif, grâce à son rang élevé. Le marquis de Gouy d'Arsy, le chevalier de Cocherel, Gérard et de Reynaud défendront les intérêts de Saint-Domingue, tandis que la Guadeloupe possède de Curt et l'Île de France, P. Monneron.

1. Deschamps, *op. cit.*, p. 74.

Moreau de Saint-Méry parle pour la première fois à la Constituante le jour de son admission, 14 octobre, pour s'opposer à la mise en liberté du baron de Besenval, inculpé de lèse-nation. Il fait le récit de ce qui s'est passé en juillet sous sa présidence à l'Hôtel de Ville; il annonce à ses nouveaux collègues l'existence de pièces appartenant à Besenval, qu'il a laissées à l'Hôtel de Ville sous son propre cachet et qui pourraient éclaircir la question (1). Le Comité de recherches de l'Assemblée, faute d'aucune plainte et surtout d'aucune preuve concluante, vient de déclarer que la mise en liberté doit être décrétée et, sans l'intervention de Moreau de Saint-Méry, on l'aurait fait. Malgré les protestations de Rewbell, Moreau insiste pour que l'affaire soit légalement jugée et réussit à provoquer l'attribution provisoirement au Châtelet de la connaissance des crimes de lèse-nation (2).

Les colons avaient demandé, dès le 28 août, la création d'une Assemblée dans chacune des trois provinces de Saint-Domingue et d'une Assemblée générale qui serait chargée d'un projet de constitution à remettre à l'Assemblée Nationale (3). La Société de Massiac s'occupa de convoquer ces Assemblées; un plan de convocation, rédigé par son commissaire Moreau de Saint-Méry et adopté par le Club le 3 septembre, fut ensuite communiqué à tous les députés-colons et enfin soumis à l'approbation du ministre de La Luzerne le 16. Preuve du crédit des planteurs : le plan fut approuvé sans restriction par le roi dix jours plus tard (4). C'est Moreau de Saint-Méry également qui

1. *Archives parlementaires*, vol. IX, p. 445. Ce sont les lettres originales par lesquelles Besenval donne des ordres au gouverneur de la Bastille, de Launay, et au lieutenant du roi, en les engageant à « tenir bon ».

2. Le Châtelet, ainsi érigé en tribunal politique, déclara Besenval innocent par la suite, malgré l'effervescence populaire qui s'éleva dans la ville. Lacroix, *op. cit.*, vol. II, p. 412.

3. *Mémoire justificatif*, p. 23.

4. Deschamps, *op. cit.*, p. 89.

rédigea les instructions aux électeurs primaires qui devaient servir de base aux cahiers de paroisses, instructions votées par la Société le 29. Le projet formule nettement les vœux des riches colons : le droit électoral revient exclusivement aux citoyens moyens possédant un fond de terre et dix nègres recensés ; le droit d'éligibilité, aux propriétaires d'une plantation de sucre, café, coton, indigo ou cacao et 20 nègres recensés (1). Il s'agissait maintenant de faire décréter le plan et les instructions de Moreau de Saint-Méry ; ceci se réalisa, comme nous allons le voir, par la création en mars 1790 d'un Comité colonial à l'Assemblée Nationale.

§ 3.

Après avoir demandé avec insistance le droit de se faire représenter dans l'Assemblée métropolitaine, les colons s'effrayèrent de l'esprit révolutionnaire qui y régnait. *Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits* visait directement les privilèges et les droits qu'ils étaient venus défendre. Ils voulaient maintenant s'affranchir des obligations de ce premier article de la *Déclaration des droits*. En se réservant à eux-mêmes les questions coloniales, en les arrachant des mains des philosophes Amis des Noirs, en les limitant aux rapports économiques avec la métropole, les colons arriveraient à protéger la base de leurs fortunes : l'esclavage des Noirs.

La députation coloniale conçut donc l'idée d'un Comité spécial des Colonies dont les fonctions très soigneusement énoncées étaient : de fixer le terme où devait s'arrêter le commerce prohibitif, d'empêcher la contrebande, de simplifier les lois sur la propriété commerciale et agricole, d'établir les droits des délégués du pouvoir exécutif de la

1. *Papiers de l'Hôtel de Massiac. Archives nationales* : DXXV, carton 85.

métropole et, enfin, de présenter un plan de constitution, d'administration et de jurisprudence (1). Pas un mot des droits civils des Noirs !

De Curt, délégué de la Guadeloupe, demanda la création de ce Comité, au nom de tous les députés coloniaux, le 26 novembre. De graves événements survenaient à la Martinique ; la colonie de Saint-Domingue vivait dans une agitation augmentée à chaque instant par des bruits provenant du continent, comme celui de l'affaire Charton-Moreau de Saint-Méry ; l'heure était propice. Le 1^{er} décembre, l'ordre du jour ramenant la discussion sur le Comité colonial, on débuta en réclamant le rétablissement de l'ordre aux colonies par la force. Malouet demanda ensuite la création d'un Comité composé par tiers de députés coloniaux, commerçants et non-commerçants.

Se levant à son tour, Moreau de Saint-Méry prononce devant l'Assemblée Nationale le premier grand discours parlementaire sur les colonies ; les délégués nationaux entendent pour la première fois le récit précis des maux sous lesquels elles gémissent depuis leur établissement et ils comprennent enfin le problème constitutionnel qu'elles créent (2).

Moreau de Saint-Méry ne doute pas qu'en donnant des lois à la France, la Constituante n'a pas du tout l'intention d'y soumettre les Français de ses colonies ; jamais elle n'a prescrit à son ministre de la Marine de faire parvenir aux colonies ses décrets. Voilà déjà une amélioration : l'ancien régime n'a pas compris que ses lois ne peuvent devenir automatiquement obligatoires pour les colonies qui diffèrent en tout, non seulement de la métropole, mais même entre elles.

C'est parce que les colonies ont été « trop longtemps le

1. *Archives parlementaires*, vol. X, p. 263.

2. *Archives parlementaires*, vol. X, p. 347, suiv.

jouet de l'inscience et d'un despotisme dont le premier défaut est de croire que tout se plie à sa volonté, que ces contrées, dignes d'un meilleur sort, ont saisi l'espoir que leur donnait la formation des Etats Généraux ». Il fait l'histoire de leur administration honteuse par des seigneurs influents, chef de compagnies particulières et plus tard conseillers très écoutés des ministres du roi, qui, ignorant totalement les lieux qu'ils dirigeaient, multipliaient des lois et des règlements souvent contradictoires (1). Pour couronner cette tyrannie, le roi a prononcé l'infailibilité de ses administrateurs.

Terminant la plainte des colonies, Moreau de Saint-Méry fait un appel direct aux intérêts économiques du pays : « Elles sont une des sources les plus fécondes des richesses de la France et, dans un siècle où il est reconnu que la prépondérance des états se règle sur leur commerce, les colonies ont droit d'attendre qu'elles seront appréciées à leur juste valeur... ». Par conséquent l'Assemblée Nationale doit à leur confiance le Comité qu'elles demandent, pour qu'elles puissent « solliciter comme d'elles-mêmes ce qui doit être préalablement accordé à leur éloignement et à leurs localités », pour que l'Assemblée puisse se prononcer « en pleine connaissance de cause ».

Ce discours fut reçu par les acclamations du parti colonial et son impression fut immédiatement votée. Mais il y avait encore trop d'opposition à une prompté décision, soit de la part des philosophes, soit de l'irrésolution et de l'indifférence mêmes de l'Assemblée qui, voulant être plus renseignée, renvoya la question à plus tard et rejeta la motion.

Le 25 février 1790, une députation de citoyens de Bordeaux, propriétaires de biens aux colonies, demanda le vote d'un décret propre à tranquilliser les habitants et les

1. Par son seul travail à lui, Moreau de Saint-Méry a pu compiler des dizaines d'épais volumes de lois se rapportant à la courte période de cent cinquante ans. Voir : *Œuvres manuscrites de Moreau de Saint-Méry*.

propriétaires des îles : « Les colonies, disait-elle, ne peuvent subsister sans la conservation de la servitude et de la traite ». Moreau de Saint-Méry craignait une décision hâtive des Constituants qui pût être nuisible aux intérêts de ses concitoyens ; il obtint donc l'ajournement de la discussion au 1^{er} mars, en attendant des dépêches importantes que le ministre de la Marine venait de recevoir des colonies (1).

La discussion sur ces pièces donna naissance au Comité des Colonies car Camus, le 2 mars, proposa de nouveau sa formation et cette fois, malgré l'abbé Maury qui prétendait que le Comité ne pourrait rien faire si d'abord l'Assemblée ne prenait parti pour ou contre l'abolition de la traite des nègres, les coloniaux réussirent (2). Le Comité spécial des Colonies fut créé et comprit douze membres titulaires et deux suppléants ; il était ce que voulaient les planteurs, étant composé pour la plupart de députés favorables à la cause des planteurs, tels Gérard et Reynaud, députés de Saint-Domingue, Barnave, rapporteur, et Payen de Boisneuf, député de Touraine, intime de Moreau de Saint-Méry.

§ 4.

Le 12 décembre 1789, l'Abbé Grégoire, député de Lorraine et partisan de la Société des Amis des Noirs fit paraître un *Mémoire en faveur des gens de couleur, ou sang-mêlés, de Saint-Domingue et des autres îles françaises de l'Amérique*, sujet d'un discours qu'il avait adressé à la Constituante (3). Les colons se crurent traités d'une manière injurieuse et virent leurs fortunes en quelque sorte compromises par les idées révolutionnaires du « curé d'Emberménil ».

1. *Archives parlementaires*, vol. XI, p. 698-700.

2. *Archives parlementaires*, vol. XII, p. 6, 19.

3. Brochure analysée dans le *Moniteur universel* du 19 janvier 1790.

Quatre jours plus tard, parut en réponse à ce mémoire, sous le titre : *Observations d'un habitant des colonies*, un pamphlet anonyme signé *P. U. C. P. D. D. L. M.* L'auteur de ce petit traité est Moreau de Saint-Méry et les initiales signifient : « Par un colon, premier député de la Martinique » (1).

Un Noir affranchi cesse d'être esclave, mais est-il prêt à remplir les devoirs d'un citoyen et à en exercer les droits ? L'esclavage peut être *adouci*, mais non pas *anéanti* : «... Le temps peut, avec sa lime sourde, détruire ce qu'il y a de grossier, mais si on le coupe, la machine se brisera avec fracas » (2). D'ailleurs on ne saurait imputer aux Blancs seuls le préjugé de la couleur, qui est « le ressort caché de de toute la machine coloniale ». Le quarteron esclave, au-dessous du nègre libre par la loi mais plus près de son maître par la couleur, méprise son frère plus noir. Des phrases telles que celle-ci de l'abbé-ami des Noirs : « Nègres et gens de couleur..... si vos despotes persistent à vous opprimer, ils vous ont tracé la route que vous pouvez suivre » (3) n'auraient d'autre résultat que d'exciter six cent mille hommes à s'entr'égorguer. Et pourquoi l'abbé Grégoire refuserait-il de croire à l'efficacité de la temporisation, lui qui disait au mois d'août 1788 que la réforme des Juifs n'était pas l'ouvrage d'un moment ? «..... La marche de la raison, comme celle de la mer, n'est sensible qu'après des siècles... Les révolutions morales sont fort lentes » (4).

L'abbé de Cournand, professeur de littérature française au Collège de France et adhérent de la thèse de l'égalité

1. *Mémoire justificatif*, p. 30.

2. *Observations d'un habitant des colonies*, p. 22.

3. Moreau de Saint-Méry, *op. cit.*, p. 26. Grégoire, *Mémoire en faveur des gens de couleur*, p. 11.

4. Grégoire, *Essai sur la régénération physique, morale et politique des Juifs*, p. 189.

pour tous, répondit aux arguments solides de Moreau de Saint-Méry par un pamphlet *Réponse aux Observations d'un habitant des colonies* que celui-ci traita de « digne d'un habitué de la place Maubert » (1).

Ces escarmouches préliminaires annonçaient que la lutte entre les deux camps serait ardente et que l'Assemblée Nationale ne pourrait plus rester longtemps sans se prononcer sur les affaires coloniales. Elle ne manqua ni d'instructions ni de sollicitations ; le spectacle de ce grand corps de représentants de la nation, oscillant entre tant d'intérêts, de principes, de défenseurs de thèses opposées, n'est pas ce qu'il y a de moins intéressant dans cette période de grandes réformes.

Le 21 janvier 1790, les Amis des Noirs firent entendre à l'Assemblée un discours demandant la suppression de la traite des Noirs qui forme leur prise de position définitive avant la résolution finale de la question (2). Certes, peu d'entre eux crurent, comme l'abbé Grégoire, que l'abolition de l'esclavage pût s'accomplir du jour au lendemain sans une longue préparation pour son remplacement par une autre main-d'œuvre ; d'aucuns pensèrent même que la discussion du problème serait assez longue pour que l'on n'arrivât pas à une décision avant quelques années. On peut donc comprendre pourquoi l'Assemblée, oscillant entre la théorie que son commerce colonial reposait sur l'esclavage et celle qui tolérait l'esclavage comme immédiatement nécessaire en attendant sa suppression graduelle, n'ait pas cru dangereux de remettre à une époque ultérieure la réforme de cette institution d'ancien régime.

Dans la colonie de la Martinique, l'Assemblée générale montrait, dès l'ouverture de sa nouvelle session (le 26 février 1790), sa tendance particulariste. Composée de planteurs,

1. *Mémoire justificatif*, p. 31.

2. *Archives parlementaires*, vol. XI, p. 273.

aristocrates avoués, elle déclarait accepter de la métropole des lois générales, mais entendait discuter avec elle ses lois commerciales et établir toute seule, sous la seule sanction du roi, ses lois particulières. En application de ce programme franchement réactionnaire, elle confirma le choix de ses deux députés, Moreau de Saint-Méry et Arthur Dillon, et les chargea de défendre ses intérêts : ils renonceraient à discuter les projets étrangers aux colonies et ne feraient usage de leurs pouvoirs que pour le bien des colons (1).

§ 5.

Au début de mars 1790, la députation coloniale reprit sa lutte pour assurer aux Assemblées coloniales seules la plénitude des pouvoirs législatifs relatifs à la condition des personnes (Blancs et Noirs) et au régime intérieur des colonies. Ayant déjà acquis à leur point de vue la plupart des membres du Comité spécial des Colonies, les colons avaient beau jeu pour lui faire proposer un décret en leur faveur. Depuis longtemps le rapporteur du Comité, Barnave, par l'intermédiaire de Lameth, était en rapport avec l'Hôtel de Massiac. Donc, il ne fallut pas plus d'une semaine au Comité et à son rapporteur pour préparer un projet et choisir son orientation. Le plan de convocation et les instructions de la Société de Massiac, rédigés par Moreau de Saint-Méry, n'étaient-ils pas à leur disposition depuis six mois ? Et quoi de plus facile que de s'en servir comme base du projet ? C'est précisément ce que fit Barnave et son exposé de la question avant la présentation du décret semble un écho des idées des planteurs (2).

1. Saintoyant, *La colonisation française pendant la Révolution (1789-1799)*, vol. II, p. 187-188.

2. *Archives parlementaires*, vol. XII, p. 68-73.

Comme le projet de Moreau de Saint-Méry, le décret du 8 mars 1790 établit aux colonies des Assemblées primaires et générales, « librement élues par les citoyens » (c'est-à-dire, les colons *blancs*) ; il leur accorde le droit d'exprimer à la Constituante leurs vœux sur la constitution, la législation et l'administration coloniales ; il promet de faire suivre le décret d'une instruction qui fixera définitivement les rapports entre les colonies et la mère-patrie ; il reconnaît les Assemblées déjà formées, sous réserve d'une nouvelle confirmation, et déclare enfin que celui qui travaillerait contre la paix aux colonies serait coupable de lèse-nation.

La clause principale du décret du 8 mars, et celle qui sera l'objet de nombreuses et longues discussions jusqu'à la grande mesure législative du 15 mai 1791, donne aux Assemblées coloniales la plénitude des pouvoirs législatifs quant à la condition des personnes et au régime intérieur. Désormais, il ne sera rien innové au régime des colonies, à « l'état des *personnes* » que sur la demande précise et formelle des habitants. *Rien innover*, c'est maintenir l'institution de l'esclavage. Ce principe, établi par une formule volontairement vague, est consacré par l'instruction du 28 mars qui le fait entrer dans la pratique (1). Les droits civiques sont accordés « à tout propriétaire âgé de vingt-cinq ans », formule à double entente qui tire d'embarras les rédacteurs de l'instruction et réserve la question. Les colons n'en demandent pas plus ; ils sont tranquilles ; soumis à leur approbation, l'esclavage ne court aucun risque.

Ainsi, l'Assemblée Nationale, hésitant devant les principes, timide devant les préjugés, pratique une peureuse politique qui n'est nullement conforme à ses habitudes courageuses et qui doit avoir des conséquences désastreuses. Pour ne pas déplaire aux colons, qui l'ont impressionnée par leur propagande et dont l'importance économique et

1. *Archives parlementaires*, vol. XII, p. 383.

sociale lui en imposent, elle ne reconnaît ni la liberté politique des Noirs, ni sa propre prédominance sur son empire colonial ; d'autre part, pour ménager les Amis des Noirs, en qui elle voit l'incarnation de sa pensée révolutionnaire, elle ne condamne pas pour toujours les hommes de couleur, ni n'abandonne entièrement ses pouvoirs législatifs en matière coloniale.

§ 6.

La situation coloniale avait été mauvaise en 1789 ; de courtes périodes d'apaisement et de paix, ouvertes par les décrets des 8 et 28 mars 1790 et par un considérant du 12 octobre (qui tranchait la question laissée en suspens le 28 mars et qui déclarait que la métropole ne prendrait aucune décision sur l'état des personnes sans l'avis des Blancs des îles) (1), cédèrent bientôt à de nouveaux troubles causés par l'exploitation de l'imprécision et de l'hésitation des décrets provenant de France. La Martinique était déjà en insurrection ; les Blancs et les Noirs, travaillés par des agents qui recevaient leurs instructions des groupements politiques les plus divers et excités par des tracts, de fausses nouvelles, de fantastiques interprétations des législations métropolitaines, se livraient même à Saint-Domingue à des manifestations et à des soulèvements qui donnèrent aux Blancs (tout en appelant l'aide de la métropole pour le rétablissement de l'ordre) l'occasion d'empiéter sur l'autorité exécutive et d'accroître ainsi l'agitation. La situation en France s'aggravait de plus en plus ; l'Assemblée était écrasée par les prétentions de la députation coloniale, par les revendications et les réclamations indignées des mulâtres, des Amis des Noirs, par les reproches et les appels au secours du commerce, de l'industrie, de l'armement...

1. *Archives parlementaires*, vol. XIX, p. 545.

Les deux camps se livraient des attaques féroces par des écrits où les termes violents ne furent point ménagés. Ogé, jeune mulâtre qui, comme son frère aîné, devait connaître une mort atroce sur la roue, dénonça à Brissot de Warville le 12 avril 1790 la vente à Paris d'une mulâtresse par le « brave champion du trafic de la chair humaine », Moreau de Saint-Méry (1). Cette vente, prohibée en France, n'avait pas été consommée, selon l'aveu d'Ogé, puisque l'acheteur ne put payer et nous avons lieu de croire que ce ne fut que le produit de l'imagination surexcitée du malheureux mulâtre (2). Brissot se saisit de ce fait, pourtant, pour s'indigner dans ses *Mémoires* contre l'orateur des colons, qui, « joignant avec une singulière audace l'exemple aux préceptes qu'il s'efforçait d'établir, osa exercer dans Paris ce droit affreux que les colons, contre tout sentiment d'humanité, s'arrogeaient sur leurs esclaves et qui ne rougit pas de trafiquer de ses semblables ». La jeunesse du magistrat des colonies, poursuivit-il, avait été marquée par des traits d'humanité qui annonçaient un ami des Noirs, mais « la compilation de lois absurdes ou atroces, le commerce d'une cour égoïste et sans frein, eurent bientôt endurci le cœur de Moreau de Saint-Méry et fixé sa place parmi les ennemis les plus prononcés des hommes de couleur ». S'était-il donc imaginé vivre dans un siècle et au milieu d'une nation d'antropophages ? « Il fallait que la cruauté et la déraison fussent profondément implantées dans l'existence morale et intellectuelle de l'habitant des colonies, pour ne pas s'apercevoir qu'en soutenant de pareilles thèses, il révoltait les âmes les moins philosophiques de l'Europe » (3).

Les colons surent répondre à de pareilles attaques des

1. Lettre d'Ogé à Brissot. *Mémoires de Brissot*, vol. III, p. 268.

2. Moreau avait affranchi cinq de ses esclaves avant 1790. *Mémoire justificatif*, p. 34.

3. Brissot, *op. cit.*, vol. III, p. 266-271, *passim*.

Amis des Noirs qu'ils prenaient, soit pour des agents insidieux de l'Angleterre qui voulaient ruiner les colonies et le commerce de la France, soit pour des rêveurs utopistes ou des publicistes affamés de réclame et assoiffés de vanité. Moreau de Saint-Méry attribuait tous les troubles des Antilles à la propagande des philosophes qui « vomissaient les plus horribles imprécations » contre les habitants des colonies et incitaient « des milliers d'hommes à s'entr'égorger » en prêchant la révolte des esclaves, qui voulaient que l'univers matériel se modifiât « d'après leurs conceptions fantastiques » et qui croyaient « avoir le droit de troubler le bonheur de leur pays parce qu'ils se disaient chargés de réaliser un prétendu plan de bonheur qui devait embrasser tout le globe » (1).

§ 7.

Moreau de Saint-Méry suivait de très près les instructions de l'Assemblée générale de la Martinique et de l'Hôtel de Massiac, qui voulurent qu'il ne discutât à l'Assemblée que sur des questions relatives aux colonies ; mais, lorsque les discussions portaient sur des matières de sa compétence, il ne put s'empêcher d'y apporter l'appui de ses profondes connaissances des lois. Le 7 mai 1790, on avait voté le titre II du projet de règlement pour la municipalité de Paris. L'abbé Maury demanda alors que, s'il s'élevait des difficultés sur l'admission d'un représentant à la Commune, les élections fussent définitivement achevées par chaque district, au lieu d'être soumises à la juridiction du département. Connaissant d'expérience récente les inconvénients créés par le pouvoir des districts d'envoyer à la Commune des représentants immédiats, Moreau de Saint-Méry déclara

1. Moreau de Saint-Méry, *Considérations*, p. 5-6.

que, selon le système de l'abbé, il faudrait « pour conduire les quarante-huit sections, quarante-huit maires ». « Les officiers municipaux, opina-t-il, ne sont pas représentants d'une section, mais de la ville entière ; ce principe est consacré » (1). Là-dessus, la discussion fut close.

Nous avons vu qu'en 1784 les nouvelles recherches de Moreau de Saint-Méry à Versailles et aux colonies lui avaient permis de fixer définitivement l'ensemble de son travail qui devait former quatre parties principales : 1° les lois, la description et l'histoire des colonies de l'Amérique du Vent ; 2° les lois, etc, des colonies françaises de l'Asie, de l'Afrique et du continent de l'Amérique ; 3° un *Répertoire des notions coloniales*, vaste encyclopédie donnant par ordre alphabétique tous les renseignements minutieusement ramassés par cet historien infatigable des colonies. La quatrième partie comportait ces *Loix et constitutions des colonies françaises de l'Amérique sous le Vent* dont il avait déjà publié les premiers volumes (1784) (2).

A la fin de 1788, Moreau de Saint-Méry était sur le point de mettre sous presse encore quatre volumes, quand toutes les imprimeries se trouvèrent employées par les écrits relatifs aux Etats Généraux (3). Donc, il avait dû attendre jusqu'en janvier 1790 pour terminer l'impression de cette quatrième partie ; elle devait être la seule à voir le jour selon le plan original (4). Dans la séance du 15 mai, il fit don des six volumes réunis à l'Assemblée Nationale (5). Sans doute

1. *Archives parlementaires*, vol. XV, p. 423.

2. La *Gazette de France* du 23 décembre 1785 annonce que « le sieur Moreau de Saint-Méry, avocat au Parlement, a présenté à sa Maïesté son ouvrage *Loix et Constitutions* ».

3. *Mémoire justificatif*, p. 19, 85.

4. Cf. *Œuvres imprimées de Moreau de Saint-Méry*.

5. *Archives parlementaires*, vol. XV, p. 522. En 1791, Moreau de Saint-Méry publia, de concert avec le graveur Nicolas Ponce, son collègue au Musée de Paris, et l'ingénieur géographe Phelipeau, un *Recueil de vues des*

espérait-il aider ainsi la cause de la députation coloniale ; Brissot estime que « ce fratras » devait déterminer la Constituante à « rejeter dans le néant ce monument de barbarie, ces lois d'une cruelle démence » (1).

Le 29 juillet 1790, Moreau demanda, au nom des officiers de fortune de la Martinique qui avaient passé par tous les grades militaires, que l'Assemblée empêchât les ministres de faire des nominations à leur gré et de prendre en considération les intrigues au lieu des services. Après une courte délibération, le Corps législatif décréta que le roi serait prié de surseoir à la nomination de tous les emplois militaires, jusqu'à l'organisation définitive de l'armée (2).

Moreau de Saint-Méry contribua puissamment aussi à l'organisation de la marine (avril 1791). Il attaqua cet esprit si commun et si contraire aux idées de la Révolution qui habituaient les officiers de la marine militaire à se croire supérieurs aux officiers de la marine marchande. Selon Moreau, un constant parallélisme entre les grades des deux marines les accoutumerait à se regarder comme des rivaux ayant « le même désir de servir la chose publique » (3).

Le Comité des Colonies devenait de plus en plus le maître des décisions de l'Assemblée. Moreau de Saint-Méry l'y aidait sensiblement en lui faisant renvoyer les projets sur les colonies qui naissaient dans le Corps législatif. Le renvoi au Comité du décret sur l'abolition du droit d'aubaine dans les possessions françaises (12 janv. 1791) et du choix des délégués coloniaux au Comité d'Agriculture (7 mars) fut son œuvre (4).

lieux principaux de la colonie française de Saint-Domingue. Ce recueil de trente-sept planches in-folio, d'abord destiné aux acquéreurs des *Loix et Constitutions* fut ensuite et, à plus juste titre, rattaché à sa *Partie française de Saint-Domingue*. Il fut réimprimé par Léon Guérin en 1875.

1. Brissot, *op. cit.*, vol. III, p. 270.

2. *Archives parlementaires*, vol. XVII, p. 413.

3. *Archives parlementaires*, vol. XXII, p. 148 ; vol. XXIII, p. 715.

4. *Archives parlementaires*, vol. XXV, p. 215 ; cf. aussi : p. 148, 217.

L'Assemblée générale de la Martinique accueillit très mal le décret du 8 mars et les instructions du 28 et les regarda comme une atteinte à son autonomie législative. Elle se montra moins arrogante lorsque, s'étant rapportée aux paroisses convoquées selon les instructions de la métropole pour confirmer son élection, ses pouvoirs furent condamnés par 19 paroisses sur 27 (1). Elle passa outre pourtant, avec la complicité du faible gouverneur, le 7 septembre 1790 et fit déclarer par son délégué, Moreau de Saint-Méry, qu'elle avait été maintenue par 52 paroisses sur 72. Elle le chargea également de renouveler à l'Assemblée « l'assurance de l'attachement de la colonie pour la mère-patrie » (2). Cette duplicité manifeste échauffa les esprits des militaires et des habitants ; une guerre civile sanglante et désastreuse ne put plus se contenir. On peut comprendre à quel point l'Assemblée Constituante et même la délégation de la Martinique ignoraient la situation dans l'île, quand nous constatons que le 25 mars 1791, après cinq mois et demi des horreurs de la guerre civile, les planteurs et l'Assemblée coloniale firent annoncer (encore par Moreau de Saint-Méry) leur confiance « dans les vues et les déterminations » de l'Assemblée Nationale et le bonheur qu'ils sentaient « d'être Français » (3).

1. Deschamps, *op. cit.*, p. 171-172.

2. *Archives parlementaires*, vol. XVIII, p. 646.

3. *Archives parlementaires*, vol. XXIV, p. 374.

CHAPITRE V

L'Assemblée Constituante : La question de l'esclavage et le décret du 15 mai 1791.

§ 1.

Accablée des soucis que lui causaient les colonies, et surtout celle de la Martinique, la Constituante commençait à éprouver le sentiment qu'elle avait envisagé à tort un tel libéralisme de régime pour ses possessions ; seule une autorité réelle et puissante pouvait rétablir la paix aux Antilles. Le 29 novembre, elle accepta la motion de Barnave (qui était approuvée par Moreau de Saint-Méry, d'ailleurs) d'envoyer à la Martinique quatre commissaires chargés de prendre des informations sur les troubles, quatre vaisseaux de ligne portant six mille hommes de troupes de terre et (addition proposée par Moreau de Saint-Méry) un gouverneur général disposant de toute autorité pour opérer avec les commissaires. Le lendemain, 30, l'Assemblée vota des instructions pour la nouvelle organisation des colonies et pour la dissolution de l'Assemblée générale de la Martinique, une des sources certaines de l'agitation (1). Il fallut, pourtant, plus d'un mois avant que Moreau de Saint-Méry pût annoncer au milieu de l'applaudissement général le départ de Brest de cette escadre (2). Il est permis de

1. *Archives parlementaires*, vol. XXI, p. 127, 130.

2. *Archives parlementaires*, vol. XXIII, p. 78.

croire que ce fut un faux départ, car des forces certaines travaillaient à empêcher une enquête trop révélatrice ; aussi d'habiles retards firent-ils qu'aucun des commissaires destinés à Saint-Domingue et à la Guyane (nommés le 1^{er} février 1791) n'eut quitté la France quand la Constituante eut terminé ses travaux (1).

Vers cette époque, l'élaboration de la Constitution de la France était assez avancée pour qu'on pût savoir que la Constituante prendrait certainement fin au cours de 1791. Il restait pourtant une foule de questions à traiter ; une des plus importantes pour la députation coloniale était de rendre inattaquable sa situation au Corps législatif. Le 1^{er} janvier, après le rapport du Comité central sur l'ordre des travaux de l'Assemblée Nationale, Moreau de Saint-Méry demanda à l'Assemblée : d'une part, de discuter immédiatement le principe même de la représentation des colonies, aussi bien pour celles qui avaient des députés que pour celles qui devaient en avoir ; d'autre part, de fixer l'époque à laquelle les colonies devraient nommer leurs délégués à la prochaine législature, afin de pouvoir y soutenir leurs intérêts (2). Cette proposition fut envoyée au Comité colonial qui n'en fit jamais l'objet d'un rapport. Jusqu'à sa clôture, l'Assemblée fut incertaine du parti à prendre. Ce n'est que le 24 mars 1792 que la deuxième législature nationale décréta la représentation et encore n'y eut-il qu'un seul député des colonies (3).

§ 2.

Dix jours plus tard, le 11 janvier, les colons revenaient à la charge avec une proposition si étonnante d'audace

1. Cf. Saintoyant, *op. cit.*, vol. I, p. 104.

2. *Archives parlementaires*, vol. XXI, p. 749.

3. *Archives parlementaires*, vol. XL, p. 455.

que, décrétée, elle aurait rendu le Comité colonial absolument maître de l'Assemblée Constituante.

C'est Moreau de Saint-Méry qui fut chargé de soutenir devant la législature cette motion hardie. Il rappela que la sagesse des Constituants avait créé un Comité spécial des Colonies, pour que les questions coloniales ne fussent pas dispersées sur tous les autres Comités de l'Assemblée. Malgré ce décret, plusieurs autres Comités s'étaient livrés à la discussion des matières ayant plus ou moins de rapport avec les colonies : « N'est-il pas à craindre, demande le premier orateur colonial, que la proposition incidente et, pour ainsi dire, accidentelle de quelque disposition à appliquer aux colonies ne soit contraire à leurs localités? ». D'ailleurs, à quoi sert le Comité colonial? Si, dans les travaux des autres Comités, il se trouve des points relatifs aux colonies, qu'au moins on en instruisse le Comité colonial. Moreau de Saint-Méry propose donc le décret suivant :

« L'Assemblée Nationale, voulant conserver l'unité qui existe entre les différentes parties de la Constitution et de l'administration des colonies, décrète :

« 1° : que les objets qui intéresseront immédiatement les colonies ne pourront lui être présentés que par son Comité colonial.

« 2° : que les autres Comités ne pourront soumettre à sa délibération aucune disposition relative aux colonies, ni prendre aucun arrêté à cet égard, sans en avoir préalablement conféré avec le Comité colonial » (1).

La gauche indignée arrive à la rescousse des idées de la Révolution. Rewbell fait biffer le préambule qui contient des principes « susceptibles d'examen ». Robespierre proclame que le projet n'est « rien moins qu'une motion d'ordre » tendant à gêner la liberté de décréter de l'Assem-

1. *Archives parlementaires*, vol. XXII, p. 138, suiv.

blée et de ses membres : « C'est tout soumettre au Comité colonial ! ». Petion démontre que la proposition rendra très despotique un Comité déjà cause des troubles qui agitent les colonies. Ne s'est-il pas opposé à ce que la métropole fit valoir des principes qui auraient tout calmé ? Moreau de Saint-Méry oppose à cette contre-attaque le fait que cinq Comités différents se sont occupés des colonies : « Voilà ce qui peut devenir dangereux, et non pas le despotisme du Comité colonial ». Quant à ce que Petion appelle « ses principes », si l'Assemblée les avait adoptés, « il ne serait pas question de délibérer sur les colonies, car elles n'existeraient plus ! ». Malgré tous les efforts de la députation coloniale, pourtant, la question préalable fut votée et la tentative échoua.

§ 3.

Ainsi, peu à peu, la cause des colonies perdait pied à l'Assemblée Nationale. La marée révolutionnaire montait d'une façon alarmante ; le roi n'attendait que le moment de fuir. Les Amis des Noirs n'avaient cessé de miner l'édifice réactionnaire de la société coloniale. Pour eux, les instructions du 28 mars dernier avaient incontestablement accordé aux mulâtres les droits civiques ; l'Assemblée devait confondre ceux qui, malgré sa volonté suprême, les empêchaient d'en jouir. Les colons défendaient aussi ardemment leurs principes et une grande lutte d'opinions se livra au début de 1791.

Le 1^{er} mars, le théoricien du groupe colonial, Moreau de Saint-Méry, fit paraître des *Considérations présentées aux vrais amis du repos et du bonheur de la France*, brochure qu'un historien a appelé « l'exposition de la thèse coloniale la plus habile de toute la littérature volumineuse de l'époque » (1). Il reprend clairement tous les arguments de

1. Stoddard, *The French Revolution in San Domingo*, p. 118.

fond des colons et démontre que, depuis 1789, rien ne s'est passé de désastreux aux colonies qui ne soit l'effet des ouvrages et des démarches des Amis des Noirs. La France court les plus grands dangers si elle ne fait pas cesser les nouveaux agissements de cette Société. Le pamphlet attaque avec beaucoup de rigueur les réclamations des philosophes qui veulent que l'Assemblée statue sur la condition des mulâtres. Si la Constituante révoque ses décisions de mars et d'octobre, l'émancipation des nègres et la destruction des colonies en seront les résultats inévitables et concomittants : « Les affranchis persuadés par leurs patrons qu'ils auront obtenu parce qu'on ne pouvait pas leur refuser, parce que des insurrections ont éclaté parmi eux, iront avec les mêmes appuis et les mêmes moyens jusqu'au dernier terme ; les esclaves alors, auxquels les mêmes amis sont communs et pour qui les mêmes moyens existent, prétendront aux mêmes succès ; les colonies ne seront plus qu'un vaste cimetière et la France... Non, ce sort ne sera pas celui de l'empire ; non, quelques hommes, que je ne sais comment appeler, ne se rendront pas maîtres de sa destinée ; et, puisqu'ils ont laissé voir leur projet, il faudra qu'il avorte ! » (1).

Trois jours plus tard, le 4, l'autre député de la Martinique, Dillon, ose en pleine Assemblée traiter les Amis des Noirs de « prétendue Société de philanthropes » ; il déclare que c'est à ces « amis de l'humanité » qu'il faut imputer les troubles qui agitent les colonies, que ces amis sont vendus à des puissances étrangères. Les Amis, outragés d'être ainsi insultés par un député en séance, demandent le lendemain que l'Assemblée le censure ou qu'elle le dépouille de son inviolabilité pour leur permettre de le poursuivre devant les tribunaux. Prévoyant cette attaque, Dillon, absent, a remis à Moreau de Saint-Méry une lettre que

1. Moreau de Saint-Méry, *Considérations*, p. 47.

celui-ci lit à l'Assemblée et qui affirme que les Amis, « sans aucune connaissance des lieux, veulent détruire des liens politiques que le temps et un long calme pourraient seuls affaiblir. Si on y parvient jamais, ce ne sera que par la persuasion, et non en encourageant des écrits injurieux et coupables » (1). Ainsi Dillon, transformant ses paroles agressives de la veille en une accusation précise, décoche le premier trait lancé contre les Amis dans le sein de la légistature. L'Assemblée se montre encore en cette occurrence plutôt indifférente à la querelle qui s'aggrave sous ses yeux.

Mais le « projet » des Amis des Noirs, comme l'avait nommé Moreau, ne devait pas « avorter » et au cours des premiers mois de 1791 l'opinion du peuple français se déclarait de plus en plus en faveur de la Société des philanthropes. La nouvelle de l'exécution horrible du mulâtre Ogé créa au début d'avril une véritable tempête de sentiment anticolonial. Le 12 mai, Raymond, « citoyen de couleur » de Saint-Domingue, qui allait prendre une part décisive aux prochaines batailles parlementaires sur la question coloniale, publia une *Réponse aux Considérations de M. Moreau, dit Saint-Méry, sur les colonies*. Laissant à la Société des Amis des Noirs le soin de défendre l'abolition de l'esclavage, il se renferme dans la cause de ses frères, les mulâtres. Il essaie de prouver que les troubles coloniaux proviennent, non de la propagande des philosophes, mais des lettres incendiaires envoyées par les députés des planteurs aux îles, des prétentions des Assemblées coloniales et surtout de la non-exécution du décret du 28 mars quant aux droits des gens de couleur. Raymond ne plaide pas la cause des esclaves. Au contraire, il déclare qu'il mettra « autant de soin à distinguer la cause des citoyens-propriétaires de couleur d'avec la cause des

1. *Archives parlementaires*, vol. XXIII, p. 682.

esclaves, que M. Moreau a mis d'astuce à lier ces deux causes, qui sont aussi séparées l'une de l'autre que la lumière l'est des ténèbres » (1).

§ 4.

L'Assemblée Nationale avait dans son œuvre constituante l'organisation du pouvoir exécutif et de ses administrations centrales. Le ministère de la Marine et des Colonies avait gardé jusqu'à présent la répartition faite en 1786 de ses fonctions entre l'armée navale et les affaires coloniales. Vers la fin de 1790, on forma le projet de diviser le département, pour conserver le ministère de la Marine et distribuer aux autres départements toutes les parties relatives aux colonies. Cette dernière éventualité agita violemment les milieux qui s'intéressaient aux affaires coloniales.

Par son *Opinion sur les dangers de la division du ministère de la Marine et des Colonies*, qui fut distribuée à tous les membres de l'Assemblée Nationale le 28 octobre, Moreau de Saint-Méry réduisit à néant les arguments des partisans d'« un système qui ne laissait rien à désirer du côté de l'absurdité » (2). Quoi ! les troupes des colonies dépendraient du ministère de la Guerre ; leurs forces navales de celui de la Marine ; leurs tribunaux du ministère de la Justice ; leur commerce et leur finances du Contrôleur général et leur administration intérieure du ministère de l'Intérieur ? Colbert avait cru en 1669 que des établissements dont la véritable protection reposait dans l'armée navale devaient dépendre du ministère de la Marine et non de celui des Affaires étrangères ; cet ordre de choses, qui existait depuis cent vingt ans, serait-il détruit aujourd'hui ? En cas de guerre, les colonies seraient-elles longtemps à la France, s'il fallait

1. Raymond, *Réponse aux Considérations de M. Moreau*, p. 2.

2. *Archives parlementaires*, vol. XX, p. 90, suiv.

réunir les volontés de cinq ou six ministres pour leur défense ? L'Angleterre et l'Espagne n'avaient-elles pas qu'un seul ministère ou conseil des Colonies ?

Cette solution de la réorganisation de l'administration centrale des colonies définitivement écartée, on proposa qu'elles fussent rattachées à un ministère particulier. De nouveau, les opinions divergèrent. Le ministère particulier trouva d'ardents partisans parmi les planteurs blancs résidant à Paris, comme Gouy d'Arisy et de Cullion, qui le réclamèrent moins pour atteindre des progrès d'organisation générale que pour soustraire les colonies à l'administration vigilante de la Marine. C'est le Comité de Constitution qui fut chargé d'étudier la question, mais c'est vers le Comité des Colonies que se dirigèrent les porte-paroles des différents groupes. De Cullion parla en faveur de la séparation des deux ministères, Barnave préférait un renforcement de la direction coloniale dans le corps même de la Marine et Moreau de Saint-Méry, dont on connaissait déjà l'opinion, s'opposa de nouveau à la division devant ses collègues du Comité (1).

Le député Dêmeunier, rapporteur du Comité de Constitution, présenta le 7 mars son projet d'organisation du gouvernement ; il y aurait six ministères : Justice, Intérieur, Guerre, Marine, Affaires étrangères et Colonies. Mais, ajouta-t-il, si l'on prouvait que l'intérêt des colonies exigeait leur réunion à la Marine, le Comité n'y verrait aucune objection. A la reprise de la discussion, le 9 avril, Moreau de Saint-Méry, acceptant l'invitation de Dêmeunier, prit la parole contre la séparation (2).

Il expose longuement « le rapport essentiel que la nature a mis entre les colonies, qui entretiennent et augmentent la marine, et la marine, qui protège, défend, et con-

1. Saintoyant, *op. cit.*, vol. I, p. 258.

2. *Archives parlementaires*, vol. XXIV, p. 664, suiv.

serve les colonies ». Il lui semble que « l'ombre de Colbert » doive épouvanter ceux qui voudraient censurer sa pensée ; d'ailleurs, le Comité de Constitution n'a donné aucune preuve de l'inconvénient d'un système qui dure depuis cent vingt-deux ans.

Le Comité ne craint certainement pas qu'un seul ministère ne soit accablé par le poids de ces deux départements : en créant le ministère « colossal » de l'Intérieur, il doit croire à des forces bien supérieures à celles qu'exige le ministère de la Marine et des Colonies. Le projet prévoit, pour un seul des *cinq* directeurs généraux de l'Intérieur, la direction des *quatre-vingt-trois* départements du royaume et pense qu'avec moins d'un vingtième de ce total (car les colonies ne formeraient au maximum que *dix-huit* départements) (1), on pourrait créer un ministère spécial. Non content d'avoir réuni au département de l'Intérieur le ministère des Finances, le Comité de Constitution a encore dépouillé les autres ministères, « comme pour tout accumuler sur un seul point » ; ainsi il lui a attribué le commerce maritime de l'Inde et la grande pêche des colonies de Saint-Pierre et Miquelon. Ensuite, il a enlevé au ministère des Colonies, de plus en plus réduit, les relations avec les princes de l'Inde, aussi bien que celles avec les « roitelets » des comptoirs français d'Afrique, pour les donner aux Affaires étrangères. Cette répartition des attributions,

1. Voici le compte de Moreau de Saint-Méry :

La Martinique.....	2
Sainte-Lucie et Tabago.....	1
La Guadeloupe et ses dépendances.....	2
Cayenne.....	1
Saint-Domingue.....	4
Les Iles de France et de Bourbon.....	2
L'Inde.....	2
Les comptoirs épars du Sénégal, Gorée, Saint-Pierre et Miquelon, la côte d'Afrique.....	4
	18

déjà si compliquée, l'est d'autant plus qu'on donnerait au ministère des Colonies la défense intérieure des îles et à celui de la Marine l'extérieure. « L'unique moyen conservateur des colonies, c'est la marine » ; les séparer, ce serait faire de la force navale « un corps absolument à part », chose éminemment dangereuse à une époque si précaire et en face d'une rivale coloniale comme l'Angleterre, maîtresse incontestée de la mer.

Pour terminer, Moreau de Saint-Méry demande la création de cinq ministères au lieu de six et propose le renforcement de l'administration des colonies dans l'intérieur du ministère de la Marine, par la division des fonctions de celui-ci en deux directions générales, l'une de la Marine, l'autre des Colonies.

L'Assemblée décréta l'impression de ce discours éloquent et vota à une grande majorité le rattachement des Colonies à la Marine.

§ 5.

De tous les débats de l'Assemblée, aucun droit politique précis n'était sorti pour les hommes de couleur libres. La Constituante avait, comme nous l'avons vu, différé l'examen de la question des Noirs et de l'esclavage le plus longtemps possible. Pourquoi cette question inspirait-elle tant de frayeur et d'hésitation à une législature révolutionnaire remarquable ordinairement par son courage et par sa résolution ? La raison de cette timidité serait, si l'on en croyait Deschamps, dans le fait que la question avait été mal et trop tôt posée (1). *Mal*, parce qu'on n'avait examiné que le principe seul de l'esclavage et non, comme l'avait toujours soutenu Moreau de Saint-Méry, le grand nombre de problèmes concomitants à son maintien ou à son abo-

1 Deschamps, *op. cit.*, p. 205-206.

lition, notamment l'indemnité aux propriétaires d'esclaves et la condition civile et politique des affranchis ou des Noirs nés libres. *Trop tôt*, parce que la discussion prolongée avait « aigri les esprits, excité les appétits, apeuré les intérêts, provoqué la formation de deux camps ennemis, représentant l'un la *pensée* et l'autre la *fortune* de la France ».

Les campagnes d'agitation persistaient et aux colonies et en France ; en plusieurs circonstances, le sang avait coulé à la Martinique et même à Saint-Domingue ; l'œuvre législative soumise au Comité colonial aboutissait à un échec net et désastreux. La Constituante ne pouvait que considérer ce Comité, jusqu'alors maître de ses décisions sur les colonies, comme responsable par sa diplomatie douteuse de cette situation grosse de périls. Elle essaya, par un brusque retour aux principes de 1789, de ne plus suivre si aveuglément ses dictées. Les quatre Comités de Constitution, des Colonies, de la Marine et d'Agriculture et Commerce réunis furent chargés d'étudier la situation et de présenter une solution pouvant satisfaire les deux camps inconciliables. Dans la séance du 7 mai 1791, le rapporteur des Comités réunis, Delattre, proposa en leur nom : d'un côté, de transformer en article constitutionnel le considérant du 12 octobre (où l'Assemblée avait pris l'engagement de ne prendre aucune décision sur l'état des personnes [lire : nègres] sans l'avis préalable des colons blancs) et, de l'autre, de convoquer à Saint-Martin un Comité général des colons, qui exprimerait leurs vœux sur la condition politique des hommes de couleur et des nègres libres (1).

Comme toujours, les colons voudraient enlever le vote séance tenante, étouffant ainsi la discussion sur le fond. Mais l'abbé Grégoire exprime son étonnement qu'un projet d'un si grand intérêt soit présenté sans qu'on l'ait fait préalablement connaître par la voie de l'impression : « On nous

1. *Archives parlementaires*, vol. XXV, p. 639, suiv.

dit qu'il ne faut pas ajourner. Mais, après avoir attendu quatre mois pour nous présenter ce projet, on peut bien attendre quatre jours encore pour avoir l'impression du rapport ». A son avis, la première proposition des Comités réunis ne tend à rien moins qu'à anéantir l'une des bases de la Constitution, l'égalité des droits ; la deuxième est un moyen très adroit, « non pas d'être juste avec prudence, mais d'être oppresseur avec adresse ».

Moreau de Saint-Méry répond qu'il s'agit tout simplement de consacrer un principe déjà établi par l'Assemblée elle-même. Les *Droits de l'homme*?..... « Eh bien, si vous voulez la déclaration des droits, quant à nous, il n'y a plus de colonies ». (*Violents murmures*). L'Assemblée elle-même a reconnu que les colonies ne ressemblent pas au reste de l'empire... « Si vous les assujettissiez aux mêmes lois, elles deviendraient bientôt inutiles et vous perdriez votre marine, votre commerce, votre splendeur et votre rang politique. (*Murmures prolongés*). Il ne s'agit pas de préparer une espèce de comédie... et de vouloir que la France ait *incognito* encore la propriété des colonies qui sont si utiles à son commerce et à sa prospérité ». Si l'on ajourne, l'Assemblée perdra à jamais la confiance des colons, qui ne demandent que l'exécution des promesses qu'on leur a faites.

Mais les représentants de la Société des Amis des Noirs, Grégoire, Pétion, de Tracy, eurent beau jeu contre Moreau de Saint-Méry. Une tradition de l'Assemblée voulait qu'on ne décrêtât jamais sur une motion non imprimée. Aussi les philanthropes obtinrent-ils ce qui les favorisait le plus : l'ajournement.

§ 6.

Les deux camps se raidirent pour la lutte ; ils sentirent, l'un avec joie, l'autre avec appréhension, qu'on irait cette

fois au fond de la discussion, qui recevait, pour la première fois, l'ampleur qu'elle légitimait. La Constituante était réellement acquise à la cause des philanthropes. Décidée qu'elle était d'accorder aux Blancs toute satisfaction quant à l'esclavage, il ne s'agissait plus dans son esprit que de fixer, au cours des débats qui venaient, l'état politique des hommes de couleur et des nègres libres (1). Il lui fallait concilier, dans sa décision sur ceux-ci, les réclamations de sécurité des Blancs et les appels à la justice des Amis des Noirs, dont les principes étaient les siens.

Les arguments de fond des deux partis, nous les connaissons. Ce ne furent pas eux, pourtant, qui devaient déterminer seuls la tendance du vote du 15 mai d'où allaient sortir des droits précis pour les hommes de couleur libres. Des influences extérieures, que nous avons vues s'intéresser aux questions coloniales, décidèrent d'intervenir par voie de pétition, aux débats de l'Assemblée. Le commerce craignait de l'abolition de l'esclavage la fin de la culture intensive, source de sa fortune ; l'armement redoutait la perte de profits par la suppression de la traite ; les planteurs, naturellement, ne voulaient pas perdre une main-d'œuvre si sûre, si asservie et si irremplaçable.

De l'autre côté, les hommes de couleur demandèrent à être compris parmi les citoyens actifs. Leurs droits avaient été reconnus par la Constituante elle-même, disaient-ils, tant dans son décret du 28 mars 1790, que dans la décision de son Comité de Vérification, qui avait décidé le 22 octobre 1789 que le mandat d'une députation de mulâtres (menée par De Joly, Raymond et Ogé) était aussi valable que celui des députés des colons blancs (2).

Tous sentirent que l'Assemblée devait enfin se prononcer sur la question des Noirs, qui se trouvait posée nettement

1. Cf. Deschamps, *op. cit.*, p. 223-224.

2. *Archives parlementaires*, vol. IX, p. 476 ; vol. X, p. 329.

et isolément. La discussion eut lieu, vive et agitée, dans les quatre séances historiques du 11 au 15 mai. « Par la violence des passions et des intérêts aux prises, par l'élévation des idées et des sentiments exprimés, par les habiletés de tactique parlementaire et enfin par les conséquences de la décision, c'est une des plus curieuses et des plus importantes qui se soient produites à la Constituante », déclare l'historien de la question (1).

Le 11, l'abbé Grégoire oppose au projet des Comités réunis un autre décret qui accorde les droits civiques aux hommes de couleur et nègres libres, propriétaires et contribuables. Le 12, la discussion sur le projet des Comités, ajournée depuis le 7, est reprise. Robespierre attaque la création du Comité général de Saint-Martin, car « ce serait renvoyer les hommes de couleur à leurs adversaires pour obtenir les droits qu'ils réclament ». Moreau de Saint-Méry signale à la Constituante, par contre, le danger qu'il y aurait si elle ne tenait pas sa promesse de laisser aux colons toute initiative sur la condition des Noirs, surtout en ce moment de révolte parmi les hommes de couleur de Saint-Domingue : car, « si l'on pouvait supposer que ces insurrections ont eu une influence quelconque sur les déterminations que vous prendriez, on en concluerait nécessairement que les insurrections sont la mesure des droits » (2). Quant aux « droits naturels » si longtemps réclamés pour les Noirs par leurs amis, Moreau trouve dans la Constitution même que la qualité de citoyen *actif* n'est que le résultat d'une convention purement sociale. Les mendiants, les Juifs d'Alsace, ne sont-ils pas *inactifs* de par la loi ? Et, en outre, il est temps de mettre fin à une erreur commune : Moreau prouve d'après ses statistiques

1. Deschamps, *op. cit.*, p. 222. Pour les débats, voir *Archives parlementaires*, vol. XXV, p. 636-643, 737-768 ; vol. XXVI, p. 3-29, 41-63, 65-75, 89-97.

2. *Archives parlementaires*, vol. XXVI, p. 9, suiv.

qu'il ne saurait être question de « maintenir les hommes de couleur dans leurs droits politiques » car aucune loi ne les leur a jamais accordés !

Lorsque la discussion générale fut close, les deux camps semblèrent abandonner le texte de leurs projets. Demeunier accepta, pour les colons, une décision finale de l'Assemblée Nationale, quel que fût le vœu de l'Assemblée générale des colonies sur la condition des hommes de couleur. Les Amis des Noirs, de leur côté, demandèrent encore une fois la question préalable c'est-à-dire, le rejet pur et simple de tout le décret. Sur ce point, qui devait naturellement entraîner toute la question, ils furent battus, car l'Assemblée vota par 378 voix contre 276 qu'il y avait lieu de délibérer sur le projet des Comités.

Le lendemain, pourtant, ils reprirent leurs avantages. Barrère proposa une rédaction qui devait « concilier tous les vœux » : la *justice* était de reconnaître aux hommes de couleur libres l'exercice de leur droit, la *confiance* était d'accorder l'initiative en toute autre matière aux Assemblées coloniales.

Moreau de Saint-Méry se lève. La situation est douloureuse. La crainte de perdre leurs fortunes et leurs vies ne peut être la perspective continuelle des colons français, sans qui la mère-patrie ne pourrait subsister. Le seul moyen de les rassurer, déclare Moreau de Saint-Méry, moyen sans lequel la délégation coloniale ne peut plus rien promettre de la part de ceux qu'elle représente, est d'adopter le projet des quatre Comités ; la moindre équivoque et la moindre ambiguïté seraient désormais funestes. Pour donner une précision inattaquable à l'article premier du projet, il le rédige de la façon suivante :

« L'Assemblée Nationale décrète, comme article constitutionnel, qu'aucune loi sur l'état des *esclaves* dans les colonies de l'Amérique ne pourra être faite par le Corps législatif que sur la demande formelle et spontanée de leurs

Assemblées coloniales ». (*Murmures et quelques applaudissements*).

Par la maladresse voulue de substituer le terme : *esclaves* à celui du projet des Comités : *personnes*, le champion des colons provoque un orage de protestations violentes. Robespierre se dresse, magnifique dans sa colère :

... « Le plus grand intérêt, Messieurs, dans cette discussion, est de rendre un décret qui n'attaque pas d'une manière trop révoltante et les principes et l'honneur de l'Assemblée. (*Murmures et applaudissements*). Dès le moment où, dans un de vos décrets, vous aurez prononcé le mot : *esclaves*, vous aurez prononcé et votre propre déshonneur (*Murmures et applaudissements*)... et le renversement de votre Constitution ! (*Oui ! Oui !*)...

« C'est un grand intérêt que la conservation de vos colonies ; mais cet intérêt même est relatif à votre Constitution et l'intérêt suprême de la nation et des colonies elles-mêmes est que vous ne renversiez pas de vos propres mains les bases de cette liberté. Eh, périssent vos colonies, si vous les conservez à ce prix ! (*Murmures et applaudissements*). Oui, s'il fallait ou perdre vos colonies ou leur sacrifier votre bonheur, votre gloire, votre liberté, je le répète : périssent vos colonies ! (*Applaudissements*). Si les colons veulent par les menaces nous forcer à décréter ce qui convient le plus à leur intérêt, je déclare, au nom de l'Assemblée, au nom de ceux des membres de cette Assemblée qui ne veulent pas renverser la Constitution, je déclare, au nom de la nation entière qui veut être libre..., que nous ne leur sacrifierons ni la nation, ni les colonies, ni l'humanité entière ! ».

A ce tonnerre d'éloquence indignée, Moreau de Saint-Méry, qui a déclaré employer le mot : *esclaves* parce que c'est « le terme technique », ne fait qu'une courte réponse : « Il ne s'agit pas de se battre sur les mots ; persuadé que les choses sont bien entendues, qu'elles le sont comme je

les entends moi-même, je retire l'amendement du mot : *esclaves* ». Robespierre n'élève aucune protestation contre cette limitation de son intervention.

Aussi, entre l'opportunisme de Moreau de Saint-Méry et l'apparente rigidité de l'*Incorruptible*, la Constituante fait-elle son choix : elle change la forme (en substituant *personnes non libres* à *esclaves*), pour plaire à Robespierre, et maintient le fond (en votant le projet d'article de Moreau de Saint-Méry), pour donner satisfaction au colons. L'histoire a fait des paroles de Robespierre l'apostrophe fameuse : « Périssent les colonies plutôt qu'un principe ! ». Ce n'est pas loin de la vérité : à Moreau de Saint-Méry criant à la Constituante : « Les colonies ou les principes ! », Robespierre répond : « Plutôt les principes que les colonies ! ». Ainsi, Moreau de Saint-Méry et les Comités restèrent victorieux ; ils firent repousser par 488 voix contre 354 la question préalable demandée par Roederer.

Le lendemain, 14, à la reprise de la discussion sur l'article 14 du projet de Moreau de Saint-Méry (sur l'état politique des hommes de couleur et nègres libres), l'auteur signala à l'attention de l'Assemblée les deux parties de son article : l'une, l'initiative relativement à l'état des hommes de couleur, et l'autre, la manière de l'exercer (1). En proposant la division en deux de l'article, il insista surtout sur la deuxième partie, prétendant que la première partie avait déjà été décrétée par l'Assemblée Nationale. Les Constituants votèrent la division sans discussion, mais ne se laissèrent pas prendre à ce piège.

C'est alors que le mulâtre Raymond fit devant la Constituante un plaidoyer décisif en faveur des hommes de couleur. Son discours écrasa le plus gros argument des coloniaux et prépara indubitablement la victoire que les Amis des Noirs devaient remporter le lendemain. Moreau de

1. *Archives parlementaires*, vol. XXVI, p. 70.

Saint-Méry avait dit que rendre citoyens actifs les affranchis et Noirs libres, ce serait pousser à la révolte les Noirs esclaves. Pouvait-on donc supposer les mulâtres assez fous, eux qui possédaient le quart des esclaves et le tiers des terres, pour exposer, dans une alliance « monstrueuse » avec leurs propres esclaves, leur fortune, leur vie et le titre de citoyen nouvellement conquis ? : « Les nègres n'ont-ils pas autant à se plaindre d'eux que des Blancs ?... Quand même les nègres voudraient se révolter, ils ne le pourront pas, parce que les personnes de couleur, intéressées à les maintenir dans l'esclavage, se réuniraient avec les Blancs qui ne feraient alors qu'une même classe » (1).

Ces arguments (qui ne rendaient les hommes de couleur certainement pas moins coupables de l'infraction aux *Droits de l'homme* que les Blancs, qui en étaient accusés) furent appuyés par Louis Monneron, dont l'intervention fut également décisive : député de l'Île de France et des Indes orientales, il mettait ainsi en regard des colonies de mêmes conditions sociales, mais de sentiments différents (2).

§ 7.

La Constituante, épuisée par ces longues journées de bataille parlementaire, commençait à écouter les reproches de sa conscience. Après tout, qu'attendait-elle ? Sa décision n'était-elle pas déjà prise ? Il ne lui fallait plus qu'une formule qui exprimât cette décision sans trop heurter les intérêts coloniaux. C'est un Ami des Noirs, Rewbell, qui, à la séance du soir du 15 mai, vida la question pendante par un amendement ainsi conçu :

« L'Assemblée nationale décrète que le Corps législatif ne délibérera jamais sur l'état politique des gens de couleur qui

1. *Archives parlementaires*, vol. XXVI, p. 66-69.

2. *Archives parlementaires*, vol. XXVI, p. 59, 72.

ne seraient pas nés de père et mère libres sans le vœu préalable, libre et spontané des colonies ; que les Assemblées coloniales actuellement existantes subsisteront ; mais que les gens de couleur *nés de père et mère libres* seront admis dans toutes les Assemblées paroissiales et coloniales futures, s'ils ont d'ailleurs les qualités requises » (1).

Le projet de Rewbell était identique au fond à celui de Barrère, repoussé la veille, mais sa phraséologie habile et le petit nombre de personnes touché par ses conditions plurent à la législature tourmentée et désireuse d'en finir. Malgré les votes précédents, malgré les réclamations menaçantes de Moreau de Saint-Méry, Barnave, Malouet, Gouy d'Arisy, le texte de Rewbell fut voté à mains levées et à une si forte majorité qu'il n'y eut pas besoin de contre-épreuve.

La déroute des coloniaux fut absolue. En vérité, le décret n'accordait les droits civils qu'à environ quatre cents mulâtres ; mais, accepté par les vaincus, cet acte symbolique assurait la victoire complète des vainqueurs.

Ce résultat excita, d'un côté, l'enthousiasme (quoique Robespierre le trouvât insuffisant), et, de l'autre, des colères. Dès le lendemain, les députés des colonies d'Amérique déclarèrent par lettres que le décret les mettait dans l'impossibilité d'assister dorénavant aux séances de l'Assemblée Nationale. Dans sa lettre, Moreau de Saint-Méry affirme que « tant de consternation et d'effroi » sera répandu parmi les colons qu'il ne peut plus leur laisser croire qu'il concourt avec l'Assemblée à l'abandon de l'initiative qu'elle avait elle-même accordée (2).

La lecture des lettres fut accueillie avec des applaudissements ironiques, car on sentait que ce n'était qu'une manœuvre. Les députés des colonies, effectivement, se défendirent toujours d'avoir voulu se retirer de la Chambre

1. *Archives parlementaires*, vol. XXVI, p. 97.

2. *Archives parlementaires*, vol. XXVI, p. 123.

et ils figurèrent tous sur les listes officielles. Cette retraite restait, malgré tout, une déclaration de guerre ; les nouvelles d'outre-mer annoncèrent bientôt à l'Assemblée qu'elle avait affaire à une révolte. Moreau de Saint-Méry lui-même n'avait-il pas dit le 12 mai qu'il n'y aurait rien de bien étrange à ce que les colonies trouvassent un appui dans d'autres puissances coloniales plutôt que de subir le droit révolutionnaire ? (1). La Constituante, au lieu de rendre la députation coloniale responsable des maux qu'elle voulait provoquer, se contenta d'un ordre du jour de mépris qui fit tout sauf prévenir les machinations pour l'annulation du décret.

Afin de détruire les fâcheuses impressions que le décret allait créer aux colonies, Regnard, député de Saint-Jean d'Angély, proposa le 17 mai et fit adopter le 29 des instructions faisant connaître les véritables intentions de la législature. Mais ce ne fut point assez. Les adversaires du décret employèrent tous les moyens pour faire annuler la loi du 15 mai : obstructions parlementaires, oppositions des Comités, pétitionnements, provocations aux colonies, intrigues de couloir ; aucune forme de travail souterrain ne fut épargnée. Si bien que ce fut seulement vers la mi-août que les commissaires destinés aux colonies se trouvèrent prêts à partir (2). Le 22 août, Reynaud, indigné par les menées du Comité colonial, accusa Moreau de Saint-Méry et Gouy d'Arisy d'avoir devancé la nouvelle officielle du décret par l'envoi de lettres incendiaires aux colonies (3). L'Assemblée décréta alors que le ministre de la Marine ferait un compte-rendu des moyens pris pour assurer l'exécution de la loi sur les hommes de couleur et, pour plus de certitude dans ce compte-rendu, elle ordonna l'addition

1. *Archives parlementaires*, vol. XXVI, p. 11.

2. Deschamps, *op. cit.*, p. 233.

3. *Archives parlementaires*, vol. XXIX, p. 626.

au Comité colonial de six nouveaux membres impartiaux.

§ 8.

L'époque avant la clôture de l'Assemblée Constituante était trouble. Une grande agitation avait été soulevée dans le Corps législatif par la nouvelle de l'arrestation de Louis XVI à Varennes le 22 juin. On voulait s'assurer de son complice, De Bouillé, qui l'avait aidé à préparer sa fuite. Pour empêcher l'envoi d'un courrier de Paris au lieutenant général du roi, Moreau de Saint-Méry fit interdire par la Constituante la sortie de la ville, pendant cette journée, à toute personne non munie d'un passeport de l'Assemblée. Il fit également féliciter l'officier municipal Baudan pour avoir juré au roi « sur sa tête » qu'il arriverait avec sa famille sans aucun incident dans la capitale (1).

C'est dans cette atmosphère d'inquiétude et de tension après la perte de prestige de la monarchie que se développaient les suites des discussions relatives à la législation coloniale. Comme nous l'avons vu, les colons ne s'étaient pas avoués battus. Ils défendaient toujours aussi ardemment leur politique, s'engageant journellement dans des polémiques sauvages avec les Amis des Noirs et leurs partisans.

Le 15 septembre, par une lettre adressée au rédacteur de la *Feuille du Jour*, Moreau de Saint-Méry accusa les frères Pierre et Louis Monneron, députés de l'Île de France et de Pondichéry, d'avoir voté pour le décret du 15 mai *malgré les instructions contraires de leurs électeurs*. D'après un mémoire provenant de Pondichéry, les colons de cette île auraient vu « avec étonnement des Français gouvernés ou administrés par des hommes que *leur couleur* exclut à

1. *Archives parlementaires*, vol. XXVI, p. 426, 543.

jamais du titre de Français ». Le lendemain, Louis Monneron répondit que ce n'était qu'à une caste d'esclaves, les Toupas, qu'on refusait les droits civiques, parce qu'ils « n'avaient aucun caractère, qu'ils s'habillaient tantôt en Malabres, tantôt en Européens ». D'ailleurs, si la colonie de Pondichéry avait manifesté des principes « semblables à ceux de Moreau de Saint-Méry », il les aurait « dénoncés et combattus » : « Il voudrait bien que le salut de la France dépendit des colonies, parce qu'il en a si bien mérité qu'il espère qu'elles dépendront de lui; il serait comme le fils de Thémistocle, qui commandait à toute la Grèce ». Le surlendemain, notre député de la Martinique se félicitait d'avoir fait avouer à Monneron que son vœu exprimé le 15 mai avait été « purement individuel » et non pas représentatif de sa colonie (1). Le 23 septembre, Pierre Monneron fit des *Observations sur la lettre de Moreau de Saint-Méry* dans lesquelles il se montrait encore peu satisfait du décret du 15 mai : on s'était prononcé sur l'état des personnes non libres et des gens de couleur nés de parents libres, mais on n'avait rien dit des Noirs déjà libres (2). Cet excès de souci philanthropique attira les commentaires ironiques d'un Le Brun, qui déclara : « Je ne lis jamais sans étonnement les productions philosophiques de MM. Monneron frères. Il me paraît si étrange de voir des marchands de nègres faire profession de philanthropes, des marchands d'argent vouloir passer pour philosophes... » (3).

Le *Patriote français* publie le 13 septembre un « extrait » d'une lettre de Bordeaux, qui annonce « qu'un forgeron de Saint-Séverin fait des *têtes de fer* destinées aux nègres des îles, dont on cache ainsi les larmes et dont on arrête les

1. *Feuille du Jour* des 15, 16 et 17 septembre 1791. B. N. Lc² 488.

2. Monneron, *Observations sur la lettre de M. Moreau de Saint-Méry*. B. N. Lk⁹ 183.

3. *Feuille du Jour* du 28 septembre 1791.

plaintes au moyen d'une lame de fer qui s'applique sur la langue et qui est soudée dans la tête de fer ». Dans la *Feuille du Jour* du 16, Moreau observe que depuis longtemps « les lettres censées adressées au *Patriote français* » sont toutes du style de son rédacteur, Brissot de Warville. Il prouve par son recueil de lois (1) que ces « têtes de fer » n'existent plus à Saint-Domingue et déclare : « Si j'avais le temps de suivre chaque jour le rédacteur du *Patriote français*, je dévoilerais aussi aisément ses petites ruses anti-coloniales ; mais on connaît au surplus les *patriotiques vouloirs* de M. Brissot ».

§ 9.

Malgré une victoire glorieuse, les Amis des Noirs ne jouirent pas longtemps de ses fruits : le 24 septembre, la députation coloniale et le parti des Blancs arrivèrent au but de leur agitation. Le Comité des Colonies présenta devant l'Assemblée la motion suivante : « Les lois concernant l'état des personnes non libres et l'état politique des hommes de couleur et nègres libres, ainsi que les règlements relatifs à l'exécution de ces mêmes lois, seront faites par les Assemblées coloniales, s'exécuteront provisoirement avec l'approbation des gouverneurs des colonies et seront portées directement à la sanction du roi, sans qu'aucun décret antérieur puisse porter obstacle au plein exercice du droit conféré par le présent article aux Assemblées coloniales » (2).

Le débat fut acharné. Les orateurs des philanthropes cherchèrent par tous les moyens à faire dévier l'article vers l'ajournement, vers des textes de confusion ; mais enfin l'article fut voté... Six jours plus tard, l'Assemblée Nationale Constituante cessait d'exister.

1. Moreau de Saint-Méry, *Loix et Constitutions*, vol. VI, p. 750.

2. *Archives parlementaires*, vol. XXXI, p. 270-301

Ainsi, le Corps législatif non seulement se contredit en annulant la loi du 15 mai, avec les décrets antérieurs, mais aussi retira aux législateurs de l'avenir toute compétence dans la question, car les Assemblées coloniales se trouvaient en cette matière sous la seule obligation de la sanction royale.

Avec la clôture de l'Assemblée Constituante prenait fin le rôle actif de Moreau de Saint-Méry dans l'œuvre législative de la Révolution. Il avait été mêlé, comme orateur des colons français, à la discussion de deux des plus grands problèmes connus dans l'histoire de la civilisation : l'égalité des races et la suppression de l'esclavage. Son agitation et celle de ses confrères en faveur d'une représentation des colonies mirent à l'ordre du jour des révolutionnaires les grandes questions politiques, économiques et sociales qui se posaient pour le régime colonial. Sa défense de l'esclavage nous paraîtrait aujourd'hui curieuse, si nous ne nous rendions pas compte que, véritable ami de la Révolution, il ne le défendait que comme moyen provisoire de sauvegarder le commerce français, en attendant une action plus réfléchie. Sa prophétie ne s'est-elle pas accomplie et ne peut-on pas attribuer la chute de l'empire colonial créé par l'ancien régime et, avec lui, de la branche la plus importante du commerce français à la politique téméraire et irréfléchie d'une législature trop éprise de philosophie et insuffisamment versée dans l'application pratique des lois ?

CHAPITRE VI

La Fuite sous la Convention.

(novembre 1793).

§ 1.

L'Assemblée Nationale Constituante avait terminé ses travaux le 30 septembre 1791. Comme par un fâcheux élan de désintéressement elle interdisait à ses membres de faire partie de la Législative, Moreau de Saint-Méry se trouva ainsi dépourvu de toute importance politique. Il fut nommé pourtant membre du conseil judiciaire près du ministre de la Justice, poste qu'il occupa pendant l'Assemblée Législative (1).

De nature paisible, notre colonial aurait voulu éviter toute alliance susceptible de l'entraîner dans les tourbillons de la Révolution violente qui allait tous les jours s'aggravant. Mais il fut comme poussé par la force des circonstances et par ses idées politiques dans un chemin dangereux.

Avant l'entrée de Moreau de Saint-Méry à la législature nationale, tous les députés avaient eu l'habitude de se réunir avant les séances pour se concerter. Après les 5 et 6 août 1789, ce groupe comprit tous les députés qui s'appe-

1. A. de Beauchamp, *Biographie moderne*, Paris, 1806.

laient « patriotes », se transforma en *Société des Amis de la Constitution*, admit des gens de lettres, des avocats, de riches bourgeois et tint ses séances au réfectoire du couvent des *Jacobins*. Moreau, devenu député national, devint en même temps membre de cette société où l'on discutait toutes les questions qu'avait à examiner ou que venait de trancher la Constituante (1).

Une partie des fondateurs du Club des Jacobins abandonna la Société lorsqu'elle commença à prendre une extension trop rapide. Le 12 avril 1790, ces dissidents organisèrent la *Société de 1789* dont les chefs furent La Fayette, Bailly, Mirabeau, Dupont de Nemours, Talleyrand, La Rochefoucauld, tous d'anciens Jacobins. Moreau de Saint-Méry suivit ses collègues, dont la plupart étaient des amis intimes, mais, comme beaucoup d'entre eux, resta membre aussi de la Société des Amis de la Constitution (2). Les sociétaires du Club de 1789 espéraient que Louis XVI, rompant avec son entourage, s'unirait à eux et accepterait de bonne foi la Constitution. Ils voulaient maintenir le gouvernement dans la voie prise en 1789, repoussaient pour la plupart la souveraineté du peuple et se proposaient de protéger la monarchie appuyée sur la Constitution.

§ 2.

A la suite de l'affaire de Varennes (21 juin 1791), une nouvelle scission eut lieu parmi les Amis de la Constitution. Une partie des Jacobins ayant demandé, non pas l'abolition de la royauté, mais la déchéance de Louis XVI, de nombreux membres trouvèrent la pétition trop hardie. Ils se retirèrent du club et formèrent une société nouvelle qui siégea au couvent des *Feuillants*. Moreau de Saint-Méry

1. Liste des membres (21 déc. 1790). F. Aulard, *La Société des Jacobins*, vol. I, préface, p. LXIV.

2. Challamel, *Les clubs contre-révolutionnaires*, p. 410.

s'allia aux Feuillants (1) et, cette fois, rompit avec la Société des Amis de la Constitution qui, le 21 septembre 1792, fut contrainte à renoncer à son titre et à prendre celui de : *Société des Jacobins, amis de la liberté et de l'égalité* (2). Dévoués à la cour, voulant toujours le maintien du gouvernement monarchique, se rapprochant même, vers la fin de leur existence, des purs royalistes, les Feuillants furent mieux connus sous le nom méprisant d'« aristocrates ».

Mais c'est surtout par sa défense de l'esclavage contre les patriotiques Amis des Noirs et par ses rapports avec l'Hôtel de Massiac, qui s'était acquis la réputation bien établie de société contre-révolutionnaire, que Moreau de Saint-Méry acheva son discrédit aux yeux des partisans de la Révolution violente. Le Club des Colons blancs n'avait pas tardé à être attaqué par des journaux révolutionnaires, comme le *Patriote français* de Brissot de Warville, et aucun de ses membres ne fut épargné.

§ 3.

Au mois de juillet 1792, des délégués de tous les départements de la France, comme les années précédentes, vinrent à Paris pour l'anniversaire de la *Fédération*. Un corps de huit cents Marseillais, qui devait jouer un rôle particulièrement actif dans l'insurrection du 10 août, entra à Paris le 29 juillet en chantant la *Marseillaise* de Rouget de Lisle, et fut triomphalement reçu à l'Hôtel de Ville (3).

Le lendemain, 30, un grand nombre de ces patriotes du midi se dirigent vers un cabaret retenu à l'avance dans les Champs-Élysées pour y prendre part à un repas « patriotique ». Une partie des grenadiers bleus de la section des

1. Challamel, *op. cit.*, p. 290, 312.

2. Aulard, *op. cit.*, vol. I, préface.

3. Carlyle, *Histoire de la Révolution française*, vol. II, p. 367-368.

Filles Saint-Thomas, avec leurs capitaines et plusieurs notabilités des Feuillants, ont pris part à un repas plus « respectable » dans un cabaret voisin. Moreau de Saint-Méry est là aussi, revêtu de son uniforme d'officier de la Garde nationale (1). N'étant plus président de la Commune ni député de la nation, Moreau se sent plus en sûreté en uniforme patriotique, car les choses prennent une face nouvelle qui l'inquiète quelque peu.

Mais que font-ils, ces grenadiers bleus ? Pris sans doute de boisson, plusieurs des grenadiers des Filles Saint-Thomas ont quitté le cabaret avec l'intention la plus prononcée de témoigner aux Marseillais qu'ils ne sont pas moins « patriotes » que tout autre individu. Aussi prompts que l'éclair, les Marseillais, sans avoir diné, sortent par les portes et les fenêtres, courent, volent et engagent joyeusement la lutte. Grands dieux ! ils sont au moins cinq cents ! Gens des Filles Saint-Thomas, officiels, personnages importants, tous s'arrêtent et deviennent pâles. Le plus sage est, en ce moment, une prompte retraite : « Moreau de Saint-Méry, par exemple, étant trop gras, ne peut pas courir vite ; il reçoit un coup, seulement, sur l'épaule ; il tombe, la face contre terre, et disparaît alors de l'histoire de la Révolution » (2).

§ 4.

Ce fut beaucoup plus qu'un coup qu'il reçut, notre pauvre Moreau de Saint-Méry. Il fut sauvagement attaqué par la bande de Marseillais furieux et laissé pour mort dans un café où il s'était réfugié. Deux ans plus tard, il considérait

1. Sans doute avait-il accepté le poste important dans la Garde nationale que La Fayette lui avait offert après sa nomination en juillet 1789. Son rêve d'être administrateur d'une colonie s'était dissipé après l'affaire Charton, comme nous l'avons vu.

2. Carlyle, *op. cit.*, vol. II, p. 370.

attentivement le tricorne qu'il avait porté ce jour-là : « Je remarquai d'abord qu'il était ouvert au haut de la forme du côté droit... Ce coup avait presque séparé la forme du chapeau en deux. Puis, dans le derrière du chapeau, il y avait au moins quinze coups de sabre qui y étaient marqués en différents sens et dont plusieurs même se croisaient, sans qu'un bras eût assez de force pour couper le chapeau » (1).

Dangereusement blessé, Moreau de Saint-Méry fut ramené chez lui, rue Caumartin, n° 31, où il resta alité pendant une semaine. Puis, il se prépara à quitter la capitale qui fermentait, soulevée par un élan de colère patriotique contre le roi et tous ses défenseurs. Le 8 août, deux jours avant l'éclat de l'orage, Moreau de Saint-Méry quitta Paris avec sa femme, son fils, le petit Médéric et sa fille, Aménaïde (2). Dix jours plus tard, le Comité de Police et de Surveillance fit saisir les registres et les papiers du Club des Feuillants. Dans un « intérêt de sûreté politique » contre les partisans de la royauté déchue, on publia la *Liste des membres composant le club des Feuillants, dont Dandré était président* (3). Aussi Moreau de Saint-Méry, dont le nom figurait sur cette liste, se trouva-t-il « suspect ».

Il se cacha pendant un moment aux eaux de Forges, au cœur de la Normandie, « pays du bons sens », où il eut pour compagnon d'infortune le duc de La Rochefoucauld, frère de son collègue à la Constituante et au Club des Feuillants (4). Mais les Jacobins, devenus de plus en plus puissants, étaient partout et ne pardonnaient pas. Le duc, revenant de Forges, passait à Gisors le 4 septembre, lorsqu'il fut reconnu et assassiné par une foule vengeresse de volontaires. Echappé par miracle au massacre de Gisors, qui

1. Moreau de Saint-Méry, *Voyage aux Etats-Unis*, p. 137-138.

2. Fournier-Pescay, Article sur Moreau dans la *Biographie universelle*.

3. Challamel, *op. cit.*, p. 290, 312.

4. Castellane, *Gentilshommes démocrates*, p. 109.

reproduisait en Normandie les horribles boucheries de septembre à Paris, Moreau de Saint-Méry se retira avec sa famille affolée aux environs du Havre. C'est là qu'il retrouva son beau-frère Baudry des Lozières, qui était venu en France pour le rejoindre avec sa famille (1).

§ 5.

Caché au Havre, Moreau de Saint-Méry apprit avec frayeur, successivement : l'abolition de la royauté, l'établissement de la République, l'exécution de Louis XVI et la rédaction de la Constitution de l'an I. Le régime de la Terreur, établi en septembre 1793, donna à Robespierre l'occasion de satisfaire et ses ambitions et ses rancunes personnelles. *L'Incorruptible* avait bonne mémoire et il se souvenait parfaitement de l'éloquent orateur des colonies qui avait osé s'opposer à ses idées dans l'Assemblée Constituante. Ses « représentants en mission » découvrirent Moreau de Saint-Méry au Havre et le dénoncèrent. Heureusement, un des agents de la Terreur reconnut en Moreau de Saint-Méry un ancien bienfaiteur et lui permit d'échapper à la haine de Robespierre (2).

Comme Moreau le dit lui-même : « L'ordre d'aller porter ma tête aux bourreaux fut converti en une permission de repasser à Saint-Domingue par la voie des Etats-Unis ; et lorsqu'un émissaire de Robespierre, averti sans doute que je lui échappais, vint avec le mandat exprès de m'arrêter au Havre en dépit des passeports accordés au nom de la loi, le vaisseau qui sauvait les objets les plus chers à ma tendresse et moi-même voguait à peine depuis trente-six heures » (3).

1. A. Dépréaux, *Le commandant Baudry des Lozières*, p. 39-40.

2. Fournier-Pescay, Article dans la *Biographie universelle*.

3. *Description de la partie espagnole*, avertissement.

Le 9 novembre, la famille Moreau de Saint-Méry, qui était assez nombreuse (1), s'était embarquée sur le navire américain, la *Sophie* ; mais tout n'était pas fini. Au moment du départ montèrent à bord plusieurs membres de la municipalité du Havre. Découvrant le jeune neveu de Moreau, Bayliès Dupuy, ils le renvoyèrent à terre, disant qu'il était de l'âge de la réquisition et qu'il ne pouvait pas partir. Après avoir examiné à la mairie son passeport et une autorisation des commissaires de la Convention, on le ramena à bord et la *Sophie* mit à la voile. Dès le lendemain arrivèrent au Havre des gendarmes envoyés de Paris avec l'ordre d'arrêter toute la famille Moreau de Saint-Méry et de la conduire à Paris « où, écrit l'ancien président de la Commune, l'on pense bien que nous aurions été promptement comptés au nombre des victimes de la guillotine » (2).

1. Moreau de Saint-Méry, sa femme, son fils, sa fille Aménaïde ; sa sœur Mme Bayliès Dupuy (son mari était ancien député à l'Assemblée coloniale de la Martinique) et ses trois enfants ; Baudry des Lozières, son beau-frère, et sa femme, sœur aînée de Mme Moreau ; en tout dix personnes. *Voyage aux Etats-Unis*, p. 8. *Mémoire justificatif*, p. 2.

2. *Voyage aux Etats-Unis*, p. 2.

DEUXIÈME PARTIE

**MOREAU DE SAINT-MÉRY
AUX ÉTATS-UNIS**

(1793-1798)

CHAPITRE PREMIER

Voyage aux Etats-Unis (1)

On parlait tantôt de mouiller à New-York, tantôt à Charlestown, mais, après environ cent vingt jours de mer, les voyageurs cruellement éprouvés virent avec joie la terre à Norfolk dans la Virginie et c'est là que la *Sophie* atterrit enfin (2).

1. Pour le voyage de Moreau en Amérique, nous avons consulté surtout son journal, *Voyage aux Etats-Unis de l'Amérique, 1793-1798*. Ce livre a une histoire intéressante :

Le manuscrit du *Voyage aux Etats-Unis* était tombé dans l'oubli pendant trois générations aux *Archives coloniales* (Collection Moreau de Saint-Méry, F¹123). En 1870, il attira l'attention de l'archiviste Pierre Margry. Celui-ci en communiqua certains passages à Amédée Pichot qui les utilisa dans ses *Souvenirs intimes sur Talleyrand*, 1870. En 1905, Victor Tantet, alors archiviste, en fit la base de son article *Les réfugiés politiques français en Amérique sous la Convention ; Moreau de Saint-Méry, libraire à Philadelphie*. Stewart L. Mims, professeur d'histoire à Yale University, en faisant des recherches à Paris trouva le manuscrit et annonça cette découverte dans la revue américaine *Science* du 17 mai 1912. Théodore Stanton fit le 18 juillet 1912 un article sur le journal dans *The Revue*. Le *Carnegie Institute* fit faire une copie du manuscrit qui fut publié par le professeur Mims à la *Yale University Press*, New Haven, 1913.

L'historien américain Henry Adams et Mac Cabe, Bernard de Lacombe, Frédéric Solié s'étaient déjà servis du journal pour leurs études. Plus récemment, le *Voyage* de Moreau de Saint-Méry a été utilisé par Raymond Recouly, Gayet-Lacour, Chinard, Baldensperger et Bernard Fay. « Le journal de Moreau est un ouvrage capital pour l'histoire de l'émigration française aux Etats-Unis ». Chinard, *Volney en Amérique*, p. 30. Le manuscrit se trouve aujourd'hui aux *Archives nationales* (même cote que ci-dessus).

2. Pour nous, qui traversons l'Atlantique en moins de cinq jours, le récit

« Enfin je suis sur ce sol hospitalier, s'écria Moreau, sur cette terre de liberté, cette terre qui, si les habitants sont sages, doit étonner un jour le reste de l'univers par sa puissance et peut-être lui imposer la loi d'être heureux comme elle. Mon pied chancelle en la frappant... Mais hélas ! j'aperçois déjà d'infortunés colons de Saint-Domingue. Ils sont l'image de la misère, eux qui furent si charmés et peut-être trop vains de leurs richesses. Grand Dieu, ce tableau me commande de ne pas murmurer. Il est des hommes plus malheureux que moi ! » (1).

Moreau avait espéré retourner avec sa famille à Saint-Domingue par les Etats-Unis, mais la foule de réfugiés qu'il trouva à Norfolk et les descriptions qu'ils lui firent des conditions horribles dans la colonie le convainquirent de l'imprudence de ce projet. Il décida donc de rester pour le moment aux Etats-Unis. A bord de la *Sophie* il avait fait une connaissance très utile ; Goynard, ancien capitaine de navire, actuellement employé de la firme de Daniel Mérian, Suisse, agent commercial secret de la République française, s'était intéressé aux malheurs de la famille Moreau de Saint-Méry et avait promis d'attacher l'ancien magistrat à la maison du grand industriel comme commis (2). Moreau alla ensuite au vice-consulat de France faire la déclaration de son arrivée avec sa famille et de son projet de retour à la colonie en cas d'occasion favorable. Il s'établit dans une grande maison que Goynard avait louée à Portsmouth, de l'autre côté de la rivière Elisabeth. Il passait tous les jours à Norfolk pour les affaires de commerce de la compagnie Mérian qui s'occupait de l'envoi subreptice de provisions à la République française. Tous ses parents aux Etats-Unis,

détaillé que Moreau de Saint-Méry nous a laissé de cette longue, pénible et (dans bien des cas) tragique traversée de quatre mois est des plus curieux. *Voyage aux Etats-Unis*, p. 1-44.

1. *Voyage aux Etats-Unis*, p. 38,

2. *Voyage aux Etats-Unis*, p. 45-47.

réfugiés des désastres aux Antilles, accoururent à Portsmouth s'établir près de lui.

Norfolk, ville de trois mille habitants, était le grand port de la Virginie et faisait un commerce considérable, notamment avec les Antilles et la France. Les Etats-Unis durent prendre des moyens défensifs pour leurs côtes car les Anglais arrêtaient les bâtiments américains allant vers les ports français (1). Nulle part sur le continent américain les Français ne recevaient un accueil aussi cordial qu'à Norfolk et nulle part les réfugiés des colonies françaises, maintenant anglaises, n'étaient plus nombreux. Le 10 juillet 1793, un convoi de cent treize voiles, sorti du Cap Français lorsque les flammes consumaient cette belle ville, arriva à Norfolk où les malheureux colons furent accueillis par des souscriptions populaires et des témoignages spontanés d'affection (2).

§ 2.

Moreau travailla comme commis jusqu'au 15 mai, puis se décida à partir avec sa famille pour New-York, laissant son beau-frère à Norfolk. Il fit le voyage de Norfolk à Baltimore par eau : il ne resta qu'un jour à Baltimore, « le lieu le plus étendu et le plus florissant du commerce du Maryland », et reprit son chemin pour Philadelphie, par le Chesapeake, Frenchtown (formée en 1715 par des Acadiens expatriés par les Anglais), New Castle et la Delaware. Arrivé à Philadelphie, Moreau alla voir le *Congress* américain avec une lettre de recommandation que lui avait donnée, pour M. le colonel Parker, représentant de la Virginie, son ami James Wilson, magistrat de la *Supreme Court* et ardent défenseur de la Constitution. Parker

1. *Voyage aux Etats-Unis*, p. 65.

2. *Voyage aux Etats-Unis*, p. 56.

annonça Moreau au Congrès comme « quelqu'un qui avait été membre de l'Assemblée Constituante » et l'invita à assister à la séance, assis dans le rang réservé aux étrangers de marque (1). La séance finie, Moreau se dirigeait vers la maison présidentielle, lorsqu'il aperçut une voiture dans laquelle deux hommes lui faisaient des signes : « L'une des deux personnes sauta à terre et vint m'étreindre dans ses bras : c'était Beaumez. L'autre, moins ingambe, descendit aussi : c'était Talleyrand. Ils arrivaient l'un et l'autre et ensemble d'Angleterre. Quelle joie ! Quel bonheur ! Quels embrassements multipliés ! ». Invité à dîner avec eux, Moreau retrouva ses anciens collègues : Blacons, le comte de Noailles, Talon et La Colombe. Tous lui rapportèrent les dernières nouvelles de France et racontèrent comment, par des déguisements, des changements de passeports et d'autres fraudes, ils avaient pu sortir vivants de leur patrie ravagée par la Terreur (2).

Après avoir rendu quelques visites à des personnages notables, Moreau de Saint-Méry quitta Philadelphie le 24 mai. Il fit le chemin de New-York dans un des *stages* qui unissaient les deux villes, passant par Bristol, Trenton, capitale du New-Jersey, Princeton, siège du fameux *College*, Brunswick, Newark et traversant la North River dans un bateau à voile. A New-York, la famille Moreau de Saint-Méry s'installa à Courtland Street et le brave père de famille

1. *Voyage aux Etats-Unis*, p. 101-102. Le 17 novembre 1794, Moreau assista à la réouverture des sessions du *Congress*, présidée par Washington : « Il [prononça] un discours pendant lequel il [était] debout et tout le Congrès aussi... Washington était habillé de noir, avait une bourse à cheveux, un chapeau retapé et une épée. Il ne s'est point couvert ni personne non plus. On n'applaudit ni à l'arrivée, ni au départ du président. Le silence qui règne dans les galeries du Congrès est digne des plus grands éloges ». *Voyage aux Etats-Unis*, p. 376-377.

2. *Voyage aux Etats-Unis*, p. 102-105.

reprit ses fonctions de commis chez Guerlain, fondé de pouvoir de *Daniel Mérian et C^o* à New-York (1).

Talleyrand et Beaumez arrivèrent à New-York avec leur petit cercle de réfugiés français. C'est ainsi que le 4 juillet, fête annuelle de l'Indépendance américaine, tout le groupe assista au grand défilé devant la maison du gouverneur Clinton.

« Le gouverneur et les personnages qui l'accompagnaient à cette fête étaient précédés par une longue procession de Jacobins français, marchant deux à deux, chantant l'hymne des Marseillais et d'autres morceaux républicains. Toutes les deux fois, allant à la cérémonie et en ramenant le gouverneur, ils s'interrompaient pour nous adresser des invectives aux croisées où ils nous apercevaient, Talleyrand, Beaumez, Cazenove, La Colombe, le baron de la Roche et moi. Le ministre de France aux Etats-Unis, Genêt, frère de Mme Campan, était de la procession, chantait et nous insultait comme elle. Et nous, nous pleurions notre pays et sur lui ! » (2).

Moreau de Saint-Méry cherchait depuis longtemps un changement d'emploi. Guerlain le traitait de la manière la plus intolérable et, sans égard pour son âge ni pour sa faible santé, le chargeait de la partie extérieure de son commerce, l'obligeant à faire charger et décharger les navires sur les quais. Sa fierté naturelle devait beaucoup souffrir de cet emploi subalterne : « Quelle occupation, murmure-t-il, pour un homme de mon espèce, élevé aux colonies, membre d'une Cour souveraine et tenant une place dans l'estime publique ! » (3). Il confia ses peines à ses amis Talleyrand, Beaumez et Cazenove qui eurent une conversation infructueuse avec Guerlain sur la situation pé-

1. *Voyage aux Etats-Unis*, p. 137.

2. *Voyage aux Etats-Unis*, p. 139.

3. *Voyage aux Etats-Unis*, p. 141.

nible de leur collègue. La Colombe proposa ensuite une visite à un certain baron allemand, Frank de la Roche, gros capitaliste et commanditaire de la maison *William Louis Sonntag et Cie* de Philadelphie.

Moreau avait eu l'idée de fonder une librairie ; les fonds seuls lui manquaient. Avec l'aide financière du baron, il aurait un travail agréable, pour lui qui aimait les livres, et surtout ce serait une entreprise personnelle où il serait maître de ses actes. Le caractère du brave « de la Roche » semble avoir été assez douteux ; son but comme entremetteur d'affaires était d'empocher les bénéfices et de laisser aux autres les déficits. Cependant, les craintes de Moreau, qui était assez bon juge d'hommes, furent combattues par sa reconnaissance car, le 16 juillet, le baron lui fit « les offres les plus obligeantes » et, de concert avec lui, fit un projet d'association pour une librairie à Philadelphie (1). Le 21, Moreau partit avec de la Roche pour Philadelphie où il prépara son installation. Il fit des visites indispensables et, de plus, alla voir le ministre des Finances, Alexander Hamilton, muni d'une lettre de recommandation de Talleyrand.

Il est très surpris par l'extrême simplicité du logement officiel de l'homme d'Etat. Il remarque que l'ameublement et les ustensiles de son cabinet ne valent pas « cinquante livres de France » et qu'une grande « table de sapin couverte d'un drap vert » forme le bureau : « En un mot, je crois voir en tout, les mœurs de Sparte » (2). On l'avait prévenu de ne pas paraître curieux devant Hamilton, mais le ministre américain lui montra une grande confiance et lui parla franchement de la France et de l'Amérique. Il lui conseilla même de fonder avec sa femme une maison d'éducation pour les jeunes filles ; mais Moreau lui expliqua son

1. *Voyage aux Etats-Unis*, p. 140.

2. *Voyage aux Etats-Unis*, p. 146.

projet de librairie. Après avoir réglé à Philadelphie d'autres points concernant leurs affaires, les deux associés rentrèrent à New-York.

§ 3.

Le 5 septembre, le baron signa une lettre de crédit sur Sonntag et Compagnie pour trois mille piastres (environ dix-huit mille francs) que Moreau devait toucher à Philadelphie. Envisageant sur cette base un avenir plus sûr, Moreau écrivit à tous ses parents en Amérique de venir se fixer auprès de lui dans la capitale. Il avait maintenant tous ses intérêts à Philadelphie : ses occupations, sa famille, ses amis, bref, toute son existence. Il n'était plus question de retourner à Saint-Domingue ; il ne fallait qu'attendre le jour où on pourrait rentrer sans peur en France.

Tout alla à souhait au début et, le 16 novembre, on posa sur son magasin une belle enseigne :

*Moreau de Saint-Méry and C^o Bookseller
Printer and Stationer
n^o 84 First Street (1).*

Il avait fait distribuer auparavant une feuille de réclame annonçant que : « *We are just established here in the general business of stationers, booksellers and dealers in most fashionable and choice engravings. It is our intent to connect therewith a printing office and bookbinding, adding thereto a select collection of music, as also to complete what we are enabled to offer in mathematical instruments and everything relating to geography and hydrography* » (2).

Le 16 décembre eut lieu la signature du contrat d'association avec de la Roche ; le même jour, Moreau de Saint-

1. *Voyage aux Etats-Unis*, p. 192.

2. Feuille imprimée in-folio, 1^{er} nov. 1794, à la *Library of Congress*. Charles Evans, *American Bibliography*, 1639-1820.

Méry ouvrit son magasin. Il se mit immédiatement au travail. Il lia des relations d'affaires avec Hambourg, Bordeaux et Amsterdam. Une imprimerie s'ajouta bientôt au magasin : au mois d'avril 1795, la presse demandée à Londres arriva au port.

Talleyrand lui fit faire en janvier une connaissance très utile pour son commerce. Ce fut le général américain Henry Knox, fondateur de la *Société des Cincinnatti*, qui avait lui-même tenu une librairie, le *London Book Store*, à Boston. « Sachez, écrit Talleyrand, que... le général Knox a fait ici longtemps des affaires de librairie, qu'il s'intéresse à vos succès, qu'il m'a dit qu'il y a une quinzaine de jours qu'il voulait causer avec vous pour vous indiquer les moyens qu'il croit les meilleurs pour prospérer... » (1). Moreau alla présenter ses hommages à la famille du ministre de la Guerre qui, malgré sa haute position sociale, lui « prodigua les marques du plus aimable dévouement ».

Il est probable que bientôt les affaires de l'ancien Electeur de Paris n'allèrent pas très bien, car le malin de la Roche fit signe au mois de mai qu'il voulait se retirer de l'association. Le 29 avril, c'est lui qui avait dû payer le terme échu du loyer de Moreau. Quand les caractères d'imprimerie arrivèrent en juillet, le baron refusa de les remettre à son associé, espérant sans doute qu'en les revendant pour de l'argent comptant, il pourrait retrouver une partie du capital engagé dans la librairie. Moreau se fâcha de ces procédés et une querelle ne fut écartée que par l'intervention de leurs amis communs. C'est Talleyrand qui, bon homme d'affaires (2), résolut le différend en proposant le 22 août qu'on rompît la société à condition que le

1. Lettre du 13 janvier 1795. *Voyage aux Etats-Unis*, p. 194.

2. « Vendez cher et souvent » avait-il conseillé à Moreau. Lettre du 21 mai 1795. *Voyage aux Etats-Unis*, p. 197.

baron y laissât ses fonds jusqu'au terme convenu par les deux associés ; Moreau payerait l'intérêt ordinaire (1).

En conséquence, l'acte de dissolution fut signé, les caractères d'imprimerie furent livrés et Moreau s'applaudit de ne plus avoir de relations avec de la Roche. Mais le « cher baron » lui réservait encore un tour. Il fit reprendre par Descombaz, commis de Moreau, tous les objets qu'il lui avait fournis de sa bibliothèque (livres, cartes, plans, télescopes, etc.), tous les articles de papeterie achetés à Londres et les livres achetés chez Thomas Allen, libraire à New-York. Il passa ensuite au commis sa créance sur Moreau et « couronna l'œuvre » en s'associant avec lui dans une entreprise rivale de librairie au n° 83 First Street ! (2). Moreau de Saint-Méry ne devait jamais connaître un grand succès financier dans ses affaires. Ce n'est qu'après deux ans et demi de travail qu'il put racheter sa dette envers de la Roche (3). De plus, il ne put garder son magasin de First Street, au coin de la Walnut Street, qui est encore aujourd'hui un des plus beaux quartiers de la ville, et dut s'établir en 1797 dans une boutique plus humble au coin des Front et Callowhill Streets.

1. Lettre de Talleyrand. *Voyage aux Etats-Unis*, p. 210.

2. *Papers of the Bibliographical Society of America*, vol. XIV, part two, 1920, p. 142. *Voyage aux Etats-Unis*, p. 211-212.

3. *Voyage aux Etats-Unis*, p. 254.

CHAPITRE II

Moreau de Saint-Méry and C^o Bookseller and Printer (1)

§ 1.

Si l'expérience de quatre ans passés comme libraire à Philadelphie ne fut pas très profitable à Moreau de Saint-Méry, elle dut pourtant être fort intéressante pour lui.

Le catalogue qu'il publia le premier mars 1795 fait de nouveau l'annonce de son établissement comme marchand de livres et de papeterie et ajoute que « *Moreau de Saint-Méry and C^o. purchase French books and deal in every kind of business on commission. They will also continue to fulfill orders for books (or other things) from several parts of Europe on the most reasonable terms. In short, they will not spare any care to accomplish their enterprise intended to propagate and diffuse knowledge* » (2). Lisons maintenant l'annonce qu'il faisait paraître régulièrement dans le *Courrier de la France et des Colonies* : « Moreau de Saint-Méry a l'honneur de prévenir qu'il a de la musique française des meilleurs maîtres pour le forte-piano et la harpe. Il a aussi pour la saison présente des pièces de l'espèce de lainage anglais

1. Pour les renseignements sur la date, le format, le nombre de pages, etc. des livres cités dans cette partie, nous avons consulté surtout : Evans, *American Bibliography*; J. Sabin, *Dictionary of books relating to America*; H. W. Kent, *Chez Moreau de Saint-Méry, Philadelphie*.

2. *Voyage aux Etats-Unis*, introduction, p. xxv, xxvi.

appelé *fleecy hosiery* et notamment des chaussons, des pièces d'estomac, des bas, des caleçons, des chemises d'hommes et de femmes, etc. » (1). Nous voyons qu'il s'était vite fait à l'usage bien américain de « vendre de tout dans la même boutique », dont il parlait si complaisamment en débarquant à Norfolk ! (2). Le catalogue annonce la vente de livres publiés en anglais, hollandais, italien, espagnol et français, ce qui dut attirer dans son petit magasin nombre d'Américains et d'étrangers cultivés (3). Moreau exposa dans ses vitrines un objet qui arrêta certainement l'attention des patriotes américains ; ce fut la pierre de la Bastille que lui avait donnée le citoyen Palloy, chargé de la destruction de la vieille forteresse (4).

Les quatre années passées aux Etats-Unis de 1794 à 1798 marquent une époque importante dans la carrière de Moreau de Saint-Méry, surtout comme écrivain et historien. C'est là qu'il put éditer à sa propre imprimerie la plupart de ses ouvrages importants. Fort occupé par les soins de son commerce, il ne gardait pas moins une bonne partie de son temps pour ses chères occupations intellectuelles. Libre, le soir chez lui ou pendant la journée dans l'arrière-boutique, il s'adonnait à la rédaction d'ouvrages où il mettait en œuvre les documents qu'il avait pu emporter de France lors de sa fuite précipitée. Il n'avait évidemment pu emporter qu'une faible partie de ses écrits et n'osait plus compter sur ceux qu'il avait laissés chez un ami au Havre. Le 4 juillet 1795, pourtant, il reçut une

1. *Courrier de la France et des Colonies*, n° 47, 24 février 1796.

2. *Voyage aux Etats-Unis*, p. 57.

3. Il existe encore deux copies de cette intéressante brochure de 76 pages, l'une à l'*American Philosophical Society*, l'autre à l'*American Antiquarian Society*. C'est de l'étude de ce catalogue que M. Schinz a tiré son article sur la *Librairie française en Amérique au temps de Washington*. *Rev. d'hist. litt. de la France*, oct.-déc. 1917.

4. *Voyage aux Etats-Unis*, p. 213. Voir Palloy, *Lettre aux Electeurs de 1789*. B. N. Lb²⁹ 9149.

lettre qui lui annonçait l'expédition de ses caisses de manuscrits par le navire *Le Colomb*. Son cœur d'écrivain agité par la longue attente incertaine, il s'enquérail tous les jours de l'arrivée du bâtiment, qui arriva enfin le 17 juillet. Il courut à la douane, remplit les formalités nécessaires et avec une joie bien vive retira les précieux matériaux que lui avaient valu vingt ans de dépense considérable et de zèle infatigable : « C'est une des jouissances de ma vie que j'ai le plus savourées. J'en appelle aux auteurs de quelque genre qu'ils soient » (1).

§ 2.

Moreau de Saint-Méry avait déjà prêt le manuscrit important de sa description des deux parties, française et espagnole, de Saint-Domingue ; il en lisait de temps en temps des extraits à son cercle d'amis : Cazenove, Beaumetz, Talleyrand, Dèmeunier, etc. Cette description avait été terminée, du moins quant à la partie espagnole, avant la Révolution ; il en avait même lu des fragments dans les séances publiques du Musée de Paris en 1788. Lorsqu'en 1793 il mettait en France la dernière main à cette œuvre, il avait cru nécessaire d'écarter avec soin tout ce qui pouvait avoir rapport à la Révolution de 1789 : « Lorsque... je réfléchissais aux périls qui ne cessaient d'environner mon existence depuis une année, aux événements et aux arrestations qui m'avaient menacé d'une mort cruelle et prochaine..., je sentais le besoin de me resserrer dans des bornes plus étroites, afin de n'être pas immolé avant d'avoir pu terminer du moins une partie de ce que je destinais à ma patrie » (2).

Parcourant à Philadelphie les diverses parties du manus-

1. *Voyage aux Etats-Unis*, p. 207.

2. Moreau de Saint-Méry, *Description de la partie espagnole de Saint-Domingue*, avertissement, p. 1-2.

crit, Moreau de Saint-Méry avait voulu y apporter les changements que semblaient demander les faits postérieurs à 1789, mais ce fut très difficile d'unir l'ancien au nouveau et il revint à son plan primitif. Cette persévérance dans sa première intention eut une récompense inattendue : le 4 juillet 1795, le traité de Bâle accordait la vaste colonie espagnole de Saint-Domingue à la France. Lorsque la nouvelle parvint à Philadelphie, Moreau crut qu'une description de l'ancienne partie espagnole se justifiait, maintenant que toute l'île était française. Il revit une dernière fois son manuscrit et en fit la lecture définitive à ses amis, pour la plupart anciens colons eux-mêmes. On l'assura qu'il avait respecté la vérité historique et qu'il apportait parfois des explications et des détails qu'ils apprenaient pour la première fois.

Très encouragé, il en commence l'impression au mois de novembre ; peu de temps après, il demande au graveur Vallance de lui faire une carte de l'île pour illustrer son livre ; et enfin, le 25 février 1796, il met en vente le premier volume de sa *Description topographique et politique de la partie espagnole de l'isle Saint-Domingue, avec des observations générales sur le climat, la population, les productions de cette colonie*.

La partie espagnole de Saint-Domingue était la première et la plus belle des colonies que l'esprit d'entreprise européen eût créée dans le Nouveau Monde. Par son ancienneté, elle présentait aux autres colonies établies par l'Europe des principes de colonisation et d'administration à suivre. Par l'actualité de sa cession à la France, elle attirait l'attention des historiens et des étudiants des affaires d'Amérique. Mais un tableau de sa civilisation était important, croyait Moreau de Saint-Méry, surtout au moment où l'original allait disparaître (1). Déjà l'administration espagnole était détruite

1. Moreau de Saint-Méry, *op. cit.*, avertissement, p. 4-5.

et en vain aurait-on cherché le caractère de la première colonie américaine, s'il n'avait été heureusement peint dans son ensemble, alors qu'il formait un tout, par cet historien diligent et fidèle.

Moreau de Saint-Méry fut non seulement laborieux et méticuleux, mais encore n'employait-il jamais d'autre guide dans la formation de ses opinions que sa haute conscience, qui lui défendait de plier les événements à ses idées : « L'historien remplit une vraie magistrature et doit jeter sa plume avec effroi s'il a oublié un seul instant qu'un jour la postérité, voulant porter un jugement sur un fait ou sur un individu, pourrait n'avoir d'autre témoignage que le sien..... Si son jugement la trompe, il se rend coupable d'injustices irréparables, à moins que, reconnaissant la partialité de l'historien, la postérité, le citant lui-même à son redoutable tribunal, ne le flétrisse en le plaçant au nombre des juges corrompus » (1).

La publication de l'ouvrage était assez coûteuse et il est douteux que notre libraire eût pu le faire paraître sans la souscription de son grand cercle de connaissances françaises et américaines (2) et l'appui direct du gouvernement français. Moreau était allé saluer son ancien ami, le citoyen Adet, lors de son arrivée à Philadelphie en juin 1795 comme ministre plénipotentiaire de la République française. Adet s'intéressa au projet de l'ancien parlementaire et promit de l'aider : « J'ai été obligé, écrivit-il au ministre des Affaires étrangères, de souscrire pour le gouvernement jusqu'à concurrence de cent quatre-vingt-dix exemplaires, afin d'encourager une publication qui, sans cela, n'aurait pas

1. Moreau de Saint-Méry, *op. cit.*, avertissement, p. 7.

2. Sur la longue liste publiée des souscripteurs se trouvent les noms : John Adams, Adet, B.-F. Bache, William Bingham, Samuel Breck, P.-S. Duponceau, Rufus King, Alexander Dallas, Dr Logan, Timothy Pickering, Dupont, Thomas Bradford, Noailles, Rochambeau, Talleyrand, Volney, etc.

eu lieu et m'a paru infiniment importante pour faire connaître au gouvernement français les ressources que lui présente l'acquisition récente de cette possession coloniale » (1). L'ambassadeur de France fit distribuer des exemplaires en France et dans la colonie de Saint-Domingue. Au mois de janvier 1796, Moreau de Saint-Méry achevait d'imprimer et mettait en vente les deux volumes de la traduction anglaise de sa *Description*, faite par le célèbre écrivain anglais, William Cobbett, alors résidant à Philadelphie (2).

§ 3.

Extrêmement désireux de faire paraître aussi sa *Description de la partie française de Saint-Domingue*, deuxième division de son manuscrit, Moreau fit une nouvelle demande d'aide au ministre Adet vers le mois d'avril. Son journal porte cette réponse brève mais significative : « Il ne le put pas » (3). Il ne désespéra pourtant pas ; ses amis se montrèrent actifs et bienveillants. Le 22 septembre 1796, le grammairien Domergue lui conseilla d'obtenir pour le gouvernement français une lettre de Volney, qui était « très bien au Directoire » et qui pourrait peut-être lui obtenir l'argent nécessaire (4). Mais c'est Talleyrand qui, par une « petite et toute jolie » affaire, lui procura enfin l'argent qui, avec deux cents souscriptions, permit à Moreau de faire sortir de son imprimerie, en 1797 le premier, et en 1798 le second volume de la *Partie française* (5).

Cette description minutieuse de ce qu'était l'île avant la

1. Lettre du 17 mars 1796. Turner, *Correspondance of the French ministers to the United States, 1791-1797*, p. 839.

2. *Voyage aux Etats-Unis*, p. 219-220. Voir le Chapitre V pour ses rapports avec Moreau.

3. *Voyage aux Etats-Unis*, p. 222.

4. *Voyage aux Etats-Unis*, p. 230.

5. *Voyage aux Etats-Unis*, p. 234-235.

Révolution n'avait pas vieilli. Quelle que fût la situation de la colonie ou quelle que fût l'attitude de la France envers elle après la Révolution, il aurait été absurde de croire que ni l'une ni l'autre ne dépendaient des conditions pré-révolutionnaires. Rien n'était plus nécessaire à ce moment qu'une étude détaillée de l'ancienne splendeur de ce chef-lieu des Antilles françaises, surtout qu'il était encore capable de reprendre cette souveraineté. Les deux grands tomes de la *Partie française* fourmillent de renseignements précieux pour l'histoire des Indes occidentales. Tout avait été écrit, jusqu'en 1789, sous les yeux des habitants des colonies et avec l'aide des connaissances de beaucoup d'entre eux. Aucun autre historien avant Moreau de Saint-Méry n'avait passé quatorze ans à chercher, soit dans la colonie, soit à Versailles, des détails historiques destinés à rendre plus utile sa description topographique. Lui seul possédait, depuis la catastrophe survenue aux colonies françaises, une documentation aussi complète sur l'histoire des Antilles (1).

§ 4.

En 1996, Moreau publia une curieuse petite brochure de 62 pages in-16, intitulée *De la danse*. C'était un article extrait du manuscrit de son *Répertoire des notions coloniales* (2). Talleyrand, qui avait appelé *De la danse* un joli tableau de l'Albane (3), tint à corriger les épreuves lui-même (4). Dans ce délicieux morceau, Moreau retrace

1. En 1875, MM. Rouzier et Laforesterie eurent la pensée heureuse de donner une nouvelle édition de la *Partie française* qui manquait totalement dans le commerce et qui était fort recherchée par les historiens des Antilles.

2. Enorme encyclopédie, par ordre alphabétique, composée d'articles sur les colonies, entreprise dans le dessein de familiariser le continent avec des faits et des idées concernant ses possessions d'outre-mer.

3. Artiste italien, connu comme le *Peintre des Grâces*.

4. *Voyage aux Etats-Unis*, p. 225.

brièvement l'évolution de la danse et étudie le rapport qui existe entre elle et le climat, les mœurs et les habitudes d'un peuple, pour arriver à une vive peinture de la danse sous les tropiques où elle devient une sorte de frénésie ; les créoles, d'habitude si langoureux et indolents, se dédoublent au bal : le pas léger, la taille svelte, les mouvements faciles et gracieux, ils se prêtent entièrement à son ivresse et à sa volupté (1). Le vicomte de Rochambeau, fils du fameux auxiliaire de Washington et lui-même gouverneur général du Cap Français, écrivit à son ami : « Vous peignez la danse des créoles avec des couleurs si aimables que je n'ai pu m'empêcher d'examiner de près les diverses danses que vous décrivez si bien... Eh bien, le résultat de mes observations se terminait par une espèce d'ivresse qu'il était facile de calmer. La danse est effectivement bien vive sous les tropiques... » ! (2).

Le premier volume sorti de l'imprimerie de Moreau de Saint-Méry fut son *Essai sur la manière d'améliorer l'éducation des chevaux en Amérique*, publié et traduit en anglais au mois d'octobre 1795. Cette petite brochure, très rare aujourd'hui, traite des défauts de la race chevaline aux Etats-Unis, dégénérée à cause de négligence, et donne des réflexions sur la manière d'améliorer leur éducation en veillant sur le choix des étalons, sur leur nourriture, etc... (3).

Au mois d'octobre 1796, Moreau publia un volume de 410 pages in-12 ayant pour titre : *Idée générale ou Abrégé des sciences et des arts à l'usage de la jeunesse*. Ce manuel, fait sur le plan de l'*Abrégé des sciences* de J. H. S. Formey (4) et rédigé également sous forme de conversation, est infi-

1. *De la danse* eut encore deux réimpressions par Bodoni à Parma à l'époque de l'ambassade de Moreau de Saint-Méry (1801 et 1803).

2. Lettre du 15 juillet 1796. *Voyage aux Etats-Unis*, p. 227.

3. Elle se trouve à la *Library of Congress* et à la *New York Public Library*.

4. Publié à Amsterdam en 1779.

niment supérieur à son modèle et renferme particulièrement un chapitre nouveau sur le gouvernement. Très utile pour les enfants, l'*Idee générale* fut vite enlevée et en 1798 il ne restait que 300 exemplaires de l'édition originale de 1.000 (1).

En 1797, encouragé par ce succès, Moreau se décida à le faire traduire en anglais ; au mois d'octobre, il en publia une traduction en 380 pages par Michael Fortune. Cette édition fut d'autant plus promptement épuisée que plusieurs des *colleges* des Etats-Unis l'adoptèrent pour remplir le double but d'enseigner la langue française aux élèves et de leur donner des notions utiles sur les sciences et les arts. Tousseint Louverture, gouverneur général de Saint-Domingue, demanda à La Grange, maître-ouvrier de Moreau, d'en faire une autre édition à Port-au-Prince et ce livre scolaire entra ainsi dans les écoles primaires de l'île. En somme, l'ouvrage eut un succès bien flatteur pour l'amour-propre de l'ancien législateur qui s'intéressait beaucoup à l'enseignement public (2).

Les Français réfugiés à Philadelphie, créoles des Antilles aussi bien qu'Européens, ne trouvaient point aux Etats-Unis de livres pour l'exercice de leur religion. Ils engagèrent donc l'imprimeur français des Front et Walnut Streets à imprimer pour eux de *Nouvelles étrennes spirituelles, à l'usage de Rome*. Assuré d'avance d'une bonne vente, Moreau publia cet ouvrage en 290 pages petit in-12 et encore une fois le public enleva l'édition originale (3).

1. La *Library of Congress* et l'*American Antiquarian Society* en possèdent des exemplaires.

2. *Voyage aux Etats-Unis*, p. 240-241. Cf. *Notes des travaux du citoyen Moreau de Saint-Méry*.

3. *Voyage aux Etats-Unis*, p. 233. Nous n'avons trouvé nulle part trace de l'existence de cet ouvrage.

§ 5.

Moreau de Saint-Méry ne put toujours compter sur ses propres ouvrages pour faire marcher avec profit son imprimerie. Heureusement, il trouvait de temps en temps des écrits qui pouvaient intéresser le grand public américain. Ses amis surtout lui fournissaient du travail en faisant imprimer chez lui certaines de leurs œuvres.

Le 26 août 1795, Talleyrand, qui voyait en tout une source de richesse, fit savoir à son ami libraire qu'un certain Dupuis arrivait de Paris, apportant avec lui un exemplaire de la *Nouvelle Constitution française* : « C'est le seul exemplaire qu'il y ait en Amérique ; il y aurait de l'argent à gagner à l'imprimer » (1). H. W. Kent cite la *Constitution* parmi les ouvrages imprimés par Moreau, mais ajoute qu'aucun exemplaire ne subsiste. Talleyrand recommanda également la publication du discours éloquent de Boissy d'Anglas, *Motion d'ordre contre les Terroristes et les Royalistes* (2), mais Moreau dut évidemment abandonner l'idée de le réimprimer (3).

Le duc de la Rochefoucauld-Liancourt, voulant tout voir et tout savoir, se mit, dès son arrivée à Philadelphie, à étudier les institutions américaines surtout, pendant l'hiver de 1794-1795, au point de vue judiciaire. Il admira beaucoup les lois pénales de Pensylvanie et rédigea sur place un ouvrage

1. Lettre à Moreau. *Voyage aux Etats-Unis*, p. 211.

2. Convention Nationale, 21 ventôse an III.

3. Cet ouvrage ne se trouve nulle part aujourd'hui. Talleyrand s'intéressait beaucoup aux affaires de notre libraire. Après son retour en Europe, il mandait de Hambourg : « Hambourg n'est point une place à affaires de librairie : souvenez-vous de cela pour votre gouverne », et de Paris : « Les livres ne se vendent point : tout ce qui est plus gros qu'une brochure de poche reste chez le libraire. Les journaux prennent à eux seuls le temps de ceux qui lisent ». *Voyage aux Etats-Unis*, p. 234, 247.

spécial consacré à la réforme des prisons. Il en lut le manuscrit à son ami Moreau de Saint-Méry qui, enthousiaste, se décida à l'éditer chez lui. Au mois de janvier 1796, parurent les deux éditions, française et anglaise, des *Prisons de Philadelphie, par un Européen*. L'état de Pensylvanie, sous l'influence humanitaire du réformateur anglais, John Howard, avait considérablement adouci son code pénal. Liancourt fut charmé par ce système, où la punition avait pour objet l'amendement du coupable, et son ouvrage, dont toutes les pages respirent l'amour de l'humanité, plut à l'opinion française.

Van Braam Houckgeest, voyageur hollandais revenant de Chine avec un véritable trésor de curiosités chinoises : dessins, livres, objets précieux, arriva à Philadelphie au mois d'avril 1796. Sur la recommandation de Talleyrand, Moreau de Saint-Méry lui proposa de traduire en français et de publier sa relation sur l'*Ambassade de la Compagnie des Indes orientales hollandaises vers l'Empereur de la Chine en 1794 et 1795*. Le Hollandais en convint. Moreau lui conseilla, après avoir traduit le manuscrit, d'ajouter à la tête de son journal des notes explicatives ainsi qu'une notice sur sa riche et précieuse collection de dessins chinois. Le premier beau volume de ce *Voyage en Chine* parut chez Moreau de Saint-Méry en 1797 et le second en 1798. Notre libraire de Front Street en rédigea également une traduction en anglais qui parut à Londres en 1798 ; il édita plus tard la version hollandaise (Haarlem, 1804).

Il arriva, pourtant, lorsqu'il s'agit d'écouler cet ouvrage, un malheur inattendu : le vaisseau américain qui apportait en France 500 exemplaires du *Voyage en Chine* fut pris par un corsaire français (1). Les livres furent confisqués avec le reste de la cargaison et vendus à vil prix à un libraire de Nantes. Les lois internationales n'autorisant

1. Lettre de Dèmeunier. *Voyage aux Etats-Unis*, p. 255.

aucune réclamation, Moreau dut se résigner à cette perte qu'il aurait probablement voulu partager avec l'auteur. Ce fut sans doute une des causes de la rupture entre les deux hommes (1).

J. Marie de Bordes, colon de Saint-Domingue, publia chez son compatriote Moreau, qui partageait ses vues sur l'esclavage, une *Défense des colons de Saint-Domingue ou Examen rapide de la nouvelle Déclaration des droits de l'homme, en ce qu'elle a particulièrement de relatif aux colonies*, petit volume de 179 pages in-12. Le journaliste Tanguy de la Boissière, également colon, fit imprimer chez Moreau de Saint-Méry ses *Observations sur la dépêche écrite le 16 janvier 1797 par M. Pickering à M. Pinkney*, brochure de 50 pages in-8° qui fut traduite en anglais (2).

Avant de devenir imprimeur lui-même, William Cobbett confia à son ami français l'impression de deux de ses pamphlets politiques. Ils parurent tous les deux sous le pseudonyme de *James Quicksilver : The Blue Shop or Impartial and humorous observations on the life and adventures of Peter Porcupine* (Cobbett lui-même), *with the real motives which gave rise to his abuse of our distinguished patriotic characters, etc.* (3) et *The Political Massacres or Unexpected observations on the writings of our present scribblers* (4).

Moreau de Saint-Méry publia aussi une estampe curieuse

1. Voir au Chapitre V les rapports de Van Braam avec le cercle de Moreau de Saint-Méry.

2. Pinkney était commissaire des Etats-Unis en Angleterre pour établir entre les deux pays un accord sur les réclamations des commerçants américains d'après le *Jay Treaty*. Pickering, secrétaire d'Etat des Etats-Unis, est connu surtout pour sa haine de la France. Il avait envoyé la dépêche à Pinkney en réponse aux différentes plaintes faites contre le gouvernement des Etats-Unis par le ministre français. Le président Adams, désireux de s'entendre avec la République française, fut obligé de le renvoyer pendant la mésentente franco-américaine. Voir notre chapitre VI.

3. Août 1796, 52 p. in-8°. Sabin, *Dictionary*, vol. IV, p. 190.

4. Sept. 1796, 29 p. in-8°. Sabin, *op. cit.*, vol. XVI, p. 198.

sur l'activité politique de Cobbett en Amérique. Cobbett est représenté en train de piétiner la *Vindication* de Randolph, les *Rights of Man* et le *Common Sense* de Paine, Madison, Gallatin, Wolcott, etc., poussé à écrire par un Lion anglais couronné, qu'accompagne Satan tenant à la main un sac d'or, sa récompense pour avoir ainsi détruit la liberté. Un Geai (en anglais : *jay*) est monté sur le dos du Lion tenant en son bec un traité (1). L'Aigle américain, les ailes baissées, pleure sur le buste de Franklin (2).

Moreau de Saint-Méry occupe une place importante dans l'histoire de l'imprimerie aux Etats-Unis. Les Américains le citent comme l'un des premiers bon imprimeurs de Philadelphie (3). Les livres sortis de sa maison ont un aspect clair et propre ; les pages de titre révèlent la fine touche française, surtout dans l'emploi de la gravure à la manière du XVIII^e siècle dans les *Prisons de Philadelphie* et du *cul de lampe* dans les *Observations* de Tanguy. La carte de Saint-Domingue gravée par Vallance et les planches pour le *Voyage* de Van Braam sont plus importantes et infiniment mieux exécutées que celles de la plupart des autres publications américaines de l'époque. Bien que la société de la capitale américaine intéressât beaucoup Moreau de Saint-Méry et ne lui laissât pas souvent le temps de s'appliquer à sa profession, il ne négligea pas le travail et, de 1795 à 1798, se distingua par les beaux livres imprimés *Chez Moreau de Saint-Méry, Imprimeur-Libraire, au coin de Front et de Walnut Streets, n° 84*.

1. Le *Jay Treaty*, si décrié par les républicains américains et français.

2. Evans, *American Bibliography*, (1796-1797). Serait-ce l'œuvre d'un républicain ou bien la fantaisie malicieuse de Cobbett lui-même?

3. Evans, *op. cit.* H. W. Kent, *Chez Moreau de Saint-Méry, Philadelphie*.

CHAPITRE III

Les Journaux français à Philadelphie.

(1793-1798).

§ 1.

Philadelphie, siège du gouvernement national et ville la plus importante des Etats-Unis, devint le rendez-vous des réfugiés français du continent et des Antilles qui se crurent obligés de continuer leurs activités politiques aux Etats-Unis. Ils formèrent presque immédiatement deux camps, se divisant selon les opinions, personnelles et sociales aussi bien que politiques, qui avaient bouleversé leur existence en France et aux colonies.

Les membres de ces deux factions se livrèrent, comme dans la mère-patrie, à toutes sortes de luttes violentes qui se traduisirent surtout par des journaux rivaux, publiés à Philadelphie et rédigés en français. Faute de lecteurs, les rédacteurs français furent obligés d'abandonner rapidement le journalisme aux Etats-Unis. D'ailleurs, comme ces journaux avaient un faible tirage et ne se conservaient pas régulièrement, il n'en existe aujourd'hui que des exemplaires bien rares (1).

1. Voir *French newspapers in the United States before 1800* dans les *Papers of the Bibliographical Society of America*, vol. XIV, part two, 1920. B. N. 8° Q 2775 (14). C'est là que nous avons trouvé la plupart des renseignements sur les journaux français à Philadelphie.

La première de ces feuilles de controverse fut le *Radoteur* qui ne parut que pendant trois mois en 1793 et céda la place au *Courrier politique de la France et de ses Colonies*. Ce journal parut pour la première fois le 19 septembre en une feuille in-4^o et continua à paraître tous les mardi, jeudi et samedi jusqu'au 17 mars 1794, jour où il cessa faute de souscripteurs. Son directeur, Gatereau, réfugié de Saint-Domingue, était un aristocrate avoué et, selon sa propre confession, avait un intérêt personnel à la restauration de la monarchie (1).

Le Courrier politique trouva un concurrent dans le *Journal des Révolutions de la partie française de Saint-Domingue*, suite d'une feuille du même nom qui avait paru dans l'île. Dans son prospectus se trouve une revendication ardente des droits des Français, faite au nom des colons de Saint-Domingue : «... *An exportation of more than 140 millions of colonial produce, an importation of near 200 millions in that colony are not vain conceits and would appear to the coolest and most indifferent politician to deserve, if not the most constant gratitude, at least that of equity and preservation... We are Frenchmen, French Republicans and friends to true equality.... Those enemies are the ambitious slanderers, the intriguers and the false patriots coming from France... It is against them we ought to unite...* » (2). Cet article de tête est signé *Tanguy*. Tanguy de la Boissière, « ci-devant » notaire dans l'île, se propose de dévoiler le « faux patriotisme » dans un pays hospitalier qui « protégera nos écrits et nos libertés individuelles tant que nous nous maintiendrons dans les bornes de la morale et de la loi ». Dans le même prospectus se trouve aussi un appel ardent à l'unité de tous les « citoyens » de Saint-Domingue,

1. *French newspapers*, p. 95, 125.

2. *Proposals for printing a Journal of the Revolution in the French part of St. Domingo. French newspapers*, p. 98-99.

rédigé par un certain Duny, habitant de Port-de-Paix : « Unissez-vous donc, et réunissez-vous dans chacune des villes de l'Amérique, où vous formez autant de sections de Français de Saint-Domingue, qui seront Français dans tout l'univers !.... Nommez des députés à la Convention Nationale. Sans prétendre influencer votre vœu... c'est assez de vous indiquer l'archevêque Thibaut, Daugy, Raborteau et Bruley de la Marmalade.... Ils se sont déjà rendus en France et, dans la position où nous sommes, l'économie de leur voyage peut être de quelque considération... » (1).

Le *Journal des Révolutions* paraissait les lundi, mercredi et vendredi en quatre pages in-4° de deux colonnes, l'une en français, l'autre en anglais. Tanguy ne connaissant pas l'anglais, la traduction n'était pas toujours très élégante ; d'ailleurs, les caractères français manquaient à l'imprimerie, aussi le texte dut-il paraître sans accents. Mais après l'ouverture de l'imprimerie française de *Parent et Cie*, en décembre 1793, le français était beaucoup plus correct.

§ 2.

Figure importante dans le journalisme français à Philadelphie, Tanguy de la Boissière fut le rédacteur de trois autres journaux de langue française. Le premier fut une feuille de très courte vie (février-avril 1794), *l'Etoile Américaine* ou *The American Star or Historical, Political, Critical and Moral Journal*. Ce modeste notaire des îles françaises a l'honneur d'être le rédacteur du premier journal d'économie politique dans le Nouveau Monde : *Le Niveau de l'Europe et de l'Amérique septentrionale* ou *The Level of Europe and North America*. Le premier numéro (1^{er} octobre 1794) porte comme nom du rédacteur : *Pierre Egron*,

1. *French newspapers*, p. 100-101.

L L. D. from France. Egron, qui, selon le ministre français Fauchet, était un homme « littéralement ignorant », n'était que le bailleur de fonds pour Tanguy de la Boissière, le vrai rédacteur. Le *Niveau*, pour en croire Fauchet, fut soutenu par tous les grands propriétaires terriens qui espéraient pouvoir en faire une amorce pour l'émigration européenne (1). Adressé surtout aux commerçants des deux continents, le journal contient des renseignements précieux sur la météorologie, la balance commerciale, les manufactures, le sol et ses productions et sur l'accroissement de valeur des terres. Cinq mois après, le *Niveau* devint l'*Observateur de l'Europe et de l'Amérique septentrionale, ou un Journal d'économie politique, agriculture, météorologie, commerce, navigation, manufactures, arts et sciences, etc.* Bientôt après, il devint le *Nouvelliste des Deux Mondes* (*The Intelligence of Both Worlds*) mais ne dura pas non plus très longtemps.

Il y a lieu de croire, avec Bernard Faÿ, que la légation française à Philadelphie s'efforça de faire disparaître la feuille (2). Fauchet en avait dressé un rapport peu favorable au ministère de Paris. Plus tard, le ministre plénipotentiaire Adet exprima l'opinion que l'*Observateur*, composé en anglais et en français, était infiniment plus utile aux Etats-Unis qu'à la France : « ... Loin donc d'encourager cette production périodique, je crois qu'il sera avantageux à la nation française qu'elle ne soit pas continuée... » (3). Adet se méfiait des principes politiques de Tanguy de la Boissière, mais estimait à juste titre sa vaste érudition. Aussi lui procura-t-il les moyens de publier un ouvrage qui réunirait tout ce qu'on pourrait trouver d'utile sur le com-

1. Lettre au ministre des Affaires étrangères, 19 novembre 1794. Turner, *op. cit.*, p. 479.

2. Faÿ, *Bibliographie critique des ouvrages français relatifs aux Etats-Unis, 1770-1800*, p. 86.

3. Rapport sur le citoyen Tanguy, 27 janv. 1796. Faÿ, *op. cit.*, p. 104.

merce des Etats-Unis. Remarquable par sa documentation soignée, son *Mémoire sur la situation commerciale de la France avec les Etats-Unis de l'Amérique* fut imprimé à cent exemplaires aux frais de la légation française. De peur que l'Amérique n'en profitât, il ne fut pas répandu dans le public et est aujourd'hui fort rare.

Le plus grand journal français de Philadelphie et celui qui dura le plus longtemps (1794-1798) fut le *Courrier français*. Organe du groupe le plus considérable des réfugiés français qui s'étaient liés dans l'espoir, toujours vif, de rentrer un jour dans leur patrie, on ignore jusqu'à quel point le *Courrier* fut aussi le journal des représentants du gouvernement français. Bernard Faÿ estime qu'il « tenait une ligne de conduite fort jacobine » (1) et, effectivement, il y a parfois lieu de croire que le *Courrier français*, ainsi que la *Gazette française* de New-York, fut subventionné par le ministère des Affaires étrangères français. Mais le plus souvent les opinions exprimées sont celles des planteurs blancs des Antilles, ruinés par la Révolution et exilés aux Etats-Unis, opinions donc fort en contraste avec les vues officielles. Le problème reste, en somme, sans solution, car les recueils de ces journaux ont souvent des lacunes aux époques où ils pourraient servir à déterminer les tendances de la direction.

§ 3.

Le *Courrier français*, publié par Pierre Parent, n° 85 Vine Street, paraissait tous les jours à huit heures du matin ; le 15 octobre 1795, il fut menacé par un journal rival qui se proposait de paraître quotidiennement trois heures plus tard que l'organe français établi. Ce fut la reprise du *Courrier politique* du royaliste Gaterau, sous

1. Faÿ, *op. cit.*, p. 93.

le nouveau titre, à peine changé, de : *Courrier de la France et des Colonies*.

Le prospectus parut chez Moreau de Saint-Méry et c'est lui qui imprima le journal jusqu'au jour où il fut abandonné par son rédacteur (1). Le *Courrier de la France et des Colonies* donnait les dernières nouvelles de la grande Révolution en France et de ses répercussions aux colonies. Les émigrés français de Philadelphie et des autres villes dévoraient des yeux ces pages arrivant comme des messages d'espoir ou d'affliction durant les longues journées de leur exil. Le *Courrier* servit également d'organe mondain pour les Français de la capitale, car il s'y trouvait des annonces de bals, de concerts, de réunions, etc. L'imprimerie de Moreau de Saint-Méry, déjà renommée comme le rendez-vous des visiteurs étrangers les plus distingués, se fit par cette feuille une place d'autant plus importante dans le cercle toujours grandissant des exilés français à Philadelphie.

Le *Courrier* devait paraître tous les jours, sauf le dimanche, à 11 heures du matin en 4 pages in-4°. Le prix d'abonnement était de 5 *gourdes* (environ 30 francs) pour six mois et on s'abonnait à l'imprimerie de la feuille, chez Moreau de Saint-Méry. Le prospectus conclut : « Les infortunés que la rage des factions a jetés loin de leur patrie seront instruits de ses succès, de ses revers, des changements qu'elle éprouvera dans la forme de son gouvernement, de tout ce qui, enfin, pourra les mettre à portée d'entrevoir l'heureuse époque où la France jouira des douceurs de la paix sous un gouvernement ferme et durable » (2). Les quelques numéros du *Courrier de la France* que nous avons pu consulter nous fournissent des traits épars mais

1. *Voyage aux Etats-Unis*, p. 214-215.

2. *French newspapers*, p. 125. Ce prospectus existe encore parmi les papiers des réfugiés de Saint-Domingue à la *John Carter Brown Library*.

intéressants de la vie menée par Moreau de Saint-Méry et son groupe pendant leur exil aux Etats-Unis (1).

La feuille ne dut pas circuler beaucoup, car les annonces commerciales s'adressent surtout au petit cercle des connaissances de Moreau de Saint-Méry. Son beau-frère, Baudry des Lozières, installé comme épicier dans South Water Street, fait savoir qu'il a : « ... un fort parti de sucre, de vinaigre et de vin de Bordeaux en caisses. Il continue de vendre en gros et en détail tous les objets d'épicerie, mercerie et papeterie » (2). La Grange, maître-ouvrier de l'imprimerie, annonce la vente de son encre indélébile « d'après la composition de Guyot de Paris » : « Il prévient qu'il est le seul qui vende la véritable, que celle que l'on annonce dans le *Courrier français* n'est pas de la même qualité » (3). La pension française de Munier et Poignand, correspondants de la librairie Moreau de Saint-Méry à Baltimore, annonce l'ouverture d'un billard et d'un café « à l'instar de France » : « Les personnes qui leur feront l'honneur d'y loger auront l'agrément d'y prendre des bains de propreté *gratis* » ! (4). Joseph Delagrangé, président de la loge maçonnique française, *L'Aménité*, vient de traduire les *Voyages de Cyrus* afin d'aider ceux qui s'appliquent aux langues française et anglaise. Il a traduit également le *Journal during a residence in France* de John Moore (5).

1. Il n'existe aucune trace de la première période de ce journal : 19 sept. 1793-17 mars 1794. La Bibliothèque Nationale possède 19 numéros non consécutifs de la deuxième période que nous avons pu consulter. Ils sont adressés par écriture à M. ou Mme de la Tour du Pin et il est permis de croire que c'est grâce à eux que ces exemplaires nous sont parvenus. B. N. 4^o Lc¹²⁷². La bibliothèque du *Boston Athenæum*, pourtant, contient une collection complète de toute la seconde période, 129 numéros en 2 vol. du 15 oct. 1795 au 14 mars 1796.

2. *Courrier de la France et des Colonies*, 6 févr. 1796.

3. *Courrier de la France et des Colonies*, 24 févr. 1796.

4. *Courrier de la France et des Colonies*, 21 janv. 1796.

5. *Courrier de la France et des Colonies*, 11, 24 fév. 1796.

De temps en temps se font entendre des échos pathétiques des troubles de la Révolution : « Les enfants de M. Charles le Bastier, qui sont en France, prient ceux qui savent des nouvelles de l'existence ou de la mort de leur père de vouloir bien la leur faire connaître » ; ou bien : « On demande de France des nouvelles du citoyen Tonhué, habitant de Jacmel à Saint-Domingue » (1).

Mais celui qui profita le plus de la publicité fournie par le *Courrier* fut son imprimeur, Moreau de Saint-Méry. Outre les annonces qu'il insérait régulièrement pour la vente de sa musique, de ses cartes, de ses livres, de sa *fleecy hosiery*, il y en avait aussi pour les livres qu'il imprimait ou qu'il faisait venir de France, comme le *Calendrier parisien pour l'an IV* ou l'ouvrage périodique *Paris pendant l'année 1795*. *Des Prisons de Philadelphie* devait « attirer l'attention du philosophe, de l'homme sensible et la curiosité de tous » (2). Quant à son essai sur les chevaux : « Cette brochure a droit à l'intérêt de quiconque connaît l'avantage d'une bonne race de chevaux, soit pour l'agriculture, soit pour les autres usages auxquels cet utile animal est continuellement employé » (3).

Les articles de Gaterau, écrivain spirituel et fin observateur, sont souvent des plus intéressants pour la pensée des Français d'opinion conservatrice de l'Amérique. Il commente avec plus ou moins d'ironie le respect qu'ont les Anglo-Saxons pour ce « palladium de la liberté publique », la liberté de la presse (4). En Angleterre, il est presque impossible de trouver une agglomération de maisons sans imprimerie et en Amérique, où « l'imitation anglaise est, à beaucoup d'égards, aussi marquée qu'elle puisse l'être, la

1. *Courrier de la France et des Colonies*, 11, 17 fév. 1796.

2. *Courrier de la France et des Colonies*, 18 fév. 1796.

3. *Courrier de la France et des Colonies*, 9 fév. 1796.

4. *Courrier de la France et des Colonies*, 21 janv. 1796.

seule ville de Philadelphie, avec une population du dix-huitième de Paris, compte plus d'imprimeries que Paris n'en avait au mois de juin 1789 ». De fait, Evans (1) peut donner une liste de cent cinq imprimeurs et éditeurs établis à Philadelphie en 1796, non longtemps après l'époque où Paris, avec son million d'habitants, n'en comptait que trente-six.

Lors de l'arrivée des troupes anglaises à Saint-Domingue et de la publication de l'édit suivant : « Sa Majesté britannique, touchée des désastres de la colonie de Saint-Domingue, a favorablement accueilli les soumissions d'un grand nombre d'habitants de tous les quartiers et leur a accordé sa protection... », Gaterau, hautement indigné de cette « proclamation machiavélique », s'adresse à tous les vrais Français pour leur faire comprendre les intentions réelles de l'Angleterre : «... A cette phrase, dictée par la fausseté la plus atroce, ne semble-t-il pas voir un assassin qui, après avoir frappé sa victime dans l'ombre de la nuit, accourt à sa voix gémissante, verse des larmes hypocrites sur sa blessure et lui applique un appareil empoisonné ! » (2).

Le rédacteur impétueux ne laissait jamais échapper une occasion de déchaîner sa plume caustique contre les « faux républicains ». Un tailleur de Philadelphie avait fait arrêter ses deux domestiques mulâtres qu'on avait proclamés libres sur leur demande, d'après la *Déclaration des droits de l'homme*. Tout en protestant de son « républicanisme », le tailleur demandait le remboursement de la somme qu'il avait dépensée à la Jamaïque pour « remettre à la République ses deux frères noirs ». « Bien des gens, remarque Gaterau, trouvent que ce Blanc a tort et moi, je soutiens qu'il a raison. Quand on a dit je suis républicain, j'aime

1. Evans, *American Bibliography, 1795-1796, 1796-1797*.

2. *Courrier de la France et des Colonies*, 4 fév. 1796.

la Liberté, l'Égalité, la Constitution, je crois qu'on a assez fait ses preuves et qu'on peut bien, avec de l'argent ou par d'autres moyens, se procurer deux mulâtres pour sa part.... Il s'en suit que les colons républicains peuvent les acheter sans scrupule, même pour leur faire coudre pendant quatorze ans des culottes, sans perdre pour cela le titre de *Sans-Culottes* » ! (1).

La mort du commissaire des colonies Polverel fut l'occasion d'une explosion de joie parmi tous les réfugiés qui avaient souffert des méthodes arbitraires de ce « tyran ensanglanté ». Le *Courrier* du 11 février porte son épitaphe par un anonyme, *De B...* :

« Ci-gît un monstre horrible, effroi de la Nature,
Qui des Colonies aurait éternisé les pleurs
Si l'Enfer, le frappant, n'eût vengé son injure,
Indigné qu'un mortel l'égalât en noirceurs ».

Quelle fin prévoyaient-ils à la Révolution, ces exilés de Philadelphie ? Certes, ils ne sont pas tous d'accord, mais du moins les conjectures ne manquent pas. Un des exilés donne dans le *Courrier* des prédictions sur cette grave question, avec l'heureuse facilité que ne perd jamais un bon Français : « Après bien des malheurs, la France conservera un Corps législatif qui lui donnera de bonnes lois parce qu'elles seront analogues aux mœurs de la nation et à sa situation géographique ». Enfin, quand la paix sera rétablie, tout bon colon devra oublier le passé et « faire le plus de sucre et de café possible, pour aller le plus tôt possible jouir ailleurs, loin des Noirs et du climat tropique, de la liberté qu'il aimait pour lui-même et sans passion pour elle » (2).

1. *Courrier de la France et des Colonies*, 5 fév. 1796.

2. *Courrier de la France et des Colonies*, 21 fév. 1796.

§ 5.

Moreau de Saint-Méry comptait également parmi les collaborateurs, mais nous n'avons pu identifier que deux articles du *Courrier* qui soient bien de lui. Dans le n° 8 du 9 janvier, il plaça un article sur le supplice de la guillotine (1). C'était en réponse au chirurgien Pierre Sue, professeur de médecine légale à la Faculté de Paris, qui avait soutenu que la guillotine produisait un genre de mort atroce. Sue se basait sur un petit incident de l'exécution de Charlotte Corday, célèbre par l'assassinat de Marat. Après lui avoir coupé la tête, le bourreau avait fait rougir les joues de l'héroïne en lui appliquant un soufflet, « ce qu'on ne produirait jamais, écrit le chirurgien, sur les joues d'un cadavre ». Moreau soutint qu'il ne s'agissait ici que de l'irritabilité, effet purement machinal et n'ayant aucun rapport avec le corps. De plus, il blâma Sue de vouloir remplacer la guillotine par l'asphyxie.

Dans le n° 41 (17 février), Gaterau publia que les restes de Christophe Colomb avaient été, par ordre de la cour espagnole, transportés de la cité de Santo-Domingo à la Havane. L'Espagne, lors de la cession de sa colonie américaine à la France, entendait garder pour elle les restes de son immortel explorateur, dont elle devait la découverte aux persévérantes recherches de Moreau de Saint-Méry. Le corps fut transporté sur un vaisseau de soixante-quatorze canons et solennellement déposé, le 19 janvier 1796, dans la cathédrale de La Havane (2). Vivement intrigué (et pour cause !), Moreau de Saint-Méry inséra, dans le n° 44 du *Courrier*, une lettre à Gaterau, le félicitant d'avoir rendu public le fait presque généralement ignoré que la dépouille

1. Cet article est décrit dans son *Voyage aux Etats-Unis*, p. 218-219.

2. Il se trouve depuis 1898 dans la cathédrale de Séville.

de Colomb avait eu sa sépulture à Saint-Domingue. Il ajouta à cette missive un long extrait relatif à sa découverte du corps, tiré de sa *Description de la partie espagnole* qui devait être mise en livraison dans quelques jours (25 février). Ainsi se faisait-il un peu de réclame pour un ouvrage qui, aujourd'hui, est reconnu comme une des plus grandes contributions à l'histoire des Antilles françaises.

Le 26 février parut un article de deux pages ayant pour titre : *Réflexions sur les dernières nouvelles reçues d'Europe, particulièrement sur celles relatives à la France*. L'article n'était pas signé, mais on a prouvé hors de tout doute qu'il avait été écrit par Talleyrand (1). Talleyrand l'envoya à Moreau avec ces mots : « Ce sont deux pages assez piquantes. Gardez-leur de la place » (2). L'article traite surtout de la condition financière de la France, sujet qui intéressait Talleyrand depuis longtemps, tant comme agent du Clergé avant 1789 que comme membre de l'Assemblée Constituante. Le plus grand intérêt de l'article réside dans le fait que, non signé, il révèle la véritable opinion du futur ministre sur le Directoire et sur les conditions économiques de la France la veille de son retour au continent.

1. R. B. Yewdale, *An unidentified article by Talleyrand, 1796*. *American Historical Review*, oct. 1922.

2. *Voyage aux Etats-Unis*, p. 220.

CHAPITRE IV

Moreau de Saint-Méry et son Cercle français (1).

§ 1.

Philadelphie était alors non seulement la plus belle ville des Etat-Unis mais aussi, selon La Rochefoucauld-Liancourt, une des plus belles du monde entier (2). Elle était moins commerçante, mais avait plus l'air « ville » que New-York, dit Moreau de Saint-Méry (3). Avec son port plein de vaisseaux, ses larges avenues ombragées, ses belles maisons de briques, ses boutiques où l'on trouvait en abondance toutes les commodités de la vie, elle s'était tout à fait relevée des ravages de la longue guerre d'Indépendance.

Un ancien officier français de l'armée américaine, revenu à Philadelphie après dix ans de paix, remarque que ce n'est pas une ville restaurée qu'il vit : « C'était à la fois une nouvelle Thèbes, une nouvelle Sidon. Dans le port, je n'aperçus que bâtiments de guerre et de commerce tout équipés ou en construction ; partout une activité prodi-

1. Tous les renseignements sur les amis de Moreau de Saint-Méry pour lesquels nous ne donnons par de renvoi spécial dans les Chapitres IV et V sont tirés des ouvrages suivants : *Biographie universelle* (Michaud) ; *Nouvelle biographie générale* (Hoefer) ; *Cyclopaedia of American Biography* (Appleton) ; *Dictionary of National Biography* (Lee).

2. La Rochefoucauld-Liancourt, *Voyage aux Etats-Unis*, vol. VI, p. 312.

3. Moreau de Saint-Méry, *Voyage aux Etats-Unis*, p. 160, 277.

gieuse ; sur les quais, mille habitations nouvelles ; enfin des monuments publics qui ressemblaient à des palais : c'était une Bourse tout en marbre, la Banque des Etats-Unis, la salle du Congrès ; tout m'annonçait que Philadelphie était devenue en dix ans aussi commerçante, aussi industrielle que riche et puissante » (1). Belle réponse à la boutade de Chateaubriand qui remarque en passant que « ce qui manque aux cités des Etats-Unis, ce sont les monuments », que « l'aspect de Philadelphie est froid et monotone » ! (2).

Partout bouillonnait la vie ; dans les belles rues, des foules actives et mêlées : Blancs et Noirs, hommes politiques et hommes d'affaires, ouvriers, matelots de tous les pays, chercheurs d'aventures ou d'or. Dès qu'un étranger arrivait d'Europe, la société aristocratique de Philadelphie se le disputait pour ses diners, ses bals. Aussi les Français, lors de l'arrivée de Moreau de Saint-Méry, se trouvaient-ils en fort grand nombre dans la capitale américaine qui les contenait, selon un spirituel observateur, « comme l'arche de Noé » : « Le vaisseau de la monarchie française ayant sauté par suite de leurs faux systèmes et de leurs folies, l'explosion avait jeté un bon nombre d'entre eux jusqu'aux Etats-Unis. Aucun d'eux n'était corrigé, désabusé, n'était revenu à des idées plus saines ; aussi, Constituants, Conventionnels, Thermidoriens, Fructidoriens, tous ne voyaient dans leur défaite politique qu'une opération à laquelle il n'avait manqué presque rien pour réussir » (3).

Représentant toutes les opinions et venant de tous les coins de l'empire français, anciens officiers des armées de Rochambeau et de La Fayette, colons de Saint-Domingue

1. *Mémoires du comte de Moré*, p. 143.

2. Chateaubriand, *Voyage en Amérique* (éd. P. Hazard, chez Firmin-Didot), p. 273.

3. Moré, *op. cit.*, p. 147.

chassés par la révolte des Noirs, modérés de la Gironde, Jacobins ayant fui à leur tour devant la Terreur, royalistes, anciens parlementaires, ils avaient refusé de quitter la ville et, entassés dans le quartier français, y menaient une vie de misère, se nourrissant, comme les « défunts des Champs-Élysées de l'Enéide », des idées qu'ils avaient caressées de leur vivant (1). D'autres, plus pratiques, se mirent à exploiter cette société américaine qu'ils affectaient de mépriser, en sollicitant des repas, en donnant des leçons de français ou de danse, en se faisant épiciers, horlogers, libraires, en « agiotant ». De tous les étrangers, seuls les Allemands s'adaptaient vite à la vie de Philadelphie : « Presque tous les autres étrangers, dit Moreau de Saint-Méry, arrivaient d'Europe mécontents de leurs gouvernements, inquiets et turbulents, sans propriété, fâchés que le gouvernement ait vendu des terres sur lesquelles ils comptaient s'établir » (2). Tous cherchaient à intéresser les Américains à leur cause ; partout des querelles politiques, des polémiques acharnées, des pamphlets mordants, vantant ou attaquant la Monarchie, la Démocratie, la Révolution.

§ 2.

Il y en a pourtant parmi eux quelques-uns qui ont des caractères bien différents : ce ne sont pas de simples épaves sur les bords d'un pays accueillant, mais des êtres entreprenants, énergiques et ambitieux. Ils ne songent qu'à retourner en France, pour y jouer encore une fois de

1. Le ministre Fauchet dédaigne tous ces « machinateurs » contre la liberté de sa patrie : « Nous aurions beaucoup à craindre si entre eux-mêmes ils n'étaient pas divisés. Les hommes qui ne voulaient point du tout de révolution abhorrent ceux qui ont été même purement constitutionnels ; ceux-ci, à leur tour, voudraient exterminer les républicains ». Rapport du 19 nov. 1794. Turner, *op. cit.*, p. 481.

2. *Voyage aux États-Unis*, p. 285.

grands rôles dans le monde politique. En attendant, ils veulent gagner de l'argent, beaucoup d'argent, dans ce pays qui s'y prête si bien. Ils veulent voyager, voir cette terre où l'on « expérimente » la liberté avec tant de loyauté. Bien vite pourtant, ils se fatiguent de tant d'activité, trop à l'américaine, et reviennent, en vrais hommes du XVIII^e siècle, à la *société* et à ce qui pour eux est un besoin : la *conversation*. La « société », comme ils l'entendent, n'existe pas à Philadelphie. Raison de plus, pensent-ils, pour garder l'esprit alerte et aiguë en maintenant un contact étroit avec tous leurs compatriotes cultivés.

Ce petit groupe se réunissait autour de Moreau de Saint-Méry. Dans l'arrière-boutique de son magasin, sur le côté sud de la Front Street, au coin de la Walnut Street (quartier très élégant où se trouvaient presque tous les meilleurs bijoutiers, horlogers et libraires), venait chaque jour pour feuilleter ses livres et ses journaux et pour chercher les dernières nouvelles de France tout ce que l'émigration française comptait de notable à Philadelphie. C'est là que se trouvait, tous les soirs, le meilleur ami du libraire, Talleyrand ; c'est là que, dans l'intimité, « nous nous ouvrons nos cœurs, nous en épanchions les sentiments et nos pensées les plus intimes devenaient communes à l'un et à l'autre » (1).

Parfois d'autres amis, notamment Beaumez, Talon, Blacons, Noailles, Volney, Dêmeunier, La Colombe, viennent dîner chez Moreau de Saint-Méry et alors que de joutes admirables d'éloquence et d'esprit !... « La gaieté présidait constamment à nos réunions où nous nous amusions souvent à polissonner, surtout lorsque Blacons s'amusait à « Monseigneuriser » Talleyrand, qui s'en vengeait en lui donnant de son poignet de fer ce que les enfants appellent des « manchettes ». On soupait légèrement ; Talleyrand ne

1. *Voyage aux Etats-Unis*, p. 223.

prenait rien, Moreau se contentait d'un peu de riz au lait cuit au four du poêle de son magasin. Mais il faisait servir de l'excellent madère, très goûté par l'ancien évêque. Ces entretiens délicieux se prolongeaient fort tard dans la nuit. Mme Moreau de Saint-Méry avait la plus grande difficulté à engager la bruyante compagnie à se retirer : « Combien de fois Talleyrand, arrivé jusque dans la petite cour située au bas de mon escalier, le remontait et prolongait la soirée. Il cédait, enfin, lorsque ma femme lui disait : Vous ferez demain le paresseux dans votre lit jusqu'à midi, tandis qu'à sept heures du matin votre ami sera forcé d'aller ouvrir son magasin » (1).

Parfois c'est dans la boutique même que Talleyrand, Beaumez, Blacons et le duc de Liancourt continuaient à faire leur sabat, malgré les objurgations de Moreau. Il leur représentait les effets désastreux de ce tapage nocturne qui risquait de choquer les Américains, d'écarter les clients sérieux de sa librairie, « car les Américains n'entrent jamais dans un magasin où ils entendent du bruit ». Mais ces hommes de quarante ans n'en finissaient que de guerre lasse, surtout lorsque le digne La Rochefoucauld-Liancourt et Moreau de Saint-Méry fils se pelotaient « comme deux écoliers ».

Sur quoi portent ces conversations ? Les journaux de Talleyrand, de Moré de Pontgibaud, de Mme de la Tour du Pin, de Moreau de Saint-Méry, nous l'apprennent. Ces grands seigneurs, ces anciens parlementaires, hommes intelligents, patriotes et sincèrement révolutionnaires, victimes de la Révolution quant à leur fortune, n'ont au contraire rien perdu de leur ambition. Dans de superbes élans oratoires, ils « font de la grande politique et arrangent le monde ». Ils parlent du sort passé de la France, de la situation actuelle et enfin de ce qu'ils pensent de son ave-

1. *Voyage aux Etats-Unis*, p. 224.

nir. C'est surtout lorsqu'ils sont seuls que Talleyrand et Moreau de Saint-Méry laissent aller leur imagination : « Nous en vinmes à contempler la Louisiane et nous y trouvions des motifs d'en désirer l'habitation pour nous-mêmes. Nous déterminâmes donc de tourner toutes nos vues de ce côté et Talleyrand arrêta que nous finirions tout par en devenir les administrateurs ». Quel que fût le projet, le rêve, ils terminaient chaque entretien par un serment, les mains réunies, « que tout le reste de notre vie, notre sort serait commun pour les affections, les sentiments, les succès de quelque genre qu'ils fussent, même sous le rapport de la fortune » (1).

§ 3.

Ce fut un monde bizarre mais remarquable qui fréquentait le petit magasin de Moreau de Saint-Méry et il serait intéressant de jeter un coup d'œil rapide sur cette « réunion d'ombres ».

Le plus remarquable était, sans aucun doute, ce Charles-Maurice Talleyrand dont le nom, le passé comme évêque d'Autun, le rôle dans la Révolution l'avaient précédé aux Etats-Unis (2). Tous les salons s'ouvrirent devant lui. Partout il retrouvait d'anciennes connaissances françaises. Sa ferme intention était de parfaire son éducation politique et de s'enrichir. Il y réussit, mais ce n'était point assez. Indolent et désabusé, méprisant et cynique, il fut malheureux en Amérique. Il voulait entrer en relations avec des citoyens illustres de la jeune République mais, grâce aux démarches des Jacobins français, il subit l'humiliation de voir sa demande d'audience repoussée par Washington. Considéré

1. *Voyage aux Etats-Unis*, p. 224.

2. Sur Talleyrand voir surtout : Lacombe, Lacour-Gayet et Baldensperger. Cf. *Bibliographie*.

comme l'un des hommes responsables de la Révolution, il fut méprisé de la bonne bourgeoisie américaine et en souffrit. Il s'indigna contre les mœurs simples et les préjugés religieux des Américains et ne fit rien pour gagner les sympathie des concitoyens de Washington. Au contraire ! Ayant toutes les audaces, ne scandalisait-il pas ses voisins en s'affichant publiquement avec une négresse ? Mais c'était un homme charmant et « on regrettait intérieurement de trouver tant de raisons de ne pas l'estimer » (1). Il n'était pas encore la « figure de cire » à l'air sibyllin et aux yeux morts de l'Histoire. Il nous est très agréable de relire le témoignage de Moreau de Saint-Méry qui le révèle ami fidèle et caractère sympathique. Boute-en-train d'une compagnie spirituelle, il ne craignait pas par occasion d'ouvrir son cœur à son hôte et de lui confier ses pensées les plus intimes. Il ne devait pas d'ailleurs garder longtemps cette confiance en l'amitié.

De son voyage en Amérique, Talleyrand rapporta une foule d'observations qu'il rédigea sous le Directoire dans deux admirables mémoires pour l'Institut national (2). Sociologue hors pair, écrivain de valeur, Talleyrand domine le brillant Volney et le méticuleux Liancourt par l'ampleur de ses vues comme par la beauté de son style. Le mérite littéraire de ses tableaux et portraits a frappé un critique comme Sainte-Beuve (3). Compagnon inséparable de l'éloquent Moreau de Saint-Méry, il ne pouvait manquer d'être influencé par les idées du libraire et Bernard Faÿ a remar-

1. Mme de la Tour du Pin Gouvernet, *Journal d'une femme de cinquante ans, 1778-1815*, vol. II, p. 35.

2. *Essai sur les avantages à retirer des colonies nouvelles dans les circonstances présentes*. Institut national, 25 messidor V. *Mémoire sur les relations commerciales des Etats-Unis avec l'Angleterre*. 15 germinal V. Ces mémoires se trouvent dans l'appendice de Talleyrand par Sir Lytton Bulwer. Paris, 1868.

3. Sainte-Beuve, *M. de Talleyrand*, 1880, p. 50.

qué l'analogie extraordinaire entre quelques-unes des impressions des deux observateurs (1). Le journal de Moreau fourmille de renseignements sur le séjour aux Etats-Unis de Talleyrand et, comme le dit le libraire lui-même : « Rien ne pourrait exprimer avec exactitude la nature de ma liaison avec Talleyrand... Par tout et pour tout, partage égal d'affection ; enfin, jamais l'expression vulgaire, *unis comme les deux doigts de la main*, n'offrit une plus parfaite application » (2).

§ 4.

Arrivé en Amérique à l'automne de 1794, le futur philanthrope, le duc de La Rochefoucauld-Liancourt, premier gentilhomme de la Chambre, apportait, pour l'étude qu'il allait faire sur place des bases de cette démocratie honnête et ordonnée, de meilleures dispositions que Talleyrand (3). Son voyage est une enquête ; sa curiosité est plus appliquée et a moins de dédains que celle de l'ancien évêque, mais ces qualités sont gâtées par un certain snobisme et du pédantisme. Talleyrand le rencontre à New-York et écrit à Mme de Genlis : « M. Liancourt est ici faisant des notes, demandant des pièces, écrivant des observations et plus questionneur mille fois que le voyageur inquisitif dont parle Sterne » (4).

Ayant vécu et grandi dans un milieu qui glorifiait les Américains et travaillait pour eux, Liancourt était sympathique aux citoyens des Etats-Unis. Fauchet s'indigne de

1. E. g., la p. 299 du *Voyage* de Moreau et la p. 101 des *Mémoires de l'Institut national*, vol II. Paris, an III. Cf. Faÿ, *L'esprit révolutionnaire en France et aux Etats-Unis à la fin du XVIII^e siècle*, p. 269.

2. *Voyage aux Etats-Unis*, p. 225.

3. Voir sur son séjour : Castellane, *Gentilhommes démocrates*.

4. Castellane, *op. cit.*, p. 112.

ce qu'« un duc, ce qui paraîtra peu croyable maintenant en France, sera fêté, caressé par ce qu'on appelle la bonne société » (1). Il fut nommé avec Target et Condorcet, citoyen de la ville de New-Haven du Connecticut ; et le poète américain, David Humphreys, lui dédia un recueil de poèmes (2). Liancourt voulait prouver que l'Amérique devait son bonheur à ses mœurs, à sa moralité, à sa religion, grâce auxquelles elle pouvait bien comprendre les *Droits de l'homme*. C'est ce qui l'amena à publier chez son ami, Moreau de Saint-Méry, son ouvrage sur les *Prisons de Philadelphie* dans lequel il exalte la justice et l'humanité des habitants de Pensylvanie et indique aux Français qu'il faut, non pas punir, mais améliorer les coupables.

Mais les huit lourds volumes de son *Voyage aux Etats-Unis* sont bien pédants et monotones, bien inférieurs en qualité aux carnets de voyage de ses contemporains, Volney, Talleyrand et Moreau de Saint-Méry. Ce ne sont en réalité que ses notes et celles de Moreau de Saint-Méry, à peine revues et complétées, auxquelles il a ajouté quelques documents utiles pour l'histoire de cette période. Liancourt avait beaucoup de respect et d'affection pour le libraire de Front Street et, dans deux cas au moins, avoue s'être très utilement servi de ses notes : « Je vous renvoie vos notes dont je n'ai fait que prendre deux lectures où je trouve beaucoup de choses remarquablement conformes à mon journal et où je veux en prendre plusieurs autres. Vous me les renverrez donc quand vous n'en aurez plus besoin » (3). Malgré l'importance matérielle de son *Voyage*, le style lourd et la pensée médiocre en ren-

1. Lettre au ministre des Affaires étrangères, 1^{er} déc. 1794. Turner, *op. cit.*, p. 493.

2. Faÿ, *op. cit.*, p. 139, 144.

3. Lettre du 21 mars 1797. *Voyage aux Etats-Unis*, p. 240 ; cf. p. 246.

dent la lecture pénible et rare aujourd'hui. Il y a une raison à cette sécheresse de style : le duc de Liancourt ne fit que s'ennuyer pendant tout son séjour en Amérique : « Je n'ai pas de nouvelles encore de M. Liancourt (écrit un ami à Moreau de Saint-Méry) qui va toujours fuyant ce qui se place en croupe avec nous. C'est un bien inutile remède contre l'ennui que d'aller courir au travers de beaucoup de villes ennuyantes. Mais *de gustibus*, etc. » (1).

§ 5.

Erudit, consciencieux et esprit juste et libéral, le très fameux comte de Volney donnait en général l'impression d'être timide, maussade et âpre. Par sa violente haine des dogmes chrétiens et de tous les sentiments religieux, il déplaisait souverainement aux Américains qui ne le laissaient guère tranquille : la presse et le clergé l'attaquèrent constamment et par tous les moyens. Volney n'était pas plus modeste qu'il n'était patient. La sûreté de sa personne lui donnait des soucis continuels : un contemporain américain raconte une anecdote touchant sa manie. Surpris par un orage sur le lac Erie et se croyant en danger, Volney avertit le capitaine qu'il devait bien gouverner son vaisseau « car il portait le fameux Volney, qu'il le ferait punir par le président s'il arrivait un accident » !

Washington, qui n'aimait pas les libre-penseurs, n'était guère disposé à choyer cet écrivain impie. Lorsque Volney lui demanda une lettre de recommandation pour un long voyage à travers les Etats-Unis, le président la lui accorda avec sa courtoisie coutumière, mais le ton du billet était assez équivoque : « *M. Volney, who has become so celebrated by his works, need only be named in order to be known*

1. Lettre de Th. Cazenove, 27 août 1796. *Voyage aux Etats-Unis*, p. 228.

in whatever part of the United States he may travel » (1). Même Moreau de Saint-Méry, hôte accueillant et aimable, ne peut s'empêcher de « remarquer les manies de ce dernier » (2). Volney s'ingénia dans son livre, *Tableau du climat et du sol des Etats-Unis*, qu'il rédigea à son retour de l'exil, de prouver que les Américains étaient bigots, ennuyeux et avares, que seul un patriotisme aveugle pouvait leur faire aimer ce pays sauvage. Contre sa persécution, il écrivit des pages irritées et pleines d'injustice, quoique parfois curieuses et intéressantes (3).

§ 6.

Le 24 octobre 1796, Moreau de Saint-Méry travaillait dans sa boutique : « Vers 10 heures du matin, M. Cunningham, mon voisin à cinq ou six portes, vint me dire dans mon magasin qu'il avait chez lui un Français qui demandait s'il pouvait venir me voir. Je demandai son nom... Il me dit qu'il venait de Hambourg sur son navire l'*America* et qu'il était arrivé la veille au soir. Enfin, demandant toujours le nom, il me répondit que c'était M. d'Orléans. Pour réponse, je m'empressai de suivre M. Cunningham et d'aller le trouver. Il me reçut avec un accueil que je ne saurais trop louer » (4). Le très jeune duc d'Orléans, fils de *Philippe-Egalité* et le futur Louis-Philippe, roi de France, (il avait alors vingt-trois ans) avait quitté Hambourg le 24 septembre, ayant donc fait une « très rapide » traversée. Ses frères, le duc de Montpensier et le comte de Beaujolais, embarqués à Marseille, échouèrent à Gibraltar et ne le rejoignirent à Philadelphie qu'en février 1797. Moreau de Saint-

1. *Recollections of Samuel Breck*, p. 198-199.

2. *Voyage aux Etats-Unis*, p. 234.

3. Volney, *Tableau du climat et du sol des Etats-Unis*, préface, surtout p. x-xii.

4. *Voyage aux Etats-Unis*, p. 233.

Méry reçut le 20 janvier 1797 une lettre de Talleyrand annonçant, avec un peu de retard, l'arrivée des princes d'Orléans : « A Hambourg, les Lameth ont essayé quelques intrigues Orléans, mais ils avaient là un pauvre instrument et, comme le dit La Colombe, leur jeune homme plante là l'intrigue et la couronne de ces messieurs pour aller en Amérique, où positivement vous le verrez d'ici à trois mois ainsi que ses frères » (1).

Le duc d'Orléans, par ce qu'il a de sérieux, de régulier, de posé, réussit à merveille aux Etats-Unis. Beaujolais, enfant de dix-sept ans, attire toutes les sympathies par sa beauté et son charme. Combien ils regrettaient de quitter ce sol libre et hospitalier, ces princes du sang, les mémoires du duc de Montpensier en témoignent (2). Le général Washington, qui avait constamment fermé sa porte à Volney, à Talleyrand, à Noailles, à Duportail (3), reçut les trois princes qu'on ne désignait que sous le nom d'*Egalité*. L'illustre défenseur de la liberté américaine aimait s'entretenir de la France et des derniers événements avec un militaire aussi distingué que le général duc d'Orléans. Il prépara lui-même l'itinéraire de leur voyage et les munit de toute sorte de lettres de recommandations. Le futur roi de France et ses infortunés frères, qui devaient mourir tous les deux quelques années plus tard, revinrent enthousiastes en France et gardèrent toujours le souvenir de cette vie simple et vraiment libre (4).

1. *Voyage aux Etats-Unis*, p. 235.

2. *Mémoires du duc de Montpensier*, préface, p. xi-xv ; p. 210-215.

3. L'ex-ministre de la Guerre, Duportail, avait été exilé avec son protecteur La Fayette. Il possédait une petite ferme près de Philadelphie d'où il paraissait « attendre sous les armes la nouvelle que le portefeuille de la Guerre lui était rendu ». *Mémoires du comte de Moré*, p. 146.

4. Voir surtout : l'article de J. M. Parker sur leur voyage aux Etats-Unis, *Century Magazine*, sept. 1901 ; Recouly, *Chemin vers le trône* ; G. N. Wright, *Life and times of Louis-Philippe*.

§ 7.

Le vicomte de Noailles avait défendu la cause des colonies américaines avec Rochambeau, représenté la France en Angleterre quand elle fit le traité de 1778 avec les Etats-Unis et sa sœur avait épousé le marquis de La Fayette : autant de titres qui constituaient pour Noailles le meilleur des passeports aux Etats-Unis. D'une taille parfaite, grand, beau et très distingué, Noailles connut un grand succès à Philadelphie où il jouissait de la réputation d'être le meilleurs danseur des deux continents (1). Le ministre Fauchet s'étant plaint d'avoir vu chez Washington trop d'émigrés, le président avait fermé ses portes contre toutes les demandes de ceux-ci. Mais Noailles, qui resta dix ans en Amérique, se fit citoyen des Etats-Unis et risqua avec ce titre de se présenter. Fauchet s'indigna de nouveau et les portes présidentielles se refermèrent ! (2).

Dans la petite bande de Moreau de Saint-Méry, il y avait bon nombre d'anciens compagnons d'armes de La Fayette qui avaient servi pendant la guerre d'Indépendance. D'abord, Moré de Pontgibaud. Ayant appris vers 1793 que les Américains, grâce à une prospérité grandissante, étaient à même de payer la solde des anciens officiers de leur Révolution, il avait pris le premier bateau en partance pour les Etats-Unis. Il toucha 50.000 francs, alla remercier Washington et vint saluer le groupe de Moreau de Saint-Méry (3). Il s'entretint souvent avec deux intimes de

1. Aux bals de la cour, il avait souvent été le cavalier de Marie-Antoinette. *Recollections of Samuel Breck*, p. 199.

2. Lettre de Fauchet, 5 juin 1794. Turner, *op. cit.*, p. 379. Cf. Lettre de Genêt sur le même ton, 19 juin 1793. Turner, *op. cit.*, p. 218.

3. *Mémoires du comte de Moré*, préface.

Moreau de leur « malheureux » général. Ce furent Louis-Ange de la Colombe, aide de camp de La Fayette qui avait été nommé par lui à un des postes d'aide-major dans la Garde nationale, et le général René-Martin Pillet, également aide de camp du « commandant » qui se distingua dans les premiers jours de la Révolution à la tête des clercs de la basoche au Châtelet et fut proscrit après le 10 août avec La Fayette. Que de souvenirs à l'aspect des lieux où ils avaient été acteurs sous *ses* ordres ! Que de récits lorsqu'ils furent tous réunis autour de la table de Moreau de Saint-Méry avec le beau-frère du marquis, le vicomte de Noailles ! Le libraire nous laisse dans son journal l'un de ces récits : comment La Colombe et Pillet s'évadèrent des prisons d'Anvers en se faisant passer pour des prêtres persécutés en France (1).

§ 8.

Lorsque Moreau de Saint-Méry et ses amis discutaient sur les problèmes de la France et sur son avenir, ce n'étaient point de longs discours spéculatifs, n'ayant pour base que de vagues notions de la politique et du gouvernement. Chacun de ces exilés avait joué un rôle important dans la Révolution ; la plupart étaient des ex-Constituants que le hasard avait si curieusement rassemblés loin de la tribune où ils avaient légiféré pour la nation française.

Inutile d'insister sur les rôles de Talleyrand de Périgord, agent-général du Clergé français aux Etats Généraux, et du duc de Liancourt, ancien président de l'Assemblée Constituante. Chacun sait comment le vicomte de Noailles électrisa toutes les âmes dans la fameuse nuit du 4 août en donnant le signal des sacrifices patriotiques par lesquels

1. *Voyage aux Etats-Unis*, p. 104-105.

la Noblesse et le Clergé se dépouillèrent volontairement de leurs droits et privilèges. Mais il y avait encore dans le cercle de notre libraire d'autres anciens collègues à la Constituante.

Antoine-Omer Talon, ancien lieutenant civil au Châtelet, avait été député de Chartres et s'était toujours associé à ceux qui défendaient la cause du roi, concourant ainsi à faire entrer Mirabeau dans les intérêts de la monarchie. La découverte de son nom sur les registres de la fameuse « armoire de fer » l'avait fait décréter d'accusation après le 10 août et il passa ensuite à Philadelphie.

Jean-Nicolas Dêmeunier, homme de lettres et censeur royal, avait représenté le Tiers de Paris aux Etats Généraux et à la Constituante, où il se montra bon orateur et dont il devint président. Devenu membre du directoire du département de Paris, il se démit de cette place lorsque Pétion fut installé maire de Paris et vint rejoindre ses collègues dans la capitale des Etats-Unis. L'Amérique avait déjà fait l'objet des études de ce parlementaire intelligent et érudit, puisqu'il avait donné en 1786 un *Essai sur les Etats-Unis* et en 1790 un ouvrage sur *L'Amérique indépendante*. Dêmeunier, pourtant, n'aima point le pays de Washington et se décida bientôt à rentrer malgré les grands dangers (1). Engageant son cher ami à rester encore quelque temps avec sa famille, il quitta l'Amérique le 14 novembre 1795 : « Je suis curieux de voir ce qu'on aurait à me dire. Les orages de l'avenir, le retour à la cruauté, je les ai prévus et ils ne m'arrêtent pas » (2).

Bon-Albert Briois de Beaumez, très intime ami de Moreau de Saint-Méry et de Talleyrand, avait été l'un des membres les plus distingués de la Constituante. Premier président du Conseil supérieur d'Arras, il fut député de la Noblesse

1. Il avait été cité cinq fois par les « tigres du tribunal révolutionnaire ».

2. Lettre à Moreau. *Voyage aux Etats-Unis*, p. 213-214.

d'Artois aux Etats Généraux, où il s'associa à ceux qui voulaient, en détruisant les abus, conserver la monarchie. Grâce à la variété de ses connaissances, il fut élu président de l'Assemblée Constituante et, après la session, membre du directoire du département de Paris, comme Dèmeunier. Accusé de travailler à rétablir l'ancien gouvernement, il s'échappa et accompagna en Amérique son ami Talleyrand auquel l'unissaient des habitudes familières jusqu'au tutoiement.

Les deux amis voyagèrent ensemble partout aux Etats-Unis (1). Ezra Stiles, président de Yale University, les jugea « *both men of information, literature, calmness and candor, and very inquisitive* » (2). Il résulta de ce voyage un aimable roman d'amour pour Beaumez : Mme Sarah Lyons Flucker, belle-sœur du général Knox, veuve et mère de trois enfants, devint Mme Briois de Beaumez. Talleyrand le plaignait : « Il n'y a juste que lui qui trouve que ce n'est pas une folie » (3). Plus indulgent, Moreau de Saint-Méry promit « de l'intérêt et de l'attachement à cause de lui pour celle qui deviendrait son épouse » (4).

Jean Payen de Boisneuf, colon et ancien commandant des milices de Saint-Domingue, propriétaire dans l'île et aussi à Pernay dans la Touraine, s'était fait élire député du Tiers-Etat du baillage de Tours. C'est lui qui, le 4 mars 1790, fut élu un des membres du Comité spécial des Colonies et qui ainsi avait eu de grands rapports d'intérêt avec Moreau de Saint-Méry, dont il fréquentait la maison à Philadelphie.

1. Voir Paul D. Evans, *Deux émigrés en Amérique : Talleyrand et Beaumez. Révolution française*, janv. 1926.

Baldensperger, *Séjour en Amérique de Talleyrand. Revue de Paris*, 15 nov. 1924.

2. *Literary Diary of Ezra Stiles*, vol. III, p. 527-528.

3. Lettre du 8 mars 1796. *Correspondance de Talleyrand avec Mme de Staël, Revue d'histoire diplomatique*, 1890.

4. *Voyage aux Etats-Unis*, p. 219.

Armand de Forest, marquis de Blacons, habitant de Grenoble, avait été élu député de la Noblesse du Dauphiné, mais à une si forte majorité qu'il dut avoir la confiance des trois ordres. Effectivement, il s'était rallié des premiers au Tiers, mais fut peu à peu repris par le parti du roi. A Philadelphie, le « blondin Blacons » fut un des membres les plus charmants de la société des exilés.

Le financier du cercle de Moreau de Saint-Méry fut Louis de Boislandry, ancien négociant à Versailles et député du Tiers de *Paris hors les Murs*. A la Constituante, il ne s'occupa guère que des questions de finance et prononça le 5 septembre 1790 un discours sur les dangers de l'émission excessive d'assignats proposée par Mirabeau. L'Assemblée provinciale du sud de Saint-Domingue l'envoya, pendant la révolution violente dans l'île, comme l'un des commissaires auprès des Etats-Unis ayant pleins pouvoirs de traiter d'un emprunt considérable. Il put offrir des traites sur le Trésor national de France et même une hypothèque sur tout le territoire de la province du sud (1).

§ 9.

Moré de Pontgibaud, qui s'est amusé, dans ses *Mémoires*, à railler sans pitié les malheureux exilés de Philadelphie, trouve que le « curieux du spectacle » est dans le fait que, comme avant tout il fallait vivre, chacun de ces Français, « déchu de sa grandeur », exerçait une industrie :

« J'entrai un jour dans une boutique pour acheter du papier et des plumes : j'y aperçus Moreau de Saint-Méry, un des fameux Electeurs de 1789 à l'Hôtel de Ville de Paris. Quand j'eus fait mon emplette : — Vous ne soupçonnez pas, me dit-il avec emphase, qui je suis, et ce que j'ai été ? — Ma foi, non, lui répondis-je. — Eh ! bien, me dit-il, tel que

1. Lettre de Ternant à Lessart, 26 mars 1792. Turner, *op. cit.*, p. 101.

vous me voyez, j'ai été *roi de Paris* pendant trois jours, et aujourd'hui pour vivre je suis obligé de vendre de l'encre, des plumes et du papier à Philadelphie. — Je ne fus pas si surpris de ce grand exemple de l'instabilité des choses humaines que de voir ce petit bourgeois croire réellement devoir étonner la postérité » (1).

Effectivement, comment vivaient-ils, ces réfugiés, comment gagnaient-ils leur pain quotidien? Le général Pillet s'était fait maître de langues et « colportait » ses talents avec le titre imposant « d'aide de camp du général La Fayette » (2). Baudry des Lozières, beau frère de notre librairie et ancien commandant de la phalange des Crête-dragons à Saint-Domingue, s'était installé modestement comme épicier dans la South Water Street. Le marquis de Blacons n'avait pas dédaigné d'aller tenir une auberge pour les premiers colons d'*Asylum*, cette colonie française qui, comme nous allons voir, devait disparaître. Le naturaliste Palissot de Beauvois, voyageur scientifique et collègue de Moreau au Conseil supérieur de Saint-Domingue, allait, le soir, jouer du basson et du cor à l'orchestre du Théâtre et du Cirque de l'Equitation (3). Jean-Paul Guérard de Nancrede, libraire et correspondant de Moreau de Saint-Méry à Boston, où il était devenu, par son journal *Le Courrier de Boston* et par ses livres, le plus actif des propagandistes de la culture et des idées françaises, occupait le poste d'*Instructor of French* au *Harvard College* (4). D'autres enseignaient le chant, l'escrime, la danse, etc., etc.

Mais la plupart des exilés français ne se contentèrent

1. *Mémoires du comte de Moré*, p. 148.

2. Lettre de Fauchet, 19 nov. 1794. Turner, *op. cit.*, p. 480.

3. Voir un intéressant article sur Beauvois dans la *Biographie universelle*.

4. *Voyage aux Etats-Unis*, p. 196. Le Breton, *The French in Boston*, p. 74-82.

point de gagner aussi modestement leur vie. Les exemples des « agioteurs », des spéculateurs qui les entouraient fouettaient leur ardeur et leur convoitise. En quelques mois, souvent même en quelques semaines, d'audacieux joueurs conquéraient sous leurs yeux des fortunes en trafiquant sur la vente des terres. Profiter de cette fièvre d'agiotage qui secouait l'Amérique, tel était le désir inébranlable des Français, surtout depuis que la compagnie du Scioto avait à moitié réussi dans la spéculation de terrains. Parmi les amis de Moreau de Saint-Méry, presque tous se lancèrent.

La première société d'agioteurs par son importance et par ses moyens était celle que Talon et Noailles créèrent et à laquelle vint se joindre le sénateur Robert Morris, le plus grand agioteur des Etats-Unis. Ils poussèrent leur rêve colonisateur jusqu'à fonder, sur la rive droite de la Susquehannah, une colonie occupant deux cent mille acres de terre. Associant à leur projet quelques habitants de Saint-Domingue, échappés au désastre de la révolution aux îles, ils donnèrent à leur « ville » le titre gracieusement allégorique d'*Asylum* et s'occupèrent de mettre en valeur et de peupler ce vaste terrain. Noailles se chargea de représenter à Philadelphie les intérêts de la compagnie, tandis qu'Omer Talon s'occupa de bâtir des *log-houses* sur le terrain et de les préparer pour les premiers colons. Blaçons, s'attendant à voir les « colons » se multiplier rapidement, y ouvrit une auberge. Le vicomte de Noailles se complut à sa nouvelle occupation : vendre des actions ou des lots de terre. Tous les jours à la Bourse de Philadelphie, raconte un témoin américain, « *that nobleman was the busiest of the busy, holding his bank-book in one hand, a broker or merchant by the button with the other, while he drove his bargains as earnestly as any regular-bred son of a counting-house* » (1).

1. *Recollections of Samuel Breck*, p. 199.

Mais de grosses déceptions étaient réservées aux sociétaires. Les colons, trompés par des visions et des promesses chimériques, furent obligés d'abandonner leurs terres après avoir contemplé une seule fois la place où on leur avait vendu le « droit de bâtir, de cultiver et de vivre ». Puis, les associés ne s'entendirent pas et employèrent mal leurs fonds. Enfin, la légation de la République française à Philadelphie s'opposa à ce système qui était aussi « pernicieux » à l'individu qui s'y laissait prendre qu'à la France par l'émigration qu'il occasionna (1). Les ministres français avertirent les passagers venant d'Europe qu'il ne fallait pas écouter les agents de la compagnie spéculatrice qui leur offraient avec compassion les moyens de réparer leurs pertes : six francs l'acre ! évidemment, c'était pour rien ; mais on ne disait pas que l'acre revenait à quinze sous aux agioteurs et qu'il ne valait même pas cela (2).

Au bout d'un an, on fut obligé de tout revendre à perte et chacun tira de son côté. Aristide Dupetit-Thouars, le fameux navigateur qui avait été envoyé à la recherche de La Peyrouse et qui cherchait en Amérique un passage « vers la mer de l'ouest », en avait été dupe aussi. Homme spirituel et gai, il fit à ses amis les récits les plus comiques de ce « défrichement manqué », surtout à Mme de la Tour du Pin et à son allié, Moreau de Saint-Méry, devenu son correspondant après son retour en France (3).

La maladie de la spéculation agraire prit aussi les inséparables compagnons de voyage, Talleyrand et Beaumez. Leur ami Théophile Cazenove, Hollandais de souche française, résidant depuis quatre ans à Philadelphie où il fréquentait la boutique de Moreau de Saint-Méry, avait merveilleuse-

1. Fauchet au ministère des Affaires étrangères, 9 novembre 1794. Turner, *op. cit.*, p. 465-466.

2. *Mémoires du comte de Moré*, p. 150-151.

3. Mme de La Tour du Pin, *op. cit.*, vol. II, p. 72. *Voyage aux Etats-Unis*, p. 252-253.

ment réussi pour le compte de la *Holland Land Company* et le duc de Liancourt devait bientôt citer son établissement comme un modèle (1). Encouragés par lui, Talleyrand et Beaumez achetèrent un établissement que possédait dans le Maine le général Knox ; ils le partagèrent en lots représentés par des actions et, à l'exemple de Noailles et de Talon, tâchèrent de les placer au débarcadère parmi les émigrés crédules. Le projet échoua également, mais pour Beaumez ce fut un succès, sinon financier, du moins amoureux, car ses rapports avec Knox lui valurent la main de sa sœur.

Moreau de Saint-Méry, sage père de famille, trop prudent pour vouloir risquer le peu de fortune dont il disposait, ne suivit pas l'exemple de ses camarades d'exil ; il lui était d'ailleurs assez difficile de faire marcher son petit commerce sans se charger de nouveaux soucis. Mais autrefois il s'était un peu laissé prendre par la fièvre de la spéculation : comme un grand nombre d'autres monarchistes qui, au début de la Révolution, avaient voulu s'assurer quelque part hors de France un abri, il avait pensé à chercher un refuge en Amérique en cas de danger extrême. Avec un groupe de banquiers et de financiers, il avait contribué à l'achat dans le nord de New-York de grands territoires connus sous le nom de *Castorland*. La Ray de Chaumont, son beau-frère Chassanis, Alexandre Lerebours, Bailly, Volney, étaient également mêlés à cette entreprise qui équivalait à une espèce d'assurance contre les catastrophes possibles en France (2).

1. La Rochefoucauld-Liancourt, *Voyage aux Etats-Unis*, vol. VIII, p. 55. Cf. Paul D. Evans, *Deux émigrés en Amérique*.

2. Voir le *Journal de Castorland* (manuscrit à la *Massachusetts Historical Society*), cité par B. Faÿ, *Esprit révolutionnaire*, p. 211.

§ 10.

Parmi les Français qui rendaient visite à la famille Moreau de Saint-Méry à Philadelphie, il y avait quelques grands militaires revenus des colonies.

Le général Ricard, qui venait d'être nommé gouverneur de la colonie de Sainte-Lucie, parlait souvent avec le libraire des affaires coloniales, avant de se rendre en France avec Dêmeunier (1). Vers la fin de 1797, le consul français, Letombe, invita son ami Moreau à venir dîner avec lui et le comte Desfourneaux : « Je n'entends parler que de Saint-Domingue depuis trois jours. J'aurai demain à dîner un des acteurs principaux et cela pourra amuser ou instruire un bon historien, très connu par son éloquence et par son amour pour la vérité » (2). Le lieutenant général Desfourneaux avait trois fois vaillamment défendu la colonie de Saint-Domingue : d'abord, contre les révoltés de l'île ; ensuite, contre les Espagnols en 1794 ; et enfin, contre les Anglais au début de l'année 1797. Ce futur gouverneur de la Guadeloupe avait donc bien des choses à raconter à notre historien ! Le général Laveaux, qui avait si courageusement défendu le Port-de-Paix contre les Anglais (3), fit la connaissance de Moreau de Saint-Méry par l'intermédiaire d'un collègue, intime du libraire, le général Victor Collot (4).

Georges Henri Victor Collot, ancien gouverneur de la Guadeloupe, était venue à Philadelphie en septembre

1. *Voyage aux Etats-Unis*, p. 197, 216, 217.

2. Lettre de Letombe, 23 octobre 1797. *Voyage aux Etats-Unis*, p. 250-251.

3. Il leur avait envoyé un défi hautain et sa conduite avait dû faire rougir les commandants des Iles du Vent qui, avec plus de moyens, avaient présenté moins de résistance.

4. *Voyage aux Etats-Unis*, p. 252. Cf. Turner, *op. cit.*, p. 366-367.

1792 (1), après avoir abandonné avec les honneurs de la guerre la colonie aux Anglais. Collot, qui semble n'avoir pas tenté de résister beaucoup, craignait de rentrer en France, donnant comme raison « le système de rigueur suivi en France envers des généraux *malheureux* », dont plusieurs étaient ses amis (2). Il resta longtemps en Amérique, toujours en rapport avec le libraire de Front Street (3), et, pendant les années 1797 et 1798, joua un rôle de la plus haute importance pour les opérations françaises en Amérique. Il fut l'agent du ministre Adet et fit pour lui une étude militaire de la *Mississippi Valley*, avec des recommandations en vue de fortifier les défilés de l'Alleghany contre les Etats-Unis. Son voyage, dont il fit le récit dans son livre *Voyage dans l'Amérique septentrionale*, suscita les craintes justifiées des Américains. Il démontrait aux pionniers de l'Ouest les avantages qu'ils auraient à se lier avec la France. L'appel ardent que lança Washington à l'Ouest dans sa *Farewell Address*, son exhortation à rejeter tout lien géographiquement illogique avec une puissance étrangère, puisent une nouvelle signification dans les actes équivoques du général Collot (4).

Le jeune Georges Washington Motier La Fayette (il avait dix-huit ans) passait en octobre 1797 près de Philadelphie. Il retournait en France après un séjour de plus de deux ans et demi chez son parrain, le grand Washington. Ne pouvant mettre le pied dans la capitale infestée de fièvre jaune, il envoya une voiture chercher « le plus ancien et le meilleur ami » de son père, Moreau de Saint-Méry, qu'il pria d'amener avec lui son fils, qui avait alors quinze ans. Le père et le fils le retrouvèrent à Schuylkill; Moreau de

1. *Voyage aux Etats-Unis*, p. 212.

2. Lettre de Fauchet, 3 juin 1794. Turner, *op. cit.*, p. 362, suiv.

3. Voir l'Index du *Voyage aux Etats-Unis*.

4. Turner, *op. cit.*, p. 15, 362, suiv., 840, 1015.

Saint-Méry obtint pour le jeune La Fayette les attentions spéciales des consuls Letombe et Rozier (1).

Moreau eut deux bons amis à la légation française de la capitale : le consul général Letombe et le ministre plénipotentiaire, Pierre-Auguste Adet, savant chimiste aussi bien qu'homme politique, qui, nous le savons, sut apprécier les mérites du libraire-historien (2).

Enfin n'oublions pas Louis-Narcisse Baudry des Lozières qui semble, pendant ces années d'exil, avoir beaucoup voyagé, notamment en Louisiane où résidait la famille de sa femme, sœur de Mme Moreau de Saint-Méry (3). Baudry ne resta pas longtemps épicier : son commerce souffrant de la guerre maritime où les bâtiments américains furent continuellement pris, soit par les Anglais, soit par les Français, il se retira en 1797 à la campagne près de Germantown (4).

1. *Voyage aux Etats-Unis*, p. 250-251.

2. Adet avait été secrétaire de la première commission envoyée à Saint-Domingue, chef de l'administration des Colonies et adjoint au ministère de la Marine.

3. Il publia en 1802 son *Voyage à la Louisiane et sur le continent de l'Amérique septentrionale, fait dans les années 1794 à 1798 et en 1803 un Second voyage à la Louisiane* faisant suite au premier.

4. *Voyage aux Etats-Unis*, p. 242.

CHAPITRE V

Autres amitiés de Moreau de Saint-Méry.

§ 1.

Moreau de Saint-Méry, l'un des principaux acteurs du début de la Révolution française et chef de l'émigration française aux États-Unis, ne put qu'attirer l'attention des citoyens distingués de Philadelphie. Par son magasin qui devint le rendez-vous des hommes les plus remarquables de la société française, par ses publications érudites, son journal, sa parfaite connaissance de l'anglais, ses qualités sociales, il se fit bientôt un grand nombre d'amis américains. Mais c'est aux réunions de l'*American Philosophical Society* qu'il rencontrait quelques-uns des plus illustres savants du nouveau monde.

Cette Société avait été fondée en 1727 par Benjamin Franklin, sous le nom de *Junta* ou *Club for mutual improvement* ; les règlements exigeaient que chaque membre apportât des questions sur une phase de la politique, de la morale ou de la philosophie naturelle, que la compagnie discuterait ensuite dans ses séances (1). Le *Junta* devint en 1769 l'*American Philosophical Society* ayant pour premier président Franklin lui-même. La Société, présidée par des hommes aussi distingués que David Rittenhouse, Thomas Jefferson, Peter S. Du Ponceau, Benjamin Franklin Bache,

1. Scharf et Westcott, *History of Philadelphia, 1600-1884*, vol. I, p. 231.

a plus contribué que toute autre organisation, dans les deux siècles de son existence, à l'avancement de la science et à la diffusion du savoir aux Etats-Unis.

Pendant le séjour de Moreau de Saint-Méry à Philadelphie, la Société comptait parmi ses membres un grand nombre de Français. Cette preuve du respect et de l'amitié que portaient les Américains aux Français à l'époque révolutionnaire des deux pays s'était manifestée pour la première fois en 1768 lorsque Buffon fut élu premier membre français de la Société (1). En 1775, Franklin présenta à ses collègues un grand nombre d'ouvrages scientifiques de Français : Decquemare, Dennis, Rozier, Condorcet, Daubenton, Dubourg, Le Roux, Raynal et Lavoisier, et, par reconnaissance, ils furent tous élus membres. Pendant la Révolution américaine, les séances furent suspendues et ne reprirent qu'après l'évacuation de Philadelphie par les Anglais.

La liste des Français distingués qui devinrent membres de la Société philosophique s'augmenta après la participation de la France à la cause des colonies américaines. Les savants de la capitale accueillirent la plupart de ceux qui avaient participé à la guerre d'Indépendance et presque tous les représentants diplomatiques de la France : le premier ministre de France aux Etats-Unis, Gérard de Rayneval ; La Fayette ; son compagnon d'armes, le marquis de Chastellux ; Barbé de Marbois, consul à Philadelphie ; le ministre Vergennes ; Guichen, de la flotte française ; le physicien Charles ; les amis de Franklin pendant son séjour à Paris, Cabanis, médecin et philosophe, Cadet de Vaux, chimiste, Le Roux, chirurgien ; l'*American Farmer*, Saint-Jean de Crèveœur, consul à New-York. Pendant la Révolution

1. Voir, pour toute cette partie : J. C. Rosengarten, *Early French members of the American Philosophical Society et French colonists and exiles in America*.

française furent choisis : P. S. Duponceau, secrétaire-interprète du baron von Steuben ; le duc de La Rochefoucauld-Liancourt ; l'économiste et ami de notre libraire, Dupont de Nemours ; Chassebœuf de Volney ; et l'évêque d'Autun, Talleyrand. La tradition créée par Rayneval fut continuée par l'élection de ses successeurs : Ternant, Luzerne, Adet, Otto, Genêt, Fauchet, tous envoyés de la République française.

§ 2.

Moreau de Saint-Méry, après son retour des Antilles à Paris, avait été, le 16 janvier 1789, honoré d'une élection à l'*American Philosophical Society* comme membre *non-résident* (1). Il avait contribué aux *Proceedings* de la Société par plusieurs mémoires scientifiques et de curieux articles archéologiques (2) et lui avait présenté ses œuvres à mesure qu'elles paraissaient. D'ailleurs, les savants américains étaient dûment pénétrés de sa renommée toujours croissante ; ils étaient fiers de compter parmi eux l'autorité la plus sûre de l'histoire des premières colonies américaines.

Dès son arrivée à Philadelphie, Moreau s'était mis en rapport avec ses collègues américains, si bien que le 2 janvier 1795, six ans après son élection, il fut reçu *résident* du corps savant (3). Il assista régulièrement à toutes les séances pendant trois ans et se montra l'un des membres les plus consciencieux et les plus actifs, communiquant des mémoires, faisant des dons aux collections, présentant des compatriotes dont quelques-uns devinrent mem-

1. *Early proceedings of the American Philosophical Society*, n° 119, p. 168. B. N. 8° R 9087.

2. J. C. Rosengarten, *Moreau de Saint-Méry and his French friends in the American Philosophical Society. Proceedings of the American Philosophical Society*, vol. 1 (1911), p. 168.

3. *Voyage aux Etats-Unis*, p. 194.

bres. Il passait de belles soirées dans les couloirs de la Société philosophique, *Independance Square*, et avait une haute opinion des travaux et des recherches de la plus ancienne Société savante des Etats-Unis (1).

Moreau ne fut pas le seul Français de la Société ; il y en avait tant, représentant tous les éléments de la Révolution : Royalistes, Girondins, Républicains de toute espèce, paisiblement assemblés dans ces salles tranquilles, discutant sans rancune les questions scientifiques du jour, qu'on put à un moment parler français aux séances.

Le 16 janvier, Moreau de Saint-Méry assista pour la première fois en qualité de membre et présenta à ses collègues plusieurs curiosités provenant des colonies françaises : des serrures de bois venant de Saint-Domingue, des bézoards orientaux, de l'ébène, des cochenilles de l'Hispaniola, des pétrifications martiniquaises, une dent de baleine, des noix de coco, des minerais des Pyrénées, une petite idole, des insectes (2). Ces objets bizarres ont dû provoquer le plus grand intérêt parmi les savants, qui les voyaient probablement pour la première fois. Il présenta également à la Société une médaille de Louis XVI portant la date du 17 juillet 1789, qu'on avait sans doute offerte à Moreau à l'occasion de son discours devant le malheureux monarque. Le 6 février, il présenta une autre médaille en argent de Louis XV, frappée pour commémorer la paix générale du 10 février 1763. A mesure que ses œuvres paraissaient à sa petite imprimerie, il en faisait don à la bibliothèque de la Société philosophique. Vrai amateur de livres, il contribua à la publication d'un catalogue des volumes de la bibliothèque de la Société (3) et l'enrichit

1. Il s'intitula ensuite sur la première page de ses œuvres : *Membre de la Société philosophique de Philadelphie*.

2. *Early proceedings*, p. 228, 229..

3. *Early proceedings*, p. 240.

en offrant quelques ouvrages de ses amis : le 16 juin 1797, il présenta de la part de l'auteur, Pierre Adet, ministre de France, la traduction des *Réflexions sur la doctrine du phlogistique* de Joseph Priestley. Il déposait régulièrement aussi tous les numéros du *Courrier de la France et des Colonies*.

§ 3.

Le 26 juin 1796 mourut le président de la Société philosophique, le célèbre astronome David Rittenhouse, qui avait succédé à Benjamin Franklin cinq ans auparavant (1). Moreau de Saint-Méry, qui le connaissait depuis deux ans, assista avec peine à ses funérailles : « Il fut enterré dans le rez-de-chaussée de l'observatoire qu'il avait fait construire dans sa propre maison. Quelle réunion philosophique ! Des cendres périssables avec un édifice consacré à l'observation des plus sublimes merveilles de la nature ! Quel rapprochement entre le néant de l'homme et son génie ! » (2). Le 2 janvier 1797, on remplaça Rittenhouse par Thomas Jefferson, futur président des Etats-Unis, et on mit à la vice-présidence un autre ami de Moreau, Benjamin Rush, le seul médecin qui eût signé la *Declaration of Independance*. Rush, qui, avec James Pemberton, avait fondé la première Société américaine anti-esclavagiste, occupait la chaire de théorie et pratique de la médecine à l'Université de Pensylvanie (3).

Parmi d'autres Américains distingués, collègues de notre libraire, il y avait le célèbre portraitiste Charles Wilson Peale, connu surtout pour ses portraits de Washington et

1. En même temps qu'astronome et physicien, il était directeur de la monnaie des Etats-Unis.

2. *Voyage aux Etats-Unis*, p. 105, 226.

3. Voir la biographie récente de ce caractère intéressant : N. G. Goodman, *Benjamin Rush, Physician and Citizen*. Philadelphie, 1934.

pour une étude de Franklin à l'*American Philosophical Society*. Passionné aussi pour l'histoire naturelle, les sciences et les arts, Peale avait fondé un musée remarquable pour le nombre d'objets intéressants que, seul, il avait recueillis aux Etats-Unis (1). Il y avait là également : Benjamin Franklin Bache, petit-fils du grand Franklin, dont le quotidien *Daily Advertiser* attaquait sauvagement les administrations de Washington et d'Adams ; B. S. Barton, naturaliste, botaniste, littérateur, médecin et futur président de la Société ; Caspar Wistar, dont les conférences de médecine attirèrent l'attention universelle au Collège de Philadelphie et qui devait succéder à Rush comme président de la Société anti-esclavagiste et à Jefferson comme président de la Société philosophique ; Robert Patterson, directeur de la monnaie des Etats-Unis ; Thomas Parke, un des fondateurs du *College of Physicians* de Philadelphie ; l'évêque Dr William White et Samuel Magaw, vice-recteur de l'Université, qui jouèrent de grands rôles dans l'organisation de la *Protestant Episcopal Church* aux Etats-Unis ; Thomas Mc Kean, signataire de la Déclaration d'Indépendance, président du *Congress* et gouverneur de Pensylvanie ; John Vaughan, très jeune médecin et conférencier sur l'histoire naturelle et la chimie, avec qui Moreau de Saint-Méry eut une scène amusante à un bal donné à l'occasion de l'anniversaire de Washington : notre libraire avait demandé à Vaughan de lui procurer un billet pour le bal. Le médecin lui répondit insolemment qu'étant *storekeeper* (boutiquier), Moreau ne pouvait prétendre à cet honneur : « Eh quoi, lui répondit Moreau, mordant, vous ne savez donc pas que je n'ai jamais été plus votre égal que depuis que je ne suis rien ! ». Il n'eut pourtant pas de billet et ne vit pas le bal (2).

1. *Voyage aux Etats-Unis*, p. 378. Scharf et Westcott, *op. cit.*, vol. II, p. 964, suiv.

2. *Voyage aux Etats-Unis*, p. 195, 358-359.

Parmi ces citoyens du pays de Washington, il se trouva Pierre-Etienne Duponceau, originaire de l'île de Ré, qui était venu aux Etats-Unis avec le baron Steuben en qualité d'interprète. Après la guerre d'Indépendance, il se fixa à Philadelphie, devint Américain et connut un grand succès comme avocat. Bien qu'il eût pu aspirer aux plus hautes fonctions de l'Etat, il s'y refusa à cause de ses origines françaises. Il se borna à l'étude de la philologie américaine et fonda dans la capitale la première Académie de jurisprudence. Il fut élu en 1828 président de la Société philosophique.

Outre Talleyrand, Volney, La Rochefoucauld-Liancourt, Adet, nous trouvons comme membres français contemporains de Moreau de Saint-Méry : Le Fessier de Grand-Pré, F. W. Le Comte, Alexandre Lerebours, A. J. La Roque, Mozard, consul à Boston, P. Legaux, Baudry des Lozières, beau-frère du libraire, et surtout le grand naturaliste et voyageur français, Palissot de Beauvois. Ancien collègue de Moreau de Saint-Méry à la Société des Sciences et des Arts du Cap Français et au Conseil supérieur de Saint-Domingue, il avait mené une vie d'aventures au cours de ses voyages de ses recherches. Echappé à la furie de la Révolution coloniale, il s'était fait professeur de langues et musicien professionnel à Philadelphie. Il se fit apprécier par ses connaissances scientifiques et fut chargé par le riche C. W. Peale de l'aménagement de son fameux Musée. Il effectua, grâce au citoyen Adet, un grand voyage d'étude dans l'intérieur du pays et, de retour avec de riches collections, il communiqua les résultats de ses observations à la Société philosophique (1).

1. Voir ses mémoires dans les vol. III et IV des *Proceedings of the American Philosophical Society*.

§ 4.

Par ses amitiés françaises et américaines, notre libraire put aussi faire la connaissance des plus éminents visiteurs étrangers de passage aux Etats-Unis. Il note, par exemple, dans son journal, la présence à la Société philosophique du Dr Priestley (1). C'était un individu bien remarquable que ce Joseph Priestley, savant chimiste et physicien anglais, *clergyman* non-conformiste, contradicteur de Lavoisier, théologien agressif quoique peu orthodoxe. Persécuté en Angleterre pour ses vues politiques, il vint chercher un refuge aux Etats-Unis, comme son adversaire Volney. La France républicaine lui avait déjà fait l'offre d'un asile et du titre de citoyen français. Reçu comme un héros, il se rangea dans la politique américaine du côté des Démocrates contre les Fédéralistes, ce qui l'exposa aux attaques violentes de William Cobbett. Mais, de sentiments religieux, il écrivit contre Thomas Paine, contre Volney et nombre d'autres libre-penseurs français.

La traduction anglaise de la *Partie espagnole* de Moreau de Saint-Méry faite par William Cobbett donna à notre magistrat les plus grands rapports avec le célèbre écrivain anglais. Etabli à Philadelphie depuis 1792, Cobbett entra dans la période la plus ardue de son séjour. Il s'était également fait libraire comme Moreau, publiait un journal violemment anti-républicain, *Peter Porcupine*, et enseignait l'anglais aux réfugiés français (2). Sa brochure *Observations on Priestley's emigration* connut un succès immense et l'établit comme un des grands personnages de la politique américaine. Depuis lors, il fut le champion le plus ardent de la cause britannique aux Etats-Unis et, entre 1794 et 1800, publia plus de

1. *Voyage aux Etats-Unis*, p. 220.

2. Il écrivit *Le tuteur anglais*, 1795.

vingt ouvrages contre la Révolution française et contre tous les Américains qui osaient défendre même le radicalisme le plus modéré (1). Mais il poussa sa guerre diffamatoire trop loin. Il déclencha en 1797 une vive attaque contre le roi d'Espagne et, plus particulièrement, contre son ambassadeur aux Etats-Unis, Don Carlos, marquis de Casa Yrujo, intime de Moreau de Saint-Méry. Yrujo le poursuivit devant les tribunaux pour diffamation et l'Anglais impétueux faillit être condamné par le gouverneur Mc Kean (2). Moreau de Saint-Méry, outré lui aussi, fit paraître dans le journal de l'imprimeur Parent une belle défense de l'ambassadeur espagnol, dont Yrujo le remercia le 20 juillet : «... C'est un morceau digne de sa plume, de son patriotisme et de son amitié pour l'Espagne » (3).

Bientôt après, pendant la grande épidémie de fièvre jaune à Philadelphie, Cobbett prit à parti un collègue de Moreau, le Dr Benjamin Rush, personnage bien connu dans les cercles républicains. Il ridiculisa les saignées et les purgations données par le bon docteur et l'accusa de tuer par cette panacée le président Washington. Rush se plaignit devant la justice américaine et obtint un verdict de cinq mille dollars contre Cobbett qui, écrasé par cette décision, alla se fixer à New-York. Il devait partir bientôt pour l'Angleterre où, dit Moreau de Saint-Méry, on vit depuis « un Cobbett bien différent de celui qu'on avait connu en Amérique ». Ceux qui s'intéressent à la carrière intéressante de ce patriote malheureux goûteront la courte appréciation de

1. Voir L. Melville, *Life and letters of William Cobbett in England and America*.

2. Thomas Mc Kean, collègue de Moreau de Saint-Méry à la Société philosophique, premier juge de la cour de Pensylvanie et l'un des chefs du parti républicain. Il fut, comme par hasard, le beau-père de Don Carlos ; Cobbett ne manqua pas de signaler ce fait dans son livre vindicatif : *The Republican Judge*. Londres, 1798.

3. Lettre de Yrujo à Moreau. *Voyage aux Etats-Unis*, p. 244.

son caractère par Moreau de Saint-Méry : « ... Cobbett est un homme d'esprit et de talents. Je n'ai jamais connu aucun Anglais qui poussât aussi loin que lui l'attachement pour l'Angleterre, sa patrie. C'était un vrai fanatisme et le fanatisme rend toujours injuste parce qu'il est une passion. Il ne voyait rien à l'égal des Anglais, il méprisait les Irlandais au-delà de toute expression et les Américains étaient les objets de tous ses mépris » (1).

Moreau de Saint-Méry fut depuis dans les meilleurs termes avec le chevalier d'Yrujo qui l'invitait souvent chez lui et lui donnait parfois des traductions importantes à faire (2). James Sharpless, peintre anglais, s'était fait à New-York une grande renommée par ses pastels et ses miniatures. Il exécuta à Philadelphie, en 1796, un portrait de Washington qui lui attira les commandes de beaucoup d'hommes en vue de la capitale. Adams, Jefferson, Hamilton, Samuel Langdon, Livingston, Benjamin Rush, tous posèrent pour lui. Quand Sharpless lui demanda la permission de faire son portrait aussi, Moreau de Saint-Méry accéda aussitôt à son désir (3).

Un autre ami de Moreau fut le compagnon de voyage de Talleyrand et de Beaumez, l'Anglais Thomas Law, qui, selon la charmante Mme de la Tour du Pin, « pouvait passer pour le plus original des Anglais, qui le sont tous plus ou moins » (4). Frère de lord Landaff, il s'était fait une fortune considérable aux Indes, était venu en Amérique par admission pour ses institutions et pour son président (dont il épousa la petite-fille, Martha Custis) et se distingua par ses efforts pour l'établissement d'une monnaie nationale.

1. *Voyage aux Etats-Unis*, p. 219-220.

2. *Voyage aux Etats-Unis*, p. 249, 253, 265.

3. *Voyage aux Etats-Unis*, p. 254. Des cent trente portraits de Sharpless qui subsistent, quarante sont au *National Museum* à l'*Independance Hall*, Philadelphie.

4. *Journal d'une femme de cinquante ans*, vol. II, p. 34.

Le 20 janvier 1798 arrivait à Philadelphie le grand patriote polonais, le général Thadée Kosciusko. Les Américains, surtout ses anciens compagnons d'armes, le reçurent avec de grandes démonstrations de joie : « Ils détélèrent sa voiture et le trainèrent depuis le point de son débarquement jusqu'au logement qu'on lui avait retenu ». Moreau de Saint-Méry alla lui rendre visite avec le consul Letombe et le général Collot (1). Le « La Fayette » polonais, « martyr de la liberté », était venu aux Etat-Unis, selon Letombe, « pour tromper ses ennemis » ; « observé » toujours, il désirait se rendre en France, où il avait été nommé citoyen français (2). Les trois amis le trouvèrent au lit, malade, et s'occupèrent immédiatement de limiter le nombre de ses visiteurs impatientes.

Le voyageur hollandais, Van Braam Houckgeest, devint un habitué du magasin de Moreau de Saint-Méry et s'intéressa beaucoup à son petit groupe de réfugiés. Grâce au libraire, Volney, le duc de Liancourt et le prince d'Orléans furent souvent ses hôtes et lui inspirèrent tant d'admiration pour la France qu'il tint à offrir sa riche et précieuse collection chinoise au gouvernement français. Talleyrand, qui savait la France très pauvre en curiosités de la Chine, l'en remercia par deux lettres officielles, mais le Directoire ne fit aucun cas de cette offre inappréciable et ne dit rien à ce sujet (3). Offensé, Van Braam emporta sa collection à Londres où il la vendit : « Voilà de l'insouciance française bien condamnable », commente Moreau de Saint-Méry (4).

1. *Voyage aux Etats-Unis*, p. 254-257.

2. Lettre de Letombe, 20 août 1797. Turner, *op. cit.*, p. 1069.

3. La collection avait coûté au voyageur hollandais plus de 150.000 francs et en valait en France 1.500.000.

4. *Voyage aux Etats-Unis*, p. 261.

CHAPITRE VI

Les Relations franco-américaines à la fin du siècle : Départ de Moreau de Saint-Méry

§ 1.

Dès le mois de septembre 1795 (c'est-à-dire un an et demi après son arrivée en Amérique), Moreau de Saint-Méry fut informé que l'on engageait les exilés à rentrer, surtout ceux qui étaient sortis après le 30 mai 1793. Dèmeunier, qui lui écrivait la nouvelle, s'empessa de profiter de cette occasion, mais conseilla à son ami de rester : « Votre établissement réussira. Vous, vous avez avec vous toute votre famille et vous feriez bien de rester ici encore quelque temps et même de renoncer à l'Europe si le cœur vous en dit. Ma position est différente. Un pays que je n'aime en aucune manière ne m'offre ni ne m'offrira aucune ressource convenable. Que m'importent les dangers !... *J'irai procul a Jove procul a fulmine* » (1). Il est à croire que l'ancien président de l'Assemblée Nationale allait *a Jove*, car, après le 18 Brumaire, il devint président du tribunaat et ensuite titulaire de la senatorerie de Toulouse.

Moreau était persuadé que ce n'était pas encore le moment de rentrer et il avait raison. Les « patriotes » de France étaient toujours imbus de soupçons et de méfiance.

1. Lettre de Dèmeunier. *Voyage aux Etats-Unis*, p. 213.

Une lettre que notre libraire avait envoyée non signée à son ami La Haye avait été saisie par la municipalité du Havre. Dans la lettre, Moreau expliquait à son ami qu'il *s'ingéniait* pour avoir des moyens d'existence pour lui et sa famille. Le mot *s'ingénier* fit croire aux municipaux patriotes que Moreau s'était fait *ingénieur*, sans doute contre la France. Après une longue explication par la Haye, on lui rendit la lettre en lui recommandant d'écrire à son ami de ne pas employer d'expressions équivoques ! (1).

D'ailleurs, tant que son commerce marchait bien, Moreau ne voyait aucune raison pour risquer sa vie en rentrant. Il gardait toutefois de bonnes relations avec le gouvernement français. Lorsque le ministre Adet arriva à Philadelphie au mois de juin 1795, il alla le saluer et son ancien collègue au barreau de Paris, Mozard, devenu consul de Boston, tous les deux également membres de la Société philosophique (2). Il avait pris aussi au consulat général un certificat de vie pour lui et sa famille, précaution qu'il ne négligea jamais pendant son séjour aux Etats-Unis. Ces certificats de vie, il les faisait passer régulièrement en France, afin de faciliter un jour son retour (3).

L'Amérique de 1795 était toujours bien disposée pour les Français de la Révolution et même les admirait. Une pièce nouvelle, qui passait sur une scène de New-York et qui avait été jouée à Londres, avait pour sujet la prise de la Bastille et comme personnage principal nul autre que notre ami Moreau de Saint-Méry ! Beaumez, qui l'avait vue à New-York, en fit part au libraire : « Il m'en a coûté hier une piastre pour aller vous voir. Je le regretterais moins si vous aviez été mieux représenté... ». Au deuxième acte, Moreau, à la tête de sa troupe, emporte la forteresse royale,

1. *Voyage aux Etats-Unis*, p. 217-218.

2. *Voyage aux Etats-Unis*, p. 202.

3. *Voyage aux Etats-Unis*, p. 195.

l'épée à la main. A l'intérieur de la Bastille, il joint corps à corps le gouverneur de Launay et, tandis que le reste de l'armée achève la victoire, il le renverse et, l'épée toujours à la main, le force à se rendre. Vainqueur, il l'interroge : « Puisque vous vous êtes battu comme un homme brave, pourquoi avez-vous trahi comme un lâche ? — Ce sont mes ordres » et il les montre. « Le peuple satisfait, conclut Beaumez (après avoir analysé cette pièce toute remplie de reconnaissances, d'évanouissements, de mariages entrecoupés par les cris de la foule), rentre sur la scène et Moreau fait un discours qui ne m'a point rappelé le véritable » (1).

§ 2.

Ce qui rend le journal de Moreau de Saint-Méry des plus intéressants et des plus utiles pour l'histoire de cette période agitée, c'est la conservation des lettres de ses correspondants à Saint-Domingue et à Paris ; en liant ainsi les scènes de la Révolution en Europe et aux Antilles à la vie paisible des réfugiés français en Amérique, l'auteur nous laisse une peinture unique de leur longue attente de la paix.

Les nouvelles si anxieusement attendues venant de France étaient de plus en plus rassurantes, mais rien encore ne garantissait une tranquillité durable. Talleyrand fit pour « son cher maître » l'analyse de la situation en Europe, d'après un grand nombre de lettres qu'il venait de recevoir vers la fin de 1795 : « L'opinion publique est meilleure que le gouvernement et semble forcer au bien de la même manière qu'elle nous a si souvent forcés au mal. Il existe de la liberté et, pour les hommes raisonnables, il y a de la tranquillité, mais je ne vois pas encore ce qui en garantit

1. *Voyage aux Etats-Unis*, p. 202, 267-269.

la durée. Cependant, l'influence des propriétaires paraît chaque jour croissante et avec leur secours, on pourra se *traîner quelque temps* » (1).

Du côté des colonies, la situation était encore pire : « Vous avez bien raison de dire que le temps est encore bien gros d'événements, surtout ici, lui mande du Cap Français le vicomte de Rochambeau. Vous avez pris le bon parti de philosopher encore quelques temps au coin de Walnut Street et je vous promets bien que, si j'imaginais que le séjour de cette terre pût vous être agréable, je vous le manderais. Mais non, restez où vous êtes... Les hommes de couleur veulent s'emparer du bien des propriétaires et donnent de mauvais conseils aux Africains qui commencent à s'en défier. Les Africains n'osent croire à la liberté générale. Ils préfèrent la vie de soldats à celle de cultivateurs. Le petit nombre de Blancs qui ne sont pas dans l'armée est vexé et humilié. La colonie est encore divisée en *caciques*, qui administrent les uns pour leur compte, tels que Rigaud, Beauvois, Villatte, et d'autres pour la République, savoir Toussaint et Laveau. Tout a pris l'aspect militaire, nous faisons du sucre le sabre au côté et le fusil sur l'épaule » (2).

Moreau de Saint-Méry était convaincu maintenant que si jamais il quittait les Etats-Unis, ce serait, non pas pour les colonies, mais pour son cher Paris. Les nouvelles inspiraient toujours confiance : « L'on y est d'une gaité grande. Vingt-huit spectacles par jour, remplis dès quatre heures, racontait Cazenove. Le Palais-Royal a le même aspect qu'en 1786. Restaurateurs, concerts, bal, fiacres, carrosses de remise, hôtels garnis, maisons de jeu, rien n'a changé » (3). Quelle a dû être la nostalgie de notre ancien « roi de Paris » en lisant cette lettre ! Et surtout lorsque

1. Lettre à Moreau, 2 nov. 1795. *Voyage aux Etats-Unis*, p. 215.

2. Lettre du 15 juillet 1796. *Voyage aux Etats-Unis*, p. 227-228.

3. Lettre du 27 août 1796. *Voyage aux Etats-Unis*, p. 229.

son ami, le grammairien Domergue, lui écrivait qu'il faisait de son mieux pour lui obtenir une place à l'Institut ou une chaire de législation aux Ecoles centrales de Paris : « J'ai déjà parlé à plusieurs de mes collègues de votre intention de venir en France et de l'excellente acquisition que l'Institut ferait en vous. Deux places sont vacantes dans la section de l'Histoire, celle de Raynal, que la mort nous a enlevé, et celle de Gaillard, devenu membre non-résident. Dès que l'ancien évêque d'Autun sera de retour, je me concerterai avec lui pour vous servir efficacement. Il est de la classe où est la section d'Histoire et je connais particulièrement plusieurs membres de cette classe... Il est vrai que, propre aux places les plus importantes, vous ne serez pas longtemps en plein calme sans y être appelé » (1).

De Hambourg, Talleyrand lui faisait savoir que les émigrés étaient « doux » et qu'ils cherchaient tous à rentrer : « Ils sont prêts à abandonner les trois quarts de leur fortune pour vivre sous le ciel de France » (2). Dêmeunier, arrivé enfin à Paris, envoie à son collègue resté en Amérique un tableau inimitable du Paris de 1797 : « Que Paris constitutionnel ressemble peu à Paris révolutionnaire ! Les bals, les spectacles, les feux d'artifices ont remplacé les prisons et les Comités révolutionnaires ; les parures les plus recherchées, les haillons de Jacobinisme, les petits maîtres et les femmes galantes, les suppôts de la tyrannie et le royalisme le plus puant, le fanatisme de la liberté poussé jusqu'à la licence. Que ce tableau, qui est vrai, ne vous effraye pas, mon cher Moreau ; dans tout cela il n'y a rien de dangereux ; les mœurs et la liberté ne sont pas en danger » (3). Dêmeunier raille amèrement les *Merveilleux* qui « en dansant parlent politique et soupirent après

1. Lettre du 22 septembre 1796. *Voyage aux Etats-Unis*, p. 229.

2. Lettres du 31 août 1796. *Voyage aux Etats-Unis*, p. 235.

3. Lettres du 5 juillet 1797. *Voyage aux Etats-Unis*, p. 242-244.

la royauté en mangeant des glaces ou en baillant devant un feu d'artifice ». Quant aux gens raisonnables, aux vrais amis de la liberté, le nombre n'en était pas diminué ; ils ne se montraient pas à ces fêtes brillantes où l'on voyait « éclater la pompe des habillements grecs et romains ».

§ 3.

Talleyrand, arrivé à Paris, se mit à la recherche d'une place pour son ami dans le nouveau gouvernement. Il eut la parole de Garat et de Laplace qu'ils voteraient pour Moreau de Saint-Méry dans l'attribution d'un professorat de législation aux Ecoles centrales, ce qui suffisait à le lui assurer car le jury était composé de trois membres. Mais on fit tarder la nomination parce qu'on parlait de changements dans les Ecoles ; Guinguené, ministre de l'Instruction publique, était même d'avis de supprimer les chaires de législation. « Je suivrai cette affaire, assura Talleyrand. S'il faut l'abandonner, nous penserons à une autre. Mon opinion est qu'il y aura après le germinal, auquel on renvoie toutes choses, de grands changements dans l'administration ; tous les partis en veulent. Alors, nous chercherons, en réunissant tous nos efforts, à enlever une place qui vous appelle ici et qui vous y donne l'indépendance sans trop de travail. Je sais bien que le beaucoup de travail ne vous a jamais arrêté sur rien ; mais moi, qui suis paresseux et qui trouve un grand plaisir à l'être, je stipule pour mes amis comme pour moi... Mon opinion sur vous est que ce seront nos lettres parties d'ici en mai qui détermineront vos projets. Comptez sur moi. Je vous tiendrai au courant. On est encore si peu avancé sur des idées saines relativement aux colonies que j'ai abandonné tout ce que nous avions projeté ensemble sur cet objet. La question de la Louisiane n'a pas saisi les diplomates du jour. Il est probable que je serai député et

que Dèmeunier le sera... Votre ville de Paris est extrêmement peu révolutionnaire. Vous ne la reconnaîtrez pas » (1).

Pendant l'été de 1797 se déclarait dans la capitale des Etats-Unis une épidémie de fièvre jaune si terrible que vingt mille habitants (un tiers de la population) s'enfuirent en terreur de la ville infestée. Le fléau s'accrut tellement dans le cours de l'année que le Congrès quitta la capitale, et le pays sans administration perdit une grande partie de son commerce, surtout avec l'étranger. Cette diminution générale du commerce influa sur les affaires de Moreau de Saint-Méry, qui n'étaient déjà pas trop brillantes ; obligé de quitter le quartier aristocratique de Walnut Street pour diminuer son loyer, il s'installa dans une boutique plus modeste, 259 Front et Callowhill Streets, au mois d'août 1797 (2).

Notre libraire était maintenant tout à fait prêt à partir pour la France. Il avait chargé un de ses amis à Paris de prendre note du domicile de tous ses anciens amis ; il n'attendait plus qu'un mot de Talleyrand qui, devenu ministre des Affaires étrangères, n'en travaillait pas moins pour son ami et sa famille à Philadelphie. Il lui faisait savoir qu'il devait être tranquille sur son sort « attendu qu'il y prenait un intérêt réel » (3).

D'ailleurs, à cette époque le cercle d'intimes de Moreau de Saint-Méry s'était beaucoup resserré. Moré de Pontgibaud, après avoir touché son traitement arriéré, était parti le premier. L'impatient Dèmeunier l'avait suivi au mois de novembre 1795. Au début de septembre 1796, Beaumez, avec toute sa famille, avait débarqué à Calcutta où Cazenove

1. Lettre de Talleyrand, 17 fév. 1797. *Voyage aux Etats-Unis*, p. 247-248.

2. *Voyage aux Etats-Unis*, p. 244-245.

3. Lettre de Champion, 26 déc. 1797. *Voyage aux Etats-Unis*, p. 258-260.

l'avait envoyé comme agent des agioteurs. Devancé par le plus grand spéculateur de l'époque, Robert Morris, le malheureux Beaumez échoua et c'est là, à en croire Talleyrand, qu'il finit ses jours vers 1801 (1). Le 13 juin 1796, Talleyrand avait dîné pour la dernière fois chez Moreau de Saint-Méry, d'où il était parti pour le bateau allant à Hambourg. L'ancien évêque aurait voulu emmener avec lui Moreau de Saint-Méry fils, qui avait alors quatorze ans. La femme du libraire, quoique touchée, s'y opposa : Talleyrand n'était pas assez sûr de l'état de la France pour se charger de l'enfant, disait-elle. En réalité, elle redoutait les dispositions de cet ami de son mari pour son enfant ; il pouvait lui donner des goûts que ses parents ne sauraient entretenir et qui refroidiraient son amour pour eux (2). Le 30 août 1797, c'était le duc de la Rochefoucauld-Liancourt qui leur écrivait ses adieux. C'est également vers cette époque que William Cobbett fut chassé de Philadelphie. Ainsi, un à un, ils s'en étaient allés, tous plus ou moins contents d'avoir pu connaître un peu de la civilisation de ce nouveau monde qui promettait tant.

Le 7 mars 1798, Dèmeunier lui mandait que, s'il se décidait à venir en France, il ne devrait pas manquer de prendre un certificat de sa résidence à Philadelphie et, quoiqu'il ne figurât pas sur la liste des émigrés, il aurait soin de se munir d'un passeport du consul de la République française. Effectivement, on avait mis sur la liste nombre de personages connus qui, pourtant, comme Moreau, avaient rendu de grands services à la nation ; mais cette méprise, heureusement, n'avait pas eu lieu pour lui. Aucune des lois de la Convention ou du Directoire ne s'opposait à son retour.

Mais l'épidémie de fièvre jaune et la baisse de ses affaires ne furent pas seuls à convaincre Moreau de la nécessité

1. Paul D. Evans, *Deux émigrés en Amérique*.

2. *Voyage aux Etats-Unis*, p. 225.

de son départ : « C'est à vous à calculer, continuait Demeunier, si vous pouvez et devez ramener dans votre patrie votre nombreuse famille et quitter le vilain pays dont nous sommes mécontents à si juste titre. *Le maudit traité des Etats-Unis avec l'Angleterre a causé la division qui est loin de se calmer.* Dans cet état de choses, toutes vos entreprises de commerce souffriront si vous n'y mettez pas une prudence et une habileté extrêmes et *il n'y a plus de bonne grâce à des républicains de demeurer à Philadelphie* » (1).

Encore, le citoyen Rozier, consul à New-York, lorsqu'il apprit le projet de son ami, lui écrivit le 27 juin 1798 : « J'avais l'espoir de vous aller faire mes adieux, mais il faut y renoncer. Cette contrariété m'est un nouveau motif pour damner tous ces brouillons, tous ces coquins qui veulent mettre ce pays en confusion. Au reste, *ceux qui n'aiment pas le Robespierre feront très bien de décamper au plus vite* » (2).

§ 4.

Dès le mois de septembre 1797, Moreau de Saint-Méry avait remarqué que les rapports entre la France et l'Amérique prenaient « un caractère sombre » qui aurait pu rendre le séjour des Français aux Etats-Unis très désagréable. Pour éviter toute possibilité de malentendu sérieux quant à sa situation dans la capitale, son ami Letombe lui avait proposé, pour sa propre sûreté, de l'attacher nominativement à la légation française. Aussi, le 24 septembre, fut-il nommé *commissaire examinateur pro tempore* à la vérification des comptes de l'exercice du consulat français (3).

Rappelons brièvement ce qui se passait entre les deux Républiques : La France et l'Angleterre s'étaient engagées

1 Lettre du 7 mars 1798. *Voyage aux Etats-Unis*, p. 255.

2. *Voyage aux Etats-Unis*, p. 262.

3. Pour le certificat, voir *Voyage aux Etats-Unis*, p. 249.

dans une guerre titanesque ; aux Etats-Unis, la bataille politique se déterminait sur la base des questions étrangères plutôt que des considérations nationales. Comme l'a dit Moreau de Saint-Méry : « Les Etats-Unis étaient très agités. En effet, le parti fédéraliste (qui est le parti anglais de ce pays) les poussait à la guerre contre nous, tandis que les Américains républicains étaient en faveur de la République française. On s'exerçait comme si les Français avaient été au moment d'arriver sur la côte pour les envahir. On se toisait, on se menaçait de l'œil » (1). Le gouvernement français prétendait que, selon son traité avec l'Amérique, il avait droit à son appui contre l'Angleterre, du moins quant à la défense des Antilles françaises. Le parti républicain était si favorable à la France et si violent dans sa propagande que, si le Congrès l'avait écouté, les Etats-Unis auraient déclaré la guerre contre l'Angleterre. D'autre part, les Fédéralistes éprouvaient une haine féroce contre la République française. Ils trouvaient insupportable l'attitude arrogante de ses envoyés, et la saisie continuelle des bâtiments américains par les croiseurs français les poussait à demander la guerre contre leur ancienne alliée. Washington, malgré cette clameur populaire, adhéra à sa politique de stricte neutralité et Adams, devenu président en 1796, suivit le même chemin. Outré par la ratification du *Jay Treaty* avec l'Angleterre, le Directoire refusa de recevoir l'envoyé américain, Pinkney, et lui ordonna de quitter la France. Adams, voulant toujours éviter la guerre qui semblait inévitable, envoya une commission spéciale composée de Pinkney, Marshall et Gerry pour traiter avec les Français. C'est alors que Talleyrand leur fit la scandaleuse proposition [de l'*Affaire X Y Z* (2)].

1. *Voyage aux Etats-Unis*, p. 262.

2. Lavissee, *Histoire de la France contemporaine*, vol. II, p. 382.

La *Correspondance XYZ* fut publiée et répandue sur les deux continents, où elle souleva l'indignation de tous. Aux Etats-Unis, au mois de mars 1798, Adams annonçait au Congrès que la préparation à la guerre maintenant certaine pouvait continuer ; l'orage de colère populaire faillit écraser le parti républicain. « *Millions for defence, not one cent for tribute* », criait-on. Une armée fut immédiatement levée, à la tête de laquelle on mit le vénérable Washington ; le jour de l'Indépendance (4 juillet), on brûla sur la place publique l'effigie de l'ancien évêque d'Autun et, quoiqu'elle ne fût jamais officiellement déclarée, il existait une guerre réelle entre la France et les Etats-Unis dans les dernières années du xviii^e siècle (1).

Le 14 juillet 1798, Moreau notait dans son journal que l'esprit défavorable aux Français augmentait tous les jours : « La cocarde française n'était plus portée à Philadelphie que par moi seul ». Les Républicains américains, craignant des actes de violence de la part des Fédéralistes (qui profitaient pleinement de cette vague de haine populaire dirigée contre la France républicaine et contre toute manifestation de libéralisme), se réunissaient clandestinement et prenaient des mesures pour se défendre. Moreau de Saint-Méry fut invité à ces « conciliabules » et il reçut des clefs pour des lieux secrets de refuge où il pourrait se cacher avec sa famille, si sa propre maison se trouvait menacée (2).

Mais les députés fédéralistes du Congrès présumaient trop de leurs forces et ils contribuèrent fortement à leur chute en faisant promulguer par le président Adams les fameux *Alien and Sedition Acts*. D'après le premier de ces décrets (*Alien Act*, 25 juin ; *Alien Enemies Act*, 6 juillet), le président pouvait renvoyer tout étranger considéré comme dan-

1. Tricoche, *La guerre franco-américaine, 1798-1801. Revue historique*, vol. LXXV (1904).

2. *Voyage aux Etats-Unis*, p. 263.

gereux aux Etats-Unis. Tout étranger ainsi banni qui essaierait de rentrer dans le pays serait condamné aux travaux forcés à perpétuité. Cette loi n'était certainement pas dans le ton des proclamations qui faisaient de l'Amérique le « refuge des opprimés de toutes les nations » et longtemps après on agitait encore la question de sa constitutionnalité.

Combien l'attitude des Américains envers les étrangers avait changé ! Quatre ans auparavant, ils avaient été « consternés » par l'exécution de Robespierre car, disaient-ils : « Robespierre rendait la France inhabitable pour tous les Français. Dès qu'il pouvait en échapper un homme ou un écu, l'un et l'autre se réfugiaient chez nous. Or, il nous faut des hommes, de l'argent, de l'industrie. Jugez combien la destruction d'un pareil être va nous nuire » (1). Mais, d'autre part, il faut se représenter l'acerbité de la lutte politique à cette époque : les citoyens de la jeune République n'étaient pas accoutumés à l'amertume de l'invective et de la satire employées par des écrivains politiques, qui, malheureusement, ne furent pour la plupart que des aventuriers étrangers. Ces pamphlétaires menèrent leurs campagnes avec une acrimonie qui n'a jamais été égalée aux Etats-Unis. Le Congrès, en votant l'*Alien Act*, avait visé ces manieurs de plumes caustiques, dont William Cobbett et William Duane, rédacteur de l'*Aurora* à Philadelphie, étaient des représentants plus modérés.

§ 5.

Il n'est pas douteux que l'agitation soulevée par certains amis de Moreau de Saint-Méry et que les paroles enflammées de ces réfugiés, pénétrés de leurs théories politiques et pour la plupart doués d'une vanité peu commune,

1. *Voyage aux Etats-Unis*, p. 152.

aient été néfastes pour eux et pour la bonne entente des deux Républiques. Les rédacteurs de l'*Alien Act* ne pensaient évidemment pas à des Français comme Chateaubriand, comme Lézay-Marnésia, comme Mme de la Tour du Pin, qui nous a laissé la peinture la plus charmante des Etats-Unis vers 1795 (1), comme les princes d'Orléans, beaux, jeunes, accueillis et fêtés partout, comme le vicomte de Noailles, dont le seul crime était de mener joyeuse vie à Philadelphie pendant que sa femme mourait sur l'échafaud. Ces exilés avaient contracté dans le Nouveau Monde un vrai culte de la liberté naturelle : « Pour eux, les Etats-Unis, ce sont une certaine joie physique, une perception intense et joyeuse de la nature, que nul autre bien ne donne » (2). Ils deviennent et restent d'enthousiastes partisans de l'amitié franco-américaine.

Mais, les hommes que l'*Alien Act* visait, comme Volney, Collot, La Rochefoucauld, Talleyrand, ressentirent l'injure qu'on leur faisait en créant une loi spéciale pour eux. Bien sûr, Talleyrand et La Rochefoucauld étaient déjà partis, mais l'Amérique n'avait pas encore oublié les critiques amères de ces deux voyageurs cyniques, qui, dépaysés et incompris au milieu d'un peuple qu'ils avaient voulu étonner et instruire, s'étaient refusés à comprendre son caractère, son génie, sa religiosité, et ne furent point dans leurs écrits postérieurs (surtout Talleyrand) les meilleurs agents pour une entente avec les Etats-Unis. Collot, par ses démarches louches à l'Ouest des Etats-Unis, Volney, par son impiété caustique, et Moreau de Saint-Méry, par ses rapports continuels avec des Français représentant toutes les opinions possibles, constituèrent les principaux points de mire de l'*Alien Act*. Le président Adams leur fit l'honneur

1. Cf. *Journal d'une femme de cinquante ans*.

2. Faÿ, *Esprit révolutionnaire*, p. 301.

douteux de les mettre à la tête de sa *Liste de Français à renvoyer*.

Le pauvre Moreau de Saint-Méry n'y comprenait plus rien : tout le temps que John Adams avait été vice-président des Etats-Unis, il avait été dans les meilleurs termes avec le libraire français de Front Street ; il venait souvent chez lui, dans son cabinet, dans son magasin, et les deux hommes se faisaient réciproquement le cadeau de leurs ouvrages à mesure qu'ils paraissaient. Mais, dès qu'il devint président, Adams cessa de venir chez son ami français et n'eut plus de rapports avec lui, jusqu'à la publication de sa *Liste*. Moreau était curieux de savoir ce qu'Adams pouvait lui reprocher. Il lui fit poser cette question par Samuel Langdon, président de *Harvard University* et sénateur de New Hampshire : « Rien de particulier, répondit Adams, mais il est trop Français » (1).

§ 6.

Il est certain que Moreau de Saint-Méry avait été d'abord gêné et même irrité par l'égalité « telle qu'on la pratiquait en Amérique » et qu'il ne fut pas le plus modeste des hommes ; mais il n'est certainement pas vrai qu'il « répandait avec les plus cruelles calomnies les plus niaises inexactitudes » et que tout le groupe de réfugiés français se laissait influencer, dans ce sens, par les idées de l'éloquent Moreau, comme le prétend Bernard Fay : « Moreau de Saint-Méry, ajoute-t-il, a laissé un interminable récit de son séjour dans le Nouveau Monde, qui est un chef-d'œuvre de fatuité blessée et de courte vue. Forcé de gagner sa vie à Philadelphie en faisant du commerce, puis en vendant des livres et en imprimant, il ne put admettre que

1. *Voyage aux Etats-Unis*, p. 263.

les autorités américaines et les hautes classes ne s'occupassent point de lui. Ne voyant que la racaille, il préféra ne voir personne, il échoua dans ses entreprises et s'aigrit. Les jugements qu'il porta sur la vie et sur la moralité américaines sont d'une injustice grossière et aveugle. Il ne put pardonner à la jeune République d'ignorer ou plutôt de haïr l'usage des lavements et en tira les arguments les plus graves contre le bon sens et la sincérité des Américains » (1).

Au contraire, Moreau de Saint-Méry, qui avait joué un rôle important dans la Révolution française, ne pouvait qu'admirer la tolérance, la liberté, le gouvernement du peuple américain. Il nous est permis, de plus, de douter fortement qu'il n'ait vu que « la racaille » (2). Moreau de Saint-Méry n'échoua pas dans ses entreprises : il gagna honnêtement sa vie jusqu'au jour de son départ, quoique, vers la fin, il eût bien besoin d'argent. Le comte de Moré, spirituel aux dépens d'autrui, n'est pas toujours un témoin fidèle et lorsqu'il dit de Moreau : « Je ne fus même pas plus étonné d'apprendre quelques mois après qu'il faisait faillite : tout ce que je remarquai, c'est qu'elle fut de vingt-cinq mille francs, et je n'aurais pas donné mille écus du fonds de boutique de M. Moreau de Saint-Méry » (3), il est prudent de n'accepter ces paroles que sous caution.

Evidemment, ses notes sont hâtivement composées et ses jugements sont parfois durs, mais n'oublions pas que Moreau de Saint-Méry n'avait pas l'intention de publier son journal tel quel et qu'il est de la plus haute injustice de le juger d'après un manuscrit. Même comme ébauche, son *Voyage aux Etats-Unis* mérite une étude soigneuse. Natif de l'Amérique, homme politique, savant, historien,

1. Faÿ, *op. cit.*, p. 269.

2. Cf. Nos Chapitres IV et V sur ses amitiés en Amérique.

3. Moré, *op. cit.*, p. 148.

connaissant la vie des Antilles, la culture et la civilisation de la France, Moreau de Saint-Méry est un observateur avisé et un psychologue clairvoyant, parfaitement qualifié pour interpréter la vie américaine : « Aucun sentiment dépréciateur d'un grand peuple qui a donné à l'univers le magnifique spectacle d'hommes combattant avec succès pour la vraie liberté, n'a conduit ma plume », assure-t-il. S'il ne peut s'empêcher de comparer le Nouveau Monde à son pays, à Paris, centre des sciences et des arts, « ce ne sera jamais pour humilier les Américains » (1).

« La France occupe aux Etats-Unis une place à part ; nul pays n'y est, à certaines heures, plus passionnément aimé ; nul n'y est, par ailleurs, plus déprécié, plus sévèrement jugé », a dit un grand professeur des sciences politiques, dans son étude récente sur les Etats-Unis (2). Il y a cent trente ans, Moreau de Saint-Méry écrivait : « Je ne peux ni ne dois taire qu'il ne s'établisse point entre les Américains des Etats-Unis et les colons ou autres Français en général un sentiment de véritable affection. A la moindre circonstance politique, leurs rapports varient et s'affaiblissent et l'on est prêt à tout oublier de part et d'autre » (3). Jugement que le temps n'a pas démenti.

Cet historien qui a jugé les citoyens des Etats-Unis avec une « injustice » si « aveugle » ne loue pas non plus le rôle de son propre pays dans l'établissement des relations franco-américaines. Selon lui, le choix des ministres français ne montrait pas assez le désir de la France de s'attacher les Etats-Unis : « M. de la Luzerne fut le seul à leur plaire. M. de Montier poussait la maladresse jusqu'à se faire apporter chez M. Hamilton, ministre, sous prétexte de régime, deux ou trois plats accommodés à la française. M. de Ter-

1. *Voyage aux Etats-Unis*, p. 44.

2. André Siegfried, *Les Etats-Unis d'aujourd'hui*, p. 313.

3. *Voyage aux Etats-Unis*, p. 295.

nant ne fit que de passer. Le ministre Genêt voulait tout mettre en feu. S'il avait été ministre six semaines de plus, c'en était fait : le président aurait été forcé de convoquer le Congrès, qui aurait déclaré la guerre à l'Angleterre. Fauchet fut presque nul en diplomatie, mais esclave craintif des Jacobins du continent... Partout le caractère léger et peu modéré des Français a percé. Ils ont blâmé tout ce qui n'était pas conforme aux usages de leur pays » (1).

§ 7.

Le 14 juillet 1798, Moreau de Saint-Méry prit à la légation française un passeport pour lui et pour toute sa famille. Le navire *Adraste*, mis en « parlementaire » pour pouvoir passer en sûreté à travers la zone militaire, fut chargé de Français « à renvoyer », qui eurent d'ailleurs leur passage gratuit. Toujours prévoyant, Moreau obtint de l'ambassadeur anglais, Robert Liston, du ministre des Affaires étrangères américain, Pickering, et de l'envoyé espagnol, de Yrujo, des passeports supplémentaires afin de garantir un retour sans histoires (2).

Il acheva de vendre tout le stock de sa librairie, dont le commerce « n'allait plus ». Les journaux de Philadelphie portaient depuis quelques jours la notice suivante :

« Moreau de Saint-Méry, étant au moment de terminer l'impression du second volume du *Voyage en Chine* par Van Braam, dont il est l'éditeur, et de son second volume de la *Partie française de Saint-Domingue*, veut vendre :

« 1° Une imprimerie complète avec laquelle on peut entreprendre également la publication de plusieurs ouvrages, soit en français, soit en anglais ;

1. *Voyage aux Etats-Unis*, p. 295,

2. *Voyage aux Etats-Unis*, p. 263-265.

« 2° Environ 300 exemplaires qui lui restent des 1.000 de son édition de la *Description de la partie française de Saint-Domingue* (dont le premier volume est déjà traduit et publié en hollandais par un libraire de Haarlem);

« 3° Environ 300 exemplaires de sa *Description de la partie espagnole de Saint-Domingue*;

« 4° Environ 500 exemplaires de la traduction en anglais de la *Description de la partie espagnole* (avec le privilège);

« 5° Des exemplaires de son *Atlas de Saint-Domingue*;

« 6° Environ 300 exemplaires restant des 1.000 de l'édition de son *Abrégé des Sciences* (avec le privilège);

« 7° Autant du même ouvrage traduit en anglais (avec le privilège);

« 8° Environ 150 exemplaires des *Nouvelles étrennes spirituelles*;

« 9° Quelques livres qui lui restent du fonds de sa librairie;

« 10° Un forte-piano;

« 11° Un violon de Renaudin;

« 12° Plusieurs meubles et objets dont le détail serait trop long.

« Enfin, Moreau de Saint-Méry cédera aussi plusieurs ouvrages de sa bibliothèque personnelle et quelques-unes de ses cartes. Tous les articles sont à des prix très avantageux pour l'acheteur » (1).

Le 20 août, avec sa femme, son fils, sa fille Aménaïde et la famille de son beau-frère Baudry de Lozières, Moreau de Saint-Méry s'embarqua pour New-Castle où l'*Adraste* les attendait. Le 24 au matin, nos réfugiés quittaient pour toujours le sol des Etats-Unis.

1. Paru dans les derniers numéros de juin 1798 du *Courrier français* (Parent). *French newspapers in the United States*, p. 118-119.

ÉPILOGUE

Moreau de Saint-Méry, ambassadeur
et conseiller d'Etat sous Napoléon.

Fin de sa vie.

(1806-1819).

§ 1.

De retour à Paris le 14 octobre 1798, Moreau de Saint-Méry fut reçu à bras ouverts par tous ses anciens amis, Talleyrand, les Directeurs Treilhard et Barras, Ramel de Nogaret, ministre des Finances, Palissot de Beauvois, Volney, Mme de Staël (1). Le Directoire arrivait à la fin de son gouvernement agité, constamment menacé par le péril extérieur et affaibli par la corruption des gouvernants.

Moreau s'occupa immédiatement d'obtenir pour lui et sa famille les cartes de sûreté nécessaires pour résider à Paris. Il se rendit à cette fin chez le Directeur Merlin avec un membre du Conseil des Cinq Cents, Heurtault-Lamerville. L'accueil de Merlin fut plus que froid : « Vous êtes émigré, dit-il vivement à l'ancien président des Electeurs de Paris, et si je faisais mon devoir, je vous ferais fusiller par la sentinelle que voilà ! » (2). Quelques jours avant son arrivée à Paris, en effet, les rédacteurs de la *Correspondance des*

1. *Voyage aux Etats-Unis*, p. 397-403.

2. *Voyage aux Etats-Unis*, p. 397-398.

représentants du peuple (feuille faisant suite au *Journal des hommes libres*) avaient dénoncé Moreau de Saint-Méry comme émigré royaliste (1). Nous savons pourtant qu'il était sorti de France avec des passeports bien en règle. Le *Messager des relations extérieures* se récria contre les dénonciateurs de Moreau et les amis de l'ancien Constituant vinrent à son secours. Le ministre Ramel envoya à Merlin une attestation que Moreau de Saint-Méry ne figurait sur aucune liste d'émigrés et qu'au contraire, tout ce qui existait sur son compte dans son ministère le peignait comme un « bon citoyen ». Merlin était furieux : il insista auprès de ses collègues au Directoire pour faire mettre Moreau sur la liste des émigrés, mais Barras et Treilhard refusèrent, naturellement, et Rewbell et Larevellière-Lépeaux ne voulurent pas se prêter à cette manifestation de haine personnelle. Aussi le 11 novembre, le ministre de la Police envoya-t-il les pièces nécessaires à Moreau de Saint-Méry (2).

Sous les auspices de son ami, l'amiral Bruix, ministre de la Marine, Moreau de Saint-Méry fut nommé historiographe du ministère de la Marine et directeur du bureau d'histoire et de législation ; le 7 novembre 1798 il commença à travailler au ministère, où il fut spécialement chargé de la rédaction du code colonial prescrit par la loi du 12 nivôse an VI. Il prépara également, d'après l'invitation du ministre, la publication du code colonial pour l'espace intermédiaire entre son dernier volume de lois allant jusqu'en 1785 et la Révolution (3).

L'orage de la Révolution était passé, on ne parlait plus de « suspects ». Les ouvrages de Moreau de Saint-Méry con-

1. F. Aulard, *Paris sous la réaction thermidorienne*, vol. V, p. 148.

2. *Voyage aux Etats-Unis*, p. 400.

3. *Voyage aux Etats-Unis*, p. 400. Cf. *Notes des travaux du citoyen Moreau de Saint-Méry*.

naïssaient alors un succès bien mérité. Le ministère de la Marine prit encore cinquante exemplaires de sa *Description de Saint-Domingue*. Son beau-frère, Baudry de Lozières, était employé à Nice comme vérificateur à la Trésorerie de l'armée d'Italie (1). En somme, la famille de l'ancien Electeur de 1789 put encore une fois envisager un avenir sans danger. Le 24 novembre, Moreau fut reçu membre de la *Société libre des sciences, des lettres et des arts* ; le 27, l'Institut reçut l'hommage de ses livres sur Saint-Domingue et, le 6 décembre, Moreau y parla de la fièvre jaune (2) ; le lendemain, de plus en plus honoré par les savants de la capitale, il fut reçu par la *Société libre d'Agriculture*, le *Lycée républicain* et le *Lycée des arts et des sciences* (3). Tous ces succès intellectuels ne firent pourtant pas oublier au fier Moreau de Saint-Méry l'insignifiance de son emploi au ministère de la Marine. Mais le moment qui allait lui donner une place digne de son mérite ne tardait pas à venir. Le coup d'Etat du 18 Brumaire, qui marquait la fin de la Révolution, marquait aussi l'ascendance du crédit de Moreau de Saint-Méry.

§ 2.

Le 20 janvier 1800, un mois après la publication de la nouvelle Constitution de l'an VIII par le Consulat, Moreau quitta le département de la Marine pour devenir membre du Conseil d'Etat (4). Ainsi son ami Talleyrand avait tenu sa promesse de lui trouver une place qui lui donnât « l'in-

1. A. Dépréaux, *Le commandant Baudry des Lozières*, p. 41.

2. Vers cette époque, Moreau publia un extrait de son manuscrit, *Lettres d'un Français voyageur à un de ses amis en France*. La brochure de 45 pages, sous forme d'une lettre datée : *Philadelphie, 15 août 1798*, parle de la fièvre jaune dans la capitale américaine, des cimetières, des incendies, etc.

3. *Voyage aux Etats-Unis*, p. 402.

4. Dépréaux, *op. cit.*, p. 41.

dépendance sans trop de travail ». Baudry des Lozières remplaça son beau-frère à la Marine (1). Moreau de Saint-Méry apportait au Conseil d'Etat, « le siège du gouvernement, la seule parole de la France », l'appui de ses vastes connaissances légales pour l'aider dans sa rédaction des projets de lois. Le 17 mars, c'est lui qui défendit comme l'un des orateurs du gouvernement devant le Corps législatif le projet de loi relatif aux jugements des prises maritimes (2).

Mais Bonaparte, Premier Consul, avait d'autres emplois pour Moreau de Saint-Méry. Par son arrêté du 7 fructidor an VIII (7 août 1800), il le nomma conseiller d'Etat *en service extraordinaire* (3). Ce furent ces conseillers d'Etat en service extraordinaire qui devaient dicter les codes de Napoléon et monter à *la française* des principautés, des duchés, des royaumes dans toute l'Europe !

Par une série de traités étroitement liés, celui de Saint-Ildephonse (1^{er} octobre 1800), celui de Lunéville (9 février 1801) et le traité d'Aranjuez (21 mars 1801), Bonaparte consolidait sa position dans l'Italie du Nord. Il chassait les Habsbourg de la Toscane, en remplaçant l'archiduc Ferdinand III, frère de l'empereur François II, par le prince de Bourbon, Louis I^{er}, fils du duc de Parme. D'accord avec Charles IV, roi d'Espagne, il fortifiait les Bourbons en Italie, mais, en reprenant les duchés de Parme, Plaisance et Guas-

1. Il y resta jusque vers 1809. Devenu délibérément arriviste, Baudry dédia à l'Impératrice Joséphine en 1804 un prétentieux roman allégorique : *Aithès ou le Héros chéri des dieux*, qui n'atteignit d'ailleurs pas son but. Un autre de ses écrits, *Les soirées d'hiver du faubourg Saint-Germain*, fut rigoureusement saisi par la police impériale. Baudry mourut au début de la seconde Restauration, ayant tout écrit sauf la seule œuvre qui eût pu nous passionner, c'est-à-dire, l'histoire de sa vie « si agitée, sinon si remplie ». Dépréaux, *op. cit.*, p. 42.

2. Voir son *Discours prononcé le 26 ventôse an VIII*. B. N. Le⁵⁰ 299.

3. *Moniteur universel*, 7 août 1800, vol. XXI, p. 7. Cf. *Almanach national*, 1801, p. 66, 68.

talla du vieux duc de Parme, don Ferdinand, il les rejetait de l'Italie du Nord (1).

Bonaparte avait besoin de Parme : le duché était entouré de tous côtés, au nord et à l'est par les départements de la République italienne, au sud et à l'ouest par la République ligurienne ou par le Piémont : Parme était déjà de fait dominé par l'influence française. Par là, Bonaparte était le maître de toute la vallée du Pô : il avait établi les Bourbons à Florence et refoulé les Habsbourg en Vénétie.

Mais le Premier Consul n'eut pas Parme aussitôt ; soit par obstination, soit par jalousie, le duc Ferdinand de Parme refusait de consentir à l'arrangement par lequel il devait renoncer à tous ses droits de souveraineté en faveur de son fils, d'autant plus qu'on ne l'avait pas consulté sur ce sujet (2).

§ 3.

L'arrêté du 7 fructidor an VIII, qui mettait Moreau de Saint-Méry en service extraordinaire, le nommait en même temps *Résident de la République française* à Parme. Le 17 février 1801, au lendemain du traité de Lunéville, le « citoyen Moreau Saint-Méry » (3) reçut l'ordre de partir pour Parme dans les quarante-huit heures (4). Ses instructions le chargeaient d'une mission des plus délicates : tout en se conciliant l'entière confiance du vieux duc Ferdinand, il devait le déterminer à céder les états de Parme,

1. Driault, *Napoléon en Italie*, p. 130-133. De Clercq, *Recueil des traités de la France*, vol. I, p. 411-413, 424, 431-432.

2. Les traités restèrent secrets pendant longtemps entre la France et l'Espagne.

3. Dans tous les écrits officiels du Consulat et de l'Empire, la particule *de* manque au nom de Moreau de Saint-Méry.

4. Communiqué du ministre des Affaires étrangères, Talleyrand, à Moreau de Saint-Méry. *Archives du ministère des Affaires étrangères*. Parme, vol. 47 (1801-1809), folio 5.

Plaisance et Guastalla à la République française, en faveur de son fils, qui deviendrait roi d'Etrurie et aurait son trône à Florence. Dans une nouvelle lettre à Moreau, Talleyrand ajoutait l'argument que la duchesse de Parme était autrichienne et que l'objet essentiel du Premier Consul était de mettre les Etats de l'Italie du Nord « à l'abri de toute influence de la part de la maison d'Autriche ».

Moreau de Saint-Méry arriva à Parme le 15 mars 1801 ; en passant à Milan, il apprit du ministre cisalpin, Ceretti, « la passion de l'Infant (1) pour régner, sa jalousie du pouvoir », qu'il cherchait à dissimuler « sous les dehors trompeurs d'une superstition qui semble ne l'occuper que des choses de l'autre vie ». Le résident français fut reçu le 21 mars, le jour même où l'on signait la convention d'Aranjuez. Après avoir écouté Moreau expliquer l'objet de sa mission, le duc Ferdinand répondit que « rien ne lui avait fait soupçonner qu'il pût être question d'abdiquer sa souveraineté sur ses états actuels » et qu'il désirait « y réfléchir ». L'audience se termina là-dessus.

Moreau était persuadé que l'Eglise à Parme, comme dans le reste de l'Italie, prenait la direction de la résistance à l'influence française (2). Moreau alla donc voir l'évêque Turchi, qui, sorti d'un couvent de Capucins, régnait sur le duc de Parme et, en son nom, sur tous les Parmesans. Comme réponse aux sollicitations et aux menaces du résident français, Turchi affirma sa nullité politique et son désintéressement et le conjura de servir le vieux duc en lui faisant laisser ses états actuels jusqu'à sa mort (3).

Le 25 mars 1801, le duc de Parme adressa solennelle-

1. Le duc Ferdinand de Parme. Son fils avait épousé en 1795 la fille de Charles IV d'Espagne.

2. Un grand nombre de Jésuites vivaient auprès de l'Infant comme ses conseillers secrets et soutenaient de toutes leurs forces son obstination.

3. *Affaires étrangères*. Parme 47, fol. 21, suiv.

ment au représentant de la France la déclaration suivante : « ... Quant à mes états, je ne peux absolument en faire l'abdication et je me fie sur l'amitié et loyauté de la République française et du Premier Consul, dont j'ai eu tant de preuves, que mes droits seront défendus de toute violence quelconque ». Moreau manda le lendemain à Talleyrand : « Il serait inutile de croire aucune rétractation possible. L'obstination a pris le caractère religieux et on y persévérera » (1). Pourtant Bonaparte insistait pour l'exécution intégrale du traité d'Aranjuez : l'Infant devait se retirer à Florence auprès de son fils et l'administration de Parme devait se faire au nom de la France. Mais l'ambassadeur d'Espagne à Paris, d'Azara, intervint en faveur du duc de Parme : « Ce prince est tombé dans une mélancolie extrême, et il croit sa conscience compromise dans la renonciation qu'on exige de lui, et peut-être on ne pourra pas obtenir de lui cet acte sans une violence scandaleuse » (2).

Bonaparte ne voulut pas brusquer l'affaire par un scandale et il patienta. Mais, sur son ordre, Parme disparut de la liste des Etats souverains dans l'*Almanach national* de 1801 et, dans la liste des conseillers d'Etat, le nom de Moreau Saint-Méry fut suivi de : *Résidant à Parme* et non : *Résident* (3). Tous ces changements étaient expressifs. Moreau fut autorisé à quitter momentanément sa résidence pour visiter quelques parties de l'Italie et Talleyrand lui témoigna sa satisfaction pour le zèle qu'il avait montré (4). « Ce fut alors, raconte Lavissee, comme un échange de courtoisies : la France eut la bonne grâce de ne pas insister et, galamment, le duc mourut l'année suivante » (5).

1. *Affaires étrangères*. Parme, vol. 47, fol. 27-28.

2. *Affaires étrangères*. Parme, vol. 47, fol. 37.

3. *Almanach national*, 1801. Cf. *Affaires étrangères*. Parme, vol. 47, fol. 106.

4. *Affaires étrangères*. Parme vol. 47, fol. 116.

5. Lavissee, *op. cit.*, vol. III, p. 119.

Le duc en effet mourut le 9 octobre 1802. On fit courir le bruit d'un empoisonnement, mais des médecins établirent que le vieux Ferdinand était mort d'une maladie gangréneuse du foie. Il fut regretté des gens d'Eglise, des moines, des nobles, des militaires, des pensionnés. Dans cette ville de 36.000 habitants, 24.000 personnes dépendaient immédiatement des bontés de l'Infant pour vivre (1).

§ 4.

Avant son décès, Ferdinand avait recommandé la formation d'un conseil de régence sous la présidence de Mme l'Infante.

Moreau de Saint-Méry réserva tous les droits de la République et fit savoir à la régence que ses pouvoirs ne pouvaient être que provisoires tant que Bonaparte n'aurait pas envoyé ses ordres (2). Les ordres du Premier Consul, envoyés par Talleyrand le 17 octobre, furent rapides et formels : le traité d'Aranjuez avait fait passer les Etats de Parme, Plaisance et Guastalla à la disposition de la France ; Bonaparte n'avait pas réclamé immédiatement l'exécution de la convention, mais la mort du duc avait amené l'occasion de l'effectuer. Par conséquent, Moreau Saint-Méry était nommé *Administrateur général des Etats de Parme* ; le conseil de régence devait être immédiatement dissous (3). Le 23 octobre, Moreau publia son premier édit : il annonça la convention d'Aranjuez, la dissolution de la régence et déclara que tous les actes publics seraient intitulés au nom de la France et ne seraient valides que s'ils étaient revêtus de l'approbation de l'administrateur français (4).

1. *Affaires étrangères*. Parme, vol. 47, fol. 162.

2. *Affaires étrangères*. Parme, vol. 47, fol. 158.

3. *Affaires étrangères*. Parme, vol. 47, fol. 179.

4. *Affaires étrangères*. Parme, vol. 47, fol. 185-188. Cf. *Le Publiciste*,

Cependant Bonaparte ne se hâtait pas de s'emparer du duché vacant. Il était alors très préoccupé des affaires coloniales et de la question de la Louisiane ; il gardait donc Parme en réserve, comme un élément de combinaisons possibles, continentales ou coloniales.

Moreau Saint-Méry se trouvait revêtu d'une autorité immense : il exerçait des droits presque régaliens, même celui de faire grâce. Administrant ces pays d'une manière toute paternelle, il encouragea l'agriculture et le commerce et accorda une protection spéciale aux établissements de bienfaisance et d'instruction publique. Il recueillit avec zèle toutes sortes de renseignements statistiques, seule base, selon lui, d'une amélioration efficace de l'administration de Parme, qu'il cherchait à organiser sur le plan suivi en France. L'administrateur général professait le plus sincère respect pour la gloire artistique et littéraire de Parme. Comme l'a dit Hazard : l'hégémonie littéraire de la France, étant une nécessité de gouvernement, devint une institution d'Etat (1). Il y avait alors un homme qui méritait tous les égards, parce qu'il avait donné aux lettres parmesanes un éclat incomparable : Jean-Baptiste Bodoni, le célèbre typographe. Moreau voulait laisser un souvenir éternel de son administration en écrivant une grande *Histoire de Parme* (2) ; comme Bodoni connaissait à fond toute chose parmesane, Moreau fit de lui son compagnon inséparable dans ses recherches. Bodoni, flatté de cette attention, publia chez lui plusieurs des ouvrages de l'administra-

10 novembre 1802. L'édit fut signé : Moreau de Saint-Méry, *administrateur général*. Moreau de Saint-Méry fils, *secrétaire général*.

1. Hazard, *La Révolution française et les lettres italiennes*, p. 203.

2. Moreau de Saint-Méry consulta un nombre infini de documents concernant l'histoire des Etats de Parme, Plaisance et Guastalla. La plupart de ses manuscrits et imprimés furent vendus au gouvernement parmesan le 25 février 1847 par sa veuve. *Atti e memorie parmensi*, nuova serie, vol. III, p. 411-412.

teur français (1). Luigi Landriani dédia sa traduction de *La Marianna* de Voltaire à Mme Moreau Saint-Méry; Moreau Saint-Méry fils traduisit en français l'*Oratio Dominica* de Bodoni; le typographe imprima une patente qui annonce que « *la Signora Aménaïde Moreau de Saint-Méry, oggi Contessa dall'Asta, fu ascritta a l'Accademia Parmense di Pittura, Scultura ed Architettura il giorno 13 novembre 1802* » (2).

L'administrateur général de Parme, pour seconder l'ambition de Bonaparte, fut obligé de commettre un crime moral qui devait choquer son esprit de justice et sa bonne foi : « S'il existait à Parme quelques objets d'art d'un grand prix, appartenant à l'ancien gouvernement, lui écrivit Talleyrand le 17 octobre 1802, vous ne devez rien faire qui donne lieu de craindre que vous ayez l'ordre de vous en emparer pour la France. Mais, au bout de quelque temps, il serait peut-être possible de les déplacer et de les envoyer sans éclat à Paris » (3). Bonaparte envoya à Moreau Saint-Méry un *Etat des objets d'art qui sont à Parme* avec ordre de faire expédier les pièces qui pourraient convenir au Musée de Paris (Louvre). Ainsi Moreau ne lui envoya-t-il pas moins de quarante caisses de tableaux des maîtres italiens, Lanfranco, Samachini, Michel-Ange de Sienna, Le Corrège, Le Parmesan, etc., tous pris dans les églises et les couvents de Parme aux moments où les fidèles étaient absents (4).

§ 5.

Malgré les ordres de Bonaparte, Moreau se montrait administrateur juste et bienveillant et gagna bientôt les sympathies de tous les Parmesans, surtout des jeunes qui,

1. Passerini, *Memorie*, p. 160-162. Cf. *Œuvres imprimées de Moreau de Saint-Méry*.

2. Cf. *Œuvres imprimées de Bodoni*. G. de Lama, *Vita di Bodoni*.

3. *Affaires étrangères*. Parme, vol. 47, fol. 179.

4. *Affaires étrangères*. Parme, vol. 47, fol. 283-284, 298.

favorables au changement de gouvernement, furent appelés aux postes publics et à la milice. Les historiens italiens sont d'accord sur la sagesse de l'administration de notre colonial, même ceux qui avaient à se plaindre de la domination française. Castro dit de lui : « *Però Saint-Méry era giusto e temperato : per cui non mancò di alleviare i danni dell' occupazione militare e favorì il pubblico bene* » (1). Charles Botta, qui n'aimait guère l'administration française, remarque que : « Moreau de Saint-Méry secondait les vues de Bonaparte moins par inclination personnelle que pour plaire à son souverain, car Moreau de Saint-Méry aimait le commandement plus qu'il n'aurait convenu à un vieillard modeste ; mais quoi ! le climat était si doux, le caractère des habitants si conforme au climat, il est si doux aussi de commander ! » (2).

Napoléon, qui estimait peu les hommes faibles, ne semble pas avoir voulu mettre un frein à l'autorité de son ambassadeur. Il y eut seulement vers 1803 une petite alerte : Moreau Saint-Méry, pour arrêter les excès de l'Eglise, avait renouvelé le 12 mai un édit, rendu sous le ministère français Du Tillot en 1759, qui avait occasionné en Europe de grandes querelles entre le sacerdoce et l'empire. Cet édit soumettait les biens de l'Eglise, qui en étaient exempts, aux charges publiques et enlevait aux ecclésiastiques corrompus beaucoup de leurs immunités et privilèges, parmi lesquels une juridiction presque illimitée. Le pape Pie VII et le cardinal Consalvi protestèrent auprès du conseiller d'Etat Portalis, ministre des Cultes, contre le décret de Moreau Saint-Méry, alléguant que de telles lois « mordaient sur les matières purement spirituelles ». Portalis adressa à l'Empereur Napoléon (24 juin 1804) un rapport où il défendait les droits essentiels du souverain, notamment celui de faire

1. G. de Castro, *Storia d'Italia, 1799-1814*, p. 174.

2. C. Botta, *Histoire d'Italie*, vol. V, p. 32.

des lois nouvelles et d'en assurer l'exécution, même en matière ecclésiastique. Il fallait sauvegarder l'indépendance et l'unité de la puissance publique dans chaque Etat (1). La note de Consalvi ne fut pas accueillie; mais, comme on entraînait alors dans la négociation du sacre de Napoléon, Talleyrand reprocha à son ami Moreau Saint-Méry sa précipitation en cette affaire et lui recommanda des adoucissements dans l'application (2). « L'affaire fut classée, pourrait-on dire, remarque Driault, mais l'édit de Moreau de Saint-Méry, réédition de celui de Du Tillot, demeura pour caractériser l'influence française en Italie devant les prétentions et les anciens privilèges de l'Eglise : c'est la suite de l'esprit philosophique du XVIII^e siècle » (3).

Le ministre pontifical avait également protesté contre une lettre de l'administrateur français où il assurait aux Juifs la protection de son gouvernement (4); Consalvi y voyait « une affectation d'égards envers la secte la plus superstitieuse et la plus ennemie du nom chrétien ». Continuant sa campagne courageuse contre les abus de l'Eglise à Parme, Moreau Saint-Méry déclara, le 12 juillet 1803, les Juifs de ses états égaux en droits aux autres citoyens, supprima les *Università Israelitiche* et toute contribution de la part des Juifs et autorisa les pratiques du culte en privé (5) : « *Con questo decreto si aboliscono le convenzioni cogli Ebrei, che restano sottoposti al diritto commune* » (6).

Tournant du côté de l'administration de la Justice,

1. *Affaires étrangères*. Parme, vol. 47, fol. 361-367.

2. *Affaires étrangères*. Parme, vol. 47, fol. 374-376.

3. Driault, *Napoléon en Italie*, p. 327.

4. Voir la *Lettera concernente gli Ebrei abitanti negli Stati di Parma, diretta al Supremo Magistrato delle Finanze dal cittadino Moreau de Saint-Méry*, 31 mars 1803. Soragna, *Bibliografia storica e statutaria delle provincie parmensi*, p. 87.

5. Cantu, *Corrisponenze di diplomatici della Repubblica e del Regno di Italia, 1796-1814*, p. 203.

6. Soragna, *op. cit.*, p. 87.

Moreau Saint-Méry se fit fort de la réformer de fond en comble. Le mal créé par la corruption des magistrats et de la police sous Ferdinand I^{er} devenait formidable et insoutenable à un législateur aussi probe que l'administrateur français. Le 1^{er} janvier 1804, son édit sur la réforme de la Justice annonçait la complète séparation des juridictions criminelle et civile et la nouvelle organisation des tribunaux. Il augmenta le nombre des défenseurs de l'Etat, rompit de vieilles ligues contraires au bien public dans les tribunaux criminels, dispersa les magistrats sur les trois Etats et abolit la torture (1). Ainsi Moreau Saint-Méry continuait la bonne œuvre de la Révolution française de l'autre côté des Alpes.

§ 6.

Moreau Saint-Méry était un politique assez habile pour savoir qu'il fallait plaire au tout-puissant Napoléon s'il voulait garder sa haute position. Lors de l'attentat de Cadoudal contre la vie du Premier Consul, l'administrateur des Etats de Parme fit un joli geste : Convaincu que tous les Parmesans partageaient « la joie des cœurs vraiment français » en voyant que Bonaparte « avait échappé au fer des assassins », il décréta, le 16 mars 1804, des libéralités administratives aux institutions des Enfants Trouvés, des Incurables et restitua à leurs propriétaires aux frais du Trésor national tous les objets déposés au Mont-de-Piété de Parme (2). Le 12 mai, lorsqu'il fut question de fixer la sou-

1. *Affaires étrangères*. Parme, vol. 47, fol. 319-322. Cf. *Regolamento giudiziario in aggiunta alle costituzioni civili ed in riforma delle consuetudini del Foro negli Stati di Parma*. Parma, 1804. 227 p. in-8°. Soragna, *op. cit.*, p. 90.

2. *Proclamation du 25 ventôse an XII*. B. N. 8° Lb⁴³ 781. *Affaires étrangères*. Parme, vol. 47, fol. 335.

veraineté dans la famille de Bonaparte, Moreau écrivit au « héros qui gouvernait l'Empire français » : « ... Quel exemple plus beau pourra-t-on jamais offrir à une dynastie quelconque que celui d'un héros qui a retiré sa patrie du précipice où l'avaient plongée des mains inhabiles... ! » (1). Sa récompense ne tarda pas à venir. Le 14 juin, un mois après le couronnement de Napoléon, Moreau Saint-Méry fut nommé l'un des premiers commandeurs de la Légion d'honneur, fondée depuis deux ans (2).

L'Empereur, devenu roi d'Italie, daigna accorder une audience à son ambassadeur, lorsqu'il passa à Milan au mois de mai 1805 (3). Napoléon I^{er} ne se fiait jamais aux témoignages de ses sujets ; il voulait tout voir de ses propres yeux. Selon lui, le Trésor public de Parme devait rendre davantage. Dès sa rencontre avec l'administrateur français, Sa Majesté impériale demanda une statistique complète du duché de Parme, faisant connaître sa population, ses impôts, ses produits, la situation de ses domaines nationaux, les biens du Clergé, les manufactures, le commerce et toutes les dépenses d'administration pour les quatre années du gouvernement Moreau Saint-Méry (4). Moreau n'avait jamais rien craint quant à sa probité. Le 17 mai il envoya au ministre du Trésor public un compte-rendu fidèle de la recette et des dépenses faites pendant son administration (5) ; le 20, ce fut un *Mémoire sur le Clergé régulier à Parme* (6). Napoléon n'était pas encore satisfait : « J'ai la

1. Lettre à Napoléon. *Affaires étrangères*. Parme, vol. 47, fol. 335.

2. Promotion du 25 prairial an XII. *Almanach impérial*, 1809, p. 144.

3. Moreau à Champagny. Parme, 17 floréal an XIII. *Correspondance de l'administrateur-général, Moreau de Saint-Méry, avec le ministre de l'Intérieur, Champagny, 1805-1806*. *Archives nationales*, F¹ E 85, cart. 5.

4. Napoléon à Champagny, 23 floréal an XIII (13 mai 1805). *Correspondance de Napoléon Ier*, vol. X, n° 8724.

5. 27 floréal an XIII. *Archives nationales*, F¹ E 85, cart. 5.

6. 30 floréal an XIII. *Archives nationales*, F¹ E 85, cart. 8.

douleur, écrivait-il le 27 à Barbé-Marbois, de voir que partout on élude le Trésor » (1).

L'Empereur n'avait encore rien déclaré quant à ses intentions pour les Etats de Parme : il les gardait pour déluder l'Espagne, qui les voulait pour le royaume d'Etrurie ; la Russie, qui voulait une compensation pour le roi de Sardaigne, et la papauté, qui désirait recouvrir les Légations et unir Parme à la République italienne (2). Mais, pendant son séjour au palais de Milan, Napoléon, mécontent de la situation à Parme, rendit le décret suivant : « Le Code Napoléon sera publié dans les ci-devant Etats de Parme, Plaisance et Guastalla en la forme qui y est actuellement usite » (3). Ainsi le Code, qui portait en Italie les maximes de l'égalité révolutionnaire et annonçait les temps nouveaux, réduisait Parme à la condition de province française sans déclarer formellement sa réunion à l'Empire.

Napoléon décida de venir lui-même visiter la ville de Parme et le 26 juin fut reçu par l'acclamation et l'enthousiasme populaires (4). L'objet de sa visite était de vérifier les comptes financiers de son administrateur. Il lui ordonna de mettre dans ses rapports autant d'analogie que possible avec le système employé en France : « Je ne vois pas clair dans les affaires de Parme, écrivait-il le lendemain à Barbé Marbois ; je désire que vous y envoyiez un employé du Trésor, intelligent et bien au fait de notre manière de compter. Moreau de Saint-Méry, qui aurait dû faire cela, est tout à fait incapable, et puis il est bon de voir clair dans toutes ces affaires » (5).

1. *Correspondance de Napoléon Ier*, vol. X, n° 8801.

2. A. Coppi, *Annali d'Italia dal 1750*, vol. III, p. 246.

3. 4 juin 1805. *Affaires étrangères*. Parme, vol. 47, fol. 416.

4. G. de Castro, *Storia d'Italia dal 1799 al 1814*, p. 174.

5. *Correspondance de Napoléon Ier*, vol. X, n° 8951.

Le 30 juillet, Moreau Saint-Méry écrivait à Talleyrand pour faire des réclamations sur la modicité de son traitement de 30.000 francs, qui n'avait pas été augmenté depuis sa promotion à l'administration générale. Pour subvenir aux frais de la place qu'il occupait, pour maintenir la dignité de l'ambassade française, il avait été obligé de puiser dans le Trésor national et de s'endetter lui-même de plus de 40.000 francs. Lorsqu'il en avait parlé à l'Empereur à Milan, « Sa Majesté ne [lui] répondit que par un sourire » (1).

Napoléon ne croyait guère à la parfaite honnêteté des hommes. Le 23 août, il demandait de nouveau une statistique des Etats de Parme, surtout au point de vue des nouveaux rapports établis entre eux et l'Empire français (2). Lorsque Moreau lui demanda la confirmation de son fils comme secrétaire général des Etats de Parme, appuyé par ses vieux amis Talleyrand et Champagny, l'Empereur répondit brièvement : « Refusé. Cette proposition est contraire au bien du service. Les secrétaires généraux, les payeurs ne doivent pas être parents des administrateurs et des préfets » (3).

Le 23 septembre, Napoléon prit enfin son parti sur la province de Parme ; tout le territoire compris par les anciens duchés de Parme, Plaisance et Guastalla fut annexé à l'Empire français, au grand chagrin des patriotes parmesans, de la Russie, de l'Espagne et de la papauté (4).

1. Champagny à Moreau, 5 fructidor an XIII. *Archives nationales* F¹ E 85, cart. 5.

2. *Affaires étrangères*. Parme, vol. 47, fol. 424.

3. *Correspondance de Napoléon I^{er}*, vol. XI, n° 9167. Cf. *Lettres de Talleyrand et de Champagny à Moreau*. *Archives nationales*, F¹ E 85, cart. 5.

4. G. de Castro, *op. cit.*, p. 180.

§ 7.

Moreau Saint-Méry fut obligé de suspendre ses occupations paisibles lorsque la guerre éclata en 1805 entre la France et l'Autriche. Rapproché du théâtre de la lutte, l'administrateur de Parme devait veiller à ce qu'il ne fût accordé aucun secours de ses Etats à l'ennemi et devait s'occuper de plus des moyens de procurer à l'armée d'Italie toutes les fournitures dont il disposait comme gouverneur de la province. Il fut obligé de se rendre personnellement responsable des dettes de la France pour remplir les vues du gouvernement dont il attendait lui-même son propre salaire (1).

A la fin de l'année on ordonna la réunion d'un camp de réserve à Bologne et la milice des Etats de Parme devait en faire partie, se réunissant à l'armée d'Italie. Au début du mois de décembre, quelques compagnies de cette milice, qui habitaient les montagnes de l'état de Plaisance, refusèrent de marcher et se mirent en révolte (2). Moreau Saint-Méry, espérant que le calme se rétablirait de lui-même, essaya d'abord de la persuasion. Le mouvement, pourtant, se propagea du *Castel San Giovanni* dans les communes voisines, dans la vallée de *Tola* et bientôt dans tout le département des Appennins. Effrayé, Moreau appela le bataillon du 67^e régiment d'Alexandrie, mais des ordres supérieurs l'avait amené ailleurs et il ne restait que deux cents hommes pour garder Plaisance. Le 29 décembre Moreau appela au secours l'archi-trésorier Le Brun, qui envoya de Gènes quelques détachements pour disperser les insurgés et rétablir le calme. L'archi-trésorier fit publier un bulletin donnant l'histoire détaillée de l'insurrection, même de la

1. Silvestre, *Notice biographique sur Moreau de Saint-Méry*, p. 17.

2. Coppi, *op. cit.*, vol. IV, p. 137.

faiblesse momentanée des troupes françaises (1). « Je ne sais, écrivit-il à son collègue Moreau, comment je pourrais justifier aux yeux de Sa Majesté mon ignorance de ce qui se passait dans une partie importante de la 28^e division » (2). Dans son rapport à Napoléon, Le Brun tâcha de disculper le malheureux administrateur de Parme : « Il n'y a donc eu de sa part qu'un peu de mollesse et de timidité ; il a trop attendu d'ailleurs et n'a pas assez osé par lui-même » (3).

Mais l'Empereur se mit dans une colère terrible. Le 19 janvier, il nomma le général Junot, duc d'Abrantès, gouverneur général des Etats de Parme et lui ordonna de courir nuit et jour jusqu'à Parme : « Vous réunirez la force armée, vous vous rendrez sur le lieu qui a été le principal théâtre de l'insurrection. L'archi-trésorier n'a rien à faire à Parme. Ce n'est pas avec des phrases qu'on maintient la tranquillité dans l'Italie. Faites comme j'ai fait à Binasco : qu'un gros village soit brûlé, faites fusiller une douzaine d'insurgés et formez des colonnes mobiles, afin de saisir partout les brigands et de donner un exemple au peuple de ce pays » (4). Il ordonna à Fouché de veiller à ce qu'on ne mit point dans les journaux « le ridicule bulletin de M. Le Brun » sur les affaires de Parme (5). A l'archi-chancelier Cambacérès, il manda : « Mon cousin, je vous envoie un bulletin de M. Le Brun. Dites-moi, en confidence, s'il a perdu la tête : je commence à le croire. Bon Dieu ! que les hommes de lettres sont bêtes ! Tel qui est

1. Bulletin n° 54 (Le Brun). *Archives nationales*, F¹ E 85, cart. 3.

2. Le Brun à Moreau, Gênes, 15 janvier 1806. *Archives nationales*, F¹ E 85, cart. 3.

3. Le Brun à Champagny, 23 janvier 1806. *Archives nationales*, F¹ E 85, cart. 3.

4. *Correspondance de Napoléon I^{er}*, vol. XI, n° 9678.

5. *Correspondance de Napoléon I^{er}*, vol. XI, n° 9701.

propre à traduire un poème n'est pas propre à conduire quinze hommes » (1).

Moreau Saint-Méry voulut en vain mettre obstacle à la rigueur excessive de l'impitoyable Junot, qui continuait à piller et à fusiller longtemps après l'extinction complète de l'insurrection. Le 28 janvier, le citoyen Nardon, ancien préfet du département de *Montenotte*, succéda à Moreau comme administrateur-préfet (2). Napoléon n'aimait point les hommes d'un caractère doux, il les aimait violents. D'ailleurs, Moreau Saint-Méry avait un autre grand défaut aux yeux de l'Empereur : c'était un peu de vanité. L'historien Botta le remarque dans son livre : « Comme les petites vanités déplaisent souverainement aux grandes ambitions, Moreau de Saint-Méry encourut la disgrâce du Consul avant d'avoir pu fonder à Parme des institutions solides, parce que Buonaparte, qui gardait le pays pour lui-même, ne voulait point paraître l'abandonner à autrui » (3). Comme l'a noté Nardon dans son rapport à Paris : « M. Moreau, homme d'esprit, savant, fier, a remplacé les ducs de Parme, dont il a pris le ton, le pouvoir et la maison et s'y est accoutumé dans plusieurs années d'exercice... L'intérieur de la maison de l'administrateur général était sur un haut pied ; des officiers et domestiques de tous les genres » (4).

1. *Correspondance de Napoléon I^{er}*, vol. XI, n° 9699.

2. Les Etats de Parme furent accordés à Cambacérès et à Le Brun en 1806 comme fiefs impériaux, puis devinrent en 1808 le département français du *Taro*. Généraux, maréchaux et préfets français se succédèrent comme gouverneurs de Parme jusqu'à la chute de l'Empire. En 1815, on donna les Etats de Parme à l'ex-Impératrice Marie-Louise ; son règne devait être long et tranquille.

3. Botta, *Histoire d'Italie de 1789 à 1814*, vol. IV, p. 410.

4. Rapport de Nardon, 15 février 1806. *Archives nationales*, F¹ E 85, cart. 6. Pour ne citer qu'un exemple : En allant à l'inauguration du théâtre de Sainte-Catherine, qu'il avait subventionné des fonds publics, Moreau de Saint-Méry fit précéder son carrosse d'un détachement de gardes personnels à cheval, qui l'accompagnait toujours. Cf. Le très intéressant article, *Il Collegio dei Nobili*, pour les rapports de Moreau de Saint-Méry avec l'Eglise, l'en-

Nardon, qui plaignait le pauvre Moreau, « exemple frappant des vicissitudes humaines et de l'inconstance des hommes », défendit son caractère et son honnêteté : « M. Moreau de Saint-Méry et sa famille paraissent vivement affectés du coup qui les frappe... On a beaucoup mangé, beaucoup dépensé, mais la délicatesse de M. Moreau paraît être à l'abri du soupçon, et il semble même sortir de ses fonctions avec des ressources très médiocres ».

§ 8.

Moreau arriva à Paris complètement disgracié et sans fortune. Napoléon le priva de ses appointements de conseiller d'Etat et lui refusa même le remboursement de ses 40.000 francs d'arrérages. Le 7 avril 1806, l'ex-ambassadeur de France à Parme envoya à Napoléon le compte-rendu moral de son administration. Ayant obtenu une audience de l'Empereur, il défendit éloquemment sa cause. L'explication devint fort vive ; Moreau lui dit alors avec gravité ces mots restés célèbres : « Sire, je ne vous demande point de récompenser ma probité ; je demande seulement qu'elle soit tolérée. Ne craignez rien, cette maladie n'est pas contagieuse : la reconnaissance est la fleur des tombeaux » (1). La pointe ne dut point déplaire à Napoléon, mais la condition de l'ancien Electeur de Paris n'en fut pas améliorée. Il se trouva bientôt réduit, pour vivre, à vendre son argenterie, sa montre, ses livres les plus précieux et même, selon Silvestre, une partie de son linge.

« Revenu à Paris dans un état voisin de l'indigence, il y retrouva tous ses amis que la haute fortune ne lui avait jamais fait méconnaître, et il se livra au milieu d'eux aux

seignement, le théâtre, etc. à Parme. *Archivio storico per le provincie parmensi*, nuova serie, vol. I, p. 214-220. B. N. 8° K 211.

1. Silvestre, *op. cit.*, p. 18.

douces occupations de la culture des sciences et des lettres, les plus propres, sans doute, à faire oublier les grandeurs et à faire supporter l'infortune » (1).

Moreau de Saint-Méry devint membre de l'*Athénée de Paris*, qui n'était autre que l'ancien Musée de Pilâtre de Rozier. La loge des Neuf Sœurs avait disparu sous la Convention et le Musée de Paris était devenu le *Lycée républicain*. En 1802, le Lycée prit le titre d'*Athénée* et, dans les derniers mois de 1805, la loge des Neuf Sœurs se réorganisa. Elle avait eu une histoire intéressante, cette loge maçonnique. Depuis sa fondation en 1773, elle avait compté parmi ses membres des hommes remarquables dans tous les genres : Voltaire, Franklin, le duc d'Orléans (Philippe-Egalité), le comte de Provence (Louis XVIII), Lalande, Pastoret, le marin américain, John Paul Jones, Condorcet, Greuze, Houdon, Piccinini, Sieyès, Bailly, Brissot de Warville, Camille Desmoulins, Danton, Moreau de Saint-Méry, etc. (2).

En 1806, dès le retour de Moreau de Saint-Méry à Paris, on l'appela dans le Temple et, aux élections générales qui suivirent, on porta notre vétéran de la loge des Neuf Sœurs à la présidence (3). Napoléon évidemment lui avait laissé son titre de conseiller d'Etat car il figura à côté de son nom sur le tableau de la loge arrêté au milieu de 1806, ainsi que sur les trois calendriers du *Grand Orient* de 1807, 1808, 1809, où il était porté comme *Vénérable* des Neuf Sœurs.

Le 20 janvier 1808 eut lieu la visite à la loge du prince Cambacérès, archichancelier de l'Empire et premier grand-maître adjoint du Grand Orient. On fit lecture d'un discours composé par Moreau de Saint-Méry pour la circons-

1. Silvestre, *op. cit.*, p. 19.

2. Voir le très intéressant ouvrage que Louis Amiable a consacré à cette Société : *Une loge maçonnique d'avant 1789 : la loge des Neuf Sœurs*.

3. Amiable, *op. cit.*, p. 368.

tance, discours donnant l'indispensable note laudative pour l'auguste visiteur, mais « ne faisant pas fumer l'encens pour l'idole impériale » (1). Moreau de Saint-Méry n'avait rien à craindre de Napoléon maintenant qu'il avait tout perdu. La tâche de thuriféraire, rejetée par Moreau, échut à l'orateur de la loge, le frère Joseph Delagrange, ancien collègue de notre colonial et président à la loge maçonnique française, l'*Aménité*, à Philadelphie. A la fin de son vénéralat, le 9 mars 1810, Moreau de Saint-Méry devint grand officier d'honneur du Grand Orient avec le titre de *Grand Expert*. Il fut remplacé par Delagrange qui tint le premier maillet sans interruption jusqu'en 1828 (2).

§ 9.

Moreau de Saint-Méry assistait avec une assiduité particulière aux séances des nombreuses et différentes sociétés savantes auxquelles il appartenait. Il voua ses derniers jours à l'utilité publique et à l'amitié, car seul le plaisir qu'il éprouvait dans des réunions philosophiques pouvait le déterminer à sortir de son cabinet d'étude, où il travaillait dix heures par jour à la rédaction de ses manuscrits historiques.

« Depuis longtemps il n'allait presque plus chez ses amis, à moins que ce ne fût pour leur rendre service : il retrouvait alors toute son activité ; mais ses amis le visitaient souvent. Sa maison était comme un temple et chaque jour sa demeure était embellie par l'espèce de culte qu'il y recevaient de ceux qui l'aimaient. Ils étaient nombreux ; il avait des amis dans tous les rangs de la société. Des grands, des savants, des gens de lettres, des artistes, chacun

1. Amiable, *op. cit.*, p. 371.

2. La loge des Neuf Sœurs exista jusqu'à la Révolution de 1848.

s'honorait de l'estime et de l'amitié de Moreau de Saint-Méry » (1).

L'ancien conseiller d'Etat était resté depuis 1812, malgré ses talents et ses services, sans traitement et sans secours du gouvernement, à part une modeste pension qui lui permit tout juste d'exister avec sa famille. Cette pension, il la devait sans doute à sa parenté avec l'Impératrice Joséphine, également créole des Antilles (2). Malgré la modération de ses goûts et l'économie sévère qu'il était obligé de pratiquer, il dut à plusieurs reprises emprunter de l'argent à ses amis. L'impossibilité de pouvoir acquitter ces dettes pesait sur sa conscience et faisait son désespoir.

En 1817, Louis XVIII fut informé de la détresse de Moreau de Saint-Méry. Comte de Provence, le roi avait connu notre colonial aux réunions de la loge des Neuf Sœurs et il savait avec quelle ardeur Moreau avait servi la cause de son malheureux frère sous la Convention. Il daigna donc le faire appeler et l'honora de bontés particulières (3). Il lui acheta, pour une pension de 15.000 francs, sa vaste collection de deux cent quatre-vingt-sept tomes de manuscrits, de papiers et de toutes sortes de documents historiques, dont Moreau de Saint-Méry avait rassemblé les matériaux pendant ses voyages et dans les diverses fonctions publiques qu'il avait occupées (4). Les manuscrits de la *Collection Moreau de Saint-Méry* furent déposés aux archives de la Marine à Versailles (5).

1. Fournier-Pescay, *Discours prononcé aux obsèques de Moreau de Saint-Méry*, p. 11.

2. Voir les biographies de Fournier-Pescay et de Silvestre.

3. Silvestre, *op. cit.*, p. 20.

4. Voir *Œuvres manuscrites de Moreau de Saint-Méry*.

5. Ils y restèrent jusqu'en 1887. Ils furent transportés alors au ministère des Colonies et mis en dépôt au grenier du Louvre, car on craignait le danger du feu. Aujourd'hui, la *Collection Moreau de Saint-Méry* se trouve au palais Soubise (*Archives nationales*) sous la cote : *Archives coloniales*.

La pension éteignait les dettes que Moreau avait contractées et lui donna quelque aisance pour le reste de sa vie. Il parlait de sa reconnaissance envers Louis XVIII à tout le monde : « Il rencontre un de ses amis. — Savez-vous, lui dit-il, que le roi vous a accordé mille écus ? — Comment cela, dit l'autre, étonné. — Sans doute, il me les a donnés, je vous les devais, c'est comme s'il vous les avait destinés : les voici » (1).

Un des derniers écrits de Moreau de Saint-Méry fut une *Lettre à M. le rédacteur des Annales politiques* dans laquelle il défendait contre de ridicules distinctions l'Israélite Michel Berr, un de ses collègues dans plusieurs sociétés littéraires (2). Il rappelle avoir été le premier à faire cesser dans les états de Parme les odieuses distinctions contre les Juifs et trouve un grand plaisir à rendre à cet « Israélite instruit et recommandable » ce témoignage public de justice et de vérité.

Depuis plusieurs années les forces physiques du vénérable Moreau diminuaient sensiblement à la suite d'une attaque d'apoplexie légère et d'un accès de goutte. Il put supporter pendant longtemps ces indispositions, mais Moreau de Saint-Méry devait mourir, fidèle à la devise qu'il avait fait graver sur sa montre : *Il est toujours l'heure de faire le bien*.

Au mois de janvier 1819, il fut appelé auprès d'une parente qui se mourait. Ne pouvant un seul instant aban-

F³ 1-F³ 287. Cf. J. G. Rosengarten, *Moreau de Saint-Méry. Proceedings of the American Philosophical Society*, vol. 1, 1911, p. 176.

1. Silvestre, *op. cit.*, p. 22.

2. *Annales politiques*, 13 avril 1818. Extrait imprimé à part : B. N 8° Ln²⁷ 21573. Berr était le premier Israélite à exercer en France la profession d'avocat. Il avait écrit une défense émouvante de la cause des Juifs des autres pays : *Appel à la justice des nations et des rois*. Pour deux articles sur les Juifs basés sur les écrits de Moreau de Saint-Méry, voir *La revue des études juives* : *Les Juifs de la Martinique au XVIII^e siècle*, vol. II, p. 93 ; et *Les Juifs dans les colonies françaises au XVIII^e siècle*, vol. IV, p. 128.

donner la malade, il essaya de maîtriser trop longtemps des souffrances aiguës. Ce fut en vain que, rentré chez lui, on voulut rappeler ses forces et arrêter les progrès d'une inflammation mortelle. Trente-six heures après ce dernier acte de bienfaisance et d'humanité, Moreau de Saint-Méry n'existait plus.

Voici son acte de décès, tel qu'il existe aux archives de l'état civil reconstitué de Paris : « Ce jourd'hui, 28 janvier 1819, à 5 heures du matin, est décédé en son domicile, rue Saint-Guillaume, n° 26, M. Médéric-Louis-Elie Moreau de Saint-Méry, âgé de soixante-neuf ans, ancien conseiller d'Etat et commandeur de l'ordre de la Légion d'honneur, marié à dame Louise-Catherine Milhet » (1).

1. Cité par Advielle, *L'Odyssée d'un Normand*, p. 283. Cf. *Moniteur universel*, vol. LVII, p. 128, 154. Médéric-Louis-Marie-Narcisse Moreau de Saint-Méry fils, après avoir été auditeur de première classe au conseil d'Etat et secrétaire général de l'administration de Parme sous son père, avait été secrétaire de la préfecture de la Stura et sous-préfet de Coni. Il devint chef de bureau au ministère de l'Intérieur en 1814, mais fut réformé en 1815. *Biographie des hommes vivants*. Paris 1818. B. N. G 20.000-20.004. Il mourut en 1847. *Moniteur universel*, année 1847, p. 1.248.

CONCLUSION

Moreau de Saint-Méry a dépassé le niveau ordinaire des hommes de la Révolution. Il aurait pu facilement se noyer parmi tant d'événements importants, où seuls les caractères exceptionnels montaient à la surface des choses et des hommes.

Sa vie mouvementée et passionnante réfléchit bien l'époque agitée à laquelle il appartient. Tour à tour, il se faisait remarquer dans la foule par ses talents, puis montait rapidement à la renommée et à une place de premier plan, pour encourir le déplaisir de ceux qui tenaient les rênes de l'autorité et pour être replongé dans le néant politique.

Aux Antilles françaises, il se fit remarquer d'abord par ses brillants et éloquents plaidoyers à la barre. Ses recherches historiques ne tardèrent pas à lui attirer la bienveillance du gouvernement. Une fois dans la métropole, ses profondes connaissances juridiques le firent apprécier de la cour et de la ville.

La Révolution survenue, il se distingua parmi les bourgeois de Paris et, quoique natif d'un pays lointain, c'est lui qui fut choisi pour être le porte-parole de la capitale contre l'arbitraire de la royauté. Transportant ses talents au Corps législatif de la nation, il y fut le premier orateur de la députation coloniale, mais s'attira la colère des extrémités de la Révolution violente, qui ne surent répondre à sa défense de l'esclavage, si solide, si pleine de bon sens et que le temps

ne devait pas démentir, qu'en le menaçant d'une mort rapide et en le chassant hors de France.

Aux Etats-Unis, Moreau de Saint-Méry se trouva dépourvu de tout prestige ; le chemin de retour à la gloire fut long et ardu, mais il ne désespéra point. Historien distingué, imprimeur et libraire intelligent, centre de l'émigration française, il se gagna beaucoup de sympathies dans la capitale. Toutes les grandes figures de la France et de la jeune République américaine le comptaient parmi leurs amis. Mais, encore une fois, il devait encourir le mécontentement des autorités, et leur disgrâce : l'*Alien Act* mit fin à son séjour.

Débutant comme chef de bureau à la Marine, il retrouva peu à peu son ancienne influence. Appelé au Conseil d'Etat, il ne tarda pas à être nommé résident de la République auprès du duc de Parme et, peu après, administrateur général des Etats de Parme, Plaisance et Guastalla, avec des pouvoirs presque régaliens. Après l'avoir fait commandeur de sa Légion d'honneur, Napoléon, qui n'appréciait guère la douceur, lui retira ses fonctions.

Jusqu'à la fin de ses jours, Moreau ne connut plus qu'une seule ambition : consacrer tout son temps à ses travaux scientifiques. Devant son humble bureau de travail, il s'attela à la rédaction de la plus grande partie de son énorme collection de matériaux historiques. Honoré par presque toutes les sociétés savantes de Paris, il avait de bons amis dans tous les rangs sociaux.

C'est une immense et grande œuvre que celle de Moreau de Saint-Méry. Il est peut-être unique à nous avoir laissé une documentation aussi complète sur l'histoire et la législation des colonies françaises d'Amérique avant la Révolution. Tous les historiens de la France d'outre-mer se reportent à ses écrits, pour y trouver des documents qui, pour la plupart, ont disparu. Advielle, à la fin de sa courte étude sur les œuvres du « célèbre historien de Saint-Domingue »,

s'écrie : « Quand donc les Haïtiens élèveront-ils une statue à Moreau de Saint-Méry ? » (1).

Le rôle de Moreau de Saint-Méry dans la Révolution française révèle ses grandes qualités : amour sincère de la liberté, qui apparaît dans sa prompte adoption des principes révolutionnaires ; courage et sang-froid, dans sa présidence des Electeurs de 1789 et de la Commune de Paris ; bon sens et clairvoyance, dans sa défense de la thèse coloniale devant la Constituante ; patience, dans son exil aux Etats-Unis ; sagesse et bonté, dans son gouvernement des Etats de Parme.

Je ne saurais mieux terminer cette étude qu'en citant le jugement donné par Robinet dans sa galerie des figures de la Révolution : « Moreau de Saint-Méry, qui eut un rôle glorieux dans la Révolution du 14 juillet et une attitude consciencieuse et laborieuse dans l'Assemblée Constituante, fut un des caractères les plus nobles, une des figures les plus sympathiques de cette époque » (2).

1. Advielle, *op. cit.*, p. 283.

2. Robinet, *Dictionnaire historique et biographique de la Révolution et de l'Empire*, vol. II, p. 582-583.

Vu, le 12 octobre 1934 :

Le Doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris,

H. DELACROIX.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

S. CHARLÉTY.

APPENDICE

A. — ŒUVRES IMPRIMÉES
DE MOREAU DE SAINT-MÉRY (1)

- Mémoires des procès plaidés par Moreau de Saint-Méry au Cap Français. Imprimerie royale du Cap-Français, 1771-1783. (3 vol. in-4°)(2).
- Loix et constitutions des colonies françaises de l'Amérique sous le Vent (de 1550 à 1785), suivies : 1° d'un tableau raisonné des différentes parties de l'administration ; 2° d'observations sur le climat, la population de la partie française de Saint-Domingue ; 3° d'une description physique, politique et topographique de cette même partie ; le tout terminé par l'histoire de cette isle, par M. Moreau de Saint-Méry. — Paris, Quillau, Méquignon jeune, 1784-1790. (6 vol. in-4°).
- Discours de M. Moreau de Saint-Méry au Roi, prononcé dans l'Hôtel de Ville de Paris, le 17 juillet 1789. — S. l., 1789. (In-8°, 3 p.).
- Opinion de M. Moreau de Saint-Méry sur la motion de M. de Curt pour l'établissement d'un Comité chargé de l'examen de tous les objets coloniaux, séance du 1^{er} décembre 1789. — Paris, s. d. (In-8°, 20 p.).
- Mémoire justificatif pour M. Moreau de Saint-Méry. — S. l., 1790. (In-4°, 152 p.).
- Observations d'un habitant des colonies sur le Mémoire en faveur des gens de couleur adressé à l'Assemblée nationale par M. Grégoire (signé : P. U. C. P. D. D. L. M., 16 déc. 1789). — S. l. n. d. B. N. Lk⁹ 71.
- Mémoire sur une espèce de coton, nommé à Saint-Domingue coton de soie, ou coton de Sainte-Marthe, par M. Moreau de Saint-Méry ; avec le rapport des commissaires de la Société royale d'Agriculture. — Paris, Vve d'Houry et Debure, 1790. (In-8°, 20 p.).
- Opinion de M. Moreau de Saint-Méry sur les dangers de la division du

1. Toutes les œuvres imprimées se trouvent à la Bibliothèque nationale, sauf celles qui ont un renvoi spécial.

2. Bibliothèque d'Arras. Fonds Advielle, n^{os} 189-191. Cf. Advielle, *L'Odysée d'un Normand*, p. 267, suiv.

- ministère de la Marine et des Colonies, 28 octobre 1790. — Paris, Imprimerie nationale, 1790. (In-8°, 23 p.) (1).
- Eloge de M. Turc de Castelveyre et de M. Doulioles, fondateurs de deux hospices appelés « Maisons de Providence » au Cap-Français, isle Saint-Domingue, par M. Moreau de Saint-Méry. — Paris, G. A. Rochette, 1790. (In-8°, 40 p.).
- Recueil des vues des lieux principaux de la colonie française de Saint-Domingue, gravées par les soins de M. Ponce, accompagnées de cartes et plans de la même colonie gravés par les soins de M. Phelepeau, le tout principalement destiné à l'ouvrage intitulé : « Loix et constitutions des colonies françaises de l'Amérique sous le Vent, avec leur description, leur histoire, etc., par M. Moreau de Saint-Méry. Paris, Moreau de Saint-Méry, 1791. (In-fol., 31 pl.).
- Même. — Paris, L. Guérin, 1875. (In-fol., 42 p.).
- Opinion de M. Moreau de Saint-Méry sur l'organisation du ministère et notamment sur la nécessité de ne faire qu'un seul ministère de la Marine et des Colonies, 9 avril 1791. — Paris, Imprimerie nationale, s. d. (In-8°, 28 p.).
- Rapport au nom du Comité d'Agriculture et de Commerce, par M. Moreau de Saint-Méry, sur les foires et marchés. — Paris, Imprimerie nationale, s. d. (In-8°, 16 p.).
- Considérations présentées aux vrais amis du repos et du bonheur de la France, à l'occasion des nouveaux mouvements de quelques soi-disant Amis des Noirs. Par M. L. E. Moreau de Saint-Méry. — Paris, Imprimerie nationale, 1791. (In-8°, 74 p.) (2).
- Rapport fait à la Société d'Agriculture du département de la Seine, sur la nécessité de conserver l'établissement rural de l'ancienne ménagerie de Versailles, par une commission spéciale composée des citoyens Chaptal, Moreau de Saint-Méry, Grégoire, Duquesnoy et Chasseron. — Paris, Ballard. s. d. (In-8°, 15 p.).
- Philadelphia, 1^{er} November, 1794. Feuille imprimée annonçant l'ouverture prochaine de la librairie Moreau de Saint-Méry. — Philadelphia, Moreau de Saint-Méry & Co., 1794. (In. fol.) (3).
- Catalogue of books, stationary, engravings, mathematical instruments, maps, charts and other goods of Moreau de Saint-Méry & Co.'s Store, n° 84 South Front Street, corner of Walnut. Index. English Books, Libri Latini, Italiani, Spagnuoli, Deutsche Bücher, Hollandsche Bockken, Livres français, Copy Books, Cartes, Paléographi-

1. Parue anonyme, s. l. n. d., sous le titre : *Observations d'un colon sur les inconvénients et les dangers de séparer le département des Colonies de celui de la Marine*. B. N. Lk¹² 97.

2. Brochure parue anonyme en 1790. B. N. Lk⁹ 82.

3. *Library of Congress* (Washington).

- ques, Stationary. — Philadelphia, Moreau de Saint-Méry, 1795. (In-16, 76. p.) (1).
- Essai sur la manière d'améliorer l'éducation des chevaux en Amérique — A Philadelphie. De l'imprimerie de Moreau de Saint-Méry, 1795. (In-8°, 43 p.). (2).
- An essay on the manner of improving the breed of horses in America. — Philadelphia. Printed and sold by Moreau de Saint-Méry, Printer and Bookseller, 1795. (In-8°, 43 p.). *L. C. P. L. O. C.* (3).
- Danse. Article extrait d'un ouvrage de M. L. E. Moreau de Saint-Méry ayant pour titre : Répertoire des notions coloniales, par ordre alphabétique. — A Philadelphie. Imprimé par l'auteur, 1796. (In-12, 70 p.).
- Description topographique et politique de la partie espagnole de l'isle Saint-Domingue, avec des observations générales sur le climat, la population, les productions, le caractère et les mœurs des habitants de cette colonie et un tableau raisonné des différentes parties de son administration. Accompagnée d'une nouvelle carte de la totalité de l'isle. Par M. L. E. Moreau de Saint-Méry, membre de la Société philosophique de Philadelphie. — A Philadelphie. Imprimé par l'auteur, 1796. (2 vol. in-8°) (4).
- A topographical and political description of the Spanish part of Saint-Domingo containing general observations on the climate, population and productions ; on the character and manners of the inhabitants ; with an account of the several branches of the government : to which is prefixed a new, correct and elegant map of the whole island. By M. L. E. Moreau de Saint-Méry, member of the Philosophical Society of Philadelphia, &c. Translated from the French by William Cobbett. — Philadelphia. Printed and sold by the author, 1796. (2 vol. in-8°). *A. A. S. L. O. C.* (5).
- Idée générale ou Abrégé des sciences et des arts à l'usage de la jeunesse. Publié par M. L. E. Moreau de Saint-Méry [Vignette]. — A Philadelphie. Imprimé par l'éditeur, 1796. (In-12, 419 p.). *A. A. S. L. O. C.*
- A general view or Abstract of the arts and sciences adapted to the capacity of youth. Published by M. L. E. Moreau de Saint-Méry ; and translated from the French by Michael Fortune. — Philadelphia. Printed by the editor, 1797. (In-12, 381 p.). *A. A. S.*

1. *American Antiquarian Society et American Philosophical Society.*

2. *L. C. P. aux Etats-Unis.*

3. *New York Public Library.*

4. Traduit en hollandais.

5. *Boston Athenaeum Library.*

British Museum.

John Carter Brown Library.

- Traduction de : Van Braam Houckgeest (André-Everard). *Voyage de l'ambassade de la Compagnie des Indes orientales hollandaises vers l'Empereur de la Chine dans les années 1794 et 1795.* — Philadelphie. Moreau de Saint-Méry, 1797-1798. (2 vol. in-4°, 410 p.).
- Traduction du même *Voyage en Chine* en anglais. — London, 1798. (1).
- Edition du même en hollandais : Reize van het gezantschap der Hollandsche oostindische compagnie naar den keyser van China. — Haarlem, 1804. (In-8°).
- Description topographique, physique, civile, politique et historique de la partie française de l'isle Saint-Domingue, avec des observations générales sur sa population, sur le caractère et les mœurs de ses divers habitants ; sur son climat, sa culture, ses productions, son administration ; accompagnées des détails les plus propres à faire connaître l'état de cette colonie à l'époque du 18 octobre 1789, d'une nouvelle carte de la totalité de l'isle. Par M. L. E. Moreau de Saint-Méry. — A Philadelphie. Imprimé et se trouve chez l'auteur, 1797-1798. (2 vol. in-4°, 808 p.) (2).
- Description topographique, physique, civile, politique et historique de la partie française de l'isle Saint-Domingue, par M. L. E. Moreau de Saint-Méry. 2^e édition précédée d'une notice sur Moreau de Saint-Méry, par Léon Guérin. — Paris, T. Morgand, 1875. (2 parties en 1 vol. in-4°).
- Nouvelles étrennes spirituelles, à l'usage de Rome. — Philadelphie, Moreau de Saint-Méry, 1798. (In-12, 290 p.) (3).
- Observations sur la culture de la canne à sucre dans les Antilles et plus particulièrement de celle d'Otaïti, par le citoyen Moreau de Saint-Méry, lues à la Société d'Agriculture le 26 messidor an VII (1798). — Paris, Imprimerie de la République, an VIII (1799). (In-8°, 14 p.).
- Discours prononcé par le citoyen Moreau de Saint-Méry dans la séance du Corps législatif du 26 ventôse an VIII, sur le projet de loi relatif au jugement des prises maritimes. — Paris, Baudoin, s. d. (In-8°, 18 p.).
- Extrait d'un ouvrage manuscrit intitulé : Lettres d'un Français voyageur à un de ses amis en France. [Par M. Moreau de Saint-Méry]. — S. l. n. d. (In-8°, 45 p.).
- Fragment sur les mœurs de Saint-Domingue, par M. Moreau de Saint-Méry. — S. l. n. d. (In-4°, 14 p.).
- Discours prononcés à la mairie du x^e arrondissement de Paris, le 7 brumaire an IX, aux obsèques du citoyen Béthune-Charost. [Par Piault,

1. Cf. La bibliographie de H. W. Kent, *Chez Moreau de Saint-Méry, Philadelphie.*

2. Traduit en hollandais.

3. Disparu.

- Moreau Saint-Méry, Drujon et Sicard]. — Paris, Gagnard, s. d. (In-8°, 36 p.).
- Traduction de: Azara, (Félix d'). Essais sur l'histoire naturelle des quadrupèdes de la province du Paraguay. — Paris, an IX (1801). (2 vol. in-8°).
- De la Danse, par Moreau de Saint-Méry, conseiller d'Etat, membre de plusieurs sociétés savantes et littéraires. — A Parme. Imprimé par Bodoni, 1801. (In-16, pièces limin., 52 p.).
- Même. Par le conseiller d'Etat, Moreau de Saint-Méry; administrateur général des Etats de Parme, Plaisance et Guastalla, etc. — A Parme. Imprimé par Bodoni, 1803. (In-16, 67 p.).
- Décret de l'administrateur général des Etats de Parme, Moreau de Saint-Méry, du 23 octobre 1802, annonçant la souveraineté de la République française dans ces Etats (1).
- Lettera concernente gli Ebrei abitanti negli Stati di Parma, diretta al supremo magistrato delle Finanze dal cittadino Moreau Saint-Méry, consigliere di Stato ed amministratore generale degli Stati di Parma, Piacenza e Guastalla, ecc. — Parma, 10 germinale anno XI (31 marzo 1803). (In-8°, 16 p.) (2).
- Decreto dell' amministratore generale concernente gli Ebrei. — Parma, 12 luglio 1803 (3).
- Decreto dell' amministratore generale degli Stati di Parma, che abolisce l'antiche forme dei procedimenti criminali. — Parma, 14 luglio 1803 (4).
- Regolamento giudiziario in aggiunta alle costituzioni civili ed in riforma delle consuetudini del Foro, negli Stati di Parma, ecc. — Parma, 1 gennaio 1804. (In-8°, 227 p.) (5).
- Décret du conseiller d'Etat Moreau de Saint-Méry, du 25 messidor an XI, pour la réforme de la procédure criminelle. — Parma. Dalla Stamperia nazionale, 1803. (Gr. in-fol. plano.).
- Inscription dédiée à Moreau de Saint-Méry par Bodoni. Amplissimo. Civi · Mederico · Ludovico · Eliae · Moreau Saint-Méry, etc. — Parma. Imprimé par Bodoni, s. d. (In-fol.) (6).
- Réponse de l'administrateur général des Etats de Parme (M. L. E. Moreau de Saint-Méry) au prédicateur de la cathédrale de Parme. — Parme, Bodoni, 1804. (In-8°, 4 p.).
- Proclamation de Moreau de Saint-Méry aux Etats de Parme et de Plaisance, décrétant des libéralités administratives pour fêter l'échec

1. *Affaires étrangères*. Parme, vol. 47, fol. 185-188.

2. Soragna, *op. cit.*, p. 87.

3. Soragna, *op. cit.*, p. 87.

4. Soragna, *op. cit.*, p. 90.

5. Soragna, *op. cit.*, p. 90.

6. Cf. G. de Lama, *Vita del Bodoni*, p. 171, suiv.

- de l'attentat de Cadoudal. — Parme, Imprimerie nationale, 1804. (In-8°, 3 p.).
- Discours prononcé en l'Université de Parme, dans la séance publique de la distribution des prix aux élèves de l'Ecole d'Anatomie pratique, le 25 thermidor an XII (13 août 1804) par Son Excellence M. Moreau de Saint-Méry, etc., etc. Imprimé sur la demande des membres de cette Université. — A Parme. Imprimé par Bodoni, 1804. (In-8°, 19 p.).
- Nomenclatura delle città, castellanze, terre e ville degli Stati di Parma, Piacenza e Guastalla, rilevati dai governatori, guidicenti forensi e colonelli delle milizie, per ordine di Sua Eccellenza Moreau de Saint-Méry, consigliere di Stato, uno dei comandanti della Legione d'Onore, amministratore generale degli Stati medesimi. — Parma. Dalla Stamperia nazionale, anno XIII (1805). (In-4°) (1).
- Discours sur l'utilité du Musée établi à Paris ; prononcé dans sa séance publique du 1^{er} décembre 1784 par M. L. E. Moreau de Saint-Méry, ex-secrétaire perpétuel de ce Musée, conseiller d'Etat, etc., etc. — A Parme, Imprimé par Bodoni, 1805. (In-8°, 34 p. ; in-4°, 22 p.).
- Discours sur l'utilité des assemblées publiques littéraires, par M. L. E. Moreau de Saint-Méry. — Parme. Imprimé par Bodoni, 1805. (In-8°, 30 p.).
- Risposta alla lettera dell' Anzianato di Parma Linati, Filippo). — Parma, 1806. (In-8°).
- Lettre de M. Moreau de Saint-Méry à M. le rédacteur des *Annales politiques* (M. Villenave) avec une note du rédacteur. Extrait des *Annales politiques* du 13 avril 1818. — S. l. n. d. (In-8°, 3 p.).
- Ed. Marcheville (J. de). Lettre qui pourra donner de justes idées sur le sort de Saint-Domingue. — Paris, 1819. (In-8°).
- Extrait de la Description de la partie française de l'isle Saint-Domingue. [Fait par Fatin (J.-G.-E.).] Aperçu sur la colonie de Saint-Domingue. — Paris, 1828. (In-8°, 40 p.).
- Voyage aux Etats Unis de l'Amérique, 1793-1798. Edited with an Introduction and Notes by Stewart L. Mims. — New Haven : Yale University Press, 1913 (2).

1. Cf. R. di Soragna, *Bibliografia storica e statutaria delle provincie parmensi*, p. 19.

2. Moreau de Saint-Méry a publié aussi un grand nombre d'articles historiques, littéraires et scientifiques qui se trouvent dans les publications des sociétés savantes auxquelles il appartenait. Plusieurs de ses factums ont paru dans les *Causes célèbres, curieuses et intéressantes de toutes les cours souveraines du royaume* de Nicolas Lemoyne, dit *Des Essarts*.

B. — OEUVRES MANUSCRITES DE MOREAU DE SAINT-MÉRY

COLLECTION MOREAU DE SAINT-MÉRY (1) :

- Description historique de l'île Bourbon, 1506-1806. (1 vol., F³ 1).
Mémoires sur le Canada, 1540-1759. (1 vol., F³ 2).
Canada, 1556-1791. (14 vol., F³ 3-F³ 16).
Description : Flouve de l'Essequebo (Guyane), Floride, Gorée, Grenade.
(1 vol., F³ 17).
Guadeloupe : Historique, 1635-1790. (3 vol., F³ 18-F³ 20).
Cayenne et la Guyane française : Description et historique, 1651-1790.
(2 vol., F³ 21-F³ 22).
Iles à Crabel; Iles anglaises; Iles du vent espagnoles et hollandaises;
Iles malouines; Iles Seychelles; Jamaïque; Madagascar; Marie
Galante; Iles de Montrerrat; Miefes; Porto Rico. (1 vol., F³ 23).
Louisiane : Description et historique, 1680-1806. (2 vol., F³ 24-F³ 25).
Martinique : Historique, 1635-1801. (13 vol., F³ 26-F³ 38).
Description de la Martinique. (1 vol., F³ 39).
Code historique de la Martinique, 1780-1803. (2 vol., F³ 40-F³ 41).
Récit des événements qui ont eu lieu aux Antilles, 1757-1763. (1 vol.,
F³ 42).
Voyage à la Martinique en 1751, (en déficit). (1 vol., F³ 43).
Iles de : l'Anguille, Antigue, Barbade, Barboude; Berbice (Guyane);
côte d'Espagne; Cuba; Curaçao; Demerary; Désirade; Essequebo;
description historique. (1 vol. F³ 44).
Inde : Description historique et code historique, 1746-1787. (2 vol.,
F³ 45-F³ 46).
Iles de France et de Bourbon : Lettre à M. Sonnerat par M. de Cossi-
gny, histoire et histoire naturelle, (en déficit), 1784. (1 vol., F³ 47).
Indes orientales et îles d'Afrique, avec table manuscrite de 122 pages.
(1 vol., F³ 48).

1. Aux *Archives nationales*, côte : Colonies F¹ (registres 1-289). Cf. *Répertoire numérique des Archives des Colonies* par Pierre de Vaissière et Yvonne Bezard.

- Ile de France : Description et historique. (1 vol., F³ 49).
- Ile Royale : Description et historique, 1716-1718. (2 vol., F³ 50-F³ 51).
- Saint-Christophe : Description et historique, 1627-1784. (2 vol., F³ 52-F³ 53).
- Saba, Saint-Barthélemy, Saint-Eustache, Saint-Martin, Saint-Pierre et Miquelon, Terre-Neuve : Description et historique. (1 vol., F³ 54).
- Sainte-Lucie : Historique et description, 1605-1803. (3 vol., F³ 55-F³ 57).
- Saint-Thomas, Saint-Vincent, Sainte-Croix, les Saintes : Description et historique. (1 vol., F³ 58).
- Code historique de Saint-Vincent, 1787-1807. (1 vol., F³ 59).
- Code historique de Sénégal, 1763-1808. (1 vol., F³ 60).
- Documents sur l'Afrique, 1727-1789. (1 vol., F³ 61).
- Sénégal, Surinam, Terre-Neuve, Trinité : Description et historique. (1 vol., F³ 62).
- Tabago : Description et historique, 1492-1791. (3 vol., F³ 63-F³ 65).
- Procès-verbaux de l'Assemblée coloniale de Tabago, 1788-1806. (2 vol., F³ 65 bis-F³ 66).
- Histoire des colonies : Instructions aux administrateurs, 1665-1788. (6 vol., F³ 67-F³ 72).
- Répertoire des notions coloniales : Colonies en général. (23 vol., F³ 73-F³ 95).
- Description de la partie française de Saint-Domingue. (6 vol., F³ 96-F³ 101).
- Description de la partie espagnole de Saint-Domingue. (4 vol., F³ 102-F³ 105).
- Voyage en Chine de Van Braam (en déficit). (6 vol., F³ 106-F³ 111).
- Europe alphabétique (Notes historiques). (6 vol., F³ 112-F³ 117).
- Quadrupèdes du Paraguay, histoire naturelle, par D. Félix d'Azara ; traduite par Moreau de Saint-Méry. (2 vol., F³ 118-F³ 119).
- Réunion des Conseils de Saint-Domingue, 1787-1788. (1 vol., F³ 120).
- Prise de Santo Domingo, 1808. (2 vol., F³ 121-F³ 122).
- Voyage aux Etats-Unis, par Moreau de Saint-Méry, 1793-1798. (1 vol., F³ 123).
- Mémoires des Chambres d'Agriculture de Saint-Domingue et de la Martinique, 1761-1778. (2 vol., F³ 124-F³ 125).
- Mémoires des Chambres d'Agriculture de la Guadeloupe, de la Martinique et de Saint-Domingue, 1759-1788. (1 vol., F³ 126).
- Remontrances sur la réunion des deux Conseils de Saint-Domingue, 1788. (1 vol., F³ 127).
- Traite des nègres; notes, extraits de journaux, etc., 1788-1790. (1 vol., F³ 128).
- Essai sur l'esclavage des nègres. Manuscrit attribué à MM. Lafond de Ladebat, Barbé de Marbois et Billaud-Varennnes, Sinna Mary, 11 germinal an VII. (1 vol., F³ 129).

- Recueil de pièces concernant le comte de Grasse et relatives au combat naval du 12 avril 1782. (1 vol., F³ 130).
- Voyage à Guaxaca (Mexique), par Thierry de Menonville, botaniste du Roi (manuscrit), 1777. (1 vol., F³ 131).
- Notes historiques sur Saint-Domingue, par Moreau de Saint-Méry. (12 vol., F³ 132-F³ 141 bis).
- Lettres, mémoires, notes historiques sur Saint-Domingue, assemblés par Moreau de Saint-Méry, 1604-1813. (15 vol., F³ 142-F³ 155).
- Colonies alphabétiques : Notes et mémoires divers jusqu'en 1794. (1 vol., F³ 156).
- Tableau de l'administration des Iles sous le Vent, par M. le Brasseur, ancien administrateur des dites îles. (1 vol., F³ 157).
- Mémoire de M. de la Luzerne, sur les administrations dont il a été chargé, 1791. (1 vol., F³ 158).
- Colonies : Etats de service, listes, notes historiques. (1 vol., F³ 159).
- Colonies : Historique, terres titrées, troupes, etc. (1 vol., F³ 160).
- Cultures, manufactures coloniales, etc. (3 vol., F³ 161-F³ 163).
- Historique de Saint-Domingue : Lettres, mémoires, notes recueillies par Moreau de Saint-Méry, 1492-1806. (39 vol., F³ 164-F³ 202).
- Comptes généraux de la Martinique de 1814 à 1816, commission Vaugierard. (1 vol., F³ 203).
- Culture du nopal ; éducation de la cochenille, par M. Thierry de Menonville, botaniste du Roi. (1 vol., F³ 204).
- Code historique des Iles de France et de Bourbon, 1556-1807. (7 vol., F³ 205-F³ 211).
- Annales du Conseil supérieur de Cayenne, 1713-1780. (1 vol., F³ 212).
- Code de Cayenne, 1549-1803. (7 vol., F³ 213-F³ 219).
- Table chronologique et alphabétique du Code de Cayenne, 1579-1803. (1 vol., F³ 220).
- Code de la Guadeloupe, 1635-1806. (14 vol., F³ 221-F³ 234).
- Table chronologique et alphabétique du Code de la Guadeloupe, 1635-1806. (1 vol., F³ 235).
- Recueil des lois particulières à la Guadeloupe et à ses dépendances, 1671-1777. (1 vol., F³ 236).
- Description historique de la Guadeloupe, 1687-1812. (1 vol., F³ 237).
- Code de l'Inde, 1604-1803. (2 vol., F³ 238-F³ 239).
- Inde : Législation : Répertoire des deux registres précédents, 1604-1827. (1 vol., F³ 240).
- Code de la Louisiane, 1682-1802. (3 vol., F³ 241-F³ 243).
- Annales du Conseil supérieur de la Martinique, 1726-1778. (3 vol., F³ 244-F³ 246).
- Code de la Martinique, 1629-1784. (16 vol., F³ 247-F³ 262).
- Table chronologique et alphabétique du Code de la Martinique, 1629-1784. (1 vol., F³ 263).
- Code historique de la Martinique, 1804-1808. (1 vol., F³ 264).

- Code de la Martinique, 1785-1806. (1 vol., F³ 265).
Colonies : Code historique. (1 vol., F³ 266).
Colonies : Description et historique. (1 vol., F³ 267).
Saint-Domingue : Règlement du Conseil Supérieur du Port-au-Prince, 1686-1786. (1 vol., F³ 268).
Code de Saint-Domingue, 1492-1789. (13 vol., F³ 269-F³ 281).
Code historique de Saint-Domingue, 1754-1809. (3 vol., F³ 282-F³ 284).
Colonies anglaises, espagnoles, françaises ; Etats-Unis : Code historique, 1792-1795. (1 vol., F³ 285).
Code de Saint-Domingue, 1782-1802. (1 vol., F³ 286).
Lois projetées pour Saint-Domingue, 1787-1788. (1 vol., F³ 287).
Histoire géographique, civile et politique de l'isle de Saint-Jean-Baptiste de Porto-Rico, par Don Augustin Inigo ; traduit de l'espagnol par M. L. E. Moreau de Saint-Méry. (Paris, an VII, 1798) (1).
Relation du siège de Porto-Rico par les Anglais, commencé le 17 avril 1797 et levé le 2 mai suivant ; rédigée à Porto-Rico, en 1798, par A. P. Le Dru. Paris, 13 nov. 1807.
Mémoire sur la partie espagnole de l'île Saint-Domingue, 1^{er} messidor an X, 20 juin 1802, 52 p. (Abrégé de l'ouvrage imprimé) (2).
Mémoire des procès plaidés par Moreau de Saint-Méry au Conseil supérieur du Cap-Français, 1780-1783. (3 vol.) (3).
Estratto della Cronica de suoi tempi di Fra Salimbene di Adamo da Parma (4).
Diario parmigiano di Andrea Pugolotti, spogliato ed abbreviato da F. J. Affo. (Mss. in-4°).
Discorso pronunziato nell'Università di Parma. Traduzione dal francese di S. E. il Sig. Moreau Saint-Méry, da Luigi-Uberto Giordani. (Mss. in-4°) (5).
Description de la Jamaïque (6).
Histoire de Porto Rico.
Histoire des Etats de Parme, Plaisance et Guastalla.

1. Ce manuscrit et le suivant, reliés en un volume, se trouvent à la bibliothèque du ministère de la Marine, mss. 116. Cf. *Cat. gen. des Bibl. Pub. de France*, vol. 183 bis (*Bibl. du min. de la Marine*), p. 76.

2. *Archives du ministère de la Guerre*, mss. 1669. Cf. *Cat. gen. des Bibl.*, vol. 183 (4) (*Arch. du min. de la Guerre*), tome II, p. 339.

3. Bibliothèque d'Arras. Fonds Advielle, n^{os} 186-188. Cf. Advielle, *L'Odyssée d'un Normand*, p. 267.

4. Ce manuscrit et le suivant ont disparu. Cf. Affo et Pezzana, *Memorie dei Parmigiani*, vol. VI, p. 115, 358.

5. Biblioteca parmense. Cf. Affo et Pezzano, *op. cit.*, vol. VII, p. 610.

6. Cet ouvrage et les deux suivants, cités par Fournier-Pescay dans son article sur Moreau, ont disparu.

C. — BIBLIOGRAPHIE

- ADVIELLE (Victor). — L'Odyssée d'un Normand. Paris, 1901.
- AFFO (Le P. Ireneo) et PEZZANA (Angelo) — Memorie degli scrittori e letterati parmigiani. Parma, 1789-1833. (9 vol. in-4°).
- Almanach National de la France.
- AMIABLE (Louis). — Une loge maçonnique d'avant 1789, la R. : L. : les Neuf Sœurs. Paris, 1897.
- Appletons' Cyclopaedia of American Biography. Edited by James Grant Wilson and John Fiske. New York, 1888-1889. (6 vol. in-4°).
- Atti e memorie della R. Deputazione di storia patria per le provincie parmensi. Parma, 1892 et suiv. B. N. 8° K 211.
- AULARD (F.-A.). — La société des Jacobins. Paris, 1889-1897. (6 vol. in-4°).
- BAILLY (Jean-Sylvain). — Mémoires d'un témoin de la Révolution, Paris, 1821. (3 vol. in-8°).
- BALDENSPERGER (Fernand). — Le séjour de Talleyrand aux Etats-Unis. (Article dans *La Revue de Paris*, 15 nov. 1924).
- BARRATT (Norris S.). — Freemasonry in Pennsylvania, 1727-1907. Philadelphia, 1908-1909. (2 vol. in-4°).
- BAUDRY DES LOZIÈRES (Général Louis-Narcisse). — Voyage à la Louisiane et sur le continent de l'Amérique septentrionale, fait dans les années 1794 à 1798. Paris, 1802.
- Second voyage à la Louisiane, faisant suite au premier de l'auteur de 1794 à 1798. Paris, 1803. (2 vol. in-8°).
- BOISSONNADE (P.). — Saint-Domingue à la veille de la Révolution et la question de la représentation coloniale aux Etats Généraux (janvier 1788-7 juillet 1789). Paris, 1906.
- BOTTA (Carlo G.-C.). — Histoire d'Italie, de 1789 à 1814. Paris, 1824. (5 vol. in-8°).
- BRECK (Samuel) — Recollections of Samuel Breck, with passages from his notebooks. London, 1877.
- BRISOT DE WARVILLE (J.-P.). — Mémoires de Brissot sur ses contemporains et la Révolution française. (Ed. M.-F. de Montrol). Paris, 1830-1832. (4 vol. in-8°).

- CAPASSO (Gaetano). — Il Collegio dei Nobili di Parma. (*Archivio storico per le provincie parmensi*, nuova serie, vol. I (1901), p. 214-220).
- CARLYLE (Thomas). — Histoire de la Révolution française. (Trad. Renoult et Barot). Paris, 1865-1867. (3 vol. in-18).
- CARRÉ (Henri). — Les émigrés français en Amérique, 1789-1793. (Article dans *La Revue de Paris*, 15 mai 1898).
- CASTELLANE (Antoine de). — Gentilshommes démocrates. Paris, 1891.
- CASTRO (Giovanni de). — Storia d'Italia, dal 1799 al 1814. Milano, 1881.
- CESTRE (Charles). — Les Etats-Unis. Montrouge, 1928.
- CHALLAMEL (Augustin). — Les clubs contre-révolutionnaires, cercles, comités, sociétés, salons, réunions, cafés, restaurants et librairies. Paris, 1895.
- CHARTON (Louis). — Observations sur la conduite de M. Moreau, dit Saint-Méry, député de la Martinique à l'Assemblée Nationale, à l'égard de M. Louis Charton, pour servir de réponse à l'écrit improprement nommé *Mémoire justificatif de M. Moreau de Saint-Méry*. S. l. n. d. (Londres, 30 mars 1791).
- CHASSIN (Charles-Louis). — Les élections et les cahiers de Paris en 1789. Paris, 1888-1889. (4 vol. in-8°).
- CHINARD (Gilbert). — Volney et l'Amérique. Paris, 1923.
- CLERCQ (A.-J.-H. de). — Recueil des traités de la France. Paris, 1864-1900. (21 vol. in-8°).
- COBBETT (William). — Le tuteur anglais. Philadelphie, 1795.
- COLLOT (Georges-Henri-Victor). — Voyage dans l'Amérique septentrionale ou Description des pays arrosés par le Mississipi, l'Ohio, le Missouri, etc. Paris, 1826.
- COPPI (Antonio). — Annali d'Italia dal 1750. Roma, 1848. (17 vol. in-8°).
- COURNAUD (Abbé Antoine de). — Réponse aux *Observations d'un habitant des colonies sur le « Mémoire en faveur des gens de couleur, ou sang-mêlés, de Saint-Domingue et des autres îles françaises de l'Amérique, adressé à l'Assemblée Nationale par M. Grégoire »*. S. l. n. d.
- Courrier de la France et des Colonies. Philadelphie, *Chez Moreau de Saint-Méry*. 1795-1796. B. N. Lc¹² 72.
- DEJOB (Charles). — De l'établissement connu sous le nom de *Lycée et d'Athénée*. Paris, 1889.
- Mme de Staël et l'Italie, avec une bibliographie de l'influence française en Italie de 1796 à 1814. Paris, 1890.
 - L'Instruction publique en France et en Italie au XIX^e siècle. Paris, 1894.
- DÉMEUNIER (Jean-Nicolas). — Essai sur les Etats-Unis. Paris, 1786.
- L'Amérique indépendante. Gand, 1790. (3 vol. in-8°).
- DÉPRÉAUX (Albert). — Le commandant Baudry des Lozières et la phalange des Crête-Dragons (Saint-Domingue, 1789-1792). Paris, 1924.

- DESCHAMPS (Léon). — La Constituante et les colonies. La réforme coloniale. Paris, 1898.
- DREYFUS (Ferdinand). — Un philanthrope d'autrefois. La Rochefoucauld-Liancourt, 1747-1827. Paris, 1903.
- DRIAULT (J.-Edouard). — Napoléon en Italie. Paris, 1906.
- DUSAULX (Jean). — L'Œuvre de sept jours. (Ed. Berville et Barrière). Paris, 1821.
- DUVEYRIER (Honoré-M.-N.) et BAILLY (Jean-Sylvain). — Procès-verbal des séances et délibérations de l'Assemblée générale des électeurs de Paris, réunis à l'Hôtel de Ville le 14 juillet 1789. Paris 1790. (3 vol. in-8°).
- Histoire des premiers électeurs de Paris. Paris, 1828.
- Early proceedings of the American Philosophical Society. (*Proceedings of the American Philosophical Society*, n° 119. B. N. 8° R 9087).
- EVANS (Charles). — American Bibliography, 1639-1820. Chicago, 1903-1931. (11 vol. parus).
- EVANS (Paul D.). — Deux émigrés en Amérique : Talleyrand et Beaumetz. (Article dans *La Révolution française*, jan.-fév.-mars 1926).
- FAÿ (Bernard). — L'Esprit révolutionnaire en France et aux Etats-Unis à la fin du XVIII^e siècle. Paris, 1924.
- Bibliographie critique des ouvrages français relatifs aux Etats-Unis (1770-1800). Paris, 1924.
- Feuille du Jour, par Parisot, 1790-1792. B. N. Lc² 488.
- FOURNIER-PESCAY (D^r François). — Discours prononcé aux obsèques de M. Moreau de Saint-Méry, le 30 janvier 1819. Paris, s. d.
- Biographie de Moreau de Saint-Méry. (Article dans la *Biographie universelle* (Michaud), tome XXIX).
- French newspapers in the United States before 1800. (*Papers of the Bibliographical Society of America*, part two, 1920. B. N. 8° Q 2775 (14).).
- Gazette nationale ou le Moniteur universel. B. N. Lc² 113.
- GAZIN (J.). — Bibliographie de la Martinique. Fort-de-France, 1926.
- GRÉGOIRE (Abbé Henri-B.). — Mémoire en faveur des gens de couleur, ou sang-mêlés, de St.Domingue et des autres îles françaises de l'Amérique. Paris, 1789.
- GUÉRIN (Léon). — Introduction : *Description de la partie française de Saint-Domingue par M. L. E. Moreau de Saint-Méry*. Paris, 1875.
- HARRISSE (Henry). — Christophe Colomb, son origine, sa vie, ses voyages. Paris, 1884. (2 vol. in-4°).
- HAZARD (Paul). — La Révolution française et les lettres italiennes, 1789-1815. Paris, 1910.
- Histoire authentique de la Révolution de France. Londres, 1792. (2 vol. in-8°). B. N. Lc² 2278.
- HOEFER (D^r Ferdinand). — Editeur : Nouvelle biographie générale,

- depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours. Paris, 1852-1866. (46 vol. in-8°).
- KENT (Henry W). — Chez Moreau de Saint-Méry, Philadelphie. By Henry W. Kent of the Grolier Club, New York.
- LACOUR-GAYET. (G.). — Talleyrand, 1754-1838. Paris, 1928-1931. (3 vol. in-8°).
- LACROIX (Sigismond). — Actes de la Commune de Paris pendant la Révolution. Paris, 1894-1914. (15 vol. in-8°).
- LAMA (Giuseppe di). — Vita del cavaliere Giambattista Bodoni. Parma, 1816.
- LA ROCHEFOUCAULD-LIANCOURT (F.-A.-F. de). — Des prisons de Philadelphie, par un Européen. Philadelphie, *Chez Moreau de Saint-Méry*, 1796.
- Voyage dans les Etats-Unis d'Amérique, fait en 1795, 1796 et 1797. Paris, an VII. (8 vol. in-8°).
- LA TOUR DU PIN GOUVERNET (Henriette-Lucie DILLON, marquise de). — Journal d'une femme de cinquante ans, 1778-1815. Paris, 1913. (2 vol. in-8°).
- LAVISSE (Ernest). — Histoire de la France contemporaine, depuis la Révolution jusqu'à la paix de 1919. Paris, 1921-1922. (10 vol. in-8°).
- LEE (Sidney). — Editeur : Dictionary of National Biography. London, 1900. (63 vol. in-8°).
- MAVIDAL (Jérôme) et LAURENT (E.). — Editeurs : Archives parlementaires de 1787 à 1860, recueil complet des débats législatifs et politiques des Chambres françaises. Première série, 1787 à 1799. Paris, 1867-1896. (47 vol. in-4°).
- MELVILLE (Louis). — The life and letters of William Cobbett, in England and America. London, 1913. (2 vol. in-8°).
- MICHAUD (Louis-Gabriel). — Editeur : Biographie universelle ancienne et moderne. Paris, 1854-1865. (45 vol. in-8°).
- MIMS (Stewart L.). — Introduction : *Voyage aux Etats-Unis, 1793-1798, par Moreau de Saint-Méry*. New Haven, 1913.
- Letter to the editor of *The Nation* on Moreau de Saint-Méry's Diary. (Lettre dans *The Nation* du 18 juillet 1912, vol. 95, n° 2.455).
- MONNERON (Pierre-Antoine). — Sur les gens de couleur. Observations sur une lettre de M. Moreau de Saint-Méry écrite le 13 sept. 1791 au rédacteur de la *Feuille du Jour*. Paris, 1791.
- MORÉ (Charles-Albert, comte de). — Mémoires du comte de Moré, 1758-1837. Publiés pour la Société d'histoire contemporaine, par Geoffroy de Grandmaison et le comte de Pontgibaud. Paris, 1898.
- NAPOLÉON I^{er}. — Correspondance de Napoléon I^{er}, publiée par ordre de l'Empereur Napoléon III. Paris, 1858-1869. (32 vol. in-4°).

- Niveau de l'Europe et de l'Amérique septentrionale (Le), ou le Guide de l'observateur. Philadelphie, 1794-1795. B. N. Fol. Pb 561.
- Notes des travaux du citoyen Moreau de Saint-Méry. Paris, 30 brumaire an VIII. (Passerini, *Mémoire aneddoté*, p. 162-170). B. N. 8° K 3718.
- PASSERINI (Vincenzo). — *Memorie aneddoté per servire un giorno alla vita del Sig. Giovambattista Bodoni tipografo*. Parma, 1804.
- Procès-verbal de l'Assemblée des colons électeurs de la Martinique. Paris, 1789. B. N. 8° Le²³ 183 et 4° Lk¹⁹ 75.
- Publiciste (Le), nivôse an VI-1 nov. 1810. B. N. Lc³ 751.
- RAYMOND (aîné). — Réponse aux *Considérations* de M. Moreau, dit Saint-Méry, sur les colonies. Paris, 12 mai 1791. B. N. Lk¹² 144.
- RECOULY (Raymond). — Louis-Philippe. Le chemin vers le trône. Paris, 1930.
- ROBINET (Dr.). — Dictionnaire historique et biographique de la Révolution et de l'Empire (1789-1815). Paris, s. d. (2 vol. in-4°).
- ROBIQUET (Paul). — Le personnel municipal de Paris pendant la Révolution. Paris, 1890.
- ROSENGARTEN (Joseph G.). — The early French members of the American Philosophical Society. Philadelphia, 1907. B. N. 8° R Pièce 11468.
- French colonists and exiles in the United States. Philadelphia, 1907. B. N. 8° Pb 4812.
- Moreau de Saint-Méry and his French friends in the American Philosophical Society. (*Proceedings of the American Philosophical Society*, vol. I, 1911).
- SABIN (Joseph). — A dictionary of books relating to America, from its discovery to the present time. New York, 1868-1892. (20 vol. in-8°).
- SAGNAC (Philippe). La législation civile de la Révolution Paris, 1898.
- SAINTOYANT (J.). — La colonisation française pendant la Révolution, 1789-1799. Paris, 1931. (2 vol. in-16).
- SCHARF et WESTCOTT (T.). — History of Philadelphia, 1609-1884. Philadelphia, 1884. (3 vol. in-4°).
- SCHINZ (Albert). — La librairie française en Amérique au temps de Washington. (Article dans *La Revue d'Histoire littéraire de la France*, oct.-déc. 1917).
- SIEGFRIED (André). — Les Etats-Unis d'aujourd'hui. Paris, 1927.
- SILVESTRE. — Société royale et centrale d'Agriculture. Discours prononcé le 30 janvier 1819, lors de l'inhumation de M. Moreau de Saint-Méry. S. l. n. d. B. N. 8° Pièce L n²⁷ 14809.
- Notice biographique sur M. Moreau de Saint-Méry, lue à la séance publique de la Société royale d'Agriculture, le 18 avril 1819. Paris, 1819. B. N. 8° Pièce Ln²⁷ 14811.

- SORAGNA (R. di). — Bibliografia storica e statutaria delle provincie parmensi. Parma, 1886.
- STANTON (Théodore). — Letter of July 1, 1912 to the editor of *The Nation* on Moreau de Saint-Méry's Diary. (Lettre dans *The Nation* du 18 juillet 1912, vol. 95, n° 2455).
- STILES (Ezra). — The literary diary (1769-1795) of Ezra Stiles, D. D., LL. D., president of Yale college. (Ed. F. B. Dexter). New-York, 1901. (3 vol. in 8°).
- STODDARD (T. Lothrop). — The French Revolution in San Domingo. Boston, 1914.
- TALLEYRAND (Charles-Maurice). — Essai sur les avantages à retirer des colonies nouvelles dans les circonstances présentes. *Mémoires de l'Institut national*, 25 messidor an V.
- Mémoires sur les relations commerciales des Etats-Unis avec l'Angleterre. *Mémoires de l'Institut national*, 15 germinal an V.
- Mémoires de Talleyrand. (Ed. le duc de Broglie). Paris, 1891-1892. (5 vol. in-8°). B. N. La³⁰ 57.
- TANGUY DE LA BOISSIÈRE (C.-C.). — Observations sur la dépêche écrite le 16 janvier 1797, par M. Pickering à M. Pinkney. Philadelphie, Chez Moreau de Saint-Méry, 1797. B. N. Lb⁴² 249.
- TANTET (Victor). — Les réfugiés politiques français en Amérique sous la Convention. Moreau de Saint-Méry, libraire à Philadelphie. (Article dans *La Revue*, 1 août 1905).
- TRICOCHÉ (Georges-N.). — La guerre franco-américaine, 1798-1801. (Article dans *La Revue historique*, 1904, tome LXXXV).
- TURNER (Frederick J.). — Correspondance of the French ministers to the United States, 1791-1797. (*Annual Report of the American Historical Association*, 1903, vol. II). Washington, 1904.
- VAN BRAAM HOUCKGEEST (André-Everard). — Voyage de l'ambassade de la Compagnie des Indes orientales hollandaises vers l'Empereur de la Chine dans les années 1794 et 1795. Philadelphie, Chez Moreau de Saint-Méry, 1797-1798. B. N. 4° On² 66.
- VOLNEY (C.-F.). — Tableau du climat et du sol des Etats-Unis d'Amérique, suivi d'éclaircissements sur la Floride, sur la colonie française au Scioto, sur quelques colonies canadiennes et sur les sauvages. Paris, an XII, 1803. (2 vol. in-4°).
- YEWDALE (Ralph B.). — An unidentified article by Talleyrand, 1796. (Article dans *The American Historical Review*, oct. 1922).
-

D. — INDEX DES NOMS CITÉS

- | | |
|--|---|
| <p>Adamo da Parma, 256.
 Adams (Henry), 129.
 Adams (John), 142, 149, 192, 196,
 207, 208, 210, 211.
 Adet, 142, 143, 154, 185, 186, 189,
 191, 193, 199.
 Albane (L'), 144.
 Allen (Thomas), 137.
 Aumont (duc d'), 45.
 Avril, 64.
 Azara (Félix d'), 223, 251, 254.</p> <p>Bache (Benjamin-Franklin), 142,
 187, 192.
 Bacon (Roger), 42.
 Bailly, 35-37, 41, 42, 44-47, 49-53, 57,
 58, 62, 66, 67, 120, 183, 237,
 257, 259.
 Barbé de Marbois, 18, 23, 26, 188,
 231, 254.
 Barnave, 78, 84, 87, 95, 102, 113.
 Barras, 217, 218.
 Barrère, 109, 113.
 Barton (B.-S.), 192.
 Baudan, 115.
 Baudry des Lozières, 11, 124, 157,
 180, 186, 193, 215, 219, 220, 257,
 258.
 Bayliès Dupuy, 125.
 Beaujolais (comte de), 173, 174.
 Beaumez (Briois de), 132, 133, 140,
 166, 167, 177, 178, 182, 183, 196,
 199, 200, 204, 205, 257, 259.
 Berr (Michel), 240.
 Berthier de Sauvigny, 52, 58.</p> | <p>Berthollet, 37.
 Bertolio (l'abbé), 37, 54.
 Besenval (baron de), 58, 80.
 Béthune-Charost, 250.
 Billaud-Varennes, 254.
 Bingham (William), 142.
 Blacons (marquis de), 166, 167, 179-
 181.
 Bodoni (Giambattista), 145, 225, 226,
 251, 252, 260, 261.
 Boislandry (Louis de), 179.
 Boissy d'Anglas, 147.
 Bordes (J.-M. de), 149.
 Botta (Charles), 227, 235, 257.
 Bouillé (marquis de), 115.
 Bourdon de la Crosnière, 62.
 Bradford (Thomas), 142.
 Breck (Samuel), 142, 173, 174, 181,
 257.
 Brissot de Warville, 7, 46, 61, 77, 90,
 93, 117, 237, 257.
 Bruix (l'amiral), 218.
 Bruley de la Marmalade, 153.
 Buffon, 188.</p> <p>Cabanis, 188.
 Cadet de Vaux, 188.
 Cadoudal, 229, 252.
 Cambacérès, 234, 235, 237, 238.
 Campan (Mme), 133.
 Camus, 37, 84.
 Caseres (don), 15.
 Castelveyre (Turc de), 248.
 Castries (marquis de), 17, 18, 21, 23,
 26.</p> |
|--|---|

- Cazenove (Théophile de), 133, 140,
172, 182, 201, 204.
Ceretti, 222.
Champagny, 230, 232.
Champion de Villeneuve, 43, 204.
Chaptal, 248.
Charles, 188.
Charles IV d'Espagne, 220, 222.
Charton (Louis), 70-74, 82, 122,
258.
Chassanis, 183.
Chasseron, 248.
Chastellux (marquis de), 7, 188.
Chateaubriand, 164, 210.
Clinton (George), 133.
Cobbett (William), 143, 149, 150,
194-196, 205, 209, 249, 258, 260.
Cocherel, 79.
Collot (Victor), 184, 185, 197, 210,
258.
Colomb (Christophe), 14, 15, 161,
162, 259.
Condorcet, 19, 37, 60, 77, 78, 171,
188, 237.
Consalvi (le cardinal), 227, 228.
Corday (Charlotte), 161.
Corrège (Le), 226.
Cossigny, 253.
Cournand (l'abbé de), 85, 258.
Court de Gébeline, 20, 65.
Crèvecœur (Saint-John de) 7, 188.
Cullion (de), 102.
Cunningham, 173.
Curt (de), 79, 82, 247.
Custis (Martha), 196.

Dallas (Alexander), 142.
Dandré, 123.
Danton, 237.
Daubenton, 188.
Daugy, 153.
Decquemare, 188.
Delagrange (Joseph), 157, 238.
Delattre, 105.
Delavigne, 39, 55, 57.

Déméunier, 37, 102, 109, 140, 148,
166, 177, 178, 184, 198, 202,
204-206, 258.
Dennis, 188.
Déparcieux, 19.
Descombaz, 137.
Desfourneaux, 184.
Desmoulins (Camille), 237.
Dillon (Arthur), 72, 73, 75, 79, 87,
99, 100.
Domergue (Urbain), 202.
Doulioles, 248.
Drake (Sir Francis), 15.
Duane (William), 209.
Dubourg, 188.
Dubua-Duferret, 68.
Duny, 153.
Dupetit-Thouars, 182.
Duponceau (Peter-S.), 142, 187, 189,
193.
Dupont de Nemours, 120, 142, 189.
Duportail, 174.
Duquesnoy, 248.
Dusaulx, 36, 37, 43, 53, 56, 60,
259.
Duveyrier, 35, 37, 41, 50, 259.

Egron, 153, 154.

Fatin (J.-G.-E.), 252.
Fauchet, 154, 165, 170, 171, 175, 180,
182, 185, 189, 214.
Fauchet (l'abbé), 37, 65.
Ferdinand III (l'archiduc), 220.
Flesselles, 36, 40, 43.
Flucker (Mme Sarah Lyons), 178,
183.
Formey, 145.
Fortune (Michael), 146, 249.
Fouché, 234.
Foulon, 52, 58.
Fourcroy, 19.
François II d'Autriche, 220.
Franklin (Benjamin), 66, 150, 187,
188, 191, 192, 237.

- Gaillard, 202.
Gallatin, 150.
Garat, 19, 203.
Garran de Coulon, 37.
Gaterau, 152, 155, 158-161.
Genêt, 133, 189, 214.
Genlis (Mme de), 170.
Gérard, 79, 84.
Gerry (Elbridge), 207.
Giordani (Luigi-Uberto), 256.
Giraud, 64.
Godard, 65, 66.
Gouy d'Arisy, 28-31, 71, 79, 102, 113, 114.
Goynard, 130.
Grasse (comte de), 255.
Grégoire (l'abbé), 78, 84-86, 105, 106, 108, 247, 248, 258, 259.
Greuze, 237.
Guerlain, 133.
Guichen, 188.
Guillot, 37.
Guingenê, 203.

Hamilton (Alexander), 134, 135, 196, 213.
Heurtault-Lamerville, 217.
Houdon, 237.
Howard (John), 148.
Humphreys (David), 171.

Inigo (don Augustin), 256.

Jefferson (Thomas), 187, 191, 192, 196.
Joly (le ministre, de), 37, 53.
Joly (le mulâtre, de), 107.
Jones (John Paul), 237.
Joséphine (l'Impératrice), 220, 239.
Junot (le général, duc d'Abrantès), 234, 235.

King (Rufus), 142.
Knox (Henry), 136, 178, 183.
Kociusko (Thadée), 197.

La Colombe, 132-134, 166, 174, 176.

La Fayette (marquis de), 43-46, 52, 53, 62, 65-67, 69, 70, 78, 79, 120, 122, 164, 175, 176, 180, 188.
La Fayette (Georges-Washington Motier de), 45, 185, 186.
La Fayette (marquise de), 54.
Lafond de Ladebat, 254.
La Grange, 146, 157.
La Harpe, 19.
Lalande, 11, 37, 237.
La Luzerne (comte de), 18, 26, 70, 80, 189, 213, 255.
Lamardelle, 26.
Lameth, 87, 174.
Landaff (lord), 196.
Landriani (Luigi), 226.
Lanfranco, 226.
Langdon (Samuel), 196, 211.
La Peyrouse, 182.
Laplace, 203.
La Ray de Chaumont, 183.
Larevellière-Lépeaux, 218.
La Rochefoucauld-Liancourt (duc de), 7, 62, 66, 120, 123, 147, 148, 163, 167, 169-172, 176, 183, 189, 193, 197, 205, 210, 259, 260.
La Roque (A.-J.), 193.
La Tour du Pin Gouvernet (marquise de), 157, 167, 169, 182, 196, 210, 260.
Launay (marquis de), 80, 200.
Laveaux (le général), 184, 201.
Lavoisier, 188, 194.
Law (Thomas), 196.
Le Brasseur, 255.
Le Brun, 233-235.
Le Comte (F.-W.), 193.
Le Dru (A.-P.), 256.
Lefebvre (l'abbé), 42, 43.
Le Fessier de Grandpré, 193.
Legaux (P.), 193.
Lerebours (Alexandre), 183, 193.
Le Roux, 188.
Lessart, 179.
Letombe, 184, 186, 197, 206.

- Lézay-Marnésia, 7, 210.
 Linati (Filippo), 252.
 Liston (Robert), 214.
 Livingston (Robert), 196.
 Logan (Dr), 142.
 Louis I^{er} d'Etrurie, 220-223.
 Louis XIV, 10.
 Louis XV, 190.
 Louis XVI, 18, 49-51, 62-64, 115, 120,
 124, 190, 247.
 Lourdet, 60.
 Louverture (Toussaint), 146, 201.
- Madison (James), 150.
 Magaw (Samuel), 192.
 Malouet, 82, 113.
 Marat, 161.
 Marcheville (J. de), 252.
 Marie-Louise (l'Impératrice), 235.
 Marmontel, 37.
 Marshall (John), 207.
 Maury (l'abbé), 84, 91.
 M^c Kean (Thomas), 192, 195.
 Menonville (Thierry de), 255.
 Mercier de la Rivière, 17.
 Mérian (Daniel), 130, 133.
 Merlin, 217, 218.
 Messier, 11.
 Michel-Ange de Sienna, 226.
 Milhet (Jean), 12.
 Minier, 60.
 Mirabeau, 66, 78, 120, 177, 179.
 Monge, 19.
 Monneron (Louis), 112, 115, 116.
 Monneron (Pierre), 79, 115, 116, 260.
 Montier (de), 213.
 Montpensier (duc de), 173, 174.
 Moore (John), 157.
 Moré de Pontgibaud (comte de), 164,
 167, 175, 179, 180, 182, 204, 212,
 260.
 Moreau de Saint-Méry fils, 12, 65, 123,
 167, 205, 215, 225, 226, 232, 241.
 Moreau de Saint-Méry (Mme), 12,
 167, 186, 205, 215, 241.
- Moreau de Saint-Méry (Aménaïde),
 123, 215, 226.
 Morris (Robert), 181, 205.
 Mozard, 193, 199.
- Nancrède, 180.
 Napoléon I^{er}, 217, 220-238 *passim*,
 243, 259, 260.
 Nardon, 235, 236.
 Necker, 39, 47, 48, 50, 54, 55, 69,
 70.
 Necker (Mme), 54.
 Neufchateau (François de), 22.
 Noailles (vicomte de), 132, 142, 166,
 174-176, 181, 183, 210.
- Ogé jeune, 90, 100, 107.
 Orléans (Louis-Philippe, duc d'), 173,
 174, 197, 210, 261.
 Otto, 189.
- Paine (Thomas), 150, 194.
 Palissot de Beauvois, 180, 193, 201,
 217.
 Palloy, 139.
 Parent, 153, 155, 195, 215.
 Parke (Thomas), 192.
 Parker (le colonel), 131.
 Parme (Ferdinand I^{er}, duc de), 221-
 224, 229.
 Parme (duchesse de), 222-224.
 Parmesan (Le), 226.
 Pasquier, 47.
 Pastoret, 237.
 Patterson (Robert), 192.
 Payen de Boisseuf, 84, 178.
 Peale (Charles-Wilson), 191-193.
 Pemberton (James), 191.
 Penn (William), 14.
 Péralta (don Isidore), 14, 15.
 Pérignon, 57.
 Pétion, 98, 106, 177.
 Phelipeau, 92, 248.
 Philippe-Egalité, 173, 237.
 Piccinni, 237.

- Pickering (Timothy), 142, 149, 214, 262.
Pie VII, 227.
Pilâtre de Rozier, 18, 19, 188.
Pillet, 176, 180.
Pinkney (William), 149, 207, 262.
Polverel, 160.
Ponce, 92, 248.
Portalis, 227.
Priestley (Joseph), 191, 194.
Proust, 19.
Provence (Louis XVIII, comte de), 18, 19, 237, 239, 240.
Pugolotti (Andrea), 256.
Quesnay de Beaurepaire, 20.
Quicksilver (James), 149.
Raborteau, 153.
Raby, 28.
Ramel de Nogaret, 217, 218.
Randolph (Edmund), 150.
Raymond aîné, 100, 101, 107, 111, 261.
Raynal (l'abbé), 24, 188, 202.
Rayneval (Gérard de), 188, 189.
Regnard, 114.
Renaudin, 215.
Rewbell, 80, 97, 112, 113, 218.
Reynaud (comte de), 28, 29, 71, 79, 84, 114.
Ricard, 184.
Rigaud, 201.
Rittenhouse (David), 187, 191.
Robespierre, 97, 108, 110, 111, 113, 124, 209.
Robin (l'abbé), 7.
Rochambeau (comte de), 164, 175.
Rochambeau (vicomte de), 142, 145, 201.
Roche (baron de la), 133-137 *passim*.
Roederer, 111.
Rouget de Lisle, 121.
Rozier, 186, 206.
Rush (Benjamin), 191, 192, 195, 196.
Sainte-Beuve, 169.
Salimbene (Fra), 256.
Samachini, 226.
Sharpless (James), 196.
Sieyès (l'abbé), 66, 77, 78, 237.
Solana (don Joseph), 14, 15.
Sonnerat, 253.
Sonntag (William Louis), 134, 135.
Staël (Mme de), 54, 178, 217, 258.
Sterne (Laurence), 170.
Stiles (Ezra), 178, 262.
Sue (Pierre), 19, 161.
Talleyrand, 120, 132-134, 136, 137, 140, 142, 144, 147, 148, 162, 166-171, 174, 176-178, 182, 183, 189, 193, 196, 197, 200, 202-205, 207, 208, 210, 217, 219, 221, 223, 224, 226, 228, 232, 257, 259, 260, 262.
Talon (Antoine-Omer), 132, 166, 177, 181, 183.
Tanguy de la Boissière, 150, 152-154, 262.
Target, 171.
Ternant (de), 179, 189, 213, 214.
Thibaut (l'archevêque), 153.
Thuriot de la Rosière, 36.
Tillot (du), 227, 228.
Tracy (de), 106.
Treilhard, 217, 218.
Turchi (l'évêque), 222.
Vallance, 141, 150.
Van Braam, 148-150, 197, 214, 250, 254, 262.
Vaughan (John), 192.
Vaugirard, 255.
Vauvilliers, 60.
Vergennes, 188.
Villatte, 201.
Villedieu, 36.
Villeneuve, 240, 252.
Volney (comte de), 7, 129, 142, 143, 166, 169, 171-174, 183, 189, 193, 194, 197, 210, 217, 258, 262.

Voltaire, 226, 237.

Von Steuben, 189, 193.

Washington (George), 132, 145, 168,
169, 172-175, 185, 191-193, 195,
196, 207, 208.

White (Dr William), 192.

Wilson (James), 131.

Wistar (Caspar), 192.

Wolcott (Oliver), 150.

Yrujo (don Carlos, marquis de Casa),
195, 196, 214.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
PRÉFACE.....	7
INTRODUCTION. — <i>Jeunesse aux Antilles françaises : Période pré-révolutionnaire (1750-1789)</i>	9
1. Avocat à Saint-Domingue. — <i>Loix et constitutions des colonies françaises</i> . — 3. Le Tombeau de Christophe Colomb. — 4. L'Appui du gouvernement. — 5. La Franc-maçonnerie. — 6. Rôle de Moreau de Saint-Méry dans l'agitation pré-révolutionnaire aux colonies. — 7. Nomination comme électeur du quartier Saint-Eustache.	

PREMIÈRE PARTIE

MOREAU DE SAINT-MÉRY EN FRANCE (1789-1793)

CHAPITRE PREMIER. — <i>L'Assemblée des Electeurs du Tiers-Etat de Paris (juillet 1789)</i>	35
1. La Prise du pouvoir par les Electeurs du Tiers-Etat. — 2. Moreau de Saint-Méry élu Président des Electeurs. — 3. Son Pouvoir suprême dans Paris la nuit du 14 juillet. — 4. Son Rôle dans les élections de La Fayette et de Bailly. — 5. Sa Harangue à Louis XVI. — 6. Massacres de Foulon et de Berthier. — 7. Réception de Necker et fin de l'Assemblée des Electeurs.	
CHAPITRE II. — <i>L'Assemblée des Représentants de la Commune de Paris (juillet 1789-octobre 1790)</i>	57
1. Moreau de Saint-Méry élu Président de la première Commune de Paris. — 2. Président de la deuxième Commune. — 3. Sa Deuxième harangue au roi. — 4. Sa Démission. — 5. Ses Rapports avec la Commune après son entrée à l'Assemblée Nationale.	
CHAPITRE III. — <i>Election à l'Assemblée Nationale (14 octobre 1789)</i>	68
1. L'Assemblée des colons de la Martinique. — 2. La Fayette et l'intendance des Colonies. — 3. Travaux de Moreau de Saint-Méry en faveur de la représentation coloniale. — 4. L'Affaire Charton. — 5. L'Union des députés coloniaux.	
CHAPITRE IV. — <i>L'Assemblée Constituante: Les colonies contre la métropole</i>	77
1. Les Partis à la Constituante. — 2. La Députation coloniale. — 3. Le Comité spécial des Colonies. — 4. Les Escarmouches parlementaires.	

taires entre les colons et les Amis des Noirs. — 5. Les Polémiques. — 6. Rôle de Moreau de Saint-Méry dans l'œuvre législative de la Constituante. — 7. La Duplicité de l'Assemblée coloniale de la Martinique.

CHAPITRE V. — *L'Assemblée Constituante : La question de l'esclavage et le décret du 15 mai 1791*..... 95

1. L'Hésitation de la Constituante devant le problème colonial. —
2. Le Projet de décret colonial du 11 janvier. — 3. La Perte de faveur des coloniaux. — 4. Le Discours de Moreau de Saint-Méry sur la division du ministère de la Marine. — 5. Le Début de la lutte décisive. — 6. La Grande bataille parlementaire de 1791 sur les colonies. — 7. Le Décret du 15 mai. — 8. Les Suites de la législation coloniale. — 9. L'Annulation du décret sur l'esclavage.

CHAPITRE VI. — *La Fuite sous la Convention (novembre 1793)*..... 119

1. Les Jacobins et la Société de 1789. — 2. Les Feuillants et le Club de l'Hôtel de Massiac. — 3. Les Marseillais à Paris (30 juillet 1792). — 4. La Fuite de Moreau de Saint-Méry en Normandie. — 5. Sa Fuite de la France.

DEUXIÈME PARTIE

MOREAU DE SAINT-MÉRY AUX ÉTATS-UNIS (1793-1798)

CHAPITRE PREMIER. — *Voyage aux Etats-Unis*..... 129

1. Séjour à Norfolk. — 2. Moreau de Saint-Méry à New-York. — 3. Son Installation à Philadelphie comme libraire.

CHAPITRE II. — *Moreau de Saint-Méry and Co., Bookseller and Printer*. 138

1. Moreau de Saint-Méry, libraire et imprimeur. — 2. *La Partie espagnole de Saint-Domingue*. — 3. *La Partie française*. — 4. Autres œuvres de Moreau. — 5. Ouvrages de ses amis publiés chez lui.

CHAPITRE III. — *Les Journaux français à Philadelphie (1793-1798)*. 151

1. Le Journalisme factionnaire français dans la capitale américaine. — 2. Le Journaliste Tanguy de la Boissière. — 3. *Le Courrier de la France et des Colonies*. — 4. Le Rédacteur royaliste, Gaterau. — 5. Les Articles de Moreau de Saint-Méry et de Talleyrand.

CHAPITRE IV. — *Moreau de Saint-Méry et son Cercle français*..... 163

1. Les Exilés politiques français à Philadelphie. — 2. Les Réunions journalières chez Moreau de Saint-Méry. — 3. Talleyrand. — 4. Le Duc de La Rochefoucauld-Liancourt. — 5. Volney. — 6. Le Duc d'Orléans. — 7. Les Anciens officiers de La Fayette. — 8. Les Ex-Constituants. — 9. Comment ils vivaient : l'agiotage. — 10. Autres Amis français de Moreau de Saint-Méry.

CHAPITRE V. — *Autres amitiés de Moreau de Saint-Méry*..... 187

1. Les Membres français de l'*American Philosophical Society*. — 2. Moreau de Saint-Méry à la Société philosophique de Philadelphie. — 3. Ses collègues américains. — 4. Autres Connaissances à Philadelphie : Priestley, Cobbett, Law, Kosciusko, Van Braam.

CHAPITRE VI. — *Les Relations franco-américaines à la fin du siècle :*

Départ de Moreau de Saint-Méry..... 198

1. La situation de Moreau aux Etats-Unis au début de son séjour.
- 2. Ses Rapports avec les Antilles et avec la France. — 3. Sa Décisions de quitter l'Amérique. — 4. La Mésentente franco-américaine.
- 5. *L'Alien Act* et le groupe de Moreau de Saint-Méry. — 6. Vues de Moreau sur la question des Etats-Unis. — 7. Son Départ.

ÉPILOGUE. — *Moreau de Saint-Méry, ambassadeur et conseiller d'Etat sous Napoléon. Fin de sa vie (1806-1819)*..... 217

1. Son Retour à Paris. — 2. Moreau de Saint-Méry, conseiller d'Etat. — 3. Résident de la République aux Etats de Parme. — 4. Administrateur général de Parme, Plaisance et Guastalla. — 5. Son Administration en Italie. — 6. Ses Rapports avec Napoléon. — 7. L'insurrection du Plaisantin. — 8. La Disgrâce. — 9. Fin de sa vie.

CONCLUSION..... 242

APPENDICE :

- A. Œuvres imprimées de Moreau de Saint-Méry..... 247
- B. Œuvres manuscrites de Moreau de Saint-Méry..... 253
- C. Bibliographie..... 257
- D. Index des noms cités..... 263

